

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13648 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 14 DÉCEMBRE 1988

## Le pari de Lech Walesa

La fête est finie. Après trois jours de folie à Paris, où il a été traité tantôt comme une star de cinéma, tantôt comme un homme d'Etat, omni-présent sur les chaînes de télévision, transporté à travers la capitale avec gyrophare et escorte officielle, reçu par les dirigeants politiques et syndicaux, Lech Walesa a regagné la Pologne. Il retourne à Gdansk le 13 décembre, jour du septième anniversaire de la proclamation de l'état de guerre par le général Jaruzelski.

Le fait que le pouvoir ait autorisé le chef de Solidarité à voyager, pour la première fois depuis sept ans, traduit-il un nouveau climat en Pologne ? M. Walesa s'en est déclaré convaincu, sans pour autant vouloir — ou pouvoir — fournir d'autres signes concrets d'un débloqué politique dans son pays. Incontestablement, les autorités polonaises ont changé de stratégie à l'égard du personnage Walesa, subitement devenu, après les grèves d'août, un opposant respectable.

Interlocuteur du général Kiszczak, le ministre de l'Intérieur, pour les négociations infructueuses de septembre-octobre, M. Walesa a pour la première fois eu directement accès à la presse officielle en septembre, par le biais d'une longue et intéressante interview au mensuel « Konfrontacje ». Puis, le 30 novembre, le pouvoir lui a ouvert les antennes de la télévision nationale, pour un débat historique avec le chef des syndicats officiels, qui a fait pâle figure face aux arguments de Lech Walesa en faveur du pluralisme. Quelques jours plus tard, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, qui n'est, en d'autres temps, pas de mots assez durs pour le leader de Solidarité, rendait hommage à M. Walesa et à son sens des responsabilités. Enfin, les médias polonais ont rendu compte, même brièvement, de sa visite à Paris.

De la glasnost à peu de frais, disent les sceptiques. On peut ainsi donner l'impression que les choses bougent tout en faisant échec, dans le même temps, à la tenue de la « table ronde » promise à Solidarité et à l'Eglise. Les mêmes sceptiques relèvent que le premier ministre, M. Rakowski, vient de rappeler au quotidien de RFA « Die Welt » les besoins urgents de la Pologne en matière de crédits occidentaux. Ils relèvent aussi que M. Rakowski évoque volontiers l'idée de pluralisme politique, à condition que Solidarité en soit exclu, qu'une voiture de police continue de filmer les allées et venues devant la domicile de M. Walesa à Gdansk, et que des passeports ont été refusés à plusieurs opposants, comme Adam Michnik, Władysław Frasyniuk et Jacek Czaputowicz.

M. Walesa et ses conseillers pensent qu'il y a malgré tout une chance à saisir pour sortir du « labyrinthe ». Conscient de ses formidables atouts personnels, le président de Solidarité est trop rusé pour ignorer les risques du jeu de séduction du pouvoir, il sait aussi que le désaccord demeure total sur la question de fond, mais croit pouvoir obtenir par la modération et le compromis ce que la faiblesse des grévistes n'a pu permettre de conquérir. A condition, toutefois, que les ouvriers polonais veuillent bien rester patients : une grève de dix heures aux aciéries de Nowa-Huta de Cracovie n'a pris fin mardi qu'après satisfaction des revendications salariales.

M 0147 - 12140 - 4,50 F

3790147004500 12140

## Un sondage IPSOS pour « le Monde » et RTL

### 68 % des agents du service public favorables au service minimum en cas de grève

A une très forte majorité — 68 % contre 25 % — les agents du service public sont favorables à la généralisation du service minimum en cas de grève, selon un sondage IPSOS-« le Monde »-RTL. Ils sont seulement 3 % à considérer que le premier ministre est leur patron. 40 % estiment qu'il s'agit du directeur de leur administration ou de leur établissement.

POINT DE VUE

## L'Etat, patron introuvable

par Paul Reverdy  
président de la RATP

LORSQU'UNE installation électrique disjoncte dans une maison, le mouvement naturel est de remplacer les plombs. Une fois, deux fois, trois fois, cela peut apparaître comme la bonne solution. Lorsque la mésaventure se répète trop souvent, le propriétaire est conduit à se demander si ce n'est pas l'ensemble de l'installation qu'il faut revoir. Face aux sous-traitants, cycloques de l'énorme

machine que constitue le monde des entreprises publiques, surgissent périodiquement des propositions de remèdes.

La dernière en date est le service minimum. Pourquoi pas ? Si il est possible à mettre en œuvre, et si la mesure est efficace, ce serait bête de s'en priver. Mais qu'on ne se fasse pas d'illusion, ce remède ne sera, au mieux, qu'un analgésique. Si l'on veut s'attaquer à la maladie, il faut, en ce temps où les idées simples sont à la mode, se poser les questions fondamentales.

Tout en restant attachés à la grille indiciaire, les agents sont partisans d'un certain nombre de réformes : développement de l'avancement au mérite, mise en œuvre de l'intéressement. (Lire page 43 l'article de Michel Noblecourt).

Des grèves continuent de perturber le trafic à la RATP tandis que les négociations salariales se poursuivent à la SNCF.

(Lire la suite page 42.)

## La perestroïka et les leçons d'un tremblement de terre

### Opération-vérité en Arménie

De jour en jour se révèle l'ampleur du désastre. Les conséquences du séisme en Arménie ont été aggravées par l'inadaptation des services de secours et par la médiocre qualité de la construction. M. Gorbatchev a apparemment pris le parti de dire toute la vérité sur la situation.

MOSCOU  
de notre correspondant

« Pour nous, c'est comme la deuxième guerre mondiale », disait échapper, dimanche 11 décembre, M. Tchazov, le

ministre soviétique de la santé devant une personnalité étrangère venue apporter des secours à Erivan.

Ce que voulait dire par là M. Tchazov, c'est que l'URSS, comme en 1941, se trouve prise par surprise, qu'elle a le plus grand mal à coordonner ses opérations, qu'elle manque de tout et qu'en même temps chacun lutte comme il peut, dans la solidarité nationale et internationale qu'exige l'épreuve.

Et il faut croire que, présent dans toutes les têtes, ce parallèle ne déplaît pas en haut lieu, puisque un quotidien tirait dimanche : « Frères et sœurs », un arti-

cle sur les secours, qu'il s'agit-là des premiers mots du premier discours de Staline après l'invasion allemande, et que le thème de la « famille » vient d'être longuement développé par M. Gorbatchev.

Et pour ce qui est de « la réponse de notre peuple », « quelle générosité, quelle disponibilité à venir à l'aide d'une République sœur ! », s'est-il exclamé ce week-end avant d'ajouter : « Dans la joie comme dans la douleur, c'est ainsi que nous devons vivre : ensemble, comme une seule famille ».

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

## M. Arafat devant l'ONU à Genève



PAGE 6

## Le retrait des Cubains d'Angola

Accord à Brazzaville entre La Havane, Luanda et Pretoria

PAGE 48

## Exécutions massives en Iran

Un rapport d'Amnesty international

PAGE 6

## Grève générale mercredi en Espagne

Le défi des syndicats socialistes à M. Gonzalez

PAGE 4

## Refonte des programmes scolaires

M. Jospin réunit dix groupes de travail pour rénover et alléger le contenu de l'enseignement

PAGE 11

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Le prix de la jeunesse

■ L'alimentation du futur

■ Au cœur de la photosynthèse

Pages 21 à 23

Le sommaire complet se trouve en page 48

## Après l'agression contre une enseignante

### Les remords du lycée de Louviers

Installée parmi des rectangles de gazon souffreteux, la cité scolaire de Fontenelles, à Louviers, sommeille, entre deux récréations. Dans les allées bétonnées de ce campus, qui regroupe un collège, un lycée polyvalent et un lycée professionnel, les 2 500 élèves et les enseignants commentent inlassablement l'événement qui a secoué leur établissement le 6 décembre : l'agression, en pleine classe, d'un professeur par un lycéen.

LOUVIERS  
de notre envoyée spéciale

Ce fait divers met en lumière les tensions qui peuvent naître dans un complexe scolaire grand trop vite, où la vie quotidienne s'apparente parfois à un parcours du combattant.

Composée d'une trentaine de garçons, la seconde 17 n'était, jusqu'alors, qu'une section technique parmi d'autres, un groupe dont le conseil de classe tenu la veille même de l'événement n'avait semblé soulever aucun problème particulier. Le 6 décembre, pourtant, le cours de mathématiques de M<sup>me</sup> Michèle Meunier est brusquement interrompu par l'irruption d'un jeune

homme, la tête encapuchonnée dans un sac en plastique, qui jette un liquide à la figure de l'enseignante, avant de disparaître.

M<sup>me</sup> Meunier, souffrant de brûlures à l'œil gauche et sur une partie du visage, est accompagnée par trois de ses élèves à l'infirmerie, où l'on découvre que le produit répandu était du trichloréthylène. Consternés, les responsables du lycée cherchent à identifier les coupables, tandis que l'enseignante porte plainte et obtient un arrêt de maladie d'une semaine. Très vite, des rumeurs circulent et, le 8 décembre, un coup de téléphone anonyme informe la direction que les fauteurs de troubles sont des élèves de la classe.

Solennellement sommés de dire ce qu'ils savent, les lycéens de la seconde 17 passent alors aux aveux. Et le lycée découvre avec stupeur que cet acte de délinquance n'avait rien d'un brusque accès de folie : l'auteur du forfait, élève en deuxième année de BEP, avait reçu de l'argent pour se lancer dans cette expédition hasardeuse.

Un agresseur à gages, en somme, qui avait accepté ce « contrat » pour la somme de 30 francs. Les commanditaires de l'opération, deux redoublants, avaient organisé une collecte au

sein de la classe en invitant leurs camarades à verser chacun 2 francs pour « faire une blague » au professeur.

« Nous pensions qu'il s'agissait d'un verre d'eau », affirme l'un des élèves, qui avoue toutefois n'avoir pas la « conscience très légère ». « Maintenant, nous sommes regardés comme des pestiférés », affirme un autre, après avoir souligné que les élèves ne souhaitent pas blesser leur professeur. Tous s'apprennent à faire l'objet d'un renvoi de trois jours. Les trois principaux coupables ont été rendus à leur famille, en attendant de passer devant un conseil de discipline. Pour marquer la gravité de l'incident, la classe tout entière pourrait être traduite devant un tribunal scolaire présidé par le chef de l'établissement.

En attendant, le lycée de Fontenelles s'interroge sur les causes de cette opération-commando. L'enseignante agressée, jugée « sévère » et « coléreuse » par certains élèves, a peut-être suscité l'irritation de quelques lycéens, mais comment expliquer une telle dégradation des rapports entre adultes et adolescents ? Massés sous le préau, les élèves parlent de la « dégradation du climat » de Fontenelles.

RAPHAËLE RÉROLLE.  
(Lire la suite page 11.)

## POUVOIRS

1988 47

### l'immigration

une histoire impossible  
le débat 1981-1988  
l'identité de la France  
la politique d'immigration  
la deuxième génération

les clandestins  
la référence américaine  
les Italiens en France  
Marseille

jean linossier  
agnes hochet  
jeanpierre kroll  
patrick weil  
rémy leveau  
catherine de wenden  
claudio-valentin marie  
diane piato  
pierre maza  
bruno étienné  
jacqueline cesari

jérôme jaffré  
France au centre, victoires socialistes

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Arabes/Israël, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 235 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,60 \$ ; USA, 1,90 \$ ; USA (West Coast), 2 \$.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

# Débats

ÉGLISES ET SOCIÉTÉ

## Un homme seul

par JEAN DELUMEAU (\*)

EN lisant la prise de position de Mgr Gaillot en faveur de l'ordination d'hommes mariés (le Monde daté 13-14 et du 15 novembre) et en mesurant sa solitude parmi ses pairs, je songeais — métier d'historien oblige — à un cas ancien : celui de Nicolas Bergier, qui fut en France le plus célèbre apologiste catholique du dix-huitième siècle, et qui croisa le fer avec les encyclopédistes.

On a publié, voici quatre ans (1), des lettres inédites de Bergier qui bouleversent l'image que nous avions de lui. Écrivant régulièrement à l'un de ses amis, curé d'Ornans, il lui révèle qu'il prépare un *Traité de la rédemption* qui atteindra de plein fouet la théologie « massacrante » de saint Augustin. S'opposant aux doctrines alors les plus répandues dans l'Eglise, Bergier est convaincu que les infidèles ne sont pas exclus du salut, que la trop célèbre formule « beaucoup d'appelés et peu d'élus » a été mal comprise, qu'Adam n'a pu transmettre à ses descendants la peine éternelle, qu'il n'est pas vrai que nous naissons tous coupables devant Dieu.

Le curé d'Ornans, qui se veut fidèle à l'enseignement du concile de Trente, est affolé par l'audace de son correspondant. Il lui écrit : « Vous êtes digne de votre belle âme. Gardez votre erreur secrète. Je frémis de crainte que votre système ne devienne public. Je m'affrains de votre solitude. Brûlez votre manuscrit. » Ce que fit Bergier...

Mgr Gaillot aurait pu garder secrètes ses interventions à l'assemblée épiscopale de Lourdes. En rompant le silence protecteur du huis-clos, il a eu le mérite de poser publiquement un

problème qui intéresse la vie de l'Eglise catholique tout entière et qu'on pourra d'autant moins enterrer qu'il est, de toute façon, débattu dans l'opinion. L'évêque d'Evreux a notamment posé deux questions, liées entre elles : a) « Pourquoi ne pas accorder la dispense du célibat à des prêtres qui en font la demande dans un souci de communion avec l'Eglise ? » b) « Jusqu'à quand se privera-t-on du ministère de prêtres mariés qui restent disponibles pour un service d'Eglise ? »

Les perspectives chiffrées donnent évidemment du poids à de telles interrogations. Dans une dizaine d'années, la France comptera sans doute moins de vingt mille prêtres contre quarante-trois mille en 1980. Quant au nombre des assemblées dominicales en l'absence de prêtres, il a triplé en dix ans. A quoi les optimistes répondent — Dieu les entende ! — que, dans les dix ans à venir, les ordinations sacerdotales vont doubler.

Mais, d'une part, le problème n'est pas seulement français (ou européen) et, d'autre part, il ne se pose pas uniquement en termes numériques. Les ordres missionnaires savent bien que le maintien du christianisme dans le Grand Nord canadien passe par l'ordination d'hommes mariés, et que l'évangélisation de l'Afrique noire serait plus facile si de nombreux catéchistes locaux, qui ont femme et enfants, pouvaient accéder à la prêtrise.

(\*) Professeur au Collège de France.

En outre, les recherches historiques récentes montrent que, dès le quinzième siècle et surtout depuis le concile de Trente, les durcissements structurels de l'Eglise romaine ont progressivement retiré le prêtre de la vie quotidienne, le confinant de plus en plus dans un monde à part et l'excluant ainsi de la société ambiante. Réciproquement, celle-ci s'est écartée de lui. D'où la terrible solitude du prêtre chez nous aujourd'hui.

Un remède à cette solitude est assurément de constituer de petites communautés de prêtres célibataires, s'apportant mutuellement aide et réconfort. Mais pourquoi, à cette solution, n'en ajouterait-on pas une autre : l'appel à des hommes mariés désireux de se consacrer à part entière à une mission d'Eglise ? Est-ce que plusieurs apôtres de Jésus n'étaient pas mariés ? Adoptés à temps, cette mesure aurait permis d'éviter l'exil douloureux où Rome a rejeté tant de prêtres qui se sont mariés, mais qui ne demandaient qu'à poursuivre un ministère là où des communautés de fidèles les auraient acceptés dans leur nouvel état.

Parce qu'un lourd silence glace actuellement dans l'Eglise romaine toute parole non conformiste, parce que la « langue de bois » y devient la règle, Mgr Gaillot apparaît isolé. En réalité, beaucoup pensent comme lui parmi les fidèles et dans le clergé. Il fallait que quelqu'un le dise.

(1) Nicolas Bergier, un théologien au siècle des lumières. Correspondance présentée par A. Jobert, Lyon, Centre André-Laurendeau, 1984.

## L'ordre clérical

par GILLES PERRAULT (\*) et JACQUES KIRSHER (\*\*)

L'ANCÉE et conduite avec une violence jamais vue en France depuis un demi-siècle, la campagne contre le film de Martin Scorsese a donc atteint son but : l'interdiction de fait de la Dernière Tentation du Christ.

A l'origine, la croisade est lancée par la haute hiérarchie catholique avec, en substance, cet argumentaire gothique : « Le film est un outrage au Christ. Nous ne l'avons pas vu. Nous ne voulons pas le voir. N'allez pas le voir. Manifestez massivement contre ceux qui prétendraient le voir. »

Le cardinal Lustiger, qui aime à se présenter comme un homme de dialogue et de tolérance, a donc mobilisé ses ouailles contre le diable. Une campagne nationale, soigneusement orchestrée, a fait se succéder en crescendo propos liberticides, piquets interdisant l'accès aux guichets, bagarres provoquées, attentats terroristes à l'intérieur des salles.

Chacun sait que le film de Scorsese a été diffusé sans incidents dans des pays aussi peu suspects d'anticléricalisme que l'Italie ou l'Espagne.

Le résultat est connu : destruction par le feu du cinéma Saint-Michel, avec treize blessés, dont un gravement. Il faut y ajouter le spectateur mort lors d'incidents provoqués pendant une projection du film de Claude Chabrol, *Une affaire de femmes*. Ce tragique épisode est hautement symbolique si l'on se rappelle que la malheureuse dont le film raconte la vie lamentable, puis la fin sur l'échafaud, fut condamnée et décapitée sous l'Occupation aux applaudissements d'une hiérarchie catholique quasi unanime à apporter un soutien sans faille au pouvoir fascisto-bigo de Pétain.

C'est l'ordre clérical.

Les chefs de l'Eglise de France assurent aujourd'hui qu'ils ne sont

en rien responsables de cet extraordinaire déchaînement de violence. Mais le cardinal Lustiger déclare avec onction sur Europe 1 : « Nous avons dit : attention ! l'orage va se déchaîner. Si on ne respecte plus le sacré, on déchaîne le diable. »

Le cardinal Lustiger n'est pas plus l'incendiaire du cinéma Saint-Michel que Maurras n'était le meurtrier de Jean Jaurès. Mais Villain, l'assassin du dirigeant socialiste, était un lecteur assidu de l'*Action française* qui, chaque jour, appelait au meurtre contre le directeur de l'*Humanité*. On croyait naïvement que les catholiques intégristes formaient l'arrière-garde obsolette d'une Eglise de France définitivement convertie à la tolérance. Les faits démontrent qu'ils lui fournissent ses troupes de choc.

C'est l'ordre clérical.

### Intimidation et menace

De même, lorsque l'assemblée des évêques français applaudit à tout rompre l'annonce du retrait de la pilule RU486, elle salue, de fait, le résultat d'une campagne d'intimidation sur les cadres de Roussel-Uclaf, allant jusqu'aux menaces de mort contre leurs enfants.

C'est l'ordre clérical.

Et comme l'outrance grotesque en est inséparable, voici que le cardinal Decourtray, chausant les bottes du père Dupanloup, part en guerre contre la campagne

(\*) Ecrivain.

(\*\*) Scénariste, producteur.

lancée par le gouvernement pour conseiller l'usage du préservatif, seule barrière efficace à ce jour contre la propagation du SIDA...

Ce n'est pas faire preuve d'anticléricalisme primaire que de constater que le cléricisme le plus primaire est de nouveau à l'ouvrage. L'Eglise de France vient de démontrer qu'elle n'a en rien raisoné à régenter les consciences, les esprits, les mœurs. Lorsque la loi républicaine, qui garantit la liberté religieuse, s'oppose à ses dogmes, elle n'hésite pas à déchaîner contre elle l'intimidation et la menace : puis, par cohortes interposées, la violence physique, et jusqu'à faire verser le sang.

Cette offensive n'est pas circonstancielle. Le cardinal Lustiger déclara au Monde le 5 octobre : « Il faut redéfinir les conditions de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. » Les chefs de l'Eglise de France réclament dès à présent la réintroduction de l'enseignement religieux dans les établissements publics. M. Jospin, ministre de l'éducation nationale, envisage, « dans un esprit de concorde », de négocier avec l'Eglise ce qui serait une remise en cause de la laïcité de l'école publique, donc de sa neutralité. Et l'on évoque ici et là une nécessaire moralisation des programmes de cinéma et de télévision.

La profession cinématographique, prise de court, a laissé brûler le film de Scorsese. Brûler des films, comme naguère des livres, c'est s'attaquer à la liberté, à toutes les libertés.

Face aux tentatives de restauration de l'ordre clérical, il est temps, grand temps, que l'opinion publique laïque de ce pays se mobilise.

HENRI TINCQ.  
\* Le protestantisme doit-il mourir ? de Jean Baubérot. Le Seuil. 275 p. 110 F.

### BIBLIOGRAPHIE

### UN LIVRE DE JEAN BAUBÉROT

## Le protestantisme en danger de mort

LE dernier livre de Jean Baubérot commence comme une fable. Il se termine en interrogation existentielle sur la survie même du protestantisme. La fable est celle de la grenouille — le protestantisme — qui rêvait de se faire aussi grosse que le bœuf — le catholicisme — et faillit bien y réussir à l'âge d'or de la III<sup>e</sup> République et de la laïcité, refuge de toutes les minorités.

La question de son avenir, Jean Baubérot la pose aujourd'hui, à sa manière toujours radicale, à un protestantisme qui serait menacé

par son incapacité même à se renouveler et par la concurrence accrue d'autres minorités religieuses, de l'indifférentisme croissant et d'un catholicisme qui, avec Jean-Paul II à Rome et le cardinal Lustiger à Paris, sait, lui, ce qu'il veut et affiche de nouvelles ambitions.

Le scandale, pour le sociologue de la vie religieuse et l'homme de foi qu'est Jean Baubérot, est que l'on connaît mieux les protestants que le protestantisme. Les premiers se portent bien, alors que l'autre est malade. Les protestants sont

flétrissés dans les grands corps de l'Etat, au gouvernement (Rocard, Jospin, Joxe), dans les ambassades, les entreprises publiques, les grandes familles, les banques, mais le protestantisme, lui, est retombé dans l'anonymat.

L'auteur est trop bon historien pour ignorer le prix douloureuxment payé par les protestants à leur intégration dans la société française. Il perçoit d'autant mieux aujourd'hui les risques d'une assimilation qui ferait perdre au protestantisme toute sa pertinence. Ils ne sont pas minces. Un protestantisme rangé, un « sage et bon » protestantisme, qui n'empêcherait plus, comme hier, la société et le catholicisme de tourner en rond, serait un protestantisme « mort ».

La faute en revient aux protestants eux-mêmes. Rendus à cette justice, qu'ils n'ont pas l'habitude de se battre la coule sur la poitrine du voisin. Et Jean Baubérot ne se prive pas d'ironiser sur leur naïveté, leur prudence toute ecclésiastique, leur mentalité de « dupes, mais contents ». Son récit des obsèques de Gaston Defferre, fils de la Réforme, dans la cathédrale de Marseille, où les protestants du cru se sont fait posséder comme « des enfants de chœur », est savoureux et grinçant.

### Méfaits de l'œcuménisme

Il ne comprend pas non plus la fine bouche de certains devant la verdeur du tempérament évangélique de Billy Graham, venu prêcher à Bercy en 1986, à la manière d'un Jean-Paul II protestant, devant plus de 200 000 spectateurs. On en avait oublié que le protestantisme pouvait lui aussi sortir du temple et s'afficher. Que de résistances, enfin, Jean Baubérot, promoteur en 1986 des cérémonies du tricentenaire de la révocation de l'Édit de Nantes, a rencontré dans les Eglises protestantes craignant que cette commémoration ne réveille — chez les catholiques — le souvenir d'un passé d'intolérance honteux et douloureux.

La cible principale du livre est bien cette espèce d'œcuménisme sentimental et fusionnel tel qu'il aurait été, selon Baubérot, pratiqué et vécu entre catholiques et protestants depuis vingt ans. La période la plus euphorique a été celle de l'immédiat après-concile, quand les catholiques ne cessaient alors de se

réformer et de se... « protestantiser ». La grenouille avait cessé de vouloir être aussi grosse que le bœuf, mais elle s'éclaircit à la vue d'un bœuf dialoguant avec une grenouille.

Jean Baubérot veut réveiller un protestantisme qui se serait endormi sur le mol oreiller de l'œcuménisme. Ce n'est pas un retour en arrière qu'il préconise, mais un recentrage identique à celui qu'opère « le catholicisme qui pourrît incontestablement, lui, une tâche historique et remobilise une partie de ses troupes ».

Il aime les chrétiens bien identifiés, pas les « mélangés » : « Présenter nous sommes tous des mélanges peut être aussi impérialiste que de prêcher la supériorité de l'homme blanc. »

Ce n'est pas la première fois que le protestantisme s'interroge ainsi sur son identité. L'un de ses lacs les plus illustres, de sa chaire de l'Ecole pratique des hautes études où il dirige la section des sciences religieuses, explique la crise actuelle par le décalage entre « le souvenir glorieux des tâches passées et l'absence de perception

claire des tâches nouvelles ». Mais il est plus à l'aise dans l'analyse des faiblesses du protestantisme — dont certaines mériteraient d'être réglées en famille plutôt qu'étalées sur la place publique — que dans la proposition. Pour lui, le protestantisme ne s'en sortira qu'à partir de son héritage et de ses valeurs propres. Mais bâtit-on un avenir sur la seule affirmation de sa différence ?

# LE MONDE

## diplomatique

Décembre 1988

### SATAN

Par Claude Julien

Du diable, il est beaucoup question, pour condamner un film que l'on n'a pas vu, voire « justifier » le SIDA. Satan, en revanche, paraît absent des folles constructions d'édifices religieux dans un tiers-monde en banqueroute, des transactions financières purement spéculatives, des campagnes électorales artillesantes. Et pourquoi l'y découvrirait-on, en ce monde du dieu-argent ?

### PROCHE-ORIENT : LE PARI PALESTINIEN

En acceptant la résolution des Nations unies de 1947 qui partageait la Palestine en deux États — l'un juif, l'autre arabe — et en entérinant la résolution 242 du conseil de sécurité, le Conseil national palestinien a fait un pari sur la paix. L'OLP souhaite tirer parti de la force de l'intifada ainsi que du nouveau climat qui s'est créé dans les relations entre les Deux Grands. Mais l'organisation de M. Arafat se heurte à la persistance du refus israélien qui risque de renforcer, en son sein, les éléments extrémistes.

En vente chez votre marchand de journaux

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléx MONDPAR 660572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateurs.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

## Le Monde

### TÉLÉMONDE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

### ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE ou de l'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

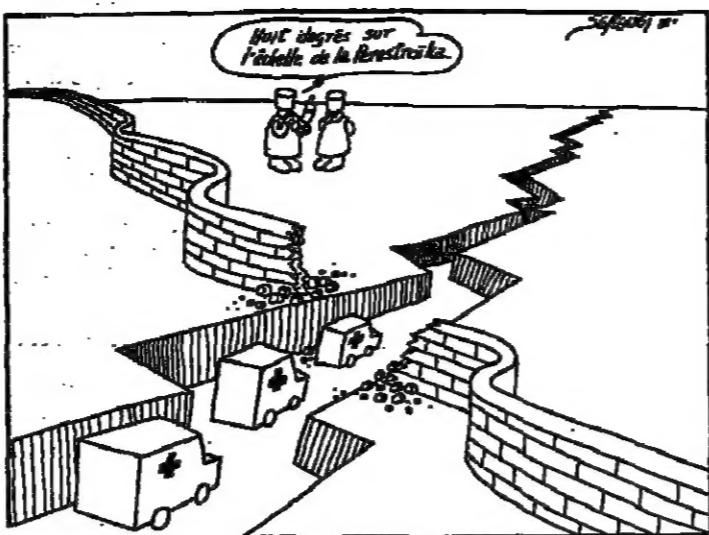
# Etranger

Les conséquences du tremblement de terre en Arménie et les tensions nationalistes

## Le froid et la neige compliquent la mission des sauveteurs

Près d'une semaine après le tremblement de terre, les chances de retrouver des survivants sous les débris des villes détruites s'amenuisent d'heure en heure en Arménie. Les opérations de secours internationales se heurtent à des conditions climatiques très rudes — les chutes de neige et le froid qui, la nuit, peut atteindre moins 20 °C — et la mission des sauveteurs devient de plus en plus périlleuse. Le manque de grues lourdes, d'instruments de levage et de forage ajoute à la confusion générale. Ce matériel est souvent stocké autour de l'aéroport d'Erevan, dans l'attente, pendant de longues heures, des camions, des autocars et des hélicoptères qui doivent les transporter vers la région du séisme.

An total, selon certaines informations, quelque 18 000 personnes auraient été délogées des débris par les nombreuses équipes étrangères et le personnel soviétique sur place à Leninsk, Spitak, Kirovakan et dans les régions sinistrées. Lundi, le contingent français comptait 497 hommes, dont 57 médecins, avec 54 chiens et 77 tonnes de matériel, envoyés en quatre vagues successives. Certaines équipes envisagent de rester encore une semaine environ sur place. A Paris, le gouvernement étudie la mise sur pied d'un « train pour l'Arménie » afin de convoier les couvertures, les médicaments et les produits de première nécessité collectés par les organisa-



tions humanitaires. Dans les jours qui viennent, les secours seront davantage concentrés aux besoins des rescapés du séisme.

Selon M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, « il faut cesser l'envoi de dons en nature, arrêter de surcharger tous les hangars, tous les moyens de communication, il faut donner en espèces en pensant à la reconstruction ». Interrogé lundi soir sur l'Arménie, il a ajouté que « la première phase de l'urgence est terminée ».

Les offres d'assistance continuent néanmoins à affluer du monde entier. Toutefois deux avions cargos israéliens de type Hercules C-130 qui avaient quitté Israël lundi pour l'URSS ont rebroussé chemin en cours de route et atterri à Tel-Aviv. Les pilotes avaient reçu des consignes du général Aharon Vardi, commandant des unités de la défense passive israélienne, leur signifiant que le matériel médical qu'ils avaient à bord n'était pas « adéquat ». Le général Vardi était arrivé à Erevan dans la nuit de samedi à dimanche.

A Washington, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, a indiqué que les Etats-Unis avaient déjà envoyé, lundi, deux avions avec des équipes de secours et du matériel, une assistance qui représente l'équivalent de plus de 825 000 dollars (environ 5 millions de francs), somme à laquelle il convient d'ajouter les 2 millions de dollars fournis par diverses organisations humanitaires. Interrogé sur les conséquences que cette aide — acceptée par Moscou pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale — pourrait avoir sur les relations américano-soviétiques, M. Fitzwater a déclaré qu'il s'agissait d'une action « humanitaire » et que Washington n'avait en la matière « aucun objectif de politique étrangère ». Le porte-parole a, d'autre part, affirmé que les Etats-Unis s'abstenaient de toute critique des opérations de secours en Arménie, qui, selon des informations concordantes, se déroulent de façon désordonnée. « Les équipes de sauveteurs sont engagées dans une course contre la montre, a-t-il dit, et tout le monde fait de son mieux ».

Enfin, Mère Teresa, Prix Nobel de la Paix 1979, a quitté mardi l'Inde pour Rome. La fondatrice de la congrégation Les sœurs de la charité a l'intention de se rendre en Union soviétique pour venir en aide aux victimes du séisme.

## Opération-vérité

(Suite de la première page.)

Cela valait, bien sûr, pour le conflit entre Azéris et Arméniens dont M. Gorbatchev a longuement dénoncé la persistance, mais bien au-delà car les dirigeants soviétiques semblent déterminés aujourd'hui à faire de ce cataclysme un ferment d'unité. Si l'on dit la vérité, toute la vérité, ce n'est pas seulement qu'elle serait bien difficile à cacher après deux ans de glasnost, c'est aussi qu'elle sert la « perestroïka » en prouvant la nécessité des réformes.

Quand le secrétaire général, reprenant un thème déjà développé par la presse et décuplant ainsi sa résonance, dénonce les maux dans la construction des immeubles des zones touchées, il fait, par exemple, une démonstration politique. Ce qu'il dit, c'est que la corruption généralisée de l'ère Brejnev n'était pas seulement moralement répréhensible mais aussi porteuse de ruine — au sens le plus concret du terme.

Quand il dit, autre exemple, qu'il faut à l'URSS « une force médicale de déploiement rapide », il souligne d'abord que l'Union soviétique est certainement au monde le seul des pays modernes à ne pas en posséder une.

Chaque épisode, sinistre, de l'organisation des secours et du manque chronique de tout vient en fait souligner le profond sous-développement de cette superpuissance. Pour l'orgueil national et pour l'orgueil du communisme, le choc est rude, mais aucun journal, pas même le journal télévisé, n'épargne les détails sur les retards et les images non seulement de douleur, mais aussi de misère. Lundi soir, quand la télévision a montré les premières missions arrivant dans les villages reculés d'Arménie, on se serait cru au début du siècle, dans un de ces villages siciliens que l'on fuyait pour l'Eldorado américain.

### Sortir de cet état d'arriération

Tout manque : les seringues, les hôpitaux de campagne, les tentes, les abris préfabriqués, les rems artificiels, surtout les rems artificiels, et les grues, surtout les grues, pour déplacer les masses de béton fracassé sous lesquelles gémissent encore — mais pour combien de temps ? — des enfants, des femmes, des hommes. Tout manque, et l'expérience d'abord, puisque le communisme avait jusqu'à présent eu raison des catastrophes naturelles

auxquelles on faisait face... en les taisant.

Tout manque, mais un des plus hauts dirigeants du parti le déclare sans détour à Samuel Pissar venu apporter de l'aide médicale, et on le hurle dans tout le pays comme pour mieux dire que ça suffit ; qu'il faut sortir de cet état d'arriération ; qu'il faudrait enfin que ce plus grand des pays du monde, dont les richesses naturelles sont si vastes, puisse faire face à un tremblement de terre sans un besoin aussi criant de l'aide internationale. Et partant, cette aide internationale est sans cesse soulignée, à coup de reportages, d'images télévisées, et de déclarations des responsables qui remercient les gouvernements étrangers.

« Maintenant, face à cette immense tragédie frappant notre pays, nous commençons à comprendre que les valeurs humaines universelles et la survie même de notre civilisation sont les principales choses au monde », déclare le premier ministre, M. Ryjkov. En trois jours, « cinquante avions de secours venant de trente pays » se sont posés à l'aéroport d'Erevan, annonce l'agence Tass, qui tire une dépêche « Solidarité humaine » et chante les « notions humanitaires de solidarité, compassion et charité ».

En six jours de séisme, il semble, en vérité, que le pays ait plus profondément changé encore qu'en quatre ans de perestroïka, et, portés par une vague qu'ils encouragent, M. Gorbatchev et son équipe poussent à la roue de la vérité. Tragédie humaine, catastrophe économique et cauchemar de chaque seconde, ce cataclysme doit, pour eux, devenir l'opération vérité de l'état du pays, interdire à quiconque de jamais soutenir que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes et permettre de poursuivre et de développer les réformes.

Et cette opération vérité est d'autant mieux venue qu'elle affirme à la face du monde la profondeur de la volonté soviétique de passer de la confrontation à la coopération, et à la face de l'URSS la nécessité de la solidarité entre Républiques. Car l'un des thèmes majeurs des reportages et des discours est évidemment l'aide — réelle — apportée à l'Arménie par les autres Républiques soviétiques et la nécessité donc de préserver l'Union.

C'est l'horreur, mais au milieu de cette horreur qui, samedi, devant des cadavres d'enfants, a fait monter les larmes aux yeux de M. Gorbatchev, le Kremlin paraît savoir où aller.

BERNARD GUETTA.

### M. Gorbatchev, le Comité Karabakh et les réfugiés d'Azerbaïdjan

Moscou de notre correspondant

M. Gorbatchev a durement attaqué, samedi 10 décembre à Erevan, les dirigeants du Comité Karabakh, le mouvement qui organise depuis près d'un an les immenses manifestations nationalistes d'Arménie. « Regardez, s'est-il exclamé, devant les responsables locaux et les hauts fonctionnaires dépêchés de Moscou pour coordonner les secours, ce que fait le Comité Karabakh ! Tirant profit des erreurs politiques et d'organisation dans les opérations de sauvetage, ses membres cherchent par tous les moyens possibles à prendre l'initiative. » « Et notez qu'ils ne se gênent pas sur le choix des moyens », a ajouté le secrétaire général dont les propos ont été rapportés que lundi soir par l'agence Tass, et qui s'est indigné notamment que le comité fasse, selon lui, circuler des rumeurs alarmistes sur la possibilité de nouvelles secousses ou l'adoption des orphelins dans d'autres républiques de l'URSS.

Au moment où M. Gorbatchev prononçait ce discours, quatre des dirigeants du comité étaient d'ailleurs arrêtés et bientôt condamnés à trente jours de prison, et il semble ainsi que le Kremlin soit décidé à l'épreuve de force avec les nationalistes arméniens s'ils ne renoncent pas d'eux-mêmes au double pouvoir qu'ils avaient instauré dans la République.

Cette volonté de mettre au pas le Comité Karabakh s'ajoute à une volonté plus nette encore de mettre entre parenthèses, et pour longtemps, l'affaire du Haut-Karabakh elle-même, puisque M. Gorbatchev s'est également prononcé pour le retour dans leurs villages des Arméniens qui avaient fui l'Azerbaïdjan avant le séisme. La présence de ces réfugiés complique encore, a-t-il expliqué, les opérations de sauvetage et « les comités centraux du PC d'Arménie et d'Azerbaïdjan doivent leur dire : « Rentrez chez vous ! » et ceux qui y opposeraient des obstacles doivent en être résolument empêchés, avec toute la force du pouvoir soviétique ».

Reste à voir si même à la faveur d'un séisme on peut mettre sous le boisseau un tel antagonisme national. En attendant, on lisait ce mardi matin dans la Pravda des Komsomols les lignes suivantes : « Dimanche, à Erevan, la pluie tombait à n'en plus finir. Les toits des voitures revenant des régions sinistrées étaient couverts de neige. Là-bas, la pluie était de la neige. Du plus profond de notre âme, nous nous sommes mis à penser intérieurement : Seigneur fais qu'elle s'arrête... »

### Le reportage d'une publication soviétique

#### « Pourquoi ? »

« Depuis combien de jours déjà sommes-nous au cœur du malheur humain ? Autour de nous, des visages gris de fatigue et de douleur. Autour de nous, des voix teintées de douleur et de souffrance. Nous passons les nuits auprès des feux de camp et des tentes militaires. On aurait pu penser que le choc extrême des premiers instants allait faiblir. Mais voilà : dans les couloirs d'un hôpital un homme secourt, tenant contre sa poitrine le petit corps de son enfant et hurle : « Je vous en supplie, faites quelque chose. » Non, décidément, on ne peut pas s'habituer à des choses pareilles. (...)

« Parmi les ruines, le travail bat son plein. Il y a maintenant beaucoup de moyens techniques. Les premiers jours, ils manquaient de façon littéralement catastrophique. Impossible de savoir où se trouvaient les grues envoyées en Arménie. (...)

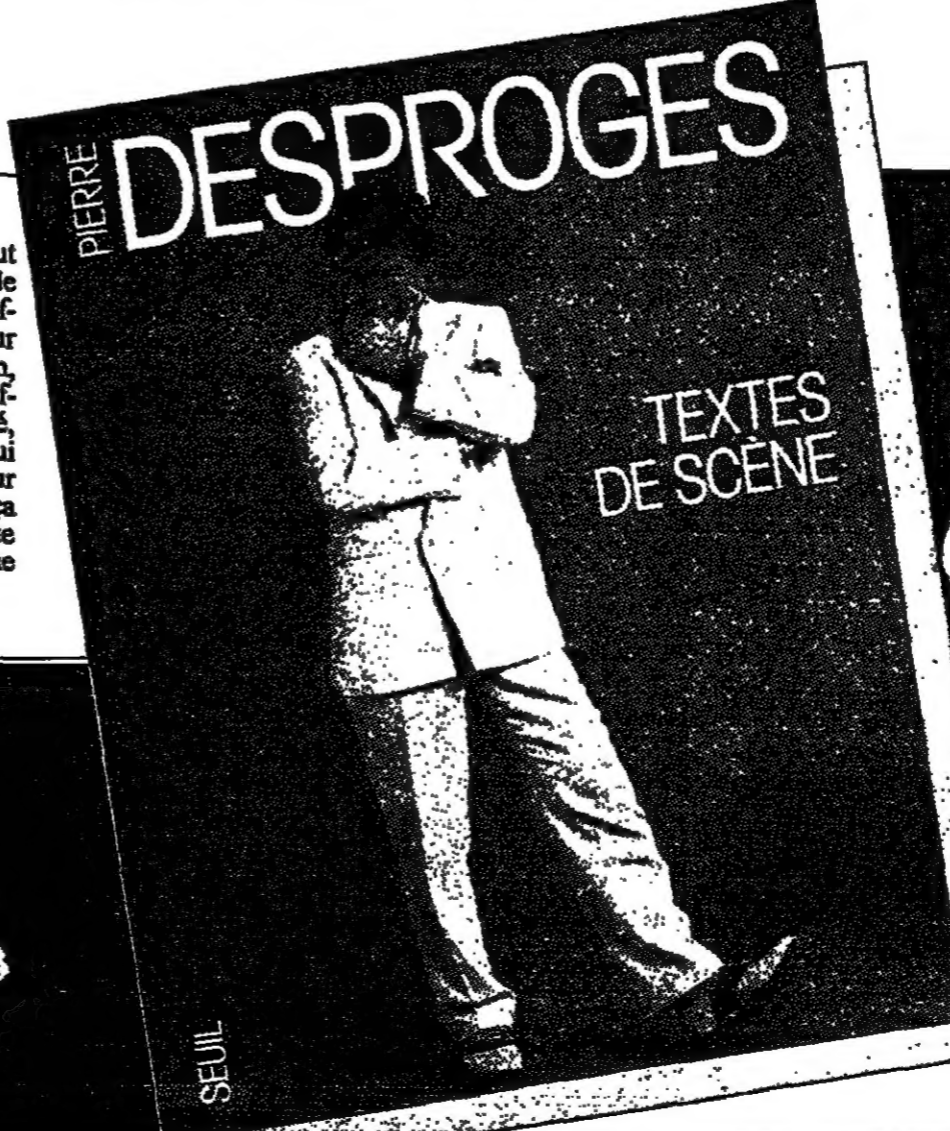
« Un véritable torrent de voitures a envahi la ville, à croire que la République tout entière, ravagée par cette nouvelle tragédie, s'est ruée à Leninsk : on veut savoir quel est le sort des parents et des proches, on veut, d'une manière ou d'une autre, soulager leurs souffrances. Les voitures forment un flot ininterrompu. Dans la ville même, on n'avancait plus. Du fait des embouteillages, bennes et excavatrices ne pouvaient pas passer, les ambulances faisaient clignoter leurs gyrophares sans succès. Les agents de la circulation épuisée faisaient barrage de leur corps, se jetaient sur les capots. Mais l'abnégation ne pouvait pas remplacer la bonne organisation (...)

« Face au malheur, le pays tout entier est là, et l'Arménie recruta tout ce qu'il lui faut. Elle a même déjà dû refuser certaines choses (...). Mais pourquoi l'organisation

des travaux n'est-elle souvent pas à la hauteur ? Pourquoi s'est-on l'impression que bien des choses qui auraient dû être prévues en temps voulu se décident en cours de route ? Pourquoi des volontaires déchargent-ils en courant des hélicoptères bourrés de produits alimentaires ? Pourquoi ensuite recharger des hélicoptères vides qui emportent pain, fromages et conserves dans les villes sinistrées ? Pourquoi, alors qu'il y a maintenant pleins de tentes, des familles continuent-elles à dormir à la belle étoile ? Pourquoi V. Satsoukevitch, chirurgien de réputation mondiale, est-il obligé de s'occuper de monter des maisons préfabriquées ?

« La réponse à ces questions ne peut être remise à plus tard. Le prix de la mauvaise organisation se paie vraiment trop cher (...). »

(L'Industrie socialiste du mardi 13 décembre.)



« ... Et les coiffeurs. De tout mon cœur, de toute mon âme, de toutes mes forces, je hais les coiffeurs. Comme le pou, le coiffeur est un parasite du cheveu. Non, mais vous les avez vus, les coiffeurs Faubourg-Saint-Honoré, ou sur les Champs-Élysées, qui s'habillent en cosmonautes pour couper les cheveux des gens, ça va pas, non ? C'est aussi con que d'aller sur la lune avec un peigne derrière l'oreille. »



« Je ne suis pas à proprement parler ce qu'on appelle un maniaque. Simplement j'aime que tout brille et que tout soit bien rangé. Quand je rentre à la maison, la première chose que je fais, c'est de me servir du thé. Je me verse moi-même le thé, bien au milieu du bol. Le sucre doit être vertical. Sinon, c'est le bordel. »

59 F

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

# Europe

Après le tremblement de terre en Arménie

## A Marseille : « Nous sommes tous des Arméniens »

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

« Nous sommes tous des Arméniens », Garo Hovsepian, président de la Maison arménienne de la jeunesse et de la culture de Marseille, est fier de sa ville. Non qu'il ait douté de la solidarité de la communauté arménienne marseillaise, forte de quatre-vingt mille personnes, la deuxième de France, en importance, après celle de Paris. Mais parce que la population de la cité phocéenne tout entière, le maire (PS), Robert Vigouroux, en tête, s'est spontanément mobilisée pour venir en aide aux sinistrés du tremblement de terre d'Arménie.

Dès qu'a été connue l'ampleur de la catastrophe, un collectif « S.O.S. Arménie » s'est constitué pour collecter les dons en espèces et en nature, avec le concours de la municipalité. En moins de vingt-quatre heures, plus d'une tonne de médicaments était déjà recueillie et embarquée, samedi matin 10 décembre, à bord d'un avion des lignes régulières de l'Aéromar Marseille-Moscou. Le

lendemain, un nouveau chargement de 40 tonnes de vêtements, couvertures, médicaments et denrées alimentaires, le premier de cette importance partant de France, était acheminé vers Erevan à bord d'un Airbus d'Air France.

Dans les sept églises arméniennes et dans les diverses associations de la communauté, un million de francs ont été collectés, s'ajoutant aux dons décidés par la ville (également un million de francs) et le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (300 000 francs), ces fonds devant être utilisés pour acheter des maisons préfabriquées, des caravanes et des groupes électrogènes que le collectif S.O.S. Arménie de Marseille envisage d'expédier dès que possible par bateau.

« Les Marseillais ont fait preuve d'une générosité admirable », constate Alain Boyadjian, l'un des responsables de la Jeunesse arménienne de France. Les grossistes en confiserie de la rue du Tapis-Vert (le Sentier de Marseille) nous ont ouvert toutes grandes leurs boutiques et nous avons vu affluer des

centaines de personnes, de condition souvent modeste, nous proposant un prélèvement automatique sur leurs comptes bancaires. « Autres initiatives, parmi beaucoup d'autres, celles du Théâtre de l'Odéon, offrant la moitié de ses recettes d'une semaine, ou encore du club de football de l'Olympique de Marseille qui a décidé de prélever 6 francs sur chacun des billets mis en vente pour la rencontre OM-Saint-Etienne du samedi 17 décembre.

La communauté arménienne de Marseille s'est également préoccupée du sort des milliers d'orphelins qu'a faits le séisme. « Il y a eu une réaction affective, explique Alain Boyadjian. La diaspora est, bien sûr, prête à les accueillir et à leur donner un foyer. Mais nous pensons qu'une solution de parrainage à distance est préférable, pour éviter un déracinement. » M. Hovsepian, qui partage cet avis, estime que la communauté pourrait, aussi, financer, en Arménie, des écoles et des orphelinats.

GUY PORTE

### A l'ambassade d'URSS à Paris

#### Bravo pour les relations publiques !

En se confondant en remerciements au cours d'une conférence de presse à Paris, lundi 12 décembre, M. Iakov Ryabov, ambassadeur d'URSS à Paris, a montré, s'il en était besoin, que désormais les Soviétiques savent ce que « relations publiques » veut dire.

De Charles Aznavour à François Mitterrand, en passant par Jacques Chirac (la mairie de Paris vient d'allouer une aide en matériel pour un montant d'un million de francs), M. Ryabov n'a oublié personne. Et surtout pas les organisations arméniennes « qu'elles soient leurs orientations ». L'ambassadeur avait pris le soin d'entourer de M. Nakhachian, délégué pour la France et l'Europe de l'Eglise apostolique arménienne, et de représentants d'organisations arméniennes de différentes tendances.

Dans le concert de solidarité, l'ambassade elle-même ne se veut pas en reste. M. Ryabov a annoncé la création, à Paris,

d'une cellule de coordination de l'aide, la compagnie Aeroflot s'employant à transporter le matériel et les sauveteurs. Visiblement, l'aide internationale est plus que bienvenue et les Soviétiques ne cachent pas qu'ils l'attendent. Le ministère des affaires étrangères a communiqué la liste des produits qui manquent le plus en Arménie : médicaments, ambulances, seringues jetables, tables d'opération, etc. Et M. Ryabov d'évoquer l'aide que pourraient apporter les entreprises françaises. Comme beaucoup de particuliers, certaines d'entre elles ont envoyé des dons - s'élevaient parfois jusqu'à un million de francs - à l'ambassade. M. Ryabov leur en sait gré, mais voit plus loin : « Il faudra plusieurs années pour reconstruire. Si des entreprises veulent s'implanter sur place en participant à la reconstruction, nous leur en serons reconnaissants... »

M.-P. S.

### Deux ans pour fermer la centrale nucléaire d'Erevan

Le chef du gouvernement soviétique, M. Mikhaïl Rykov, a confirmé lundi 12 décembre au cours d'une conférence de presse que la centrale nucléaire située à environ 25 kilomètres d'Erevan - qui n'a pas souffert du séisme - serait fermée en 1991, conformément au « souhait de l'opinion arménienne » (le Monde du 23 septembre).

Les travaux visant à arrêter la centrale, a-t-il expliqué, seront effectués au cours des années 1989 et 1990. Il s'agit non seulement de stopper les réacteurs, mais aussi d'évacuer le combustible nucléaire du cœur, ce qui demandera deux ans.

● RECTIFICATIF. - Une erreur s'est glissée dans le numéro de CCP du Secours populaire français que nous vous avons communiqué. Le numéro de compte de l'organisation est le 2333 S, Paris.

## GRANDE-BRETAGNE : 36 morts dans la catastrophe de Clapham Junction

### L'opposition et les syndicats dénoncent la vétusté du réseau ferroviaire

LONDRES  
de notre correspondant

La défaillance d'un signal lumineux provisoire, remplaçant un système vieux de cinquante ans, semble être à l'origine de la catastrophe ferroviaire qui a coûté la vie, lundi 12 décembre, à trente-six passagers, à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Londres. L'accident a eu lieu à 8 heures 13 du matin, l'heure de pointe, à proximité immédiate de Clapham Junction, la plus importante zone de triage d'Europe, par laquelle 2 200 trains transitent chaque jour. Les trains, souvent bondés, qui se dirigent presque tous à ce moment de la journée vers les gares londoniennes de Waterloo et de Victoria se succèdent sur cette ligne toutes les deux minutes.

Un premier train de banlieue, venant de Basingstoke, dans le sud-ouest de Londres, et dont la plupart des passagers se tenaient debout, s'est arrêté - peu avant Clapham Junction. Le conducteur serait descendu pour avertir le centre de contrôle que le signal provisoire installé à cet emplacement ne fonctionnait pas normalement. Un deuxième train, de grande ligne celui-là, arrivant dans la même direction, à 80 km/heure, venant de la station balnéaire de Bournemouth, a percuté le premier avec une extrême violence. La motrice s'est encastrée dans le wagon de queue du train de Basingstoke, faisant dérailler plusieurs autres voitures. Quelques ins-

tants plus tard, un troisième train, de marchandises, venant dans l'autre sens, a fauché les quelques rescapés qui étaient descendus sur le ballast, et s'est aggloméré à l'amas compact de wagons entassés dans la tranchée relativement étroite où passent les voies à cet endroit-là.

L'enquête décidée par le ministre des transports, M. Paul Channon, devra expliquer pourquoi les signaux qui s'allument automatiquement, à intervalles réguliers, quand la voie n'a pas été dégauchée par le train précédent, n'ont pas fonctionné.

M. Channon a contesté lundi après-midi, devant les Communes, l'idée développée par l'opposition, selon laquelle le gouvernement conservateur a délibérément sacrifié la sécurité à la rentabilité de ce service public. Le réseau sud-ouest est pourtant manifestement vétuste et surchargé. Le développement des banlieues résidentielles et des services dans la région sud-ouest, caractéristique de la « révolution thatcherienne », n'a pas été accompagné d'investissements adéquats. Les foules disciplinées qui s'engouffrent chaque jour dans le métro en sortant de Waterloo ou de Victoria après s'être serrées dans les trains de banlieue font honneur aux traditions de stoïcisme de la population britannique, mais le point de rupture semble souvent atteint. Le choc dans l'opinion est comparable à celui qui a suivi l'incendie de la station de métro King's Cross, qui a fait 31 morts en novembre 1987.

M<sup>re</sup> Thatcher a immédiatement présenté ses condoléances aux familles des victimes, et fait vibrer la corde sentimentale en évoquant la tristesse qui va régner pour certains lors des fêtes de Noël. M. Channon a nié que les investissements indispensables aient été sacrifiés, en voulant pour preuve que des signaux anciens étaient précisément en cours de remplacement ; il a en outre repoussé l'argument selon lequel l'entassement dans les wagons ait pu jouer un rôle dans la catastrophe. Il n'empêche : l'événement pourrait enfin inciter les pouvoirs publics à se montrer plus généreux à l'égard de British Rail, promis à la privatisation dans les années qui viennent, et dont les équipements souffrent de la comparaison avec ceux des pays du continent.

#### Secours efficaces

En revanche, personne ne tarit d'éloges sur la rapidité et l'efficacité des secours. De simples citoyens qui se trouvaient à proximité immédiate des débris descendus dans la tranchée où passent les voies pour tenter d'extraire les passagers bloqués dans l'amoncellement des toiles. Des dizaines d'ambulances sont arrivées en quelques minutes, et cinq hôpitaux ont été mis en état d'alerte presque aussitôt. L'appel aux donateurs de sang a été entendu puisque la queue lundi après-midi dans ces hôpitaux pouvaient y répondre.

La violence du choc a rendu très difficile le travail des sauveteurs. Six heures après l'accident, il fallait encore découper des toiles au chalumeau ou à la scie à métaux pour atteindre les derniers survivants ou dégager les corps. Des chirurgiens ont dû amputer sur place. L'évacuation était particulièrement ardue puisque il fallait remonter les civières le long de la pente, très raide, de la tranchée. Il y a eu 113 blessés, dont 32 grièvement. Nombreux sont ceux qui souffrent de fractures. Il y avait environ 1 500 passagers dans les deux trains qui se sont télescopés.

## ESPAGNE : le défi des syndicats socialistes à M. Felipe Gonzalez

### L'UGT s'est alliée aux communistes pour la grève générale de mercredi

MADRID  
de notre correspondant

M. Felipe Gonzalez a apparemment tout pour être heureux. Il sera, le 1<sup>er</sup> janvier, le premier président d'un gouvernement espagnol à assumer la présidence de la Communauté. Les sondages - le dernier en date publié le dimanche 11 décembre par le quotidien *Diario 16* - indiquent que, en cas de nouvelles élections, les socialistes espagnols obtiendraient à nouveau, pour la troisième fois consécutive, la majorité absolue des sièges. Une promesse que pourraient leur envier la plupart des gouvernements européens !

Tout irait pour le mieux, donc, si M. Gonzalez ne se retrouvait aujourd'hui face à l'une des épreuves les plus difficiles qu'il ait eues à affronter depuis son arrivée au gouvernement il y a six ans. Une épreuve qu'aucun de ses amis socialistes européens ne s'était encore vu imposer : une grève générale convoquée par un « syndicat-frère ». La centrale socialiste, l'Union générale des travailleurs (UGT), s'est en effet jointe à l'autre grand syndicat, Comisiones obreras (communiste), pour décréter un arrêt de travail de vingt-quatre heures, le mercredi 14 décembre, dans tout le pays. Les deux organisations, ensemble, sont à même de paralyser toute l'Espagne.

Depuis plus d'un mois, le pays tout entier vit à l'heure de cet événement sans précédent depuis le retour de la démocratie (la grève générale de 1985 n'avait été convoquée que par les Commissions ouvrières). Pour les quotidiens y compris aujourd'hui après jour de longues pages, et il n'est pas de déclaration de dirigeant politique, au pouvoir ou dans l'opposition, qui ne s'y réfère. Le gouvernement a d'ailleurs contribué à en grossir l'importance en jouant ouvertement la carte de la dramatisation. Tandis que certains responsables socialistes évoquent une possible dissolution des Chambres - une hypothèse jusqu'ici rejetée par M. Gonzalez lui-même, d'autres rappellent le précédent de la violente grève générale de 1934, au moment de l'insurrection ouvrière des Asturies.

De tels propos pourraient paraître outranciers aux yeux des Parisiens qui supportent depuis un mois la « guérilla syndicale » de la CGT, et troqueraient vraisemblablement sans hésitation une normalisation des services publics dans leur capitale contre une grève d'un jour, fût-elle générale. Mais il n'en reste pas moins que le défi lancé par les syndicats a ébranlé le gouvernement de Madrid. D'une part parce que l'expression « grève générale » possède en Espagne une lourde connotation et évoque inévitablement la lutte contre la dictature franquiste. De l'autre parce que la journée du 14 décembre risque de se traduire par la rupture définitive de la « famille socialiste ».

#### L'impuissance de l'opposition parlementaire

Le motif directement invoqué pour appeler à la grève est secondaire : les syndicats protestent contre un plan d'emploi pour les jeunes qui risque d'accroître la « précarisation » du marché du travail. Mais au-delà de cette polémique conjoncturelle, la rupture est plus profonde. Les rapports entre le gouvernement et l'UGT n'ont cessé de se détériorer depuis maintenant trois ans. Après avoir fait preuve d'une infaillible modération durant l'époque de la rigueur, entre 1983 et 1986, la centrale socialiste n'a depuis cessé d'exiger, avec toujours plus d'insistance, que les syndicats soient associés à la relance après avoir été associés aux sacrifices. Elle n'a guère rencontré d'écho. Le gouvernement a fait du contrôle des salaires l'une des bases durables de sa politique et craint qu'une politique de redistribution trop rapide ne ramène en cause une reprise jugée fragile.

La grève générale du 14 décembre n'est que la dernière bataille de

cette longue guerre. Une bataille que les socialistes, car chacun cherche désormais non le compromis, mais la capitulation de l'autre. L'UGT a dû faire face à une véritable offensive de « déstabilisation » de la part du gouvernement, qui a obtenu que plusieurs fédérations de la centrale promettent publiquement position contre la grève de mercredi. La direction du syndicat a répliqué en destituant les responsables des fédérations rebelles. Le PSOE s'est, jusqu'ici, montré plus homogène, les dirigeants du parti habituellement proches des thèses syndicales ayant cette fois préféré faire front commun avec le gouvernement.

Mais ce dernier ne peut que se sentir, lui aussi, affaibli d'un affrontement qui dépasse désormais le cadre de la politique économique. Les syndicats sont en effet en train de prendre dans la rue la place d'une opposition parlementaire virtuellement impuissante : empêtrés dans leurs querelles internes, les partis situés tant à droite qu'à gauche des socialistes semblent actuellement incapables de présenter une option de rechange crédible.

Cette situation a joué un mauvais tour au parti au pouvoir : habitué à dominer en matière la scène politique faute d'adversaires à sa mesure, n'avait-il pas semblé se refuser de plus en plus au dialogue et au compromis avec les autres forces sociales et politiques, d'autant que certaines impressions d'arrogance ? Sans doute faut-il voir là l'une des raisons de l'écho que rencontrent dans certains secteurs l'appel à la grève des syndicats : pour beaucoup, il s'agit le 14 décembre de protester tout autant, sinon davantage, contre la forme que contre le fond de la politique du gouvernement. Combien d'Espagnols ne sont-ils pas décidés à la fois à débrayer mercredi... et à voter pour les socialistes aux prochaines élections ?

THEOPHY MALINIAK

### « Le gouvernement n'accepte plus d'être critiqué par qui que ce soit » accuse un dirigeant de la centrale

MADRID  
de notre correspondant

Membre de la direction de l'UGT et, au niveau européen, vice-président jusqu'il y a peu du Comité économique et social, M. Jose Maria Zufiaur est aujourd'hui la véritable « bête noire » du gouvernement qui voit en lui, sans doute avec raison, le principal stratège de sa centrale.

La grève du 14 décembre pouvait-elle être évitée ? M. Zufiaur affirme que non et rejette, à ce propos, les accusations de M. Felipe Gonzalez, pour lequel l'UGT a systématiquement refusé toute offre de négociation. « Durant des années, les syndicats espagnols ont démontré plus que tout autre qu'ils étaient disposés à négocier et à accepter la modération salariale, réplique le syndicaliste. Aujourd'hui, le gouvernement affirme qu'il est disposé à tout négocier... mais qu'il ne changera de toute manière rien à sa politique, car c'est la seule possible. »

M. Zufiaur ne croit pas que les revendications salariales des syndicats risquent de mettre en

péril la lutte contre le chômage et l'inflation. « Felipe Gonzalez semble défendre l'idée que l'on ne peut créer des emplois qu'en rendant toujours plus précieuses les conditions de travail. Ce n'est bien sûr pas notre avis. Aujourd'hui, dans le privé, un travailleur espagnol sur quatre n'a qu'un contrat de travail temporaire. Il existe déjà seize modèles de contrats de travail à temps partiel et ce n'est pas la dixième partie qui va régler le problème du chômage. »

« Nous savons que nous allons devoir faire face à une dure offensive du gouvernement, conclut M. Zufiaur. Felipe Gonzalez affirme qu'il ne veut pas des syndicats tels qu'ils sont actuellement, et il cherche à en créer d'autres. Mais ne dit-il pas la même chose à propos de la presse, du pouvoir judiciaire ou de toute autre institution qui le critique ? Le problème, c'est que le gouvernement n'accepte plus d'être critiqué par qui que ce soit, et veut contrôler tous les rouages de la société. »

Th. M.

## SUISSE : éclaboussée par l'« affaire des narco-dollars »

### M<sup>re</sup> Kopp, ministre de la justice, a aussi été sacrifiée sur l'autel du secret bancaire

BERNE  
de notre correspondant

Dans un pays peu coutumier des coups d'état, le brusque démission, lundi 12 décembre, de M<sup>re</sup> Elisabeth Kopp, ministre de la justice - dont le mari est éclaboussé par les retombées de la plus grave affaire de blanchiment de « narco-dollars » jamais découverts en Suisse (le Monde du 13 décembre) - a fait l'effet d'une petite bombe. Son retrait est jugé d'autant plus dramatique qu'elle est la première femme à siéger depuis 1984 au Conseil fédéral et qu'il a été annoncé cinq jours à peine après son élection à la vice-présidence du gouvernement helvétique. En principe, M<sup>re</sup> Kopp était également appelée à devenir en 1990 la première présidente de la Confédération.

Autre fait sans précédent, jamais auparavant un membre du Conseil fédéral n'avait été amené à se retirer en raison de reproches adressés à son conjoint. Mais M<sup>re</sup> Kopp, naguère la plus populaire des sept membres du

Conseil fédéral, était soudainement devenue encombrante. Peut-être plus encore que les défaits de son mari, certains milieux qui lui sont pourtant proches ne lui ont pas pardonné le zèle qu'elle manifestait pour accélérer la révision du code pénal en vue de réprimer plus sévèrement le blanchiment de l'argent sale. Cette perspective ne manque pas d'inquiéter sérieusement les milieux financiers helvétiques. En dernier ressort, M<sup>re</sup> Kopp aura été en quelque sorte aussi sacrifiée sur l'autel du secret bancaire.

#### « Sésame politique »

Lâchée par tout le monde, y compris par le Parti radical qu'elle représente au Conseil fédéral, M<sup>re</sup> Kopp n'avait plus guère d'autre choix que de démissionner. « Un bref entretien téléphonique du 27 octobre a pris ces derniers jours une importance démesurée, a-t-elle expliqué en annonçant sa décision. Je réaffirme que je n'ai rien à me reprocher ni juridiquement ni mora-

lement. J'assume la position et les tâches qui m'ont été confiées. C'est également cette attitude qui m'incite à tirer les conséquences politiques de la situation. » « La Suisse en état de choc » : on enregistre dans le monde politique - sont quelques-uns des titres de la presse helvétique. Si le Parti radical y voit « une véritable tragédie personnelle », le départ de M<sup>re</sup> Kopp est néanmoins accueilli avec soulagement par l'ensemble des partis gouvernementaux. Le problème de la succession de M<sup>re</sup> Kopp devait être discuté mardi 13 décembre lors d'une séance extraordinaire du groupe parlementaire radical.

Personne ne rouscoteant en cause la « formule magique » présidant à la formation du gouvernement, le poste ministériel que M<sup>re</sup> Kopp occupait jusqu'au 1<sup>er</sup> février devrait revenir au Parti radical, et le Conseil fédéral restera composé comme par le passé de deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens et un démocrate du centre.

JEAN-CLAUDE BUIHIER

### 10 HEURES : LE MINI-JOURNAL

#### L'ACTUALITÉ DU MONDE

Toute l'actualité en direct sur minitel

#### ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

## Afrique

Crise financière, austérité, licenciements

### Le Congo malade de sa dette

BRAZZAVILLE  
de notre correspondant

Le Congo est malade de sa dette. Elle l'épuise. Il la traîne comme un boulet : 20 milliards de francs, une fois et demie le produit intérieur brut. C'est l'une des plus lourdes au monde par tête d'habitant. Son service, à lui seul, dévore la moitié des recettes d'exportation. A titre de comparaison, il est deux fois plus élevé qu'au Gabon, trois fois plus qu'au Cameroun, deux voisins eux aussi endettés jusqu'au cou.

A l'aube des années 80, le Congo avait pourtant cru vivre son âge d'or. Devenu le quatrième producteur pétrolier d'Afrique, sa croissance caracolait (19 % en 1981). Ayant pris des habitudes de riche, il consommait et investissait sans compter. Pour réaliser un orgueilleux plan quinquennal (1982-1986), il empruntait à des taux souvent déraisonnables. Dure fut la chute. Le contrecoup pétrolier frappa le Congo vite et fort. L'effondrement du prix du baril et la longue glissade du dollar provoquèrent une véritable saignée budgétaire. En trois ans à peine (1984-1987), l'argent du pétrole diminua de 80 % et les revenus du pays de 60 %. L'Etat se retrouva en préfaillite.

Le Congo reprit ses esprits avec retard. Après avoir trop longtemps renâclé, le régime « marxiste-léniniste » du colonel Denis Sassou Nguesso se résolut à solliciter les services du Fonds monétaire international. Fidèle à son credo libéral, le FMI assortit son offre d'aide d'une série d'exigences : assainissement du secteur public, privatisation de certaines entreprises d'Etat, contractions budgétaires, déréglementation des prix, réformes fiscales et douanières.

Sous la houlette  
du FMI

Un arrangement « stand-by » fut conclu en août 1986. Mais le FMI ayant rendu un rapide verdict : « Le Congo ne peut tiner que la première tranche de son crédit. Tout en réduisant son train de vie, l'Etat avait continué de s'endetter. Un nouvel accord pourrait être conclu au tout début de 1989, dont dépendrait la mise en œuvre du réajustement de la dette et l'attri-

bution de plusieurs prêts d'ajustement structurel, notamment par la France et la Banque mondiale (70 millions de dollars). D'ici là, les arriérés courent.

L'ennui, avec le Congo, c'est qu'en un sens il est... trop riche. Ainsi, le salaire minimum est quatre fois moins modeste à Brazzaville qu'au Zaïre, sur l'autre rive du fleuve. Pays à revenu intermédiaire - 700 dollars par tête d'habitant -, le Congo ne tombe, pour son malheur, dans aucune catégorie susceptible de bénéficier d'une procédure de remise de dette. Tout palliatif financier ne lui fournit donc qu'un apaisement éphémère. Pour restaurer de manière durable ses grands équilibres, ses créanciers occidentaux du Club de Paris doivent imaginer un « traitement amélioré » de sa dette extérieure. La France, intéressée au premier chef, a fait des promesses en ce sens.

En attendant, le Congo poursuit son apprentissage de l'austérité, sous la houlette du FMI. Les dépenses publiques subissent en 1989 une nouvelle baisse. Le budget des quelques quatre-vingt-dix entreprises d'Etat ressemblait au tonneau des Danaïdes. Mal gérées, elles étaient perçues de dettes. Les banques s'efforçaient à les maintenir à flot. Avec l'aide de la Banque mondiale, l'Etat est en train d'assainir vingt-sept d'entre elles. Sept entreprises-clés, dont le contrôle est jugé vital pour l'économie, sont en cours de redressement. Certaines ont été liquidées ou privatisées, d'autres s'ouvriront au capital privé, notamment étranger. Le code des investissements congolais est devenu l'un des plus séduisants d'Afrique.

Les remèdes du FMI sont toujours douloureux. C'est le cas du « dégraissage » qu'il préconise dans le secteur public. De l'époque où elle fut la capitale de l'Afrique-Equatoriale française, Brazzaville a hérité une armée de fonctionnaires. Avec près de 80 000 employés pour 2 millions d'habitants - qui font vivre une bonne partie de la population urbaine -, l'administration congolaise reste l'une des plus plantureuses du continent. Or l'Etat a dû, FMI oblige, licencier plusieurs centaines de ses agents. Plus grave : il ne garantit plus, comme par le passé, aux nouveaux diplômés un droit d'entrée automatique dans la fonction publique. Dans un pays où 60 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail, cette dégradation de l'emploi est politiquement dangereuse. Rien d'étonnant si le gouvernement avance prudemment sur ce terrain miné.

Autre champ d'action délicat : la fiscalité, où une réforme s'impose. Paradoxalement, le système est aussi lourd que son rendement est faible. Car, si l'impôt atteint, sur le papier, des taux vertigineux, son assiette est étroite et mal répartie, tandis que les exonérations foisonnent. D'où une ruineuse évasion fiscale : moins la moitié des biens importés - et déclarés - sont taxés. Il s'y ajoute l'inévitable contrebande due à la proximité du fleuve,

frontière si combien indulgente ! L'écart des niveaux de vie entre les deux rives et la pénurie de devises au Zaïre alimentent un circuit d'importations clandestines qui se déversent, loin des douaniers, sur les états du secteur « informel ». Ainsi, chaque billet en circulation au Congo, estime-t-on à Brazzaville, traverse le fleuve au moins une fois par an dans les deux sens. Certaines petites entreprises de la place, dûment imposées, ont fait les frais de ces déloyaux trafics en tout genre.

Pétrole  
et agriculture

A moyen terme, une seule voie s'offre au Congo : relancer - puis diversifier peu à peu - la production afin d'atténuer la dépendance pétrolière. Rude tâche. Un Etat désargenté, des investisseurs privés rarissimes, des coûts élevés, une frontière perméable : comment, dans ces conditions, stimuler une économie, protéger un marché ? D'autant que la croissance des années prospères, largement artificielle, ne développait guère l'appareil productif. L'industrie, sauf à Pointe-Noire, reste embryonnaire.

Dans l'immédiat, hors l'agriculture, il n'est point de salut pour le Congo. Un premier objectif semble raisonnable : réduire les achats à l'étranger. Le pays importe en effet les trois quarts de ses produits ali-

mentaires et de ses céréales. Il est vrai que 1 % seulement des terres sont cultivées. Cette carence a plusieurs causes : une tradition paysanne faible chez un peuple longtemps voué aux seules activités ancestrales du fleuve et de la forêt - chasse, pêche et cueillette ; une collecte des récoltes déficiente, faute de routes et de transports adéquats ; et surtout, un fléau ancien, l'exode rural, qui, il y a plus de trente ans, inquiétait déjà Georges Balandier, l'ethnologue de la Brazzaville coloniale.

Aujourd'hui, le Congo est sans doute, avec la Zambie, le plus urbanisé des pays d'Afrique. Six habitants sur dix vivent dans les villes, un sur trois dans la capitale. En brousse, la force de travail a vieilli. Pour la renouveler, le gouvernement encourage, à la faveur de la crise, le « retour à la terre » des jeunes citadins. Encore faut-il que ceux-ci trouvent à leur reconversion un intérêt financier. A Brazzaville, par exemple, le projet Agricoongo forme sur le tas de futurs exploitants auxquels on allouera des parcelles maraichères ou vivrières. A Mindouli, les hommes - chose inédite - se sont mis à cultiver eux-mêmes le manioc, qui rapporte gros, une fois transformé en farine et acheminé vers « Brazza ». Ce sont quelques signes encourageants. Mais le slogan officiel - l'autosuffisance en l'an 2000 - reste pour l'instant un vœu pieux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Arrivées il y a deux ans à la demande de Maputo

### Les troupes tanzaniennes ont quitté le Mozambique

NAIROBI  
correspondance

Les troupes tanzaniennes basées au Mozambique sont rentrées au pays. Le retrait des deux mille à trois mille hommes que les autorités de Dar-es-Salaam avaient envoyés en renfort il y a près de deux ans sur la demande de l'ex-président Samora Machel a été annoncé début décembre par le ministre tanzanien de la défense, M. Salim Ahmed Salim. Dans une déclaration publique qui n'a reçu qu'un écho discret dans la presse locale, le ministre a salué le « bon travail » effectué par les soldats tanzaniens : « Ils ont défendu non seulement l'indépendance et l'intégrité du Mozambique, mais aussi la sécurité de la frontière entre nos deux pays. »

Les troupes tanzaniennes, basées principalement dans la province de Zambézie où elles étaient censées aider l'armée mozambicaine à contrer les offensives des guérilleros de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), s'étaient ensuite repliées vers le nord du pays. Depuis ces six derniers mois, la majorité des soldats tanzaniens étaient postés le long de la frontière mozambico-tanzanienne.

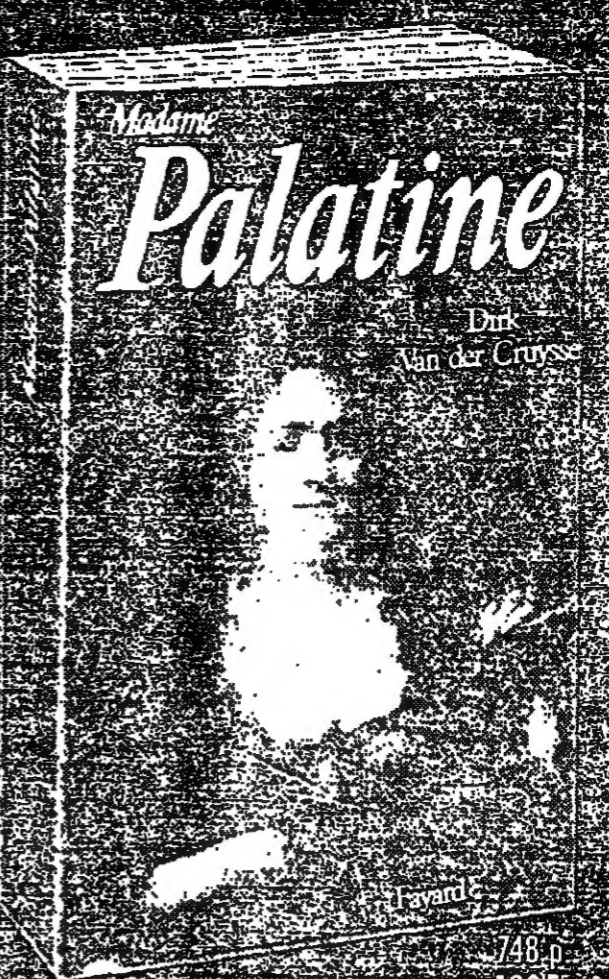
Aucune explication officielle n'a été avancée pour justifier ce retrait militaire. Outre les difficultés de la guerre, les faiblesses de l'économie tanzanienne ne permettaient sans doute pas à Dar-es-Salaam de soutenir plus longtemps les efforts de son voisin mozambicain, estimant certains observateurs en poste dans la région. Maputo reste cependant assuré de l'aide militaire du Zimbabwe, plus ancienne et plus importante que celle de la Tanzanie.

Les troupes zimbabwéennes - entre huit mille et dix mille hommes, estime-t-on de source officielle - avaient été envoyées en renfort il y a près de quatre ans, sur la demande également du président Machel. Elles participent notamment à la défense du « couloir de Beira » qui relie le port mozambicain, situé sur l'océan Indien, et le Zimbabwe.

La guerre civile et la famine qui ravagent le Mozambique ont provoqué des exodes massifs de population, les villageois mozambicains fuyant soit vers le Malawi (cinq cent mille réfugiés d'ici à la fin 1988), soit vers le Zimbabwe ou encore vers la Tanzanie où leur nombre a atteint les quatre-vingt mille depuis ces derniers mois.

CATHERINE SIMON.

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Une Sevigne-bis, mais plus nature et moins begueule encore que le modèle. Sur cette surprenante personne, bavarde, ample, et maternelle, Van der Cruyse a écrit une très belle et, par moments, merveilleuse biographie, probablement la plus remarquable.

Emmanuel Le Roy Ladurie, L'Express

EDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury littéraires. Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADEMIE EUROPEENNE DU LIVRE ÉDITEURS 2, rue Fléchier - 75009 PARIS Tél. : (1) 47.80.11.08 Télex : 860 146 F

## LES ANNÉES 90, IL Y A DU CONVECTEUR DANS L'AIR.



Place aux années 90. La maison redevient le cœur de la famille. Le convecteur électrique est là pour vous procurer la douce tranquillité des gens qui sont bien chez eux. Immédiatement en action, facile à régler, tout est automatique dans ce chauffage ultramoderne qui vous offre au moindre coût - et en silence - un confort d'avance.

CONVECTEURS  
ÉLECTRIQUES,  
UN CONFORT  
D'AVANCE.

هكذا من الأصل

## Proche-Orient

Avant le discours de M. Arafat à Genève

## Répliques préventives en Israël

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

M. Yasser Arafat a déjà remporté un succès : il a mobilisé toute la classe politique israélienne qui n'aura jamais été aussi attentive au moindre propos du chef de l'OLP. Impossible de jouer l'indifférence, comme le souhaitent certains, dans l'entourage du premier ministre sortant, M. Itzhak Shamir. Israël est bel et bien sommé de répondre au discours que le dirigeant palestinien devait prononcer à Genève, mardi 13 décembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies.

La première réplique, préventive, de la part d'Israël, est militaire. Pour empêcher que l'intervention de M. Arafat ne soit l'occasion d'un regain de mobilisation dans les territoires occupés, toute la bande de Gaza (près de soixante-dix mille habitants) a été placée sous couvre-feu. Plusieurs régions de Cisjordanie devaient être déclarées « zones mili-

taires » et interdites à la presse. Les forces de sécurité ont été renforcées à Jérusalem-Est (la partie arabe de la ville), théâtre depuis une semaine de manifestations et petits accrochages quotidiens.

Lundi, en début de soirée, un bus de la compagnie nationale Egged a été touché par un cocktail Molotov dans la rue Salaheddine, la principale artère de la partie orientale de la ville. Le chauffeur a perdu le contrôle du véhicule qui a heurté un mur : six personnes ont été légèrement blessées. L'armée a multiplié les raids dans les villages et quartiers arabes poursuivant une « guerre des symboles », toujours à recommencer, les soldats forçant la population à décrocher les drapeaux palestiniens et à effacer les graffitis nationalistes (ou islamistes).

La deuxième réponse, toujours préventive, a été de présenter l'OLP comme un mouvement qui n'a aucunement abandonné la pratique du terrorisme — quoi qu'en dise

M. Arafat. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'on a annoncé lundi à Jérusalem le démantèlement dans les territoires de plusieurs « cellules terroristes » appartenant pour la plupart au Faïh, le groupe de M. Arafat au sein de l'OLP. Le conseiller du premier ministre pour les questions de sécurité, M. Igal Karmon, a donné une conférence de presse pour scuser le chef de l'OLP d'avoir été personnellement impliqué dans une série d'attentats au cours des dernières années.

La réponse politique d'Israël au discours de M. Arafat devrait être plus complexe. Le chef de la droite, M. Shamir, et le dirigeant travailliste, M. Shimon Pérès, devaient donner chacun une conférence de presse dans la soirée de mardi, après le discours de M. Arafat. Si l'on sait que M. Shamir a par avance décidé que l'OLP ne serait jamais un interlocuteur pour Israël, M. Pérès pourrait être plus nuancé.

ALAIN FRACHON.

## Le roi Hussein de Jordanie à Paris

Le roi Hussein de Jordanie est arrivé, lundi 12 décembre, à Paris, accompagné de la reine Nour et du premier ministre Zeid Rifai. Le roi, qui effectue chaque année au moins une visite à Londres et une à Paris, a été accueilli à Orly par M. Jack Lang.

Il devait avoir, mardi, un entretien suivi d'un déjeuner avec le président de la République et rencontrer, dans l'après-midi, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, puis le ministre des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, rentré dans la matinée d'un voyage à Bagdad et au Caire. Le roi s'entre-tiendra, mercredi, avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

La situation au Proche-Orient sera bien sûr au centre des entretiens franco-jordanien, alors que M. Arafat s'exprime, mardi, devant les Nations unies à Genève. Le roi Hussein avait rencontré le chef de l'OLP à Amman début novembre, quelques mois après avoir rompu les liens juridiques entre le royaume et la Cisjordanie.

Un accord de coopération économique devrait également être conclu. Il est prévu de créer une commission ministérielle mixte qui devrait se réunir début 1989 à Paris. La France et la Jordanie avaient, d'autre part, conclu en février 1988 un accord portant sur la vente au royaume de vingt Mirage-2000. Cet accord a été finalisé en avril à Amman pour douze appareils, l'option restant ouverte pour les huit autres. Le suivi de ce dossier devrait être au centre des conversations du roi avec M. Chevènement.

## En visite au Caire

## M. Dumas souligne la représentativité accrue de l'OLP

Le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé que les récentes démarches de l'OLP lui avaient conféré une « qualité de représentativité qui lui était déniée jusqu'à présent ».

M. Dumas a fait cette observation, lundi 12 décembre, devant un groupe de journalistes, après ses entretiens avec les responsables égyptiens, au terme d'une visite d'une journée au Caire. Il a déclaré que, en adhérant aux différentes résolutions des Nations unies et « en renonçant avec force à l'action terroriste », notamment, l'OLP avait « montré son sens des responsabilités ».

Au sujet de ses conversations avec les dirigeants égyptiens, M. Dumas a dit être parvenu avec ses interlocuteurs à la conclusion qu'« une confé-

rence internationale de paix était un sujet d'une grande actualité ». Il a aussi indiqué que ces entretiens lui avaient permis de constater une grande disponibilité de l'Égypte pour imaginer une procédure permettant de relancer l'idée d'une telle conférence.

Le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, a estimé lundi soir à Ryad que « la création d'un Etat palestinien est une nécessité humaine et politique », rapporte l'agence saoudienne de presse. M. Joxe, qui effectuait actuellement une visite officielle en Arabie saoudite, a qualifié d'« événement historique » la proclamation de l'Etat palestinien indépendant, le 15 novembre à Alger, par le Conseil national palestinien (CNP-Parlement en exil). — (AFP.)

## LIBAN

## Un enseignant belge assassiné à Beyrouth

BEYROUTH  
de notre correspondant

Un enseignant belge, qui possédait également la nationalité britannique, Arthur John Nieuwerburgh, a été assassiné en pleine rue à Beyrouth-Ouest lundi 12 décembre. Cet attentat rompt la longue période de sécurité dont jouissaient les étrangers dans ce secteur de la capitale libanaise, après les vagues d'enlèvements de 1985-1986 (malgré une dizaine de libérations, quatorze otages occidentaux sont toujours détenus par leurs ravisseurs).

De père belge et de mère britannique, Arthur Nieuwerburgh, soixante-quatre ans, était établi à Beyrouth depuis le début des années 70. Il

était marié à une Japonaise qui tenait un restaurant. C'est à proximité de l'établissement qu'il a été tué de plusieurs balles de revolver par des inconnus qui ont pris la fuite en voiture. Il était directeur des

études au Ras Beirut Cultural Center, l'ex-British Council repris en main par l'Association islamique des Makassés, après que les Britanniques eurent déserté ce secteur de la ville.

Un otage américain « condamné à mort » par ses ravisseurs. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a lancé, lundi 12 décembre, un appel pressant aux ravisseurs du lieutenant-colonel William Higgins, leur demandant de l'épargner et de le libérer immédiatement. Les responsables des Nations unies ont pris très au sérieux le message reçu lundi par un quotidien de Beyrouth annonçant l'exécution imminente de cet officier

supérieur américain qui servait dans les rangs de l'un des groupes d'observateurs de l'ONU au Liban. Le lieutenant-colonel Higgins avait été mis à la disposition de la FINUL au Liban sud au moment de sa capture près de Tyr le 17 février dernier. Le message des ravisseurs, qui est signé de l'« Organisation des opprimés dans le monde », qualifie le lieutenant-colonel de « dangereux espion » et précise qu'il a été « condamné à mort ». — (AFP.)

## IRAN

## Amnesty International dénonce une « vague d'exécutions politiques »

Les autorités iraniennes ont lancé « la plus grande vague d'exécutions politiques secrètes » depuis le début des années 80, affirme Amnesty International dans un rapport publié mardi 13 décembre à Londres.

Les preuves de cette vague d'exécutions, qui a fait plus de trois cents morts, sont maintenant « incontestables », estime Amnesty International : témoignages des familles et déclarations des autorités iraniennes, notamment du président Sayed Ali Khamenei.

Les trois cents personnes exécutées dont Amnesty a dressé la liste (qu'elle a communiquée au gouvernement iranien) ne constituent que « la partie émergée de l'iceberg », le nombre total des victimes pourrait être de « plusieurs milliers », affirme l'organisation.

Selon l'organisation, beaucoup des prisonniers exécutés lors des dernières purges ont été torturés. La plupart d'entre eux sont des militants des partis de gauche, principalement des membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple, mais aussi des membres du parti Toudéh (communiste) ou de l'opposition kurde.

M. Lavad Larjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, de passage, lundi, à Stockholm, a démenti les informations selon lesquelles le régime de l'ayatollah Khomeiny procéderait à des exécutions massives d'opposants. Il a notamment déclaré : « Les seules exécutions sont celles d'auteurs d'actes criminels graves, par exemple des espions, comme le prévoit la législation iranienne ». — (AFP.)

Le Ligue française des droits de l'homme appelle à un rassemblement. — Dénonçant le massacre des prisonniers politiques en Iran, la Ligue française des droits de l'homme demande que l'on participe à une manifestation à Paris mercredi 14 décembre, à partir de 18 heures, sur le parvis des Droits de l'homme (Métro Trocadéro).

## Asie

CHINE : les dernières émeutes à Lhassa

## Le cercle vicieux de la répression

PÉKIN  
de notre correspondant

Si Pékin avait cru pouvoir échapper, dans la crise tibétaine, au cercle vicieux du défilé à l'autorité et de la répression, ses derniers espoirs se sont effondrés après les violences du samedi 10 décembre. Trois émeutes, plusieurs dizaines de morts en un peu plus d'un an : la régularité des manifestations réprimées violemment suggère qu'aucune solution à court terme n'est envisageable et qu'il faudra des années de patience à la direction chinoise pour apaiser la situation dans le « Royaume des neiges ».

La tension restait vive lundi dans la capitale tibétaine, à en croire les témoignages d'étrangers joints par téléphone : contrôles policiers, temples à demi fermés ou inaccessibles aux touristes... L'ambassade des Pays-Bas à Pékin a entrepris des démarches pour connaître le sort d'une touriste néerlandaise que les autorités ont pratiquement accusée d'avoir pris part à la manifestation. La personne est apparemment confinée dans sa chambre d'hôtel à Lhassa depuis qu'elle a quitté l'hôpital où elle a été soignée pour une blessure reçue au cours de l'émeute.

Le choc de cette troisième émeute est sensible à Pékin, où aucune information détaillée n'avait encore été publiée en milieu de journée mardi. Le caractère iconoclaste des deux petites défilées diffusées par l'agence Chine nouvelle depuis samedi contraste avec l'abondance des comptes rendus qui avaient suivi la manifestation de mars dernier, où Pékin tentait de démontrer son bon droit face aux fauteurs de troubles tibétains. Trois jours après ces derniers incidents, on ignore toujours si le nouveau chef du Parti communiste pour le Tibet, Mu Hu Jiniao (le Monde du 8 décembre), a gagné son poste.

Quel que soit le bilan réel — officiellement un mort et treize blessés, mais de deux à douze morts selon des témoins étrangers, — la preuve est faite que la radicalisation des indépendantistes est un phénomène

durable. Il ne se déroule pour ainsi dire pas de mois, depuis septembre 1987, sans que se produisent à Lhassa de petites manifestations indépendantistes, étouffées dans l'œuf par la police. Il s'agit en général de religieux — ou d'indépendantistes ayant revêtu la robe lamaïque — qui se réunissent de leur balcon pour aller manifester, en prévision de leur interpellation.

## Le défilé lama dépassé

Un certain nombre de militants ne reculent devant aucun risque pour se présenter en martyrs face aux forces de l'ordre ; celles-ci avaient pourtant prévenu, avant le rassemblement de samedi, qu'elles ouvriront le feu en cas de trouble.

L'objectif des indépendantistes est de mettre à profit la présence d'étrangers pour recueillir l'information vers le monde extérieur, et contredire la propagande officielle selon laquelle la situation se normalise graduellement. Cette détermination peut contraindre Pékin à réviser sa stratégie, qui avait consisté à relâcher progressivement, après les deux premiers accrochages, l'interdiction d'accès au Tibet des touristes individuels. Mais fermer complètement le pays équivalendrait à un constat d'échec. Ce serait également fournir au défilé lama un cadeau en or à la veille de négociations que le chef spirituel exile tente de mettre sur pied en janvier à Genève.

Les informations qui circulent sur la persistance de l'agitation à Lhassa peuvent avoir des conséquences catastrophiques dans d'autres régions de minorités nationales, en particulier en Asie centrale musulmane, où le ressentiment anti-chinois n'est guère moins vif qu'au Tibet.

Par ailleurs, la situation au « Royaume des neiges » devrait logiquement figurer dans les conversations que le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, attend le 19 décembre à Pékin, aura avec les dirigeants chinois.

FRANCIS DERON.

## Amériques

## PÉROU

## Fin de la grève des mineurs

Un accord entre syndicalistes de la principale centrale CGTP et le gouvernement a mis fin, le lundi 12 décembre, à une grève des quelque soixante mille mineurs des secteurs public et privé. Le mouvement, qui durait depuis cinquante-sept jours, avait coûté l'équivalent de près de 2 milliards de francs de manque à gagner à l'économie péruvienne. L'arrêt de travail auquel elle met fin était le deuxième de cette importance en 1988 : une

grève de trente jours avait déjà (en juillet et août) paralysé la production de divers métaux, dont le cuivre, principale source de rentrées de devises pour le pays (qui est le septième exportateur du monde), et d'argent (dont le Pérou est le deuxième producteur). Cette grève a fortement contribué à l'actuelle poussée des cours du cuivre sur les marchés mondiaux. — (AFP, Reuters, UPI.)

● COLOMBIE : un ingénieur français enlevé. — M. Gérard Fray, ingénieur français travaillant pour la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), qui construit un oléoduc en Colombie, a été enlevé par un groupe de cinq hommes armés à la fin de la semaine écoulée près de Santa-Sofia, à environ 150 kilomètres au nord de Bogotá, a annoncé la compagnie, le lundi 12 décembre. Aucune revendication n'est encore venue, permettant d'identifier les auteurs comme des délinquants de droit commun ou des guérilleros. M. Fray, âgé de quarante-trois ans, célibataire, originaire de Mekun, devait rentrer en France pour Noël, son contrat achevé. Selon des statistiques officielles, cinq cent quarante enlèvements ont été enregistrés en 1988 en Colombie, dont une moitié sont imputables à la guérilla. — (AFP, Reuters.)

● ARGENTINE : le soldat des militaires relégué de 20 %. Les militaires argentins recevront une prime de près de 100 dollars et leurs soldes seront augmentées de 20 %, au mois de décembre, a-t-on appris dans l'entourage du ministère de la Défense. Ces augmentations étaient à l'étude depuis deux mois et ne seraient pas liées à la minierie qui a eu lieu au début de décembre, au Campo-de-Mayo, près de Buenos-Aires, a-t-on insisté de source ministérielle. La réévaluation des soldes était une des revendications des auteurs de cette rébellion. — (Reuters, UPI.)

● MEXIQUE : soixante-deux morts dans un incendie à Mexico. — Une explosion dans un dépôt destiné de feux d'artifice et pétards a provoqué un incendie qui a fait soixante-deux morts et quatre-vingt-sept blessés, dimanche 11 décembre, dans le Mexique, un des principaux marchés du centre de Mexico. (AFP, Reuters.)

(Publicité)

AIDEZ LE NICARAGUA  
A SE RECONSTRUIRE APRÈS LE CYCLONEAppel de 36 Français  
résidents au Nicaragua

L'ouragan Joan a dévasté une partie du Nicaragua les 21 et 22 octobre derniers. Témoins directs de cette catastrophe, dans la zone côtière ou à l'intérieur, nous relations les faits tels que nous les avons vécus et les vivons actuellement.

Dans cette nouvelle épreuve qui l'a frappée, la population disposait d'un atout majeur : son organisation. Des milliers de civils, déjà entraînés à la mise en route d'un plan ORSEC, se sont mobilisés en équipes de sauvetage et de débâclement. Le 18 octobre, l'Etat d'Urgence a été décrété. Le 19, l'évacuation des populations de la côte Atlantique et du Rio San Juan a commencé en camions et en hélicoptères. A Mata-galpa, des centres d'accueil où étaient stockés couvertures, réserves d'eau potable, aliments et médicaments, ont été ouverts. A Managua, les populations riveraines du lac et des canaux de drainage ont été transportées vers des écoles, moins exposées et aménagées en refuges. Des équipes médicales étaient partout présentes, l'accent étant mis sur la prévention sanitaire. A aucun moment, la panique ne s'est installée.

Le désastre est immense. Un premier bilan provisoire annonçait 116 morts, 325 000 évacués (1 Nicaraguaien sur 10), 187 000 sinistrés, de graves dégâts écologiques et d'importantes destructions des infrastructures, de l'agriculture, de la pêche, des forêts.

Le Nicaragua a besoin d'aide. Aliments, vêtements, médicaments ont commencé à être réunis grâce à une collecte nationale et à l'aide internationale. Au Nicaragua, les donations sont reçues et distribuées par le Comité d'Urgence qui regroupe 50 organismes nationaux et internationaux, institutions d'Etat, organisations non gouvernementales laïques ou religieuses.

L'urgence passée, il faut penser à la reconstruction (maisons, hôpitaux, écoles, ponts et toute l'infrastructure économique). La communauté internationale a un rôle vital à jouer. Nous nous félicitons de la décision du gouvernement français d'attribuer un bateau à destination du Nicaragua et de le mettre à la disposition des organisations humanitaires pour acheminer l'aide au Nicaragua. Un premier transport est parti le 30 novembre ; un autre partira le 15 décembre. Participez à cette œuvre gigantesque de reconstruction.

Signé : 36 médecins, prêtres, enseignants, agriculteurs, français vivant et travaillant au Nicaragua.

SOUTIEN  
Collectif - ESPOIR-AMERIQUE CENTRALE -  
c/o Cimade - 176, rue de Grenelle, 75007 PARIS  
(à l'ordre de Cimade - Espoir Amérique Centrale  
CCP n° 408887 Y Paris)

**DÉCEMBRE!**  
**le mois du cuir**  
chez **NEUBAUER**  
A l'occasion des fêtes  
**vosre 205 rallye,**  
**vosre 309 GTI,**  
avec un intérieur en cuir  
façon sellier **GRATUIT**  
en livraison  
immédiate  
**NEUBAUER**  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34



## Asie

CORÉE DU NORD : nomination d'un nouveau premier ministre

### Pyongyang s'efforce de faire face à un environnement international défavorable

TOKYO  
de notre correspondant

Tant la soudaine session extraordinaire, lundi 12 décembre, de l'Assemblée populaire suprême que la nomination d'un nouveau premier ministre sont interprétées comme les signes d'une tentative de réorientation politique de la Corée du Nord afin de faire face à un environnement international défavorable : l'écart qui ne cesse de se creuser avec le Sud en matière économique, la meilleure image dont jouit Séoul à la suite des Jeux olympiques et des ouvertures du président Roh Tae-woo, et surtout l'évolution rapide de ses relations avec les deux grands alliés de Pyongyang, la Chine et l'Union soviétique, en sont les principaux éléments.

Sans exclure que des « raisons de santé » soient l'une des causes du retrait de l'ex-premier ministre, M. Li Gun-mo, on pense à Tokyo que ce dernier est surtout victime de l'échec du redressement économique. Depuis le milieu des années 70, l'économie nord-coréenne ne progresse guère.

#### Relancer l'économie

C'est encore un économiste, M. Yon Hyong-muk, qui est placé à la tête du gouvernement. Mais il représente la nouvelle génération (âgée de quarante-cinq à cinquante ans), celle du fils aîné et héritier désigné du président Kim Il-sung, M. Kim Jong-il.

Membre du bureau politique et secrétaire du comité central depuis 1985, M. Yon fut brièvement premier vice-premier ministre, chargé de l'industrie métallurgique. Il n'occupait pas de fonctions dans le gouvernement présidentiel. Ce jeune technocrate appartenait, en revanche, comme un conseiller de M. Kim Jong-il, qu'il accompagnait fréquemment lors de ses visites de « directives sur le terrain ».

Le souci de relancer une économie qui souffre d'un excès de centralisme et d'un retard technologique

semble plus que jamais une priorité à Pyongyang. L'insistance du comité central sur le développement de la robotique et des machines-outils, et la création d'un ministère chargé des entreprises à participations étrangères sont l'expression de cette préoccupation.

Depuis sa promulgation il y a quatre ans, la loi sur les joint-ventures en République populaire démocratique de Corée (RPDC) n'a pas été suivie des effets attendus : après bien des déboires, la société française Camponon Bernard poursuit la construction d'un hôtel de luxe à Pyongyang, mais plusieurs projets avec les Japonais ont échoué. Le problème de la dette extérieure de la RPDC (900 millions de dollars), dont aucun intérêt n'a été payé depuis 1984, n'incite guère les pays développés à se lancer dans des opérations conjuguées. Des projets avec la Chine et l'URSS sont en cours, mais ils ont pris du retard.

Selon des sources japonaises, les responsables des affaires étrangères sont en réunion jusqu'au milieu de ce mois et il est possible qu'en ce domaine aussi Pyongyang cherche à se dégager de l'impasse dans laquelle se trouve la RPDC à la veille de la visite du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, attendu à la fin de la semaine prochaine.

La Corée du Sud a signé à la fin du mois dernier avec la Bulgarie et la Hongrie des accords de commerce et de garantie des investissements, et le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Peter Varkonyi, a annoncé récemment à Pékin que son pays avait l'intention d'ouvrir une ambassade à Séoul. L'Organisation du commerce extérieur sud-coréen (gouvernementale) et la Chambre de commerce fédérale d'Union soviétique ont, d'autre part, récemment décidé l'échange de représentations permanentes. La rapidité de cette évolution incite les Coréens du Nord à sortir de leur immobilisme. Mais ils ne le feront que progressivement et en préservant le monolithisme du pouvoir.

PHILIPPE PONS.

PHILIPPINES

### M<sup>re</sup> Aquino a pris des mesures contre les abus commis par les forces de l'ordre

MANILLE  
correspondance

A l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la présidente Aquino a pris, le samedi 10 décembre, deux mesures. Les élus municipaux deviennent « coordinateurs des droits de l'homme », avec charge de rechercher les personnes qui auraient été enlevées par les forces de l'ordre. D'autre part, la commission sur les droits de l'homme est élargie à des parlementaires et à des ministres.

M<sup>re</sup> Aquino admet ainsi la possibilité d'abus longtemps niés. Jusqu'à récemment, toute évocation de dérapage par les forces de l'ordre était rejetée comme propagande ennemie, alors que les cas flagrants étaient présentés comme des « bavures d'éléments égarés ». Toute comparaison, à cet égard, entre le « régime de la démocratie restaurée » et la « dictature Marcos » était ressentie comme une provocation.

#### Massacres et exactions

En juillet 1988, M<sup>re</sup> Aquino fut cependant contrainte de reconnaître les méfaits des milices d'extrême droite, dont elle ordonna la dissolution immédiate. Il est vrai sans grand effet. Six mois plus tard, des rumeurs de massacres continuent de remplir les colonnes de la presse locale. Amnesty International et plusieurs groupes d'avocats américains ont même fait état d'exactions de plus en plus fréquentes.

M<sup>re</sup> Aquino a franchi un pas de plus, en novembre, en déclarant que « les assassinats de dirigeants de gauche sont faits pour me discréditer ». Les « bavures » ne seraient donc pas des incidents séparés, mais le résultat d'une véritable campagne de désinformation.

K. G. B.

PAKISTAN

### M. Ghulam Ishaq Khan est confirmé dans ses fonctions présidentielles

M. Ghulam Ishaq Khan a été élu président du Pakistan lundi 12 décembre. L'ancien président par intérim depuis la mort du général Zia Ul Haq a recueilli 233 des 299 voix exprimées par le collège électoral, composé des membres de l'Assemblée nationale, du Sénat et des quatre assemblées

provinciales. Son rival, M. Nawabzada Nasrullah Khan, n'a recueilli que 39 voix. L'Assemblée nationale a exprimé le même jour sa confiance au nouveau premier ministre, M<sup>re</sup> Benazir Bhutto. Celle-ci a recueilli les suffrages de 148 députés, tandis que 55 lui ont refusé leur soutien.

### Un commis de l'Etat foncièrement conservateur

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

On dit de lui qu'il est l'homme de toutes les saisons, ce qui est un peu ambigu : homme « providentiel » en quelque sorte, mais dont les fidélités sont successives. Très proche de l'ancien président Zia Ul Haq, et donc peu suspect d'avoir la moindre sympathie pour l'opposition incarnée par M<sup>re</sup> Benazir Bhutto, M. Ghulam Ishaq Khan a fait, dans l'ensemble, un parcours sans faute depuis que le général Zia disparut. Il est devenu le chef de l'Etat par intérim. Austère, toujours vêtu de sombre, foncièrement conservateur, il est de la race des commis de l'Etat : sans états d'âme et sans charisme, mais consciencieux et travailleur.

Diplômé de chimie et de botanique, M. Ishaq Khan est né le 20 janvier 1915 à Ismail-Khel, district de Bannu, dans la province du Nord-Ouest. Entré en 1940 dans l'administration de sa province natale, il va progressivement gravir les échelons, avec un sens politique discret et efficace. Candidat ? On en jurait, tant pendant trente ans il réussit à faire partie de tous les gouvernements. Dans la liste un peu fastidieuse des postes occupés par M. Ishaq Khan, les responsabilités en matière économique dominent : il occupa d'importantes fonctions au ministère des finances avant de devenir, en 1971, gouverneur de la Banque centrale.



En novembre 1975 — Ali Bhutto était alors premier ministre — il fut nommé secrétaire général du ministère de la défense, poste essentiel qui lui permit de bien connaître tous les chefs de l'armée, et notamment le général Zia qui, deux ans plus tard, allait déclencher un coup d'Etat contre Bhutto. Cet épisode de la vie du nouveau président reste dans l'ombre... Toujours est-il que, sous la présidence Zia, il devint tout de suite « secrétaire général en chef » du gouvernement, un poste créé pour lui. Nommé ministre des finances, du commerce et de la planification en juillet 1978, il fera partie de tous les gouvernements jusqu'en mars 1985.

Elu à cette date sénateur de la province du Nord-Ouest, il devint, un mois plus tard, président du Sénat et sera réélu pour un

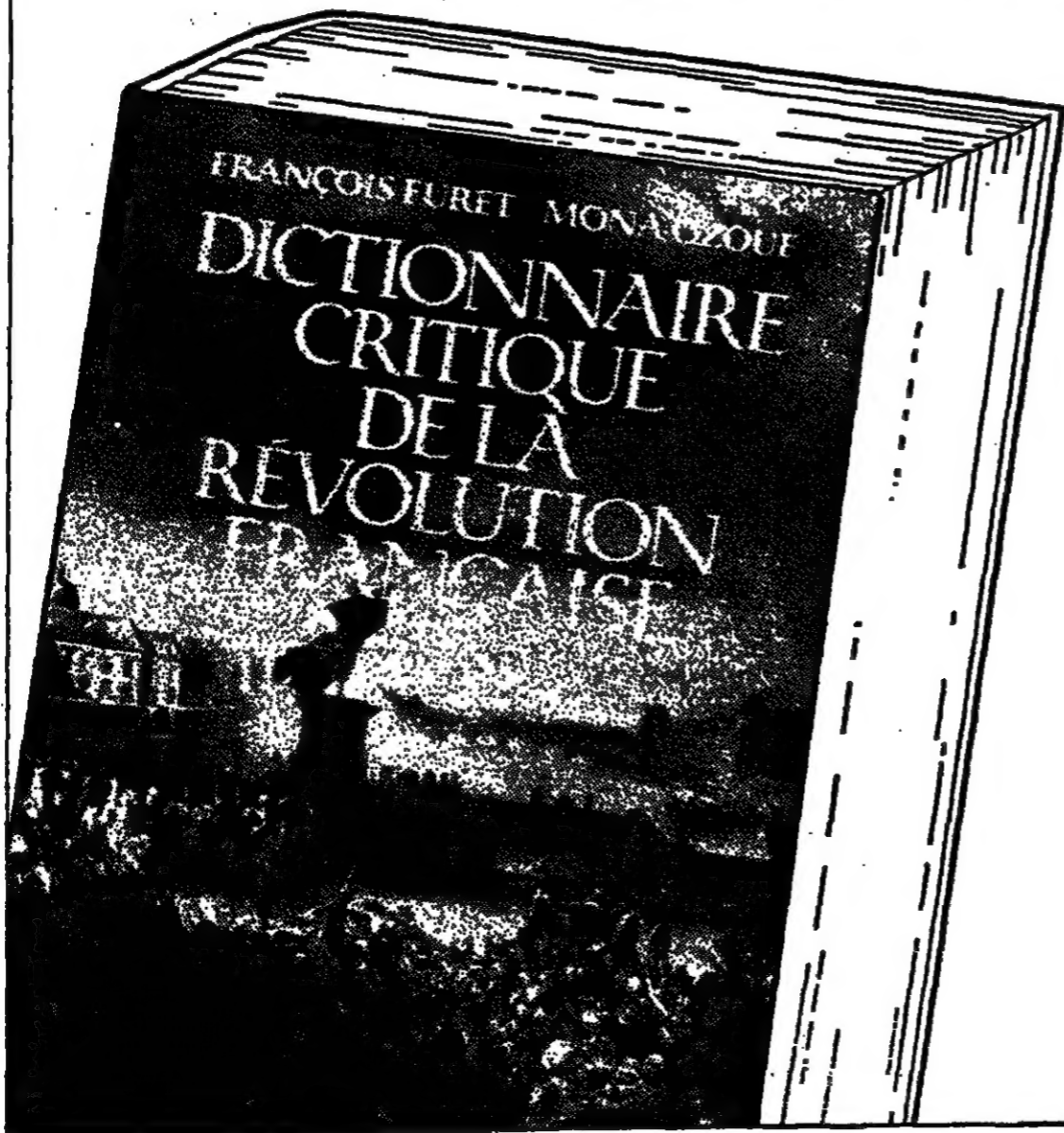
nouveau mandat de trois ans en mars 1988. Lui ne sait quelles furent les négociations qui se déroulèrent le jour même de la mort de Zia, le 16 août 1988, entre les chefs de l'armée et le nouveau président, ni la marge de manœuvre dont celui-ci disposait réellement au sein du conseil d'urgence où siégeaient les trois chefs d'état-major. Une chose est sûre : le général Aslam Beg, chef de l'armée, savait qu'il n'avait rien à redouter de l'ancien président du Sénat.

M. Ishaq Khan affirma très vite que les élections parlementaires auraient bien lieu à la date prévue, et il confirma le verdict de la Cour suprême qui — contre le souhait de Zia — décida que les partis politiques pourraient concourir les élections à ce scrutin. D'abord réticents à l'égard d'un homme qui fut longtemps associé aux années de la loi martiale, le PPP et M<sup>re</sup> Benazir Bhutto changèrent peu à peu d'opinion à son égard.

Les élections furent libres et le président accepta un verdict qui était défavorable aux « barons » du régime Zia regroupés au sein de l'Alliance démocratique islamique. Un peu pour le remercier d'avoir permis au Pakistan de réussir une transition « douce » vers la démocratie, beaucoup parce qu'un candidat PPP avait assez peu de chances d'être élu (compte tenu du poids du Sénat dans le collège électoral). M<sup>re</sup> Benazir Bhutto avait décidé de soutenir la candidature de M. Ishaq Khan à l'élection présidentielle.

LAURENT ZECCHINI.

# En 89, la Révolution c'est un livre !



Une belle réussite : il oblige à renoncer aux paresse de la pensée.  
Roger Chartier - Le Monde

Un monument de science... un objet de facture élégante... une rare qualité d'écriture.

Michelle Perrot - Libération

Un audacieux travail sur la légitimité et les fondements de la démocratie.

Jean-Maurice de Montremy - La Croix

Ce "Dictionnaire", ni partial ni centriste, a le culot de l'intelligence.

Guillaume Malaurie - L'Express

Une synthèse dont la maîtrise et l'intelligence étonnent à chaque ligne.

Jean-François Revel - Le Point

Il y avait hier Tocqueville et Quinet; il faut lire aujourd'hui le Dictionnaire Critique de François Furet et Mona Ozouf.

Pierre Bouretz - Le Nouvel Observateur

1 128 pages, 32 pages d'illustrations en couleurs, relié sous jaquette.  
Prix de lancement: 395 F, jusqu'au 31 décembre 1988 au lieu de 450 F.

## Flammarion

هكذا من الأصل

# Politique

## Le gouvernement, les difficultés sociales et le Parti communiste

Une nouvelle fois, l'Hôtel Matignon s'emploie à manifester une sérénité sans faille face aux difficultés de la période, tout en manifestant étonnement et irritation vis-à-vis de l'idée d'un « dimanche noir » pour M. Rocard. Il s'agit d'un dimanche... rose, ironise-t-on, puisque le premier ministre a parlé devant les socialistes... A en croire l'entourage du premier ministre, parmi les mauvais résultats électoraux de dimanche — pour les socialistes — seul celui de Bondy (où le candidat communiste a devancé le socialiste) a une signification réelle. Encore se refuse-t-on, sur le front socialo-communiste, à extrapoler à partir de cette élection : les proches de M. Rocard soulignent qu'il est beaucoup trop tôt pour en tirer des conclusions, alarmantes pour le PS, quant au rapport des forces des élections municipales. Ils se refusent aussi à admettre l'idée d'un redressement durable du PCF et parlent plutôt d'un « sursaut ». Enfin, ils observent que les socialistes de Seine-Saint-Denis ont entrepris diverses vérifications sur place et envisageaient, lundi soir 12 décembre, de déposer un recours en annulation pour fraudes.

## Matignon « optimiste »

Sur le front social, l'entourage de M. Rocard juge que l'on est sur la voie de l'épaïsment, même si la persistance de la grève « thrombose » à la RATP, aux conséquences lourdes malgré le petit nombre de grévistes, suscite à la fois préoccupation et réflexion, notamment parce que la législation en vigueur ne fournit pas d'armes au gouvernement pour contrer ce type d'action.

Sur le front socialo-socialiste, enfin, les proches du premier ministre ne s'affirment ni surpris ni alarmés par les critiques de M. Laurent Fabius qui, dit-on, joue son jeu. Les proches de M. Rocard attachent plus d'attention aux critiques de M. Chevènement qui, jusqu'à maintenant, s'était abstenu d'une telle attitude. On observe à Matignon que, de toute façon, à un front Fabius-Chevènement répondrait un front Rocard-Mauroy-Jospin, quelles que soient les difficultés qui ont pu surgir entre le premier ministre

et le ministre de l'éducation nationale. On juge, sur ce point, que l'inimitié Fabius-Jospin est, pour M. Rocard, la meilleure des garanties...

L'entourage du premier ministre s'emploie encore à décaler sur la durée, le « meilleur atout » de « grand dessin » ou des « perspectives » que devrait tracer M. Rocard : selon l'analyse développée à Matignon, il s'agit d'une confusion entre Michel Rocard, candidat à la présidence de la République, et Michel Rocard, premier ministre. C'est, dit-on, l'Elysée, non Matignon, qui a vocation à élaborer un tel « dessin ». Le premier ministre, lui, est chargé de se coller quotidiennement avec la réalité, dans le cadre des orientations définies par le président.

Cette analyse présente l'avantage de donner plus d'air au premier ministre : ceux qui lui reprochent de manquer d'un « grand dessin », attaquaient, en fait, à travers lui, le président de la République.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

## La préparation des municipales

## M. Paul Laurent : « Nous n'attendons pas jusqu'au 1<sup>er</sup> mars »

Le bureau exécutif du Parti socialiste doit mandater, le mercredi 14 décembre, une délégation chargée de prendre contact avec la direction du PCF pour préparer une rencontre entre M. Pierre Mauroy et M. Georges Marchais au début du mois de janvier. M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, nous indique la position de son parti face à l'attitude du PS.

« Le PS vient de décider la prolongation du « gel » des négociations avec le PCF pour la constitution de listes communes aux élections municipales. Comment jugez-vous cette décision ?

— Nous la regrettons. C'est un nouveau retard pour la gauche. Un retard préjudiciable, car, visiblement, les mêmes problèmes ne se posent pas à la droite. Plus vite on entame une campagne d'union de la gauche dans le plus grand nombre de villes, meilleur cela sera pour les gens et pour leurs intérêts communs, soit pour conserver les municipalités de gauche, soit pour en gagner de nouvelles.

— Etes-vous d'accord avec le principe d'une rencontre nationale, proposée par le PS ?

— Bien entendu ; cela fait des semaines que nous le répétons. Dès notre conférence nationale des 12 et 13 novembre, nous avons dit que si le PS estimait nécessaire une rencontre pour que nous disions ensemble à toutes nos organisations, dans les communes : « Rencontrez-vous, travaillez à la constitution de listes, faites des programmes locaux », nous étions d'accord. Evidemment, plus tard c'est, moins bien c'est.

— Mais le PS persiste dans son exigence d'un accord national au sommet avec vous, comme en 1977

et 1983, alors que vous n'en voulez pas.

— Ce qui continue à ne pas me plaire, c'est de vouloir, dans tous les cas, se substituer aux décisions des organisations locales. Nous ne sommes pas devant le même chantier qu'en 1983, étant donné que, maintenant, les listes de gauche existent dans la grande majorité des cas. Elles ont fonctionné. Il s'agit peut-être de les parfaire, de les remanier un peu. Et tout ça, ce qui nous avait semblé négatif, en 1983, c'était le report de tout accord à des décisions de sommet, de semaine en semaine, qui avait été préjudiciable à la gauche, et à certaines mairies communistes en particulier.

## Têtes de droite et têtes de gauche

— Le PS dit que le rapport de force électoral avec le PCF s'est modifié en sa faveur, et il veut qu'on en tienne compte dans la composition des listes. Qu'en pensez-vous ?

— L'évolution de ce rapport de force tient dans une fourchette très étroite. Les variations sont très inégales. Souvent, dans les mairies communistes, à cantonales égales, si je puis dire, le PCF est plus fort qu'en 1982. Notre affaiblissement est surtout marqué dans les endroits de faible influence du parti.

— Cela signifie-t-il que vous n'accepterez en aucun cas de céder la tête de liste dans une mairie dirigée par le PCF ?

— Oui. Quand nous parlons de reconduction, cela a un sens.

— Revendiquez-vous la tête de liste dans toutes les communes perdues par le PCF en 1983 au profit de la droite ?

— Dans tous les cas que je connais, nous revendiquons la tête de liste.

— Le PS vous demande, aussi, de ne pas proposer d'exclusives contre les candidats d'« ouverture » qu'il désignera, dans son contingent, sur les listes.

— Nous ne décidons aucune exclusive. Le PS est maître de ses destinées. Nous avons un principe : nous ne serons pas présents sur des listes marquées par des alliances avec la droite. M. Soisson offre, parait-il, un tiers de sa liste à des socialistes : s'ils acceptent, c'est leur affaire, mais, nous, nous ne serons pas sur la liste de M. Soisson.

— Au-delà des cas de M. Soisson et Rausch, quels critères retenez-vous ?

— Il faut regarder de qui il s'agit. Le fait que nous restions fermes dans notre refus de l'alliance à droite ne signifie pas que nous soyons hostiles à la recherche d'un élargissement des listes d'union de la gauche. C'est un problème d'appréciation.

## Il ne faut pas traîner

— C'est un peu à la tête du client...

— Il y a des têtes de droite et des têtes de gauche. Tape, il n'a pas une tête de gauche.

— Henri Fiszbin n'a pas particulièrement une « tête de droite », et, pourtant, vous ne l'avez pas soutenu aux législatives.

— Nous examinerons le cas des gens qui ont quitté le PCF. En tout cas, nous n'acceptons pas d'autres candidats communistes que les nôtres. Il doit être clair que les gens qui ont été chez nous ne représentent rien le PCF. Ceux qui souhaitent leur présence devront l'assumer sur leur contingent de candidats.

— La troisième demande du PS est que la rencontre au sommet

débouche sur une déclaration politique.

— Déclaration politique, cela veut tout dire et ne rien dire. Si c'est la déclaration dont j'ai parlé au début, on peut la signer demain matin.

— Il s'agit de définir votre position par rapport au gouvernement...

Une déclaration politique définissant les grandes lignes d'une action municipale qui va dans le sens de l'intérêt des gens, je ne vois pas pourquoi nous y serions hostiles.

— Le premier ministre a dit, parait-il, qu'il s'agit d'élections essentiellement locales qui n'ont pas de rapport avec les grands problèmes du pays.

— Il est clair que nous n'adhérons pas à la majorité présidentielle. Nous ne deviendrons pas des soutiens inconditionnels du gouvernement Rocard. Nous ne sommes pas, nous plus, des opposants inconditionnels, comme on a pu le voir au cours de la discussion budgétaire.

— Etes-vous d'accord avec le calendrier proposé par le PS ?

— Nous ne prolongerons pas indéfiniment une situation qui est une entrave à la victoire de la gauche. Nous n'attendrons pas jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. Nous souhaitons commencer la campagne le plus tôt possible, dans l'union de la gauche, dans le plus grand nombre de communes, mais si les choses traînent trop, nous démissionnerons d'autres conditions, assez tôt pour que la bataille soit bien conduite.

— Vous avez une date-butoir ?

— Non, mais il ne faudra pas traîner en janvier, si on suit le calendrier imposé par le PS. Un mois a déjà été perdu. Sa seulement pour nous, mais aussi pour le PS.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU.

## M. Mitterrand à Belfort

## La « dette sacrée » envers les plus démunis

La « dette sacrée » : c'est ainsi que la Convention avait qualifié le devoir, pour l'Etat, d'aider les plus démunis. M. François Mitterrand a repris l'expression vieille de deux siècles à son compte, lundi 12 décembre à Belfort, dans un département qui, il y a deux ans, a mis en œuvre un système qui s'apparente au revenu minimum d'insertion et qui applique le RMI depuis le mois de novembre.

M. Mitterrand a rappelé à cette occasion que dans sa Lettre à tous les Français, il avait pris l'engagement d'agir en faveur des plus démunis. Le RMI, a-t-il dit, c'est « un problème de sauvegarde immédiate mais aussi un acte de solidarité (...). Il y avait une obligation morale et politique. Il n'était pas possible d'ignorer la demande, l'angoisse (...). On n'est pas un grand pays quand on accepte de laisser au bord de la route telle ou telle catégorie des gens. La politique sociale est un des axes principaux de la politique du gouvernement. Le gouvernement le fait très bien, avec grand cœur et une grande compétence. »

Pour l'heure, il convient de faire des choix entre l'urgent et ce qui peut-être l'est moins : « Il faut bien penser, et on est responsable politiquement, syndical ou d'entreprise que s'il faut parler au plus pressé, le plus pressé c'est celui qui souffre, celui qui manque d'emploi, celui qui ne peut pas élever sa famille. »

Tous les efforts doivent tendre, au bout du compte, à développer l'emploi sans lequel nous aurions tourné en rond. »

Le chef de l'Etat, qui était accompagné par M. Claude Evin, ministre de la solidarité, a souligné, en présence de M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, maire de Belfort, et du président socialiste du conseil général, M. Christian Proust, le rôle pilote joué par le Territoire de Belfort. « Tenez bon, leur a-t-il dit. La France est prête à s'engager. Je sens partout frémir un besoin d'être plus solidaire. (...) Le président de la République, le gouvernement et plus encore les travailleurs sociaux sont décidés à donner à la France son vrai visage. Partout en France on ressentira que, cette fois-ci, on va de l'avant et qu'il faudra beaucoup de malchance et de manque de résolution pour qu'on puisse revenir en arrière. Notre peuple s'est engagé dans une lutte pour la solidarité, pour l'union autour de la justice. Il ne faut plus tourner la tête en arrière. C'est une affaire de volonté. Elle sera respectée parce que c'est la volonté du peuple. »

M. Mitterrand avait visité auparavant le quartier HLM « Les Résidences », où il s'est entretenu avec des habitants qui effectuent des travaux d'utilité sociale, puis à la « maison de la formation », où des travailleurs sociaux s'occupent de réinsertion sociale et professionnelle.

## Yves Galland, radical du troisième type

Le président que les radicaux vellois ont fini par se donner dimanche 11 décembre, après moult zézaiements et avaries, n'est assurément pas un homme simple. Yves Galland a toujours fait penser à un mouton à cinq pattes égaré dans le pré politique parisien. Radical, il l'est depuis vingt ans, sans avoir jamais été, première curiosité, franco-maçon.

A quarante-sept ans, ce père de trois enfants, qui a su pratiquer l'ouverture en famille en épousant la fille d'un cariste, a réussi, avec sa passion pour la chasse aux buffes et le jardinage, à se préserver des affires de jeune homme. Dix ans après sa première carte de petit militant radical, Yves Galland devient vice-président de la vieille maison de la place de Valois avant d'hériter en 1983 du titre de secrétaire général. Il en démissionne trois ans après, lorsqu'en août 1986 il est appelé au gouvernement de cohabitation comme ministre délégué chargé des collectivités locales. Un radical abandonnant de lui-même un fauteuil, cela aussi s'était rarement vu. Elu en mars 1983 conseiller de Paris, il se lie d'amitié avec Jacques Chirac, qui le lui rend bien en lui confiant le lourd et précieux dossier de la construction et du logement dans la capitale.

Cela ne l'empêche pas d'être le confident de Simone Veil, à qui il voue, confesse-t-il, toujours « une véritable affection » née à partir de 1979, date de son arrivée au Parlement européen de Strasbourg. Rien ne l'amuse plus, à vrai dire, que de troubler les cartes du jeu habituel de la politique.

Il a fait encore mieux au début de l'année. Adjoint de Jacques Chirac, ministre délégué auprès

de Charles Pasqua, il prend au premier tour de l'élection présidentielle position en faveur de Raymond Barre. Il y perdra son investiture aux législatives de juin dans le Val-d'Oise.

Enfin, ce n'est pas le moindre de ses particularités, Yves Galland est un politique qui n'a jamais voulu se distancier de ce qu'on appelle communément la société civile. Patron de trois sociétés de publicité et de communication, ses affaires sont prospères. Le seront-elles autant à la tête de ce Parti radical, qui n'a jamais été autant menacé par la faillite ? Ses qualités de gestionnaire, ses talents dans les relations publiques, son pragmatisme avéré, sont ses principaux atouts.

Ce pragmatisme ne va-t-il pas se transformer en autoritarisme ? C'est la crainte exprimée par une partie des radicaux. En tout cas, Yves Galland paraît bien résolu à secouer le cootier radical. Reste, par-delà les artifices de congrès, à définir clairement la ligne politique qu'il entend assigner à ce parti soulevé depuis longtemps à tous les courants d'air. Saura-t-il, définitivement s'affranchir de l'emprise Chirac ? Sera-t-il capable d'animer son parti au centre ? « Sachons, déclarait-il dimanche aux militants, que ce n'est pas dans l'exaltation et l'inspiration que nous réussissons. Et ce n'est pas non plus dans la confusion. Le RPR, le PR et le CDS ont leur rôle dans l'opposition. Si nous voulons être utiles, la nôtre doit être différente. Quel rôle pour les radicaux ? C'est, en effet, toute la question. Yves Galland a deux ans devant lui pour y répondre. »

DANIEL CARTON.

## M. Gillibert encourage les partis à présenter des handicapés

Alors que, premier ministre en tête, ses collègues du gouvernement ferraillent contre l'opposition et parfois contre leurs propres alliés, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des personnes âgées, baigne dans un océanisme sans nuage. C'est entouré de deux élus de bords opposés, le socialiste Joël Chapron, adjoint au maire de Pont-de-Claix (Isère), et le RPR Yves Nedelec, maire de Lannion (Côtes-du-Nord) et conseiller régional de Bretagne, qu'il a lancé « sa campagne » pour les prochaines élections municipales, lundi 12 décembre à Paris. « Mon objectif est double, a-t-il expliqué. Je veux inciter les handicapés à s'impliquer davantage dans la vie civique et obtenir des partis politiques qu'ils ouvrent leurs listes à ces personnes. »

Pour y parvenir, M. Gillibert compte sur l'exemple. L'accident d'hélicoptère dont il est sorti tétraplégique ne l'a pas empêché de devenir secrétaire d'Etat. L'accident qui a amputé d'une jambe M. Chapron et l'attaque de polio myélite qui a privé M. Nedelec de l'usage de ses membres inférieurs ne les ont pas non plus découragés de se lancer dans l'action publique. En France, les élus handicapés sont environ sept cents, mais la plupart exercent leur mandat dans de modestes com-

munes rurales. « Je crains, a dit le secrétaire d'Etat, que dans les grandes villes les accidentés de la vie soient considérés comme des marginaux. Il faut faire cesser cette exclusion. Les handicapés doivent réintégrer la vie civique. Ils appartiennent aux équipes municipales dont ils font partie une sensibilité particulière aux problèmes de sécurité et de vie quotidienne. Leurs avis sont spécialement pertinents lorsqu'il s'agit de faire des investissements sociaux à long terme. »

M. Gillibert va expédier dans les jours qui viennent une lettre à tous les maires de France et aux responsables des formations politiques leur demandant de prendre des handicapés sur les listes de candidats aux prochaines élections. Pour que ces personnes soient à la hauteur de leur tâche, un cycle de formation civique de quatre demi-journées leur sera réservé dans les préfectures de région. Les textes seront transcrits en braille et les salles de cours accessibles par des rampes. Approuvé par les deux élus qui l'entouraient, le secrétaire d'Etat a rappelé à toutes fins utiles que les handicapés et les personnes âgées de la vie représentent un pourcentage non négligeable du corps électoral. Ils sont cinq millions en France.

M. A.-R.

## Les nouvelles instances dirigeantes du MRG

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, réuni samedi 10 décembre, a procédé au renouvellement de ses instances dirigeantes. Sur proposition du successeur de M. François Doublin, M. Yvon Collin, le secrétaire national est composé de M<sup>me</sup> Colette Bloch, M. Thierry Brillaud (président du Mouvement des jeunes radicaux de gauche), M<sup>me</sup> Claudette Brunet-Léchenault, MM. Bernard Castagnède, Michel Dary, M<sup>me</sup> Lydie Dubarry, Sassia Emsellem, Hélène de Félic, M. Paul Giacobi, M<sup>me</sup> Marie-Pierre Hammer, M. François Huwart, Charles Knopfer, Bertrand Leperre, M<sup>me</sup> Odile Martin-Verrier, MM. Alain Monod, Yves Pierasanta, Michel Scarbonchi et Philippe Walker.

Outre ces dix-huit secrétaires nationaux, le bureau national comprend les treize et un membre suivants : MM. Pierre Abell, Michel Baldy, Michel Blondeau, Pierre Bogino, Michel Bretagnol, Gérard Charasse, Pierre Charles, Georges Diocle, Hervé Dublaineau, Roger Fichtenberg, Gérard Fofus, François Fortassin, Jean-Yves Gouttebel, Fabrice Irat, Raymond Julien, Jean-Jacques Kerourdean, Philippe Labrosse, Raymond Lafoley, Jean-Robert Lafosse, Michel Le Mapien, Jacques Maroselli, Jacques Mézard, Jean-Christophe Morand, Jack Oriac, Jean-François Paquin,

Gérard Racine, Jean-Jacques Râteau, Bernard Reynaud, Jean Simian, Gilles Thevenon, Alain Tourret.

L'équipe de M. Collin est complétée ainsi : Porte-parole : M. Bernard Charles, député du Lot. Délégué national : M. Jean-François Hory, ancien député de Mayotte, chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, M. Jean-Michel Baylet.

Conseiller politique : M. François Gayet, conseiller général, maire de Saint-Leu (Val-d'Oise) et président de l'association nationale des élus MRG.

Conseiller du président chargé des relations internationales : M. Claude Catesson, conseiller municipal de Lille.

Conseillers spéciaux du président : M<sup>me</sup> Colette Chaigneau, ancien député de la Charente-Maritime et M. Jean-Pierre Defontaine, député du Pas-de-Calais.

Vice-présidents : MM. Emile Zuccarelli, député de Haute-Corse ; Dominique Saint-Pierre, ancien député de l'Ain ; Henri de Lamoignon, conseiller municipal de Toulouse ; Alain Dutoya, conseiller général et maire d'Hagetmau (Landes).

Secrétaire exécutif : Jean-François Dauriac, adjoint au maire de Montauban (Tarn-et-Garonne).

(Publicité)

# lettre ouverte à un(e) titulaire de Carte Bancaire

Monsieur,  
Madame,

Peut-être avez-vous tout à l'heure, au hasard de votre chemin, retiré de l'argent dans un distributeur de billets de banque. Il y en a beaucoup. Peut-être, aussi, avez-vous fait des courses dans un grand magasin, acheté des fleurs dans votre quartier, payé votre garagiste ? Tout cela, avec votre Carte Bancaire.

Pour que ces simples gestes vous deviennent naturels, évidents et familiers, il a fallu que votre banque (la meilleure) et d'autres banques investissent des milliards de francs. Qu'elles s'unissent pour qu'UNE SEULE CARTE vous ouvre les portes en France de 450.000 points de vente et de 11.000 distributeurs de billets. Qu'elles s'organisent pour que les coûts de cette Carte Bancaire soient, dans notre pays, parmi les moins chers du monde.

Vous êtes, aujourd'hui, 17,5 millions de fidèles à posséder une Carte Bancaire, à la juger pratique et sûre, bien de votre temps. Avec elle, vous aurez opéré, en 1988, 420 millions de retraits dans les distributeurs et effectué 920 millions de paiements. Demain, votre Carte Bancaire fera mieux encore. Elle vous offrira toujours plus de services et plus de sûreté.

Pour que cet avenir soit assuré, il est nécessaire que les services rendus par les cartes bancaires soient payés à leurs justes prix. Aujourd'hui, nos efforts communs, c'est votre liberté et votre sécurité.

Sincèrement vôtre.



Raoul BELLANGER



GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES "CB"

Conception et réalisation G.M.C. Phil et Jett.

هكذا من الأصل

## Politique

## A l'Assemblée nationale

## Les députés régentent la recherche biomédicale

Les députés ont adopté à l'unanimité, lundi 12 décembre, la proposition de loi d'origine sénatoriale sur la recherche biomédicale. Ce texte, qui cherche à combler le vide juridique entourant l'expérimentation des médicaments sur l'être humain, avait été examiné et adopté en première lecture par le Sénat.

C'est dans l'intimité — quatre députés étaient présents en séance — et la célérité que l'Assemblée nationale a examiné lundi 12 décembre la proposition de loi de MM. Huriet et Séralat sur la recherche biomédicale. Pour des raisons de calendrier, la discussion générale, qui avait eu lieu mercredi 23 novembre à l'Assemblée, avait été séparée de l'examen de l'article.

Les députés ont, d'une part, précisé que sont des « recherches à finalité thérapeutique » celles « dont on attend un bénéfice thérapeutique direct pour la personne qui s'y prête ». Ils ont, d'autre part, adopté une disposition tendant à éviter le recours à des « cobayes professionnels » pour l'expérimentation des médicaments en introduisant une limitation du nombre des recherches auxquelles une même personne peut se prêter. Un amendement de M. Bernard Charles (appart. PS, Loi), rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, prévoit, en effet, que « pour chaque recherche sans finalité thérapeutique directe, un protocole sera soumis à l'avis consultatif d'un comité d'éthique pour déterminer une période d'exclusion — au cours de laquelle la personne qui se prête à une expérimentation ne pourra participer à une autre recherche ». La durée de cette période, précise l'amendement, « sera liée à la nature de la recherche mais ne pourra en aucun cas être inférieure à un minimum fixé par le ministre chargé de la santé ». En vue de cette application, le

ministère établira et gèrera un fichier national.

En outre, pour éviter que des expérimentations sans finalité thérapeutique ne soient menées sur des personnes attirées par l'argent, un amendement également adopté stipule qu'elles ne pourront être proposées à des personnes « n'étant pas affiliées à la Sécurité sociale ». Cet amendement vise ainsi à empêcher l'offre d'une assurance privée à un éventuel cobaye dans le seul dessein de l'intégrer à une recherche biomédicale.

Toujours dans le même sens, M<sup>me</sup> Hélène Dorziac, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la solidarité, chargée de la famille, a annoncé que le gouvernement fixerait un « plafond » annuel de rémunération pour des expérimentations médicales qui ne pourraient excéder « trois ou quatre fois le SMIC ».

Par une deuxième délibération, le gouvernement a obtenu la suppression d'un amendement adopté par les députés tendant à interdire la recherche biomédicale si elle n'était pas précédée par une expérimentation suffisante en laboratoire et sur l'animal. M<sup>me</sup> Dorziac a estimé que, dans certains cas, l'expérimentation sur l'animal n'était pas utile, et ne devait donc pas être rendue obligatoire.

Enfin, les députés ont supprimé les articles 3 et 4 de la proposition de loi prévoyant les peines spécifiques encourues par le corps médical dans le cas où celui-ci aurait administré « volontairement » et sans obtenir le consentement du patient (hors les cas d'urgence prévus par la loi) des substances ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail. Les députés ont préféré laisser en la matière s'appliquer les règles du droit pénal commun.

Le texte ainsi amendé doit être réexaminé par le Sénat avant d'être définitivement adopté.

P.R.D.

## Clarification

EN adoptant à l'unanimité après le Sénat le Monde des 13 et 14 octobre la proposition de loi sur « l'expérimentation humaine », l'Assemblée nationale a mis un terme à une situation anormale, régulièrement dénoncée depuis plusieurs années, mais à laquelle il semblait impossible de porter remède. Le paradoxe était connu : alors que la recherche sur l'homme est l'une des conditions essentielles du progrès médical (notamment avant la commercialisation de nouveaux médicaments), cette pratique était considérée comme illégale.

Tout à tour, le comité consultatif national d'éthique, le conseil national de l'ordre des médecins et le Conseil d'Etat avaient souhaité qu'un cadre législatif soit défini qui permette de clarifier la situation et de prévenir les abus. Le même souhait avait aussi été formulé par l'industrie pharmaceutique et par des spécialistes hospitalo-universitaires.

Ces dernières années, une série de circonstances politiques avait fait que ce texte de loi n'avait pu être présenté au Parlement. Ce retard, en définitive, aura pu être mis à profit, puisque d'un texte portant sur les seuls essais médicaux, on est arrivé à une loi concernant l'ensemble des recherches biomédicales sur l'être humain.

La proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale reprend les grandes lignes de l'éthique scientifique et médicale définies en France par le comité national qui préside le professeur Jean Bernard, et, il y a peu, par le Conseil d'Etat dans son important rapport *De l'éthique au droit* (1). On y retrouve notamment les notions de consentement personnel du sujet, « express, libre et éclairé », la protection de ce dernier (le promoteur de l'expérience assumant la responsabilité civile des dommages qui pourraient être subis), la nécessité de l'aval d'un comité local d'éthique et une série de sanctions pénales (emprisonnement et amendes) pouvant être prises à l'encontre de ceux qui ne respecteraient pas le cadre législatif ainsi défini.

D'autre part, l'ensemble des mesures adoptées visant à limiter le nombre des expériences auxquelles une même personne pourra participer et plafonnant le montant des sommes pouvant être perçues visent clairement à empêcher la création d'un groupe de « cobayes

rémunérés » (étudiants en médecine et en pharmacie notamment) qui pourraient tirer, en toute légalité, l'essentiel de leurs revenus à partir de ce type de « collaboration » avec l'industrie pharmaceutique.

Il reste aujourd'hui à savoir comment ce système pourra, en pratique, fonctionner. Il est en effet fondé, outre sur la création d'un fichier national des personnes participant à ces expériences, sur l'existence de comités d'éthiques locaux dont la composition, les conditions d'agrément et de financement ne sont encore nullement connus.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le rapport du Conseil d'Etat *De l'éthique au droit* est publié par la Documentation française (50 F).

## Création au Palais Bourbon d'une quatrième ressource communautaire

Les députés ont adopté, lundi 12 décembre, deux projets de loi présentés par M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre déléguée chargée des affaires européennes, autorisant l'approbation de deux décisions du Conseil des Communautés européennes, relatives au financement de la Communauté. Seuls les députés communistes se sont prononcés contre ces textes, les autres groupes votant pour.

Le premier projet de loi autorise la création d'une quatrième ressource pour le budget de la Communauté, assise sur le PNB et financée proportionnellement à la part de chaque Etat dans le PNB communautaire. Cette quatrième ressource, qui aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1988, s'ajoutera aux prélèvements agricoles, aux droits de douane et à la recette TVA assurant déjà le financement du budget de la Communauté.

Les rapporteurs et les différents orateurs des groupes ont tous reconnu la nécessité de la création de cette quatrième ressource, tout en déplorant la péremption des régimes dérogatoires au droit commun par la Grande-Bretagne et la RFA essentiellement (les règles spécifiques de participation au financement mises en place pour l'Espagne et le Portugal doivent être transitoires).

Le maintien du système des compensations britanniques et allemandes, dans le calcul du financement de la quatrième ressource, permet, selon le rapporteur de la commission des affaires étrangères, M. Paul Dhaillie

Rendu public, lundi 12 décembre, avant que ne s'ouvre la discussion en séance publique, mercredi 14, le rapport de la commission des lois du Sénat sur le projet de loi relatif aux procédures de vote ne conteste pas l'objectif de lutte contre la fraude électorale « dont il faut déplorer l'existence bien qu'elle demeure le plus souvent — et heureusement — très limitée. Le rapporteur, M. Raymond Bouvier (Un. Cent., Haute-Savoie), recommande toutefois « de se garder de la tentation consistant à affirmer, dans un souci de consensus à tout prix, que le mal est très généralement partagé et que chacun, à quelque tendance politique qu'il appartienne, doit battre sa coulpe ».

Il ne faut pas, observe-t-il, sous prétexte de la commission d'actes répréhensibles au demeurant localisés, généraliser le phénomène et susciter une culpabilité collective ».

## POINT DE VUE

par Ange Carli  
maire de Sociois,  
président du CDS  
de la Corse du Sud

Le projet de loi adopté par l'Assemblée le 24 novembre modifie le code électoral pour restreindre la possibilité de vote par procuration.

Ce texte vise principalement les électeurs inscrits en Corse. Au cours de ses deux récentes visites dans l'île, M. Joxe ne s'en est point caché.

Il est vrai que l'on vote beaucoup en Corse par procuration, comme naguère par correspondance. Pourquoi ? Tout simplement parce que, moins que tout autre département, la Corse ne peut, faute de développement, nourrir tous les siens, et que l'expatriation forcée qui y est devenue la règle ne peut se faire dans la continuité territoriale d'un département proche.

Il faut donc partir, mais toujours avec espoir de retour et en gardant avec la communauté d'origine des liens multiples et serrés : le retour au moins une fois par an, la concession au climatier, l'inscription sur la liste électorale et, bien entendu, la possession d'un patrimoine familial. Il n'est pas rare que la population d'une commune rurale soit répartie dans la saison hivernale, à raison d'un quart sur place, d'un autre quart à Ajaccio ou à Bastia, une bonne moitié sur le continent. Par contre, la population d'origine est souvent au complet au cours de l'été, et sa présence est cause de besoins massifs d'investissements divers.

Cela explique que les listes électorales correspondent par leur effectif davantage à la population totale qu'à la population hivernale résiduelle. Les électeurs inscrits ont répondu aux conditions de résidence, de domicile ou d'imposition requises par la loi. Leur inscription a pu faire l'objet du contrôle organisé par le code électoral et bien souvent elle a été confirmée par décision judiciaire. On est donc en présence d'une population électorale inscrite à bon droit, qui a volontaire-

ment négligé la possibilité de s'inscrire au lieu de sa résidence pour manifester son attachement principal à sa commune d'origine et s'efforcer d'en éviter le déclin et la disparition.

Il n'est point vrai que le vote par procuration puisse mettre en position minoritaire les électeurs résidant toute l'année dans la commune. Tout démontre que, dans les petits villages de France, et certainement en Corse, les clivages politiques n'opposent jamais la population résidente à la population foraine mais partagent les deux dans les mêmes proportions. Il est encore plus vrai que la Corse, pour survivre, a besoin de tous ses enfants et d'abord de leur adhésion sentimentale manifestée au premier chef par la participation électorale.

C'est un singulier calcul que celui qui consiste à dénier aux Corses expatriés par nécessité l'exercice de leurs droits civiques dans leur île d'origine, alors même qu'on n'aurait plus parler que de reconnaître l'identité du peuple corse. Dans des circonstances semblables, le gouvernement italien n'a-t-il pas tranché en sens inverse et financé le voyage des électeurs résidant à l'étranger ? Les Calabris de Paris seraient-ils mieux traités que les Corses de Paris ?

Si le vote par procuration peut présenter des inconvénients, ce ne sont

pas essentiellement ceux de la fraude électorale. Selon un rapport parlementaire, sur dix-huit annulations ou rectifications de résultats recensées entre 1981 et 1986, trois seulement concernent le vote par procuration dont deux conjointement avec la substitution de listes d'émargement.

Les apparences de la vertu

Au reste, le projet et sa philosophie sont générateurs d'injustice. Pourquoi tel résident parisien pourrait-il se rendre, quelquefois à grand renfort de publicité, parfois même aux frais de la République, dans sa commune d'origine pour y voter ? Pourquoi le Corse d'origine se verrait-il interdire une participation que, faute de moyens financiers, il ne pourrait envisager ? A l'expatriation par nécessité, faut-il ajouter l'amputation des droits civiques ?

Le principe du vote par procuration demeurant admis, la morale civique ne gagne rien à la limitation des procurations à une par mandataire. Pourquoi un couple uni, vivant de concert, devrait-il mettre dans sa confiance deux mandataires au lieu d'un ? Pourquoi deux procurations par mandataire seraient-elles plus propices à la fraude qu'une seule ?

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

## Au conseil régional de Poitou-Charentes

## La majorité UDF-RPR choisit un nouveau président

POITIERS  
de notre correspondant

C'est à La Bourgeoise d'Iteuil, domicile de l'un des leurs près de Poitiers, que les élus de la majorité de droite du conseil régional de Poitou-Charentes se sont retrouvés, pour choisir leur futur « présidentiable ». Vexé d'avoir essuyé un échec aux cantonales dans son fief de Mauléon (Deux-Sèvres), l'actuel président, M. Louis Fruchard (UDF-CDS), avait fait part de son intention de se démettre « après la signature du contrat de plan Etat-région, fin janvier ».

Il a fallu attendre la tombée de la nuit pour voir s'élever au-dessus de ce petit concile constitué de douze UDF, dix RPR, six divers droite et un Front national, la fumée blanche de la désignation. Elle était favorable au président de la commission de synthèse, M. Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), élu de la Vienne. Ce dernier avait un concurrent sérieux en la personne du maire non-inscrit de Jonzac (Charente-Maritime), M. Claude Belot (qui s'est distingué en chauffant sa ville à la géothermie). Mais M. Raffarin a finalement rassemblé dix-huit suffrages contre dix à l'élu charentais et un bulletin blanc. Peut-être le petit coup de pouce donné par l'ancien ministre René Monory a-t-il été déterminant en permettant de faire le plein des voix de la Vienne, des Deux-Sèvres et même de la Charente. Ce que ne conteste pas l'intéressé en ajoutant toutefois que le fait de n'appartenir à aucun des appareils départementaux ait pu jouer en sa faveur.

Chez les socialistes, qui disposent, avec le MRG, de vingt et un sièges auxquels s'ajoutent les trois sièges communistes, on observe ces mouvements de troupes avec un certain détachement. « C'est l'affaire de la majorité », déclare le conseiller régional de Poitiers, M. Alain

Clays (PS), qui porte, à terme, les espoirs de la gauche locale. Il estime que « l'important est de savoir si cette région peut être réellement fédérée ». Un discours qui n'est pas du tout hermétique au futur président puisqu'il ne cache pas que l'une de ses priorités sera d'affirmer l'identité de la région en rassemblant les départements et aussi les villes chefs-lieux dont les maires ont adopté naguère une stratégie de complémentarité.

Restait à organiser la passation des pouvoirs. Ce devrait être chose faite le mardi 19 décembre, dernier jour de la session budgétaire, avec l'élection du nouveau président.

MICHEL LEVÉQUE.

habitants au moins) présente deux avantages : elle atténue sensiblement le risque de faux émargements, elle n'impose aucune contrainte nouvelle à l'électeur.

D'autre part, la commission des lois ne retient pas la suppression du vote par procuration pour les électeurs qui ont leur résidence et exercent leur activité professionnelle hors du département où se trouve leur commune d'inscription, ainsi que pour leur conjoint. Cette faculté a le mérite, aux yeux de M. Bouvier, « de tenir compte de réalités sociologiques telles que l'attachement effectif des Français à leur commune d'origine, et notamment, précise-t-il, n'étant l'appareil » ni des Français nés en Corse, ni de ceux nés outre-mer.

A. Ch.

## Défense du vote par procuration

ment négligé la possibilité de s'inscrire au lieu de sa résidence pour manifester son attachement principal à sa commune d'origine et s'efforcer d'en éviter le déclin et la disparition.

Il n'est point vrai que le vote par procuration puisse mettre en position minoritaire les électeurs résidant toute l'année dans la commune. Tout démontre que, dans les petits villages de France, et certainement en Corse, les clivages politiques n'opposent jamais la population résidente à la population foraine mais partagent les deux dans les mêmes proportions. Il est encore plus vrai que la Corse, pour survivre, a besoin de tous ses enfants et d'abord de leur adhésion sentimentale manifestée au premier chef par la participation électorale.

C'est un singulier calcul que celui qui consiste à dénier aux Corses expatriés par nécessité l'exercice de leurs droits civiques dans leur île d'origine, alors même qu'on n'aurait plus parler que de reconnaître l'identité du peuple corse. Dans des circonstances semblables, le gouvernement italien n'a-t-il pas tranché en sens inverse et financé le voyage des électeurs résidant à l'étranger ? Les Calabris de Paris seraient-ils mieux traités que les Corses de Paris ?

Si le vote par procuration peut présenter des inconvénients, ce ne sont pas essentiellement ceux de la fraude électorale. Selon un rapport parlementaire, sur dix-huit annulations ou rectifications de résultats recensées entre 1981 et 1986, trois seulement concernent le vote par procuration dont deux conjointement avec la substitution de listes d'émargement.

Les apparences de la vertu

Au reste, le projet et sa philosophie sont générateurs d'injustice. Pourquoi tel résident parisien pourrait-il se rendre, quelquefois à grand renfort de publicité, parfois même aux frais de la République, dans sa commune d'origine pour y voter ? Pourquoi le Corse d'origine se verrait-il interdire une participation que, faute de moyens financiers, il ne pourrait envisager ? A l'expatriation par nécessité, faut-il ajouter l'amputation des droits civiques ?

Le principe du vote par procuration demeurant admis, la morale civique ne gagne rien à la limitation des procurations à une par mandataire. Pourquoi un couple uni, vivant de concert, devrait-il mettre dans sa confiance deux mandataires au lieu d'un ? Pourquoi deux procurations par mandataire seraient-elles plus propices à la fraude qu'une seule ?

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

Ce texte, qui voudrait apporter plus de sérénité au vote par procuration, ne peut être que dans le sens de la clarification, de la simplification, de l'élimination de tous les obstacles d'intermédiaires plus ou moins qualifiés et maîtres de la décision. Pour cela, il faut d'abord du temps. Le Parlement, qui n'a pas encore décidé définitivement, s'honorerait en provoquant une étude approfondie du problème au terme de laquelle pourrait être mise en œuvre une réforme sérieuse, justifiée et efficace.

La réforme envisagée du vote par procuration, si elle flatte à bon

compte un souci de vertu apparent, n'apparaît ni fondée dans sa motivation, ni prometteuse quant à son efficacité. Au contraire, il ne faut pas oublier que, si le vote à distance a dû être organisé, c'est d'abord par correspondance, ensuite par procuration, c'était pour lutter contre un désordre bien plus grave qu'était l'échec du schéma organisé des électeurs et le prime qu'il constituait pour les candidats fortunés ou bénéficiant d'appuis financiers. Veut-on revenir au caractère censitaire du scrutin ?

## SCIENCES-PO

FORMATION CONTINUE

LA VIE POLITIQUE EN FRANCE EN 1989

« REALITES FRANCAISES ET REALITES EUROPEENNES »

- Cycle de 30 conférences destinées à un large public (non étudiants) : cadres, fonctionnaires, enseignants, journalistes.
- A partir du 16 janvier 1989, les lundi et jeudi de 18h30 à 20h30.
- Le programme traite de la politique dans son sens le plus large : institutions, partis et syndicats, société, environnement économique, médias, sondages, élections,

# Société

## M. Jospin veut redéfinir et alléger les programmes scolaires

C'est la première fois qu'on entend une réflexion de cette ampleur. M. Lionel Jospin a trouvé des accents lyriques, lundi 12 décembre, pour présenter devant la presse la réflexion sur les contenus d'enseignement qu'il a confiée à d'éminents universitaires et à des personnalités du monde des sciences et des lettres. Deux professeurs au Collège de France, MM. Pierre Bourdieu sociologue, et François Gros, biologiste, vont coordonner l'ensemble des travaux confiés à des commissions disciplinaires ou pluridisciplinaires, où siègent aussi des universitaires et des enseignants des premier et second degrés, des personnes qualifiées et des représentants de l'inspection générale (voir encadré).

haute « alléger les contenus » pour les rendre mieux assimilables par les élèves, mais aussi prendre en compte les connaissances les plus récentes et le contexte de l'Europe, car « la volonté (...) de nous y intégrer bien va être l'un de nos guides ».

Ce travail cyclopéen de redéfinition des contenus et des méthodes d'enseignement devrait aboutir dès avril prochain, car le ministre souhaite qu'il soit prêt à temps pour appuyer son projet de loi d'orientation sur l'éducation. Pierre Bourdieu s'est déclaré « effrayé par la

brève des délais » pour cette « entreprise monumentale ». Mais M. Jospin veut aller vite : son objectif est de « mettre en œuvre les innovations à la rentrée 1990 ». Dès l'année scolaire 1989-1990, des changements (horaires, programmes, méthodes) devront être mis sur les rails. La rentrée de 1990 devra se faire de telle sorte que, « tout en innovant, elle ne conduise à des heurts ni avec les élèves ni avec les enseignants ». Cette révolution en douceur sera préparée, dès janvier prochain, par l'ouverture d'un dialogue téléphonique permettant au grand public de

faire connaître son point de vue et ses suggestions sur les contenus d'enseignement (sur 3613 EUTEL). Des missions d'études comprenant des membres des commissions de réflexion et des parlementaires voyageront en Europe pour procéder à des comparaisons, et un colloque international devrait avoir lieu au Collège de France en mars ou avril prochains au moment où M. Jospin souhaite faire discuter son projet de loi d'orientation par le Parlement.

Pour cette vaste réflexion, le ministre de l'éducation nationale a réussi à mobiliser des spécialistes prestigieux, dont certains avaient participé aux commissions « permanentes » de réflexion sur les enseignements par discipline mises en place par M. Savary, puis dissoutes par M. Monory. Ce travail n'avait été que partiellement exploité, même s'il avait inspiré certains des nouveaux programmes introduits à l'école primaire, au collège ou au lycée depuis quatre ans. Cette fois le ministre prend davantage de risques en visant un délai très rapproché, en n'associant que de loin l'inspection générale (ce qui avait déjà valu beaucoup d'ennuis à M. Savary) et surtout en laissant virer le vaste domaine de l'enseignement technologique, où l'on attend pourtant l'essentiel des nouveaux bacheliers de l'an 2000.

S'agit-il de remettre sur le métier le lourd dossier des programmes scolaires ? D'élargir les contenus de l'enseignement pour permettre aux élèves de mieux les digérer ? De diminuer les horaires de cours pour réaliser des économies budgétaires ? De moderniser les méthodes d'enseignement et d'évaluation ? De donner un contenu solide à la future loi d'orientation de M. Jospin ? De tout cela un petit peu sans doute. Mais la prudence ministérielle et les ambiguïtés du discours ne permettent pas pour l'instant d'éclaircir complètement l'horizon.

PHILIPPE BERNARD.

Après l'agression contre une enseignante

## Les remords du lycée de Louviers

(Suite de la première page.)

« Ici, beaucoup de lycéens ont peur de se faire taper dessus s'ils racontent ce qu'ils savent, explique un élève de seconde. Pour tant, personne n'ignore qu'on vend de la drogue dans la cité et que le racket existe ».

Un autre, engoncé dans son blouson de cuir, désigne les locaux d'un air dégoûté. « Comment voulez-vous être décontracté là-dedans ? Les salles de classe n'ont effectivement rien de réjouissant et les couloirs semblent avoir été dévastés par un troupeau de buffles. Dans les toilettes, où corbeilles à papier et verrous ne sont souvent qu'un souvenir, des graffiti baignent ou salacent courent les murs. Une main anonyme accuse un surveillant de « martyriser tous les élèves », tandis qu'une autre inscription revendique, au nom d'une énigmatique association révolutionnaire, le « vol des cartes de cantine de la 1<sup>re</sup> A 2 ».

### « L'escalade de la violence »

Les enseignants, eux aussi, souffrent de l'ambiance du lycée, même s'ils refusent de faire passer leur établissement pour une sorte de Bronx miniature.

Le 8 décembre, les représentants des sections syndicales du SNES, du SGEN-CFDT et de la CGT ont adressé au recteur de Rouen une lettre ouverte dénonçant « l'escalade de la violence » que connaît le lycée. Les professeurs, qui soutiennent leur collègue agresseur, regrettent que le climat « se dégrade très vite, trop vite ».

« L'année dernière, un enseignant a été attaqué à coups d'œufs et d'eau », explique M. Michel Roques, le secrétaire de la section SNES de Fontenelles. Et voici quelques semaines, un surveillant s'est fait insulter à la cantine. De plus, les vols se multiplient. « Impossible,

en effet, de laisser traîner un sac dans une salle. Des professeurs se sont fait dévaliser et les casiers des enseignants sont régulièrement « visités » par des inconnus. Plus grave : le circuit de freinage de la voiture d'une enseignante a été saboté il y a quelques jours, dans l'enceinte même du lycée.

Faut-il en conclure que l'établissement n'est peuplé que de délinquants en herbe ? Enseignants et administratifs récuse cette hypothèse et mettent les incidents des derniers mois sur le compte de la surpopulation et du manque de moyens. Conçu pour 800 élèves, le lycée en compte trois fois plus, parmi lesquels une cinquantaine d'externes, et dispose en tout et pour tout, de onze surveillants. La cantine, qui doit accueillir 1 600 demi-pensionnaires, n'est pas assez vaste et le campus est ouvert à tous les vents.

Le lycée draine des élèves de tous les environs. « Certains d'entre eux se lèvent à 5 h 30 du matin et ne regagnent leur domicile qu'à 7 heures du soir », souligne le conseiller principal d'éducation. Un tel rythme n'est évidemment pas fait pour favoriser une vie scolaire sereine. Ces tensions sont encore aggravées par la présence, sur le même campus, d'élèves d'âges très différents.

Pourtant les enseignants et les élèves de Fontenelles refusent de noircir le tableau. « Ce qui se passe ici n'est pas pire qu'ailleurs », souligne un professeur. Les enseignants ont manifesté leur amitié à M<sup>me</sup> Meunier, tandis que plusieurs lycéens se cotisaient spontanément pour l'accueillir avec une gerbe de fleurs. De leur côté, des élèves de BTS complicité organisent le mardi 13 décembre un « sit-in actif », sous le préau de l'école, sur le thème : « Ne rien dire, c'est laisser faire ».

RAPHAËLE RÉROLLE.

### Dix groupes de réflexion

Dix groupes de réflexion, dont le travail est coordonné par MM. Pierre Bourdieu et François Gros, ont été ou vont être réunis sous la direction des personnalités suivantes :

- **Mathématiques** : M. Didier De Cunha Castella (université de Paris-Sud-Orsay).
- **Physique** : M. Pierre Bergé (chef de service au Commissariat à l'énergie atomique).
- **Biologie** : M. Hubert Condamin (université de Paris VII).
- **Chimie** : M. Francis Marthey (Ecole polytechnique).
- **Sciences de la terre et de l'univers** : M. René Blanchet (université de Brest).
- **Economie** : M. Edmond Melinvaud (Collège de France).
- **Philosophie et histoire des sciences** : MM. Jacques Derrida (Ecole des hautes études) et Jacques Souverasse (université Paris-I).
- **Histoire, géographie et sciences sociales** : M. Philippe Joutard (université d'Aix-Marseille).
- **Langues vivantes et morales, français et littérature** : MM. Jean-Claude Chevalier (université de Paris-VII) et Bernard Lortholary (université Paris-VI).
- **Techniques modernes de l'enseignement** : M. Jacques Pomont, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

### Les examens en juillet

M. Rocard avait fait tressailler son auditoire, M. Jospin y compris, lors de son voyage officiel à Limoges vendredi 8 décembre, en demandant au ministre de l'éducation nationale de « faire travailler les élèves jusqu'à la fin du mois de juin » et de « revoir tous les examens pour les faire passer en juillet » (le Monde du 10 décembre).

La ministre de l'éducation nationale a saisi l'occasion de sa rencontre avec la presse pour affirmer que son point de vue allait « dans le sens du premier ministre ». Il a cependant précisé qu'il attendait, reprenant cette question épineuse dans une réflexion globale sur les rythmes scolaires, annuels, mais aussi hebdomadaires et quotidiens, « le m'efforce de travailler sur tous les plans », a lancé la ministre d'Etat.

La calendrier des vacances de l'année 1989-1990 qui va être publié dans quelques jours a été élaboré « sur la base de négociations menées par mon prédécesseur », a expliqué M. Jospin, en annonçant l'ouverture, au début de 1989, d'une concertation sur les problèmes de l'aménagement du temps et des rythmes scolaires, qui prolongera celle entamée par M. Monory. En tout état de cause, a répété le ministre, « mon intention n'est pas de heurter les enseignants mais de me faire comprendre ».

Si certains événements vous ont stoppé dans vos élans,  
le Printemps Haussmann vous offre trois heures supplémentaires.

# OUVERTURE

exceptionnelle le jeudi 15 décembre

# JUSQU'À 22 H



PRINTEMPS HAUSSMANN

BDDP

هكذا من الأصل

## JUSTICE

L'affaire de la succession Canson

## M. Rosenberg, conservateur au Louvre, est entendu par le juge d'instruction

M. Pierre Rosenberg, conservateur en chef du département des peintures du Musée du Louvre, devait être entendu à Toulon, mardi 13 décembre, par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction chargé de l'affaire de la succession Canson. Le

magistrat souhaite l'interroger sur les circonstances de l'achat par le Louvre, en 1985, d'un tableau de Murillo vendu par Joëlle Pesnel, principale inculpée de ce dossier, alors qu'il appartenait en fait à Suzanne de Canson, décédée en 1986.

La question que se pose le juge d'instruction est simple : le Louvre pouvait-il ignorer le caractère douteux du titre de propriété de M<sup>me</sup> Pesnel, qui prétendait avoir hérité le tableau de sa grand-mère, décédée en Suisse en 1979 ? L'interrogation n'est pas sans incidence juridique puisque l'un des éléments constitutifs du recel est le fait que l'acheteur n'ait pu ignorer l'origine douteuse de ce qu'on lui vendait. Cette argumentation choque vivement les responsables du ministère de la culture, qui se portent totalement garants de la « bonne foi » de tous ceux qui ont contribué à l'achat du Murillo par les Musées de France.

Ainsi, le cabinet du ministre, M. Jack Lang, a-t-il diffusé un communiqué par lequel il « s'étonne des accusations portées sur les conditions dans lesquelles le tableau a été acquis par le Louvre en 1985 ». Le ministère « confirme que les autorités compétentes ignoraient tout du caractère douteux de la propriété de l'œuvre et qu'elles ont procédé à cette opération de parfaite bonne foi et en suivant les procédures administratives réglementaires ». C'est ce qu'a expliqué au juge d'instruction, il y a une semaine, M. Hubert Landais, directeur des Musées de France lors de l'achat du Murillo. Nous avons estimé, a-t-il dit en substance, que le

possesseur du tableau était de bonne foi, et nous avons fait confiance aux auxiliaires de justice qui s'en portaient garants — le cabinet d'un avocat français, M<sup>re</sup> Paul Lombard, et un notaire suisse de Genève, M<sup>re</sup> Didier Tornare.

Mais un élément matériel, récemment découvert, semble avoir troublé le juge d'instruction. Il s'agit de lettres envoyées par M. Pierre Rosenberg, en 1981, à Suzanne de Canson pour lui proposer d'acheter le Murillo. Très dynamique et fort compétent, M. Rosenberg fut l'élément moteur de l'achat de ce tableau par le Louvre. Il l'avait déjà vu en 1975, présenté à l'époque par un certain baron de Landevis, qui agissait sans doute comme courtier. Puis, en 1981, il avait contacté la galerie parisienne Birschinsky, qui avait eu en dépôt le Murillo, pour s'enquérir de la situation du tableau. On lui avait alors conseillé de s'adresser à Suzanne de Canson, à laquelle il écrivit, en poste restante, le 9 mars 1981, à Nice et à Magagnole, près de Grasse.

Cette correspondance n'aurait-elle pas dû lui revenir en mémoire, en 1985, quand le tableau fut vendu au Louvre par M<sup>me</sup> Pesnel comme provenant de l'héritage légué par sa grand-mère, Jeanne Chappuis, décédée en 1979 ? M. Rosenberg assure qu'il n'en fut rien, ce tableau ayant circulé entre de nombreuses mains — ce que l'on nomme, dans le jargon du métier, un « tableau brûlé ». On saura bientôt si cette argumentation convaincra le juge d'instruction.

D'ores et déjà, elle est discutée par M<sup>re</sup> Edgar Vincenzini et Francis Szpiner, avocats de la sœur de Suzanne de Canson, M<sup>me</sup> Jeanne Deschamps, qui s'est portée partie civile dans cette affaire.

Dans un communiqué, les deux avocats dénoncent « l'incohérence et l'inexactitude » de la position du ministère de la culture. La parole civile estime que « l'administration n'a pris aucune mesure pour s'assurer de l'origine de propriété de ce tableau. Elle fait les plus expresses réserves sur cette affirmation et rappelle que l'État ne peut s'exonérer de règles de droit imposées aux particuliers ». Enfin, les deux avocats s'étonnent que le ministère de la culture, s'il a agi de « bonne foi », n'ait pas cru devoir engager les procédures appropriées à l'encontre de ceux qui l'auraient trompé. Autrement dit à l'encontre de M<sup>me</sup> Pesnel.

G. M. et E. P.

● Un nationaliste corse remis en liberté. — Arrêté, en avril 1988, après la découverte d'une cache d'armes près d'Ajaccio, inculpé par M. Michel Lagrand, premier juge d'instruction à Paris et déchu depuis le 29 avril (le Monde du 2 mai), Christian Silvani vient de bénéficier d'une ordonnance de mise en liberté.

Le meurtre d'un gendarme en Guadeloupe

## Patrick Thimalon est acquitté par les assises de Paris

Les jurés parisiens n'appréciant jamais qu'on leur soumette des affaires fondées sur un dossier négligé et sans rigueur, ils l'ont exprimé une fois encore, lundi 12 décembre, en prononçant l'acquiescement de Patrick Thimalon, ce jeune Guadeloupéen de vingt-huit ans, qui comparait devant les assises de Paris pour répondre de l'assassinat d'un gendarme commis le 13 novembre 1985 à l'entrée du ghetto de Boissard à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

Les charges semblaient accablantes. Plusieurs habitants du ghetto n'avaient-ils pas déclaré pendant l'enquête que Patrick Thimalon était, avec un fusil, lorsque trois voitures de gendarmerie s'étaient engagées dans une rue du bidonville ? Le gendarme d'origine martiniquaise, Valéry Rascar, n'avait-il pas formellement reconnu Patrick Thimalon dans l'homme de haute taille, vêtu de blanc qui glissa son arme par la fenêtre du deuxième véhicule avant de faire feu sur le gendarme Guy Haussy ? A ces présomptions s'ajoutait la nature de l'arme abandonnée sur place par l'assassin : un fusil à pompe, volé à l'armurerie Lacaze par d'autres armes, lors d'un cambriolage commis par plusieurs hommes dont Patrick Thimalon. Enfin, l'accusé n'était pas un inconnu : condamné à plusieurs reprises pour vol et association de malfaiteurs, il s'était évadé quatre fois et lorsque les gendarmes se rendirent à Boissard, celui que la presse désignait comme « l'ennemi public n° 1 » était recherché dans toute la Guadeloupe.

Mais un événement, survenu cinq jours après l'assassinat du gendarme, a empoisonné la procédure menée contre Patrick Thimalon. Le 18 novembre 1985, lors d'un contrôle d'identité effectué aux abords du ghetto, un gendarme, croyant l'un de ses supérieurs menacé, tua un jeune Guadeloupéen. Or ce gendarme était dans le convoi où son collègue Haussy avait été assassiné.

Craignant des incidents, le parquet général avait saisi la Cour de cassation, qui décida que Patrick Thimalon serait jugé à Paris. Auparavant, la cour d'assises de la Guadeloupe lui avait cependant infligé dix-huit ans de réclusion criminelle pour sa participation à deux attaques de banques. S'exprimant sur une radio locale, un juré expliqua alors cette condamnation en affirmant que, lors du délibéré, il avait surtout été question de l'assassinat du gendarme.

## Témoignages insuffisants

C'était pourtant aux seuls jurés parisiens de se prononcer sur ce chapitre. A l'audience, Patrick Thimalon n'ait et, avant de demander la réclusion criminelle à perpétuité, l'accusation ne pouvait invoquer que deux témoignages, celui du gendarme Rascar et l'autre

d'un repris de justice, ancien compagnon de Patrick Thimalon. Aucun des autres gendarmes n'avait reconnu l'agresseur. Quant aux habitants du ghetto, ils ne sont pas venus, et certains s'étaient d'ailleurs rétractés.

Les défenseurs de Patrick Thimalon, M<sup>re</sup> Daniel Democrite et le bâtonnier Félix Rhodes, devaient révéler d'autres incohérences : la première partie de l'enquête a été menée par... les gendarmes du convoi eux-mêmes, dont M. Rascar, qui a servi d'interprète lors des interrogatoires. L'instruction s'est déroulée à Paris, loin de la Guadeloupe, sans confrontation, sans reconstitution et sans la présence des avocats dans l'impossibilité financière de s'offrir un si long voyage à chaque interrogatoire.

« On ne tue pas les gendarmes en Guadeloupe, c'est la première fois », a plaidé le bâtonnier Rhodes pour démontrer qu'il était impensable que les militaires ne reconnaissent pas celui qui avait tué leur collègue à quelques mètres d'eux. « C'est que ce n'était pas Thimalon », a répété l'avocat, avant de mettre en pièces le témoignage du gendarme Rascar. S'appuyant sur l'expertise balistique, il a ainsi démontré que, le tir ayant eu lieu de bas en haut, l'assassin était baissé et ne pouvait donc avoir été vu par M. Rascar à 60 mètres. « Celui-ci a été pris dans l'ambiance collective, dans son esprit une seule personne avait pu faire ça : Thimalon ». La suite, après une heure et demie de délibération, a montré que ces arguments ont été retenus par la cour d'assises.

MAURICE PEYROT.

## FAITS DIVERS

## La compagne de Philippe Bidart a été arrêtée au Pays basque

Après une dizaine de jours de filature de militants basques, la police judiciaire de Bayonne, dirigée par le commissaire Pasot, a interpellé, lundi soir 12 décembre, près de Bayonne, Lucienne Fourcade, compagne de Philippe Bidart, le chef d'Iparratarrak arrêté le 20 février dernier et inculpé d'assassinat et de tentative d'assassinat. Au moment de son arrestation, Lucienne Fourcade n'a pas fait usage du pistolet qu'elle portait à la ceinture.

BAYONNE de notre correspondant

Lucienne Fourcade, vingt-trois ans, est institutrice dans un petit village du Pays basque. Ce jour-là, le 27 août 1987, sur un camping de Biscarosse dans les Landes, deux gendarmes demandent ses papiers au jeune homme qu'elle accompagne. Celui-ci plonge sa main dans sa veste et en sort un pistolet. Alors qu'il est ceinturé, il parvient à tirer sur le gendarme Roger Buschmann, qui lui fait face et le tue sur le coup. Philippe Bidart, car c'est lui, tire un deuxième coup de feu, blessant à la jambe l'autre gendarme, le maréchal des logis Guy Chevanton. Il s'avance vers le maréchal des logis, mais Lucienne Fourcade lui crie : « Arrêtez, ne retirez pas ». Cette intervention a été confirmée par les témoins qui ont participé, le 6 décembre, à la reconstitution des faits.

Après cette fusillade le couple va disparaître. Après cinq ans de clan-

destinité, Philippe Bidart, qui était recherché depuis 1982 pour de nombreux attentats, sera arrêté le 20 février dernier. Lucienne Fourcade va alors essayer d'assumer l'héritage de son compagnon. Dans une lettre, découverte en mai dernier dans le cahier de Bidart à la Santé, elle écrit : « Je crois que j'ai beaucoup de boulot à faire tel ou tel [Bidart et ses camarades étaient] attendant. Préparez le terrain pour eux, quand vous retenez-les, les choses elles évoluent et avancent. Je ne sais si je serai assez forte pour le faire, car moi je ne suis parfois seule ».

En accord avec M. Michel Lagrand, juge d'instruction à Paris chargé des affaires de terrorisme, et après l'intervention de quelques intermédiaires, la gendarmerie va lancer un avis de recherche « Lucienne Fourcade, compagne de Philippe Bidart, cherche dans la clandestinité à reprendre l'action terroriste de l'Iparratarrak. Elle n'a pas compris l'appel à se rendre que, dans un esprit d'apaisement, les autorités lui ont lancé après la capture de son compagnon ». Et l'avis concluait : « Pour éviter que les violences ne reprennent en Pays basque et dans l'intérêt même de Lucienne Fourcade, vous êtes invités à communiquer à la gendarmerie les renseignements la concernant ».

Les violences reprendront après quinze mois de silence, en octobre dernier, avec l'explosion de deux bombes de gaz visant une agence de l'ANPE et un bureau de poste.

Au terme de la garde à vue, Lucienne Fourcade devait être déferée au parquet.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

Aux Pays-Bas

## Trois tableaux de Van Gogh volés au musée Kröller Müller

AMSTERDAM de notre correspondant

Trois toiles de Vincent Van Gogh ont été volées, lundi 12 décembre, dans un musée au centre des Pays-Bas, qui dispose d'une collection très importante du maître néerlandais. Les valeurs des toiles volées — Les mangeurs de pommes de terre, Tournesols séchés et Intérieur de tisserand — est estimée à 200 millions de florins, soit plus de 600 millions de francs français.

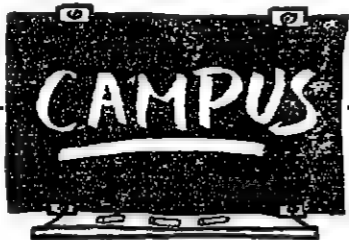
Peu avant 21 heures, lundi 12 décembre, les cambrioleurs se sont introduits dans le musée Kröller Müller situé en plein centre d'un vaste parc régional, près de la petite ville d'Edé. Les malfaiteurs ont réussi à forcer une vitre, ce qui déclencha l'alarme dans un bureau

de police voisin. Sept minutes après, les policiers étaient sur les lieux pour constater que les voleurs s'étaient enfuis après avoir fait leur choix dans la collection de 276 tableaux de Van Gogh.

Ces derniers temps les tableaux de Van Gogh ont obtenu des prix records aux ventes aux enchères. Mais les malfaiteurs auront du mal à négocier les œuvres volées qui comptent parmi les plus célèbres du peintre néerlandais.

Les vols de tableaux ne sont pas rares aux Pays-Bas. Ainsi au Musée municipal d'Amsterdam, des toiles de Cézanne, et de Jongsing furent dérobées durant l'été dernier. Elles furent retrouvées peu après par des policiers qui s'étaient fait passer pour des marchands d'art véreux.

RENÉ TER STEEGE.



## Comment améliorer l'école

Comment améliorer le fonctionnement de l'école ? Cette préoccupation, qui n'est pas propre à la France, a fait l'objet d'une étude internationale menée par le Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), dans quatorze pays, dont les conclusions viennent de paraître. Le CERI, organisme dépendant de l'OCDE, pose comme principe que l'école aura un rôle de plus en plus important à jouer dans une société passant de la production industrielle à l'information, mais qu'en même temps nous entrons dans une période de moindre croissance, qui oblige à améliorer la productivité de l'enseignement.

Dans cette perspective, le CERI a axé ses recherches sur les problèmes de l'évaluation et de l'auto-analyse du système et sur le rôle des chefs d'établissement. Il analyse en particulier comment la formation des responsables doit leur permettre de mieux s'adapter aux changements, de faciliter les relations entre les différents acteurs de la communauté éducative et de rendre la pédagogie plus efficace. Il revient en particulier aux responsables de définir une stratégie et de mettre en œuvre une procédure d'auto-analyse collective, impliquant les élèves et l'ensemble des personnels.

En conclusion, le CERI souhaite la mise en œuvre et la diffusion d'études systématiques sur les modalités du changement dans les institutions éducatives et les raisons de la réussite ou de l'échec des politiques de planification et de rénovation.

F. G.

Pervenir à une amélioration effective du fonctionnement de l'école, par W.G. van Velsen, M.S. Miles, M. Eklund, U. Hemeyer, D. Robin (398 p., 250 F.). La Pratique de l'auto-analyse de l'établissement scolaire, par R. Bollen et D. Hopkins (276 p., 178 F.). Le Chef d'établissement et l'amélioration du fonctionnement de l'école, sous la direction de C. Hoppe (418 p., 285 F.). Le Rôle des chefs d'établissements dans l'amélioration du fonctionnement de l'école, sous la direction de N.E. Stogd, K. Glatzer, R. Glatzer, S.M. Hord (244 p., 125 F.). Economics, collection « OCDE-ISP ».

## ● Gérontologie

Le Centre pluridisciplinaire de gérontologie de l'université de Grenoble organise, du 17 au 19 mai 1989, 34, avenue Reille, Paris (14\*), une session de réflexion et d'études sur le thème « L'espérance de vie et incapacité ».

(Université des sciences sociales, CPDG, 8, rue de la Liberté, 38000 Grenoble. Tél. : 76-54-87-28.)

## ● L'entreprise et l'Afrique

« Entreprises : quel partenariat pour l'Afrique ? » : tel est le

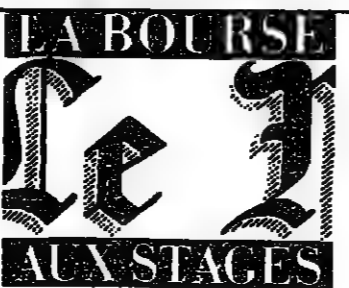
thème du débat organisé mercredi 14 décembre par les étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Paris.

(Ecole supérieure de commerce, 79, avenue de la République, 75543 Paris Cedex 11. Tél. : 43-55-39-08.)

## ● PME et productique

L'Ecole d'ingénieurs de Tours organise, le 15 décembre, un débat sur le thème « Les PME et PMI face à la productique ».

(Ecole d'ingénieurs, BP 0407, 37004 Tours Cedex. Tél. : 47-27-20-20.)



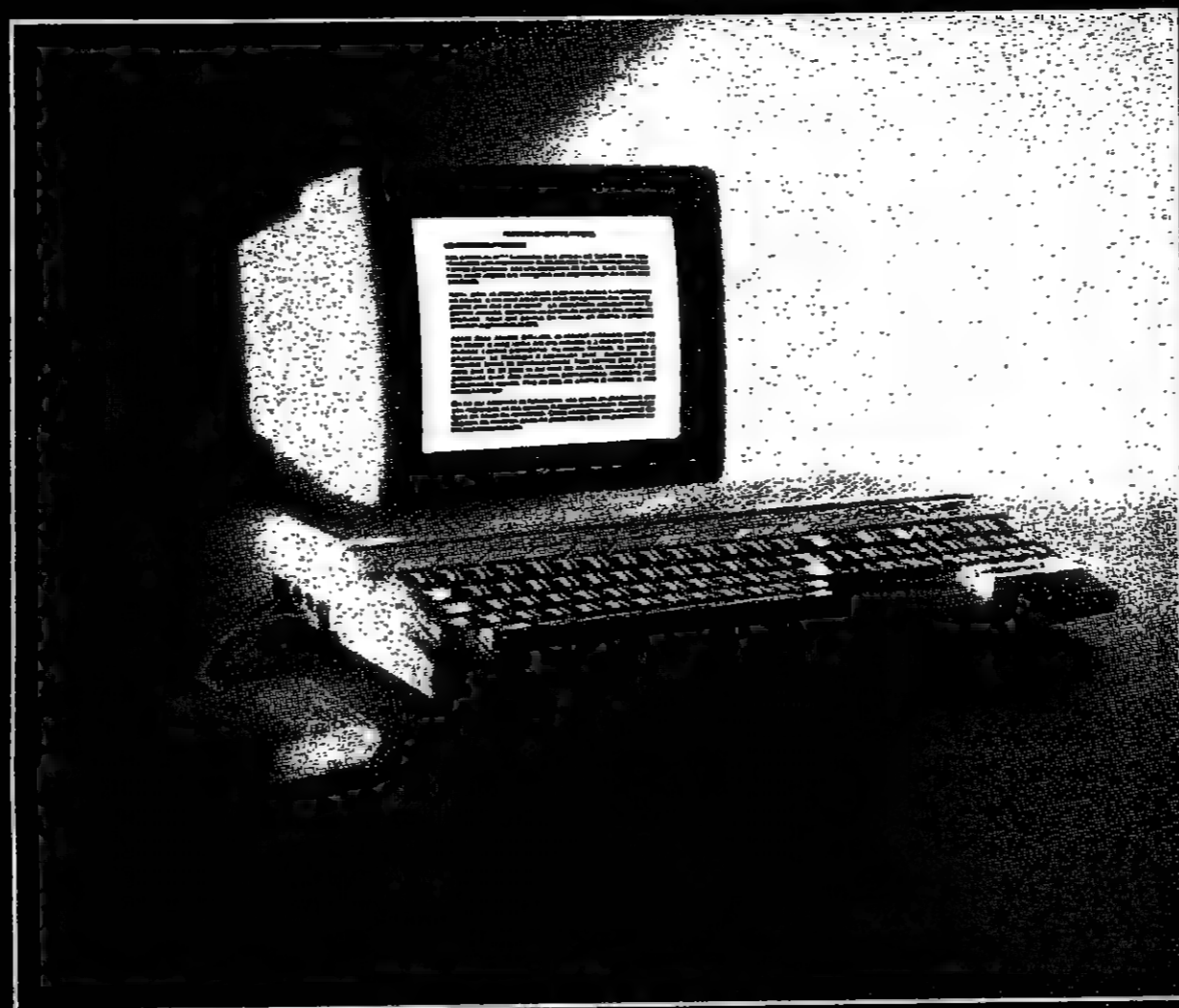
## Étudiants

postez vos réponses avant le 15 décembre minuit (le cachet de la poste faisant foi) à :

BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS BP 4 93260 LES LILAS

## ATARI 1040 ST

Il exécute le traitement de texte des clients  
les plus pointilleux, les plus tatillons,  
les plus coupeurs de cheveux en 4 qui soient :  
les journalistes.



5100 FHT\*

- Puissant (1 méga de Ram)
- Rapide (16/32 bits)
- Confortable (écran monochrome haute résolution)
- Convivial (souris, environnement Gem)
- Nombreux logiciels disponibles : traitement de texte, gestion de fichier, tableur graphique.

L'Atari 1040 ST a été adopté par la rédaction de plusieurs journaux dont Libération et Ouest France.

Pour tous renseignements téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à Atari France : 9 rue Sentou, 92150 Suresnes. \* Prix public conseillé 5990 F TTC.

ATARI LE FASCINANT POUVOIR  
DE L'ARME INFORMATIQUE.

**ATARI®**

هكذا من الأصل

## Société

## RELIGIONS

Le cardinal Decourtray à « L'heure de vérité »

## L'épiscopat prépare un document sur l'avortement et le SIDA

Invité de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, lundi 12 décembre, le cardinal Decourtray a précisé l'attitude de l'Eglise sur quelques points récents de contestation. Il a notamment annoncé que l'épiscopat préparait un document de travail « très circonstancié » sur la question de la pilule RU 486 sur l'avortement et sur le SIDA.

Le SIDA. — Le cardinal Decourtray a rappelé ses critiques visant la campagne de publicité en cours sur les préservatifs. Il a précisé : « Quand il faut choisir entre donner la mort et prendre un moyen qui n'est pas bon, il vaut mieux le moyen qui n'est pas bon que de donner la mort. Cela s'appelle le moindre mal ».

Mais en faire une théorie générale et une publicité, cela me paraît disproportionné par rapport à l'événement, et surtout le fait qu'on ne dise jamais (...) que la fidélité conjugale, que le fait de n'avoir qu'un partenaire, de le respecter, que le fait de grandir dans la capacité d'aimer véritablement, que la maîtrise de soi, sont aussi une manière de lutter contre le SIDA. Que même il y aura d'expériences passagères et multiples, mais il y aura de SIDA, pourquoi ne le dit-on pas ? Si on dépense des millions pour une publicité en faveur des préservatifs, pourquoi pas autant de millions en faveur de l'éducation, de l'amour et de la fidélité qui est aussi un remède ? »

La contraception. — L'archevêque de Lyon dit que « des couples ont découvert que la maîtrise de soi, de la relation conjugale, est source de respect et de bonheur, pour l'un et l'autre. Quand eux le disent, on ne les entend pas. Mais c'est l'idéal à avoir, qu'il faut le dire, immédiatement cela paraît répressif ». Mgr Decourtray assure que « les méthodes naturelles de contraception sont en train de retrouver une

certaine autorité, après avoir été longtemps méprisées ».

La pilule RU 486. — « Il s'agit bien d'un avortement », souligne le président de la Conférence épiscopale, qui reconnaît cependant s'être exprimé trop vite sur ce sujet, sous la pression des journalistes. Il annonce : « L'épiscopat est en train de préparer un texte très documenté, très circonstancié sur ce sujet (...). Le RU 486 paraît innocent. En fait, cette pilule banalise l'avortement aux yeux de la société. L'embryon est-il un petit d'homme ou pas ? »

Le film de Scorsese. — Le cardinal Decourtray a rappelé qu'il s'était défendu d'avoir demandé l'interdiction du film la Dernière Tentation du Christ, mais souligne que « ce film blesse les catholiques que nous sommes. (...) Oui ou non, pour un chrétien, cet homme a-t-il dans la chair, au moment où il meurt, autre chose que l'amour pour Dieu et l'amour pour ses frères ? Pense-t-il à autre chose à ce moment-là ? Pour le chrétien que je suis, je dis non, et présenter le Christ autrement, je dis que ça me blesse ».

Le « conservatisme » de l'Eglise. — Interrogé sur le point de savoir si l'Eglise n'était pas devenue « répressive », Mgr Decourtray a eu cette réponse : « L'Eglise répressive ? Permettez que ça me fasse rire. Oh sommes-nous répressifs ? Oh sont les pressions morales aujourd'hui ? Il s'est défini comme « un conservateur de l'avenir, parce que vouloir conserver la vie, vouloir sauver la vie, ce n'est pas sauver le passé. Qui est conservateur en ce domaine ? Celui qui est pour la vie et le développement de la vie, maîtrisé, régulé bien entendu par des libertés, ou celui qui veut la faire disparaître ? Et qui est pour l'avenir ? Le mot « conservateur de l'avenir » dirait assez bien ce que je suis, mais je vous défie d'accorder l'équilibre « progressiste » ou « moderniste » à un tel propos. »

## Le souci de dédramatiser

L'n'est pas sûr, contrairement à ce que disait Mgr Decourtray en fin d'émission, que la situation d'archevêque de Lyon soit plus confortable aujourd'hui qu'à l'époque de son lointain prédécesseur, saint Irénée (I<sup>er</sup> siècle).

Le martyre moderne, pour un évêque, est bien cette mise sur le gril par un environnement qui — par médias interposés — demande à l'Eglise des comptes sur tout, en peu de mots et, bien sûr, dans le désordre : sur le SIDA et l'ordination des hommes mariés, sur les divorcés et l'enseignement des religions à l'école, sur la crise spirituelle en Occident et la pilule abortive, sur la laïcité et la franc-maçonnerie, sur les divorcés et le Bénédictinisme de la Révolution. Et encore le président des évêques de France s'est-il échappé à des questions sur Mgr Gaillot et Mgr Lefebvre...

L'épiscopat peut difficilement se plaindre d'avoir été traqué, tant il a pris l'habitude de se prononcer sur tout, qu'il a banalisé son message et sur un ton qui, tout au long de l'émission, n'a cessé d'être reproché au cardinal Decourtray. L'idée demeure, au fond, que la vieille Eglise catholique n'a pas changé. Sourde et bonne paroles mises à part, elle est restée « intolérante », « moralisatrice », « antimoderniste », « dominatrice », « répressive ».

Si, au cours des dernières semaines, la hiérarchie catholique n'a pas peu contribué à entretenir ce préjugé, on comprend le sourire désabusé ou la colère rentrée de Mgr Decourtray, fils du concile Vatican II, devant l'épithète de « Père

Fouettard » : tant d'efforts accomplis, depuis vingt ans, pour dialoguer avec les autres confessions, les incroyants, s'ouvrir au monde moderne et aux questions nouvelles, pour arriver à l'!

Il n'est pas homme pourtant à se laisser démonter et il l'a parfaitement prouvé tout au long de cette « Heure de vérité ». Par sa bonhomie et son humour, il a sans doute réussi à dédramatiser le climat né d'une succession d'interventions maledroites, mal préparées ou mal comprises.

Mgr Decourtray s'est montré un certain nombre d'angles, notamment sur la question de la prévention du SIDA, soulignant après le cardinal Lustiger (le Monde du 10 décembre), que l'usage du préservatif, pour les malades et les séropositifs, est un « moindre mal ». De même, il n'a cessé de rappeler qu'en matière de morale sexuelle et conjugale (contraception, avortement, procréation artificielle), l'Eglise est toujours prête à examiner les cas particuliers, notamment les « cas de conscience ». Elle se contente, assure-t-il, de donner des « principes ». Elle n'édicte pas de « lois », mais propose des « points de repère ». Elle ne fait pas « pression », mais lance des « appels »...

Les sondages réalisés au cours de l'émission laissent penser que le président des évêques français n'a pas réussi à convaincre le public sur la « maîtrise de la relation conjugale » opposée à la contraception « chimique et mécanique », sur la « fidélité » ou la « chasteté » pour enrayer le développement des maladies sexuelles.

Sauf de trop rares moments, où il a traité de l'éclosion des chrétiens contre la torture, et de la Révolution française, l'archevêque de Lyon s'est limité à répondre aux questions portant sur la morale privée. Faut-il en déduire que l'Eglise catholique en France elle-même est démunie de grands projets comme ceux d'hier, également contestés, la liberté de l'enseignement, l'accueil des immigrés, les nouvelles pauvretés ? Il n'a même pas été fait mention de la solidarité, nationale et internationale, ou elle a pourtant des états de service à rappeler. Les grands débats sur la culture religieuse à l'école ou la nouvelle laïcité sont-ils également, hélas, escamotés.

HENRI TROICQ

## Mort de Mgr Joseph Rabine archevêque d'Albi

Mgr Joseph Rabine, archevêque d'Albi (Tarn), est décédé, lundi 12 décembre, d'une embolie pulmonaire, dans une clinique de Toulouse. Il avait subi il y a quinze jours une opération chirurgicale.

Né à Sainte-Luce-sur-Loire (Loire-Atlantique) en 1922, il avait été archevêque de Cahors (Lot) pendant quatorze ans, avant d'être nommé à Albi en 1986. Il était l'un des neuf membres du Conseil permanent de l'épiscopat et avait fait partie de la délégation française de quatre évêques au dernier synode d'octobre 1987, à Rome, sur les laïcs. Ses obsèques auront lieu vendredi 16 décembre à 15 heures, en la cathédrale Sainte-Cécile d'Albi, où il sera inhumé.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

— Daniel et Maryse DUPONT, née Darnaudguilhem, et Alice, ont la joie d'annoncer la naissance de

Clémence,

le 19 septembre 1988.

13 bis, rue Vertigny,

75018 Paris.

— Marie et Camille CUZENIC ont la joie d'annoncer la naissance de leurs premiers petits-enfants

Fleur-Marie,

le 24 mai 1988,

chez

Anne et Bernard QUÉLOT,

chez

Joseph,

le 5 décembre 1988,

chez

Cécile et Stéphane CUZENIC,

21, boulevard Olivier-de-Serra,

21800 Quétigny.

— Françoise et Jacques FAITRA sont heureux d'annoncer la naissance de leurs premiers petits-enfants :

Nessim

chez

Mathilde et Négali,

le 14 octobre 1988,

chez

Samuel, Paul et Andréas,

chez

Sophie et Lionel,

le 22 juillet 1988,

chez

Margaux,

chez

Nathalie et Fanny,

le 22 novembre 1988.

## Décès

— M<sup>me</sup> Georges Aubry, née Antoinette Schell,

Les membres de sa famille,

L'évêque de Nancy

Et les membres des activités éducatives

journalistes (Fédération Combat)

Et ses nombreux amis,

font part du décès de

M. Fabbé Jacques AUBRY,

survenu à l'âge de soixante-deux ans,

dans la trentième année de son

sacerdoce.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Saint-Maurice, à

Nancy, le jeudi 15 décembre 1988, à 14 h 15.

— M. et M<sup>me</sup> Alain Carloti,M. et M<sup>me</sup> Daniel Dorcas,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Sophie CARLOTTI,

administrateur de l'INSEE,

dans sa vingt-deuxième année.

— Elisabeth Colonna-Cesari-

Ciccione,

Juno Ciccione,

Laure Ciccione,

Pierre Bernabé,

Jean Carlier-Monnier

et sa famille,

Seu amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude-Antoine CICCIONE,

crivain,

survenu à Marseille, le 1<sup>er</sup> décembre

1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

36, rue de l'Endoume,

13007 Marseille.

— On nous prie de rappeler le décès de

M. Pierre-Marie DELATINE,

survenu à Montreuil, le 8 décembre

1988.

Moulin de Papillon,

Saint-Quentin-le-Trois,

41800 Montreuil.

— Les parents,

La famille

Et les amis de

Lee V. DOREN,

ont l'immense chagrin d'annoncer son

décès, survenu à Paris, le 10 décembre

1988.

Mr. et Mrs. Doren,

RR1 Box 230,

Ave N.Y. 13 303.

— Jean-François et Kathy Dupuy

et leur fille Jérémie,

Jean-Yves Dupuy,

ses enfants et petits-enfants,

M<sup>me</sup> Roger-Louis Dupuy,

sa belle-sœur,

M<sup>me</sup> Jean-Pierre Dupuy,

Françoise et Dominique Dupuy,

M. et M<sup>me</sup> Michel Beau,

son frère, beau-frère et belles-sœurs,

Marie-Eugénie Dupuy

et ses enfants,

Marie-Catherine Dupuy-Boury

et ses enfants,

Cécile-Eugénie Dupuy, François Dupuy, Nicole Beau et ses enfants, ses neveux et nièces, Les familles Benfiedj, Blanchet, Bourgeois, Bruck, Chastin, Colla, Epinat, Lodi, Montange, Michaut, Moreau, Morey, Mourey, Pitot, Ravier, Rolet, Servais, Turcaud, Les sociétés ISF, Delavilland, SIPM, ont la douleur de faire part du décès de

Claude DUPUY,

survenu le 11 décembre 1988, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 14 décembre, à 14 h 30, en l'église de Cîteaux (Seine-et-Loire).

— Le président de l'université Pierre-et-Marie-Curie

Et ses collaborateurs, Le directeur,

Et le personnel de l'UER de chimie organique, Les directeurs

Et le personnel des laboratoires de chimie organique, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacqueline FICINL,

professeur à l'université

Pierre-et-Marie-Curie,

chevalier de la Légion d'honneur,

survenue à Paris, le 7 décembre 1988.

La cérémonie religieuse a eu lieu

lundi 12 décembre, en l'église Saint-

Evariste.

— M<sup>me</sup> Nicole Giauoul

et sa fille,

M. et M<sup>me</sup> Mohamed-Ali Kara

et leur fille,

M<sup>me</sup> Fridah Cohen,M<sup>me</sup> Yvette Tuit-Tartou,M. et M<sup>me</sup> André Giauoul,

Les familles Giauoul, Seicures,

parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger GIAOUL,

pharmacien,

survenu le 8 décembre 1988, à Sar-

celles.

24, place Guynemer,

95200 Sarcelles.

— M<sup>me</sup> Cécile de Jaegher,M. et M<sup>me</sup> Van Dijk

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Azim

et leurs enfants,

ont la douleur d'annoncer le décès de

leur frère, père et beau-père

Jean de JAEGER,

survenu le 11 décembre 1988, à son

domicile, à Brest.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M<sup>me</sup> Jacques Kientz,M. et M<sup>me</sup> Daniel Dorcas,Le docteur et M<sup>me</sup> Yves Dornes-

Bernaud

et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Desbats-Dornes

et leurs enfants,

M. Olivier Dornes,

M<sup>me</sup> Liliane Moucky Elm

et sa fille,

M. et M<sup>me</sup> Bruno Sinniger,M. et M<sup>me</sup> Jean-Baptiste Lagarde

et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Moulouget

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Sinniger,M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Kientz,M. et M<sup>me</sup> Jean-Nicolas Bazin-Kientz,M<sup>me</sup> Sophie et Charlotte Kientz,M. et M<sup>me</sup> Michel Sinniger

et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Nina,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Louis KIENTZ,

né Liliane Gaudin,

survenu le 7 décembre 1988, à l'âge de

quatre-vingt-cinq ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

familiale à Buzancy, le 10 décembre.

Un service sera célébré le samedi

17 décembre, à 15 heures au temple,

19, rue Contambert, Paris-16<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue Camotès,

75016 Paris.

— A Montréal, le 12 décembre 1988,

dans sa quatre-vingt-neuvième année,

s'est éteint doucement

M<sup>me</sup> Charles MAYER,

née Marie-Reine Lambert,

veuve de Charles Mayer,

journaliste

et membre du Temple de la renommée

du hockey.

Elle laisse dans le deuil

Son fils Lambert,

Ses petits-enfants Anne (M<sup>me</sup> Phi-

lippe Viney), Charles, France et Julie,

sa belle-sœur,

sa fille, M<sup>me</sup> Marie-Reine Lambert,

sa belle-sœur,

M<sup>me</sup> Jean-Pierre Dupuy,

Françoise et Dominique Dupuy,

M. et M<sup>me</sup> Michel Beau,

son frère, beau-frère et belles-sœurs,

Marie-Eugénie Dupuy

et ses enfants,

Marie-Catherine Dupuy-Boury

et ses enfants,

Les obsèques auront lieu le vendredi

16 décembre, en l'église Notre-Dame-

des-Neiges, à Montréal.

75, rue Dutoit,

75015 Paris.

154, avenue Dobie,

Montréal (Québec).

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du

« Carnet du Monde », sont priés de

joindre à leur envoi de texte une des

dernières bandes pour justifier de

cette qualité.

## Remerciements

— M<sup>me</sup> Pierre Ajame Et toute sa famille, très touchées des nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Pierre AJAME,

remercient tous ceux qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, se sont associés à leur peine.

— M<sup>me</sup> Gérard Fourrier, M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Fourrier et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Fourrier, Et toute la famille, profondément touchées des marques de sympathie que vous leur avez témoignées, lors du décès de

M. Gérard FOURRIER,

vous expriment leurs sincères remerciements.

## Anniversaires

— Le 14 décembre 1982 disparaissait

Eric ELLOT.

Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Une pensée est adressée, deux années après sa disparition, pour

André GAUDIN,

Une page de l'histoire du traitement de texte est tournée  
Atari lance le traitement de texte laser à 15000 Frs HT



EQUATEUR

**ATARI 1040 ST+ IMPRIMANTE LASER = 15000 Frs HT\***  
avec logiciel - 14 polices de caractères - un an de garantie avec maintenance sur site.

Pour tous renseignements, téléphonez au 45 06 31 31 ou envoyez votre carte de visite à Atari France, 9, rue Sentou - 92150 Suresnes. Prix public conseillé: 17.790 Frs TTC.

**ATARI LE FASCINANT POUVOIR  
DE L'ARME INFORMATIQUE.**



هكذا من الأصل

# Culture

## ARTS

### Deux expositions Picasso Bien modestes !

Coup de projecteur sur deux baigneuses à l'Orangerie, flash sur quelques gravures à l'hôtel Salé.

Le Musée de l'Orangerie des Tuileries a la chance d'abriter entre autres œuvres majeures de la collection Walter-Guillaume quelques Picasso, dont deux grandes *Baigneuses* (1921-1923) de la période dite « classique », ou « ingressive », ou du « retour à l'ordre », aucun de ces qualificatifs n'étant satisfaisant. Nous remettrons en mémoire ces deux formidables monuments de chair roses et denses confrontés à une draperie quasi minérale, en leur fabriquant un dossier spécial, pourquoi pas ?

On attend donc un « dossier » qui nous mettrait en perspective les *Baigneuses* en rapport avec les *Femmes à la fontaine*, et peut-être même avec la *Flûte de Pan*, pour nous préciser le classicisme de Picasso. Mais ce n'est pas ce que l'exposition propose, où les deux morceaux de bravoure michelangelesques de Picasso se retrouvent entourés de beaucoup de monde, trop de monde, d'Ingres à Dufy, en passant par Chassériau, Delo, Derain, Matisse, Léger et Braque... au point qu'on ne sait plus trop dans quel sujet on est : celui du classicisme ? du retour au classicisme ? du nu à la draperie ? ou du nu assis de face ? Tous sans fin ni fond.

La petite exposition temporaire de l'hôtel Salé n'est pas tellement plus satisfaisante que celle de l'Orangerie. Cette fois, il ne s'agit plus de baigneuses mais de gravures.

L'accrochage a été suscité par la publication aux éditions Kornfeld, à Bern, du tome IV du catalogue raisonné de l'œuvre gravé et des monotypes pour la période 1946-1958. On y reste sur sa faim après avoir été sérieusement mis en appétit par la suite des quinze estampes des *Femmes d'Alger*, qui commencent maternelles et finissent minotauriennes en l'espace d'un mois (janvier



Grand nu à la draperie (vers 1921-1923)

1955), et le très beau *Libro del Conocimiento* (1959) mis en page par Illaz et illustré de pointes sèches ascétiques.

GENEVIÈVE BREERETTE.

« Les Grandes Baigneuses de Picasso (1921-1923). Catalogue par Michel Hoog, Orangerie des Tuileries, jusqu'au 6 mars. »

« Picasso peintre-graveur 1946-1958 », musée Picasso, jusqu'au 2 janvier.

châtelet  
THEATRE MUSICAL DE PARIS

Charles Trenet

17-31 décembre 1988



Charles  
vra  
par Trenet!

FONDATION  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
POUR LA MUSIQUE

EUROPE 1

Location aux caisses du théâtre  
Place du Châtelet Paris 1<sup>er</sup>  
par téléphone au 40.28.28.40

هكذا من الأصل

### Jean Puy à Roanne

## Un fauve méconnu

Le musée de Roanne organise une exposition consacrée à un enfant du pays : Jean Puy, peintre fauve, quelque peu oublié.

Ceux qu'on a appelés un peu dédaigneusement les « petits fauves », parce qu'ils firent partie du cortège bacchique de la couleur, ont pâti souvent de la fortune dominante des maîtres et des humeurs de la mode. La tendance à la révision des valeurs artistiques des débuts du siècle leur est, aujourd'hui, favorable. On mesure mieux leur rôle historique, même s'il ne s'étend pas sur l'ensemble de leur carrière. Il en est ainsi pour Jean Puy, compagnon intime de Matisse, de Marquet, de Camoin, de Mangin, à qui Roanne, sa ville natale, rend justice.

À la vérité, l'exposition confirme ce que l'on savait déjà : l'œuvre est inégale mais elle a des moments d'intensité remarquables, en gros de 1900 à 1920, avec une véritable incandescence vers les années 1905-1910. Touché par l'impressionnisme, le pointillisme, Jean Puy rend ce et là des hommages à Gauguin, dans ses tableaux du Pont du, à Matisse dans le *Soldat bleu et rouge* de 1903. Son néo-impressionnisme est sensible, fait de petites touches, d'ombres blotties et mauves,

comme dans le délicieux *Nu à l'atelier* de 1900.

Il se distingue par une modération tendre qui enveloppe dans une sorte d'intimité à la Vuillard le modèle féminin. Ce qui n'exclut pas la force, comme dans le portrait de la *Pétronille* cerné de bleu ou celui du peintre Alcide Lebeau, figure picaresque enlevée dans une touche grasse et libre.

Mais un pameau capital illustre la capacité d'avant-garde de Jean Puy à l'époque de la cage aux fauves : il est fait de trois nus debout peints dans l'atelier de Mangin, en 1905, par trois compères : Matisse, Marquet et Jean Puy. Eclaboussement de taches colorées sur le blanc du support chez le premier, comme si la touche éclatait en pluie de confetti ; le second campe le modèle avec autorité dans un cerne bleu ; structure monumentale, austérité des gris et des bruns chez le troisième.

Eric Moine, le conservateur du musée de Roanne, a justement installé le nu de Jean Puy entre ceux de ses deux amis, qui lui font ainsi escorte pour en marquer la vigueur exceptionnelle. Il est vrai que cette figure élémentaire au visage de masque annonce les *Demiselles d'Avignon*, de Picasso. On comprend qu'Ambroise Vollard se soit assuré alors, par contrat, la production du peintre, auquel il confiera plus tard

l'illustration du *Père Ubu* à la guerre !

Dans une salle thématique consacrée aux nus féminins, abondants dans l'œuvre de Jean Puy, on retrouve quelques-unes de ces peintures « sauvages » où la violence du désir est exprimée par l'insubordination volontaire dans l'exécution : quelques touches puissantes, un cerne musclé et le bois du support comme couleur. Ses odalisques, très proches de la manière de Matisse, prolongent le culte rendu à la féminité en volupté paisible non sans une pointe d'exotisme : les petites amies des années 20, la chevelure coupée court, posent dans l'atelier théâtralisé en harem par quelques draperies.

Sa collaboration avec le céramiste André Metthey révèle une nervure qui fleurit aussi dans les lettres que, sous les traits du sage de Roanne — où il s'est réfugié en 1940, et où il mourra en 1960, — il adresse à ses amis, philosophe sur le peintre et un certain art de vivre, à l'écart des agitations de la capitale. Il n'est pas sûr que cet apaisement — ou cette désignation provinciale — n'ait pas libéré les crocs du fauve qu'il fut. Mais ces années plus tardes, en dépit de quelques résurgences, ne doivent pas faire oublier la jeunesse du peintre et le feu qui l'illumina.

JEAN-JACQUES LEBLANC.

★ Musée Deschamps à Roanne, jusqu'au 31 janvier.

### VENTES

## Le patrimoine anglais aux enchères

Les cathédrales du Royaume-Uni doivent faire face à de graves problèmes financiers. Certaines d'entre elles envisagent de vendre leurs trésors. Scandale outre-Manche.

Les Anglais sont en émoi. La vente aux enchères de juin prochain chez Sotheby's d'une *Mapa Mundi*, carte du monde du treizième siècle — propriété de la cathédrale de Hereford depuis sept cents ans, est en passe de devenir, outre-Manche, une affaire d'Etat. On craint en effet que cette vente ne fasse jurisprudence et ne devienne, pour certains ecclésiastiques, le moyen de résoudre les problèmes financiers dont ils ont la charge. A terme, c'est toute une partie du patrimoine britannique qui pourrait ainsi partir à l'étranger.

L'échec des négociations (notamment avec la British Library) pour l'achat de cette *Mapa Mundi* s'est soldé par sa mise aux enchères. Ce document sur velin, souvent comparé, en terme d'importance, à notre tapisserie de Bayeux, reflète à travers ses cinq cents illustrations, une vision du monde où se mêlent, réalistes géographiques, histoires bibliques et légendes mythologiques. Sous l'œil du Christ au jour du Jugement dernier, Moïse fait bon ménage avec Jason et sa Toison d'or. Jérusalem est bien sûr au centre du monde. La Norvège est illustrée par un petit homme à ski, l'Inde par un éléphant.

Le doyen de Hereford, le Révérend Peter Haynes, espère bien retirer 7 millions de livres (environ 77 millions de francs) de cette pièce estimée à plus de 2,5 millions de livres (27,5 millions de francs). De quoi restaurer et entretenir sa cathédrale pendant un demi-siècle, financer sa chorale et édifier un nouveau bâtiment pour abriter sa bibliothèque.

La vente de ce trésor apparaît à certains comme le « sacrifice » qu'il aura fallu faire, pour alerter les Britanniques sur la situation alarmante de leurs quarante-deux cathédrales : 47 millions de livres sont immédiatement nécessaires pour des travaux de première urgence. Déjà, il y a trois ans, la cathédrale de Salisbury avait discrètement envisagé de vendre pour 71 millions de francs leur *Carta Magna* (la Grande Charte de 1215 qui met en cause le pouvoir royal pour la première fois) afin d'effectuer la remise en état de la flèche de l'édifice. Ce document, capital pour l'histoire de la Grande-Bretagne, n'a pu être conservé que grâce à une souscription publique.

L'affaire de la *Mapa Mundi* a ému la presse anglaise. Le *Times* a publié le bilan financier des cathédrales. L'*Observer* détaille les trésors des plus prestigieuses d'entre elles en indiquant laconiquement les sommes d'argent qui leur sont nécessaires. La plus menacée est sans

doute celle de Winchester. Elle a un besoin de 3 millions de livres (33 millions de francs) mais s'est toujours opposée à l'idée de mettre en vente l'une de ces pièces maîtresses de la bibliothèque : une Bible enluminée de 1171. Il faut savoir qu'en Grande-Bretagne, les cathédrales, à l'inverse des églises et des chapelles, ne reçoivent aucune aide de l'Etat. Elles ne peuvent compter que sur les subventions municipales et la générosité des fidèles. De plus, la gestion de ces édifices n'est pas toujours parfaite. « Nous ne sommes pas nommés pour diriger une entreprise », faisait remarquer il y a peu le Révérend Oliver Fiennes, de la cathédrale de Lincoln, qui ajoutait : « Je n'ai pas été ordonné pour tenir un magasin. »

Pourtant des responsables ecclésiastiques de plus en plus nombreux n'hésitent plus à faire appel à des sociétés de consultants spécialisées de la souscription publique. Le

Révérend Robert Jeffroy, doyen de Worcester, s'est inspiré de la technique dite de la pyramide (dix personnes sont conviées pour verser une somme ; celles-ci, à leur tour, contactent dix autres donateurs, etc.) pour récolter plus de 13 millions de francs.

An cours des derniers jours, les rumeurs les plus contradictoires ont couru sur le sort de la *Mapa Mundi*. Le National Heritage Memorial Fund aurait proposé 2 millions de livres (22 millions de francs) pour que le Révérend Haynes renonce à la vente. L'offre aurait été jugée insuffisante, mais les négociations ne sont pas interrompues. Enfin, le gouvernement pourra toujours user de son droit de préemption, ce qui lui laisse dix-huit mois pour racheter la *Mapa Mundi* au prix adjugé. Si d'ici le mois de juin aucune solution n'est trouvée,

ALICE SEDAR.

### A Drouot

## Documents révolutionnaires

À la veille de la commémoration du bicentenaire de la Révolution, les ventes aux enchères de faïence, porcelaines, lettres et documents révolutionnaires de multiplient.

Lundi après-midi 12 décembre, une centaine de documents étaient dispersés à Drouot, dont une lettre de Danton, autographe, signée et datée du 2 septembre de l'an premier de la Liberté et de l'Egalité (1792). Le tout nouveau ministre de la justice y demandait la remise immédiate de 20 000 livres à deux officiers, vraisemblablement envoyés en mission aux armées, le jour même où Verdun capitulait (30 000 F).

Dans une autre lettre, Robespierre mentionnait ses activités littéraires. Le document est parti à 33 500 F. D'après l'expert Alain

Nicolas, cela fait plus d'un demi-siècle que de telles pièces ne sont pas apparues sur le marché parisien. La signature de Fouquier-Tiville, au bas d'une liste de soixante-cinq noms de personnes internées à la Conciergerie, s'est envolée à 10 000 F. Une lettre de l'abbé Grégoire, a été préemptée à 2 000 F par le Musée historique lorrain de Nancy. Quatre lignes autographes de Marat, ont trouvé preneur à 3 500 F, soit plus de deux fois l'estimation. Enfin, un précieux manuscrit intitulé : « Rapport sur l'état de la République par le citoyen Romme » (20 septembre 1793) a été préempté par Lyon, sa ville natale, pour 40 000 F. Romme, avec Fabre d'Églantine y élaborait le calendrier républicain.

A. S.

## Le Poussin du Louvre

Enchères multimillionnaires lundi soir à Drouot pour *Olympus et Marsyas* de Nicolas Poussin. Après une interminable bataille entre deux acheteurs au téléphone, ce fut finalement une galerie suisse qui emporta cette sombre bacchante champêtre, peinte vers 1626, pour la somme rondelette de 7 400 000 F. Cette toile, qui était loin d'être en parfait état, a pourtant été estimée entre 3 et 6 millions de francs. Deux semaines avant la vente, la toile avait reçu son droit de sortie. En revanche, les paris étaient ouverts quant à une possible préemption. Il n'en fut rien.

Le Louvre n'a sans doute pas voulu prendre le risque de révéler de mauvais souvenirs. En février 1968, cette toile, qui avait appartenu au cardinal Fesch, oncle de

Napoléon I<sup>er</sup>, était vendue par la famille de Saint-Arroman à Drouot. Attribuée à l'école de Caracci, elle avait été achetée par le Louvre pour 2200 F. Peu de temps après, le musée l'avait reconnue comme une œuvre de Poussin. Ce nouvel élément amena les vendeurs à engager une bataille juridique contre le musée, qui dura près de vingt ans. Ce n'est qu'en janvier de l'année dernière que les Saint-Arroman obtinrent la restitution de leur Poussin contre le remboursement du prix initial adjugé.

An cours de cette vente, les musées nationaux se contentèrent de préempter un austère *Portrait de Marin de Barcos* de Philippe de Champaigne.

A. S.



## Culture

## MUSIQUES

Un centenaire oublié

## Charles-Valentin Alkan

Curieux homme. Alkan écrit un requiem pour son perroquet, se fait photographe... de dos et meurt écrasé sous son Talmud. Cent ans plus tard, son œuvre reste à découvrir.

Enfant prodige, Alkan donne, à douze ans, un récital de piano mémorable à Paris. Virtuose admiré de Liszt et de Chopin — après la mort du compositeur polonais, il « recueillera » ses élèves — compositeur estimé, il se retire cependant peu à peu du monde, et partage son temps entre ses leçons de piano, la composition, une traduction de la Bible et l'attention qu'il porte à ses nombreux perroquets.

Bien que sa musique n'ait cessé d'être jouée depuis un siècle et demi, par lui-même, par son propre fils Elie-Myriam Delaborde, puis par Hans von Bülow, Ferruccio Busoni, Eugène d'Albert, Egon Petri, Claudio Arrau (pour ne citer que les pianistes les plus illustres), Alkan demeure inconnu du grand public. Mais ceux qui ont entendu ou joué ses œuvres s'attachent aux qualités originales de compositions souvent singulières, mais jamais gratuites ou excentriques.

Plus curieuse ou savante parfois que touchante, la musique d'Alkan n'encourt pas le reproche d'amateur-

isme, qui est le lot de la plupart des productions de l'époque (en dehors des grands noms) et des éléments toujours imprévisibles — dans le domaine du rythme, notamment — la distinguent immédiatement des avatars de l'académisme. A l'évidence, voilà une musique pensée avant d'être écrite ! Bien des détails témoignent d'ailleurs du goût d'Alkan pour la spéculation abstraite. En cela, il est proche de Beethoven ou de Charles Ives.

Depuis trente ans, Raymond Lewenthal (CBS), aux Etats-Unis, puis Ronald Smith (EMI) en Grande-Bretagne, ont contribué par des concerts et des enregistrements exemplaires à la connaissance de l'œuvre d'Alkan dans les pays anglosaxons. En France, les microsilons de Bernard Ringelstein (Harmonia Mundi), Pierre Risch (RCA) et Daniel Capelletti (Disques René Gailly), qui reviennent en disques compacts et les efforts de la Société Alkan (13, rue Thérèse, 75001 Paris) apportent une contribution décisive à la reconnaissance du compositeur.

La société Alkan organise, ce mardi, un récital qui permettra d'entendre pour la première fois en France « The Amazing » Ronald Smith, pianiste anglais et spécialiste d'Alkan.

GÉRARD CONDÉ.

★ Mardi 13, 20 h 30, au Centre musical Biederstein, 17, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

## Bicentenaire

## Les noces de 89 et de l'audiovisuel

M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire de la Révolution, a présenté, mardi 13 décembre, l'ensemble des projets et réalisations audiovisuels qui seront offerts au public en 1989 sur les petits et grands écrans.

Outre l'accueil pour examen de quelque deux cents projets et l'attribution de son label officiel à une cinquantaine, la Mission du Bicentenaire a apporté un soutien financier à certaines réalisations : 4 millions de francs pour l'étranger et 7 en France.

Ont ainsi été soutenues les préparations de *l'Histoire de la Révolution française*, de François Furet et Roger Stéphane, qui sera diffusée sur FR 3, du *Journal de la Révolution*, de Michel Vovelle (réalisation Hervé Baslé, Antenne 2), à hauteur de 1,2 million pour chacune de ces séries.

Une fresque historique de Pierre Dumayet et Pierre Lamaison, *l'Esprit des lois*, qui embrasse l'évolution des mentalités individuelles et collectives du dix-septième au vingtième siècle (Antenne 2) a reçu un peu plus de 600 000 francs.

Au nombre des autres projets financièrement aidés par la Mission du Bicentenaire, une série de dessins animés (*Les Enfants de la liberté*) et la préparation de cinq numéros exceptionnels de l'émis-

sion « Résistances » (Antenne 2), consacrés à la situation des droits de l'homme dans le monde deux siècles après la Déclaration de 1789.

Enfin, la Mission a été elle-même à l'origine de trois projets : une rétrospective de films de cinéma consacrés à la Révolution et destinée à être diffusée en France et à l'étranger ; une seconde rétrospective d'émissions de télévision et une « mise en mémoire audiovisuelle du Bicentenaire » qui devrait être confiée à la société LMK-Images (le Monde et Marin Karmitz).

## De Dreyfus à la perestroïka

Plusieurs réseaux de télévisions étrangères (en Grande-Bretagne, en Belgique, aux Etats-Unis, en Pologne, au Brésil, entre autres) ont prévu une « couverture » et une évocation du Bicentenaire français qui dépassera parfois largement la retransmission des manifestations les plus spectaculaires de 1789.

Parmi les autres séries télévisuelles en préparation : « Les nuits révolutionnaires » (Charles Brabant, FR 3), « Condorcet » (Michel Sautter-Elisabeth Badinter, TF 1), « La grande cabriolette » (Nina Comanec, Antenne 2).

Au cinéma, le projet le plus ambitieux, « La Révolution fran-

çaise - pour que vive la liberté » (deux films, trois metteurs en scène, une centaine d'auteurs, cent soixante jours de tournage, trente mille figurants) requiert un budget de quelque 250 millions de francs.

Les radios s'associent largement à ce que M. Jean-Noël Jeanneney a appelé « les noces du Bicentenaire et de l'audiovisuel » pour 1989.

Côté images, c'est peut-être la Cinéma-thèque, que dirige Jean Rouch, qui prend l'initiative la plus libérale en proposant, à partir du printemps 1989, des films interdits, censurés, ou autocensurés par leurs auteurs sur pressions diverses. De ce panorama international et prometteur, la France ne sera pas absente : film consacré à l'affaire Dreyfus par M. Laffont, film du photographe cinéaste Raymond Depardon, etc. Des Etats-Unis viendra, en outre, le film de Flaherty, *The Land*, qui annonçait, il y a près d'un demi-siècle, les ravages de la déforestation et des atteintes aux équilibres écologiques.

L'URSS, touchée par la grâce de la perestroïka, promet entre autres des films de Dovjenko et Poudovkine. De ce dernier, la Cinéma-thèque montrera un film jamais sorti, *Les assassins sortent la nuit*, scénario de Bertolt Brecht. Révolutionnaire !

MICHEL KAJMAN.

## Le « procès » de Louis XVI sur TF 1

## Les bouffons du roi

Etait-ce vraiment une surprise ? L'acquiescement de Louis XVI, à l'occasion de l'émission consacrée, lundi 12 décembre, par TF 1, par Arthur Conte et Yves Mourousi : par 55 % du bon peuple (télévisuel) français, contre 27,5 % pour la mort et 17,5 % pour l'exil, renversant le verdict historique deux cents ans après (387 conventionnels avaient réclamé la tête du souverain, 334 son bannissement, sa détention ou « les fers ») ne signifie pas que les Français renient la Révolution. Simple- ment, les temps ont changé et la France répugne à voir couler le sang. « Aujourd'hui », s'est demandé l'historien Pierre Miquel, les Anglais voteraient-ils pour envoyer Jeanne d'Arc au bûcher ? Bien sûr que non. Cette parodie de procès n'était qu'un jeu !

Un jeu auquel le public s'est laissé prendre, car TF 1 a fait le meilleur score de la soirée (19 %). Mais, surtout, un jeu d'acteurs professionnels et amateurs, où le grotesque le disputait au ridicule. S'il y a une leçon à tirer de cette mascarade — et on nous promet une suite : les

procès de Danton et de Robespierre, — c'est que l'improvisation est un art difficile. Autant les acteurs véritables, qui jouaient le texte écrit par Arthur Conte, ne s'en sont pas trop mal tirés, autant les vedettes des étranges lucarnes — Léon Zitrone en président emperuqué, Jean-Edern Hallier en accusateur postillonnant — auxquels on avait donné toute latitude d'improviser, étaient franchement mauvais. Zitrone avait beau tonner — « Nous ne sommes pas au spectacle ! » — il était démenti à chaque instant. Quant à Fouquier-Tinville-Hallier, ses clins d'œil à la galerie sous forme d'anachronismes volontaires — traitant la famille Capet de « multinationale des rois » et citant la fameuse réplique : « La tolérance ? Il y a des maisons pour ça ! » — se perdaient dans un brouhaha informe. Le comble du ridicule fut atteint lorsqu'il lança : « Capet, tu perds la tête ! », ou encore cette apostrophe finale : « Français, encore un effort, coupons Capet ! ».

Les professionnels de la parole, M. Gilbert Collard et Jacques Vergès, respectivement pour la partie civile et pour la défense du roi, ne sortirent pas indemnes de l'exercice. Là aussi, on abusait de l'arnaque et de l'anachronisme. M. Collard accusait le roi de « collaboration avec l'ennemi, crimes contre l'humanité et non-assistance à peuple en danger de mort », alors que M. Vergès faisait allusion aux « plombiers » du Canard enchaîné en évoquant l'armoire de fer et comparait la fuite à Varennes au voyage de de Gaulle à Baden-Baden en 1968.

Dans une lettre à Malesherbes, le seul qui accepta de le défendre, Louis XVI écrivait : « J'imagine qu'il faudrait s'adresser non à la Convention, mais à la France entière, qui jugerait mes juges et me rendrait, dans le cœur de mes peuples, une place que je n'ai jamais mérité de perdre. »

Prémonition. Mais ce qu'il ignorait, c'est que cela se passerait dans un climat d'après banquet, sous forme de parodie grand-guignolesque.

ALAIN WOODROW.

## Communication

Une seule coupure publicitaire dans les œuvres de fiction

## La 5 et M6 s'inquiètent

Le vote, mercredi 7 décembre, par l'Assemblée nationale d'un amendement interdisant aux chaînes plus d'une coupure publicitaire à l'intérieur des programmes de fiction a consterné les responsables de la 5 et de M6, qui n'avaient pas pressenti le danger. Si elle subsistait après l'examen en commission mixte paritaire de la loi sur l'audiovisuel, cette mesure aurait en effet pour conséquence de priver pour la 5 et M6 — axes sur la fiction — des manques à gagner respectifs de 416 et de 150 millions de francs sur un an.

L'amendement, à l'Assemblée nationale, est passé facilement, presque joyeusement. Vers 2 heures du matin, dans un hémicycle quasiment vide, « C'était dans l'air », commente un député, tout le monde — à droite comme à gauche — sentant confusément la nécessité d'entreprendre quelque chose pour limiter la pollution des écrans. « Oui mais voilà : personne n'avait, semble-t-il, pris la peine, calculée en main, de chiffrer les conséquences économiques de la mesure sur les deux jeunes chaînes spécialisées dans la fiction : la 5 et M6. Sauf à vouloir les placer dans une seringue et les contraindre soit à changer de programmes (les émissions de variétés n'ont aucune limitation de coupures publicitaires)

soit à détourner l'esprit de la loi (en transformant par exemple un téléfilm de cinquante deux minutes et une série de deux téléfilms de vingt six minutes), soit à pérorer... TF1 dont les actionnaires, dans leur surenchère au mieux-disant culturel s'étaient spontanément engagés à ne pratiquer qu'une seule coupure dans leurs programmes de fiction, n'y trouverait rien à redire...

Dans une document remis au gouvernement les dirigeants de la 5 se livrent à un calcul du manque à gagner prévisible qu'occasionnerait la mesure. Calcul mathématique qui conduit à appliquer les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi — jour où la chaîne programme un téléfilm (actuellement quatre fois) — le régime du mardi soir, où la 5 diffuse un film (coupé, lui, une seule fois). Une opération négative qui fait passer ses recettes d'un soir de 4,26 millions de francs à 2,66 millions de francs ; de 26,97 millions par semaine à 18,97 millions, et sur une année de 1,402 milliard à 986,440 millions. Soit une perte brute de 416 millions de francs.

## « Handicap très lourd »

Quant à M6, elle chiffre à 150 millions de francs (sur un chiffre d'affaires de 600 millions de francs) le manque à gagner ainsi occasionné. Une perte impossible, selon elle, à compenser : ni par une augmentation des tarifs des spots (c'est TF 1 et Antenne 2 qui fixent les prix du marché), ni par un gonflement de l'audience coupure (qui ferait fuir le téléspectateur)...

Alors, une mesure fatale ? La direction de la 5 ne se veut pas trop alarmiste et se contente d'évoquer ce nouveau « handicap très lourd », mais nul doute que le coup serait rude pour une chaîne dont le chiffre d'affaires de 1988 se situe autour de 1,6 milliard de francs. On s'étonne cependant, dans les deux chaînes, de la discrimination qui touche ainsi les œuvres de fiction lourdes et dissuade assurément de produire ou d'acheter des téléfilms. On vitupère cette intrusion dans la fonction du programmeur, « capable d'évaluer lui-même le seuil de publicité tolérable par le public ». Et l'on fait remarquer que, anti-maternelle dans un film de long métrage conçu pour

une diffusion en salle, la coupure publicitaire est prévue dès l'écriture d'une série ou d'un téléfilm, dont la construction et l'intrigue intègrent la contrainte pour la transformer en rythme.

Soulagées par la bonne volonté mise par le gouvernement à valider par la voie législative leur réseau, la 5 et M6 espèrent encore échapper à cette mesure que d'aucuns — y compris au gouvernement — confieraient d'ailleurs volontiers à la compétence du futur Conseil supérieur de l'audiovisuel. Affaire de lobbying... et de négociation (notamment avec les centristes). Affaire aussi de réalisme, car personne ne doute des conséquences fustées de cette mesure pour les deux plus jeunes chaînes du PAF... et de la restructuration déguisée que cela entraîne-rait.

ANNICK COJEAN.

## La CNCL restitue aux deux chaînes les quatre fréquences contestées.

La CNCL a réattribué, lundi 12 décembre, à la Cinq et à M6 les fréquences qui leur avaient été retirées par le Conseil d'Etat, en octobre dernier, pour « vice de forme » dans la première procédure d'autorisation. La Cinq retrouve ainsi ses fréquences de Morot-sur-Ling et de Chézy-sur-Marne, et M6 ceux de Lyon-Mont-Pilat et du Mans. Les projets de télévision locale qui s'étaient portés candidats à ces fréquences, concurremment aux deux chaînes nationales, n'ont donc pas été retenus par la Commission : Télé-Sud-Picardie à Chézy-sur-Marne, RCL-TV, une société regroupant des quotidiens régionaux et TF 1 à Lyon et au Mans. Les directeurs des journaux régionaux, retenus à l'étranger et qui n'avaient pu se rendre ni aux audiences publiques du 2 décembre dernier ni à un rendez-vous fixé quelques jours plus tard, avaient demandé, par lettre, vendredi 9 décembre, qu'un nouveau rendez-vous soit fixé. La CNCL en a décidé autrement en réattribuant sans attendre leurs fréquences à la Cinq et à M6, dont les droits semblaient confortés, il est vrai, par la récente « validation » législative du reste de leurs réseaux.

## EN BREF

● La 5, après M6, refuse de payer sa cotisation à la CNCL. — La 5 a esquivé le tribunal administratif de Paris pour demander à être déchargée de sa cotisation à la CNCL, cotisation destinée à assurer une partie du fonctionnement de l'institution. La 5 estime notamment que la somme demandée — 1,95 million de francs pour chacune des chaînes — aurait dû être fixée par le Parlement et non par décret du gouvernement. Elle juge en outre « illégaux » les règles adoptées pour M6, de son côté, a récemment déposé un recours en Conseil d'Etat pour obtenir une baisse de sa propre cotisation, après le rejet d'un premier recours gracieux devant le tribunal administratif.

● Var Martin condamné pour licenciement abusif de M. Laffont Leenhardt. — Le tribunal des prud'hommes de Toulon a condamné, lundi 2 décembre, le quotidien Var Martin à verser 450 000 F de dommages et intérêts à son ancien directeur général adjoint, M. Laffont Leenhardt, licencié abusivement le 18 janvier 1988. M. Laffont Leenhardt, qui était avec sa famille administrateur et actionnaire du groupe Le Provençal-Var Martin, n'a jamais accepté la prise de contrôle de ces deux titres par le groupe Hachette en juillet 1987, et ne va pas se contenter de dommages et intérêts. Fils de l'ancien député PS et cofondateur du groupe Le Provençal, M. Francis Leenhardt, elle va demander sa réintégration dans ses fonctions et attend surtout le dénouement de l'action en justice engagée pour contester le rachat par Hachette (le Monde du 12 mai). La famille Leenhardt est notamment alliée au groupe Maxwell.

● Création d'un Fonds de soutien européen au développement de scénarios pour la télévision et le cinéma. — La Commission européenne a officiellement lancé, lundi 12 décembre, un Fonds de soutien au développement de scénarios de fiction pour la télévision et le cinéma dans la CEE. Baptisé SCRIPT (Support for creative independent production talent) et doté de 2 millions d'ECU (24,4 millions de francs), ce fonds servira à financer l'élaboration de scénarios par des auteurs européens et à faciliter la recherche de partenaires (producteurs, diffuseurs, etc.) au stade critique qui précède la production. Les subventions — de 40 000 ECU maximum — seront accordées sous forme d'avances sur les coûts de développement de scénarios et de préproduction, remboursables au premier jour de tournage, si le projet aboutit, a expliqué le président du SCRIPT, le cinéaste britannique Sir Richard Attenborough.

● Le groupe Maxwell vend une filiale américaine de Macmillan. — Le groupe Maxwell continue de céder des morceaux de la maison d'édition américaine Macmillan, qu'il a acquise récemment à la suite d'une OPA. C'est ainsi qu'il vient de vendre au groupe américain Mead Corporation la société de publications de codes juridiques Michie. La vente rapportera 226,5 millions de dollars (1 359 millions de francs) au groupe Maxwell.

● Mouvement de grève à RTL-Télévision. — Un mouvement de grève a perturbé, lundi 12 décembre, la réalisation des journaux d'information de RTL-Télévision (canal 21) en Lorraine. L'édition de 19 heures n'a duré qu'une dizaine de minutes au lieu des vingt habituelles. Dans un communiqué à l'AFP, les grévistes

## Crise à l'hebdomadaire « Politis »

## Une rédaction coupée en deux

L'hebdomadaire *Politis* est en crise. La crise financière qui perdure depuis plusieurs mois vient d'aboutir à une crise de direction qui se prolonge à l'intérieur de la rédaction. Deux membres du directeur, Rémy Galland et Michel Naudy, ont démissionné de leurs fonctions et plusieurs journalistes ont décidé de quitter la publication. Présidé par Bernard Langlois, *Politis* perd environ 80 000 francs par mois et son déficit atteindrait 600 000 francs à la fin de l'année. Cette situation est provoquée par la faiblesse de la publicité et par un niveau de ventes qui n'assure pas l'équilibre financier, le tout étant aggravé, selon certains, par « une mauvaise gestion ».

Pour sortir de l'ornière, Jean-Paul Besset, membre de la rédaction en chef, avec le soutien de Bernard Langlois, a soumis à la rédaction « un texte d'orientation » intitulé « Recentrer », à la fin novembre. Ce texte suggère de chercher « d'abord le consensus à gauche », car, selon Jean-Paul Besset, « l'image de *Politis* s'est déformée à gauche et à droite ». En réponse, Michel Naudy a présenté lui aussi un texte d'orientation intitulé « Poursuivre », s'attachant à démontrer l'irréalisme du précédent qui veut « chercher l'irréalisable ». Une campagne électorale s'est alors déroulée dans la rédaction afin de pourvoir un poste de rédacteur en chef unique. Les deux prétendants, Jean-Paul Besset et Rémy Galland, auteur d'un texte intitulé « *Politis*, journal rebelle », ont obtenu chacun douze voix.

Fort de sa voix prépondérante au directeur, Bernard Langlois a fait pencher la balance en faveur de Jean-Paul Besset, provoquant la démission de Michel Naudy et de Rémy Galland, au cours d'une réunion qualifiée de « pénible » par des membres de la rédaction. Cette nomination étant associée à une modification profonde de l'organisation du journal, elle a provoqué une série de démissions dont celles du rédacteur en chef chargé de la culture, Raja Nasrallah, et du chef du service économique, Philippe Simoon.

Réuni lundi 12 décembre au soir, le conseil de surveillance a rejeté une motion de soutien à Bernard Langlois présentée par le vice-président, M. Henri Noguères (trois voix sur dix), et adopté une autre motion refusant les démissions de Michel Naudy et Rémy Galland tout en conseillant une mission de conciliation (cinq voix et deux abstentions). La situation paraît bloquée.

OLIVIER BIFFAUD.

ont fait part de leurs vives inquiétudes sur l'avenir de l'information sur le canal 21, réduisant une importante emputation du budget annuel.

● L'assemblée générale d'Havas confirme le partage du pouvoir. — Réunie le 9 décembre, l'assemblée générale d'Havas a entériné le nouveau partage du pouvoir entre le noyau dur initial mené par M. Jérôme Monod, le nouveau bloc d'actionnaires public mené par M. André Rousselet et les actionnaires publics menés par M. Robert Lion. Ces trois pôles représenteront à terme, respectivement, 25 %, 24 % et 15 % du capital. Le capital flottant sur le marché représente encore 40 % à 42 % des parts, mais il est fortement concentré puisque les petits actionnaires issus de la privatisation ne représentent plus que 5,6 % du capital. Le nouveau conseil d'administration, élu pour six ans, réunit les AGF, représentés par M. Michel Albert, BSN, représenté par M. Antoine Riboud, l'UAP, représentée par M. Jean-Pierre Lévêque et, à titre personnel, MM. Pierre Deuzier, Michel François-Poncet, Robert Lion, Jérôme Monod, Jean-Louis Périat, André Rousselet, René Thomas, Jean-Marc Vernet et Marc Viot. M. Jean-Dominique de Vabres représente les petits porteurs et M. Jacques Laffont, le personnel. Selon son PDG, Pierre Deuzier, Havas devrait réaliser en 1988 un chiffre d'affaires supérieur à 16 milliards de francs et un résultat net courant de 700 millions de francs (330 millions hors Canal Plus).

**AFP-PRO**  
LES DÉPÊCHES  
DE L'AFP  
SUR MINITEL  
36.29.36.19.  
Telesystemes  
Questel

هكذا من الأصل

theatre

ATTENTION ! REPRISE EXCEPTIONNELLE pour 4 représentations seulement  
LES 14, 15, 16 ET 17 DÉCEMBRE À 21H  
PREMIERES FRANÇAISES DE FRANZ K  
FRANZ KAFKA • MICHAEL LONSDALE  
BERNADETTE LE SACHÉ • EDITH SCOB  
PARIS VILLETTE 42 02 02 63



هكذا من الأصل

# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi et dimanche. Signification des symboles : **P** Programmé dans « Le Monde radio-télévision » **Q** Film à éviter **U** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 13 décembre

### TF 1

20.35 Cinéma : La 7<sup>e</sup> compagnie au clair de lune **Q** Film français de Robert Lamoureux (1977). Avec Jean Lefebvre, Pierre Mondy, Henri Guybet. 22.05 Magazine : Quel monde ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Dominique Lavant. Sujets : Le patriarcat, la vivisection, Les paniers des sens. 23.25 Journal, Bourse et Météo. 23.45 Magazine : L'ère du sida. De Joseph Pili et Jacques Duquenois. 23.55 Série : Drôles d'histoires. 0.20 Feuilleton : C'est à la dérive. 1.10 Feuilleton : Papa et moi. 1.35 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams. 3.00 Documentaire : Histoires naturelles. 4.15 Musique : 4.50 Documentaire : Histoires naturelles.

### A 2

20.40 Cinéma : La Bande à papa **Q** Film français de Guy Lefranc (1953). Avec Fernand Raynaud, Noël Roquevert, Louis de Funès, Henri Crémieux. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Professeur comique. Émission d'André Halimi. Gérard Jugnot. 23.05 Informations : 24 heures sur la 2. 23.30 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 23.45 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

### FR 3

20.30 Cinéma : Pige mortel **Q** Film américain de Sidney Lumet (1981). Avec Christopher Reeve, Michael Caine, Dyan Cannon, Irene Worth. 22.30 Journal. 22.55 Télévision régionale. 23.00 Documentaire : Décors et mirages. Les trésors de l'Opéra : histoire du décor à l'Opéra de Paris.

### CANAL PLUS

20.30 Football. Championnat de France : Nice-Marseille. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Cinéma : la Passion Béatrice **Q** Film français de Bertrand Tavernier (1987). Avec Bernard-Pierre Donnadieu, Julie Delpy, Nils Tavernier, Monique Chaumette. 0.50 Cinéma : le Jour des sports-vivants **Q** Film américain de George A. Romero (1985). Avec Lori Cardille, Terry Alexander, Joseph Pilato. 2.25 Série : Max Headroom.

### LA 5

20.30 Cinéma : le Cercle rouge **Q** Film français de Jean-Pierre Melville (1970). Avec Yves Montand, Alain Delon, Bourvil, François Périer. Magazine : Ciné cinq. 23.00 Ciné

Cinq. 23.10 Cinéma : Bye bye Barbara **Q** Film français de Michel Deville (1968). Avec Philippe Avron, Ewa Swann, Michel Duchaussoy, Bruno Cremer. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Bye bye Barbara (suite). 1.00 L'inspecteur Derrick (rediff.). 2.00 Le cœur au ventre (rediff.). 2.25 Journal de la nuit. 3.00 Vire la vie ! (rediff.). 3.15 Sam et Sally (rediff.). 4.05 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.55 Voisin, voisin.

### M 6

20.35 Téléfilm : Les silences du cœur. De Richard Michaels, avec Chad Lowe, Mariette Hartley. 22.15 Série : Drôles de dames. 23.10 Magazine : Turbo (rediff.). 23.35 Magazine : Adventure (rediff.). 0.00 Journal. 0.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Série : Les saintes chéries (6<sup>e</sup> épisode). 2.30 Magazine : M 6 aime (rediff.). 3.25 Documentaire : Le monde sauvage. 3.50 Magazine : M 6 aime (rediff.). 4.45 Documentaire : Le monde sauvage. 5.15 Les saintes chéries (rediff.). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Claude Ballif, compositeur. 2. Séjour en Allemagne. 20.30 Archipel méditerranéen. Opération exceptionnelle : D'une France à l'autre. Dossier : Les villes et la santé, de Dunkerque. 21.40 Opération exceptionnelle : D'une France à l'autre. 22.40 Nuits magnétiques. Les paysans, par Maurice Lemoine. 1. Voyage au cœur des vallées perdues avec les paysans du Massif Central et de l'Aveyron. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Woodstock. Carlos Santana et les autres.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 août lors du XXII<sup>e</sup> Festival de la Chaise-Dieu) : Passion selon saint Marc, de C.P.E. Bach, par le Concerto Armonico de Budapest et le Bachor d'Amers, dir. Michael Schickel; sol. Joseph Cornwell, ténor, Glenn Chambers, basse, Justine Lamberth, soprano, Simon Schouten, haute-contre. 22.30 La gaité des traditions. 23.07 Clubs archives. Ernest Bour à partir des symphonies de Beethoven. 1.00 La dynastie Puccini. Miserere, d'Antonio Puccini; Concerto pour flûte, clarinète, trompette, cor et grand orchestre de Michele Puccini; I. Christini, de Giacomo Puccini.

## Mercredi 14 décembre

### TF 1

13.35 Feuilleton : Côté ouest. 14.30 Club Dorothée après-midi. 15.00 Cinéma : Les chevaliers du zodiaque. Flashman; GI Joe : L'ami; Capitaine Flam; Silver Hawk; Blomax; Le mot mystérieux; Le jeu du téléphone; Le Jacky team; Le jeu de l'ABC; Le top junior. 17.45 Série : Culpas. 18.40 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La route de la fortune. 19.50 Tirage du TAO-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapas vert. 20.35 Tirage du Loto. 20.40 Variétés : Scènes de rue. Invités : Alain Delon, Michel Serrault, Edwige Fenech. Variétés : Mory Kané, Kyllia Minogue, Ziggy Marley, Kim Wilde, Bibie, Richard Claydon, Shona, Média, Wet wet wet, Sid Haywood. 22.30 Magazine : Ex. Mérieu Sommeire : Expliquez-moi (Catherine Dolto-Tolitch, qui évoque le dernier livre de sa mère : le Causse des adolescents); Entretien (Michel Tournier et Guy Gilleron) : D'aujourd'hui à demain; Entretien Erik Orsenna et une classe de lycéens; Exploration (Marcel Aymé); Astérix à trente ans, avec Uderzo; Jacques Ider sur les traces de Bernard Alexander, le célèbre curé du pays de Caux. 23.35 Journal et Météo. De 23.55 à 0.27 Rediffusions. 23.55 Série : Drôles d'histoires. 0.20 Feuilleton : Côté à la dérive. 1.05 Feuilleton : Symphonies. 1.30 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams. 3.05 Documentaire : Histoires naturelles. 4.00 Musique. 4.15 Documentaire : Histoires naturelles.

### A 2

13.45 Feuilleton : James docteur. 14.30 Magazine : Claude les pleureuses. Présenté par Cécile et Philippe Laffont. 17.15 Magazine : Graffiti 5-15. Présenté par Groucho et Chico. La panthère rose; La petite merveille. 17.55 Série : V. Dispositif. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Arnand Jannet, présenté par Patrick Claydon. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : La baby-sitter. 20.00 Journal et Météo. 20.40 Feuilleton : Nord et Sud II. De Kevin Connor, avec James Redd, Patrick Swayze (4<sup>e</sup> épisode). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Documentaire : La ville, mode d'emploi. Émission de Philippe Alfonsi. 3. Béton nord, banlieue sud, de Guy Séguez. L'enquête d'un journaliste français à Barcelone, et celle d'un journaliste espagnol à La Rochelle. 23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean-Claude Carrière.

### FR 3

13.30 Feuilleton : AB ! Tu m'aimes ? 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Découvertes (rediff.). 14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. Flash d'informations. De 17.00 à 18.30 Amuse 3. 17.03 Dessins animés. Petit ours brun; Boubou. 17.15 Série : Tom Sawyer. 17.35 The Muppets babies. 18.00 Accesseur pour l'aventure. 18.05 Magazine : Drevet tend la nôtre. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessin animé : Les contes magiques. La cité des sept sages. 20.05 Jeu : La classe. 20.30 Théâtre : la Dernière nuit. 20.40 Journal et Météo. 20.55 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Jean-Claude Carrière.

### CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Le droit au meurtre. De Jeffrey Bloom, avec Michael Ontkean, Jane Kaczmarek. 15.00 Série : Sealag 13. 15.30 Téléfilm : Une proie pas comme les autres. De Sandor Stern, avec Gerald McRaney, Shawnee Smith. 17.15 Documentaire : Dans les forêts de Nouvelle-Zélande. 17.40 Cabon cadu. SOS fantômes; Le pial; COPS. En clair jusqu'à 21.00. 18.25 Dessins animés : Virgil. 18.30 Cinéma

animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. Présenté par Marc Toots. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas. 20.40 Dessins animés : Les aventures de Denis Amar (1987). Avec Michel Serrault, Wadec Szanack, Ingrid Field. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : PEGASUS au bureau. 23.00 Film français de Serge Meynard (1987). Avec Julie Jézoual, Smala, Pascal Leguina, Martin Lamotte. 0.05 Cinéma : Bob le flambeur **Q** Film français de Jean-Pierre Melville (1955). Avec Isabelle Corey, Roger Duchesne, Daniel Cauchy. 1.45 Surprises par série. 2.35 Surprises. Spécial films X anciens.

### LA 5

13.30 Série : Chasseurs d'ombres. 14.25 Série : K 3000. 15.25 Série : Shérif, fais-moi peur. De 16.25 à 17.40 Dessins animés. 16.25 La tour du monde de Lydie. 16.50 Polynésie. 17.15 Creamy, merveilleuse Creamy. 17.40 Magazine : En route pour l'aventure. 18.05 Dessin animé : Les aventures de Claire et Tipoune. 18.30 Dessin animé : Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : All Stars. 19.30 Boulevard Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : La guerre des complexes. De Donald Wray, avec Tom Selleck. 22.30 Série : Génération pub. 23.30 Capitaine Furillo (rediff.). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Furillo (suite). 0.35 Boulevard Boulevard (rediff.). 1.00 Le cœur au ventre (rediff.). 1.50 Petit déjeuner compris (rediff.). 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Vire la vie ! (rediff.). 3.10 Voisin, voisin (rediff.). 4.10 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 5.00 Voisin, voisin.

### M 6

13.20 Dessins animés : Graffiti 6. 14.05 Variétés : Hit 92. 15.05 Variétés : Fréquentator. 15.45 Hit. hit, hit, hitra ! 17.05 Série : Hawaii police d'Etat. 18.05 Série : Dakari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Campus show. L'étudiant conseil. 20.35 Téléfilm : L'enterrement vire. De Jack Smight, avec Olivia de Havilland, Ed Nelson. 21.55 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème « On est de la revue », sont invités : Pierre Nora (le Débat), Claude Lanzmann (le Temps du silence), Gérard Mille, Philippe Solers (l'Infini). 23.10 Série : Drôles de dames. 0.00 Journal. 0.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries (7<sup>e</sup> épisode). 2.30 Feuilleton : Les roses de la fortune (4<sup>e</sup> épisode). 3.25 Magazine : M 6 aime (rediff.). 4.20 Les roses de la fortune (rediff.). 5.15 Les saintes chéries (rediff.). 5.45 Musique : Boulevard des clips.

### FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Culture de l'œuvre de Tabu Hussein. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse, du Canada. 22.00 Correspondances des médias publiques de langue française. L'histoire du blues. 22.40 Nuits magnétiques. Les paysans. 2. La charrie, le tracteur et le congélateur. La rapide modernisation des campagnes. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Code. Woodstock. Carlos Santana et les autres.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 décembre 1987 aux Journées de musique ancienne de Herze) : Concerto pour quatre violons, cordes et basse continue n° 1 en ré majeur, Concerto pour violon, cordes et basse continue n° 6 en la mineur, de Vivaldi; Concerto pour deux claviers, cordes et basse continue en ré majeur, Concerto pour quatre violons, violoncelle, cordes et basse continue n° 11 en ré mineur, de Vivaldi; Concerto pour deux violons, cordes et basse continue n° 2 en sol mineur, Concerto pour violon, cordes et basse continue n° 9 en ré majeur, Concerto pour quatre violons, violoncelle, cordes et basse continue n° 10 en la mineur, de Vivaldi; par l'Academy of Ancient Music. 22.20 Concert du GRM. Lumière ralentie, de Bayle. 23.07 Jazz club. En direct du Sunset (60 rue des Lombards à Paris), le quartet du guitariste Marc Ducret.

## Audience TV du 12 décembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,9	20,3	12,0	11,8	4,0	4,7	2,8
19 h 45	58,6	22,1	10,6	7,3	3,7	3,1	3,7
20 h 18	71,4	32,7	16,6	11,3	2,1	5,1	3,7
20 h 56	74,6	19,5	14,2	21,4	5,4	8,2	6,1
22 h 8	63,5	17,1	16,5	9,6	5,4	9,4	6,3
22 h 44	34,1	18,3	5,0	2,2	1,6	2,9	2,7

# Informations « services »

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 13 décembre à 6 heures et le dimanche 18 décembre à minuit.

Une série de perturbations poursuivraient leur descente le long de la face ouest de l'anticyclone centré sur le proche Atlantique. Par conséquent, la grisaille persistera les jours prochains. Toutefois, on bénéficiera d'une amélioration temporaire jeudi après-midi et vendredi, qui permettra au soleil de faire de belles apparitions, notamment sur la moitié ouest du pays.

Mercredi : grisaille au nord et à l'est. Du nord à la Bourgogne au Lyonnais et dans le Nord-Est, grisaille, brumes épaisses et fraîches (1 à 5 degrés) persisteront toute la journée. Sur le pourtour méditerranéen, le ciel sera dégagé. Mistral et tramontane souffleront encore assez fort ainsi que le vent d'est sur la Côte d'Azur. En Corse, les passages nuageux seront parfois accompagnés d'averses, voire d'orages le matin. Les températures seront faibles, variant entre 0 et 12 degrés dans l'après-midi. Sur le reste du pays, nuages bas et instables seront fréquents en début de journée. Il fera frais : -2 à 2 degrés. Au fil des heures, des éclaircies se développeront. L'après-midi, le soleil sera prédominant de fin d'après-midi. Les températures minimales seront comprises entre 0 et 9 degrés. Le thermomètre avoisnera 7 à 9 degrés.

Jeudi : gélives matinales et éclaircies gageant du soleil. Au petit matin, les gélives seront fréquentes. Elles seront comprises entre -1 et -3 degrés en général et atteindront, par endroits, -5 degrés dans le Sud-Ouest. Des bancs de nuages bas et de brouillards, souvent épais, seront encore nombreux. En cours de journée, le soleil réussira à percer sur la quasi-totalité du pays. Seules l'Alsace, la Franche-Comté et les Savoies conserveront un temps assez maussade, avec quelques flocons de neige jusqu'à 600 mètres d'altitude, et un peu de brume en plaine. Près de la Méditerranée, le vent faiblira. Les températures de l'après-midi seront sans changement par rapport à la veille.

Vendredi : gris le matin, puis éclaircies. Le matin, les brumes et les brouillards se feront plus rares, et les éclaircies nocturnes seront responsables d'une baisse sensible des températures minimales. Des gélives blanches seront à craindre de la Normandie au Nord, à l'Île-de-France, au Centre et au Sud-Ouest. Les nuages resteront nombreux sur les Alpes du Nord et l'extrême Sud-Est. Ils donneront encore quelques précipitations et de la neige à partir de 500 mètres. En Corse, le ciel sera variable et des averses sont encore possibles.

Dans le cours de l'après-midi, le soleil devrait faire de plus franches apparitions. Les éclaircies seront belles excepté sur la Bretagne, le Pays de Loire et la Normandie où le ciel se couvrira progressivement. Quelques pluies affecteront la Bretagne en fin d'après-midi. Les températures minimales seront comprises entre 0 et -3 degrés sur la majeure partie du pays, pouvant descendre à -6 ou -7 degrés localement au gré des éclaircies. Elles seront

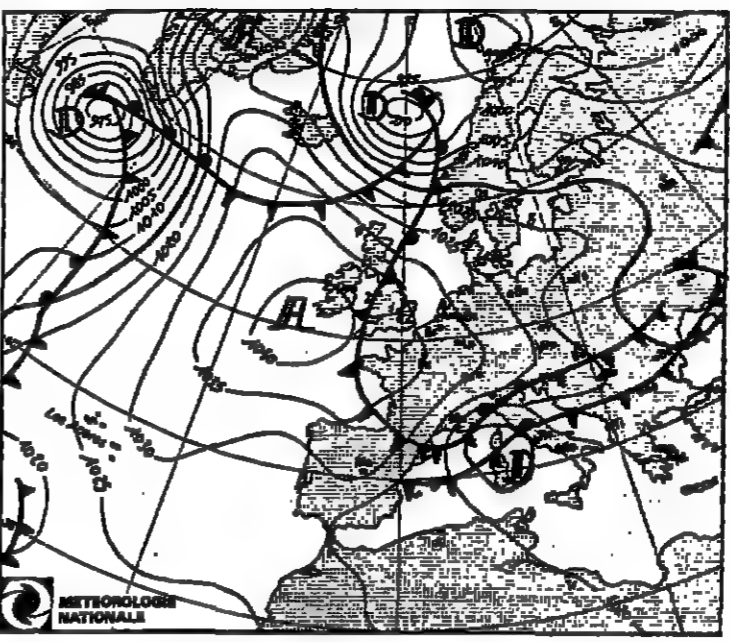
comprises entre 2 et 5 degrés près des côtes et entre -2 et 2 degrés sur l'extrême Sud-Est. Les températures maximales évolueront entre 3 et 8 degrés, entre 8 et 11 degrés en bordure de mer, et entre 1 et 4 degrés sur le Nord-Est.

Samedi : nuages et pluies. Le matin, le ciel sera couvert des Pyrénées au Massif Central, aux Alpes du Nord et au Nord-Est. De petites pluies intermittentes se produiront sur ces régions. Sur le quart nord-ouest, le Centre, l'Aquitaine, la Bourgogne et la Champagne, les nuages seront nombreux et ils donneront de fréquentes averses, notamment de la Normandie au Nord, à l'Île-de-France, au Centre et au Sud-Est. Dans l'après-midi, la bande très nuageuse et faiblement pluvieuse atteindra le quart sud-est. Sur les autres régions, les nuages seront encore abondants. Les averses d'après-midi

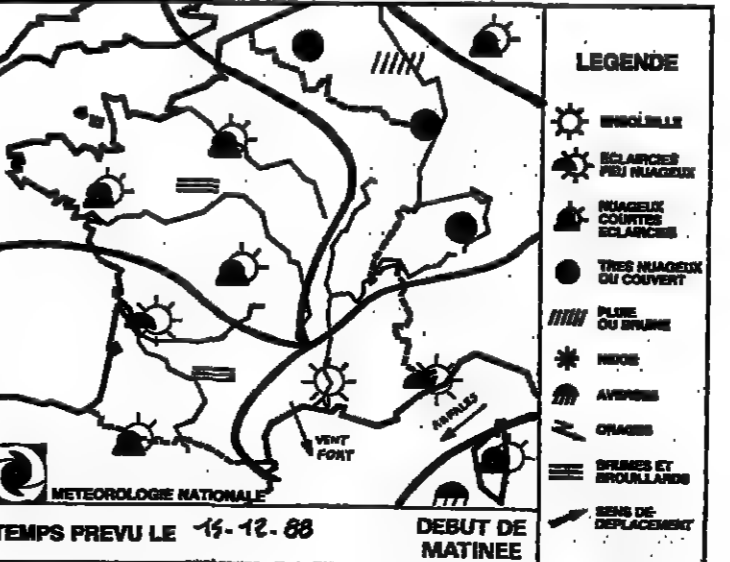
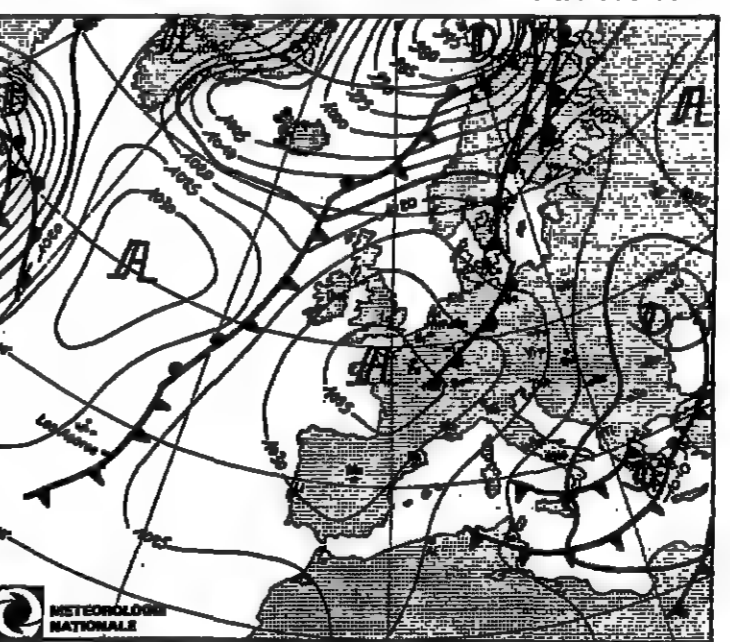
ront que les régions les plus à l'ouest : Bretagne, Normandie, Charentes et Aquitaine, où des éclaircies persisteront. Un vent de nord soufflera modérément près des côtes de la Manche et le mistral se lèvera en fin de journée. Les températures minimales baisseront encore sur le quart nord-ouest. Les maximales seront en baisse d'environ 2 degrés.

Dimanche : encore très nuageux. Le quart sud-est et le Nord-Est seront encore affectés par quelques averses le matin. Sur les autres régions, les brumes, les brouillards et nuages bas seront nombreux et persistants. Une nouvelle perturbation, faiblement pluvieuse, arrivera sur la Bretagne en fin de matinée. Elle donnera une couverture nuageuse importante sur le quart nord-ouest l'après-midi. Un fort mistral dégagea le ciel des régions méditerranéennes.

## SITUATION LE 13 DÉCEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



## PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé									
le 12-12-1988 à 6 heures TU et le 13-12-1988 à 6 heures TU					le 13-12-1988				
FRANCE					ÉTRANGER				
ALGER	17	8	N	10	1	D	LOS ANGELES	26	8
AMSTERDAM	10	3	N	6	3	D	LUXEMBOURG	6	2
BARCELONE	13	3	D	30	22	D	MADRID	17	0
BELLEVILLE	10	3	C	14	8	D	MARSEILLE	19	6
BREST	12	7	C	16	6	C	MILAN	14	4
CAEN	11	4	C	9	7	P	MONTREAL	-4	-24
CHERBOURG	10	6	D	14	8	D	MOSCOW	-9	-15
CLERMONT-FERRAND	9	3	C	13	3	D	NEW-YORK	-2	-1
COGNAC	9	4	C	12	3	D	OSAKA	-1	-13
DREUX	10	1	D	11	3	N	PARIS	17	2
GENÈVE	10	1	D	11	3	N	PEKIN	10	-5
GRANVILLE	10	1	D	11	3	N	PRAGUE	16	2
LYONS	9	5	A	10	6	P	STOCKHOLM	-2	-1
LYON	6	3	N	10	9	P	TOKYO	14	1
MAINTENONVILLE	13	2	D	10	6	P	VIENNE	7	2
NANCY	7	4	C	12	7	D	VIENNE	7	2
NANTES	13	1	D	12	7	D	VIENNE	7	2
NICE	16	8	D	15	13	N	VIENNE	7	2
PARIS-MONTREUIL	10	6	D	10	6	P	VIENNE	7	2
PAU	6	1	B	10	9	P	VIENNE	7	2
PERPIGNAN	13	6	D	10	6	P	VIENNE	7	2
RENNES	12	8	A	10	6	P	VIENNE	7	2
STRASBOURG	7	3	D	10	6	P	VIENNE	7	2
TOULOUSE	6	5	C	10	6	P	VIENNE	7	2

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# Le prix de la jouvence

Un récent colloque a mis en lumière les carences de la recherche française sur les pathologies liées au vieillissement.

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), dont la vocation première est d'assurer la gestion du système de protection sociale, aide-t-elle suffisamment la recherche médicale ? En 1987, elle y a consacré 46 millions de francs, soit cinq fois plus qu'il y a dix ans.

Depuis 1984, elle a passé avec l'INSERM plus de trois cent cinquante contrats de recherche. Pourtant, force est de constater qu'au vu de ce que représente la CNAMTS — environ 400 milliards de francs par an — ils demeurent malgré tout insuffisants. Logiquement, la CNAMTS devrait trouver largement son compte dans une aide massive à la recherche médicale. N'est-ce pas là, pour elle, la possibilité, à terme, de faire des économies, et d'obtenir une réduction du déficit de la Sécurité sociale ?

Au cours du colloque « Chercher pour agir, recherche d'aujourd'hui, médecine d'aujourd'hui et de demain », organisé conjointement les 7 et 8 décembre par l'INSERM et la CNAMTS, il fut rendu compte de plusieurs travaux réalisés en commun par les deux organismes dans des domaines aussi différents que le diabète insulino-dépendant, le cancer, la périmatologie et les transplantations. Mais c'est peut-être lorsqu'il fut question de la recherche sur les pathologies liées au vieillissement que se fit le

plus cruellement sentir le manque de moyens dont souffrent aujourd'hui certains chercheurs.

Comme devait le rappeler le docteur Lalardrie, médecin-conseil de la CNAMTS, la population française compte actuellement près de 10 millions et demi de personnes âgées de soixante ans et plus. Leurs dépenses de santé ont été estimées en 1987 à plus de 155 milliards de francs sur lesquelles l'assurance-maladie

rembourse environ 90 % (hospitalisation, soins ambulatoires, soins en longs séjours, soins en hébergement et soins à domicile).

En 2010, cette population représentera de 27 % à 28 % de l'ensemble de la population, soit 15,5 millions de personnes. En France d'aujourd'hui, les dépenses de santé des personnes âgées devraient alors s'élever à 230 milliards de francs. « Certains parlent de « gouffre noir », estime le docteur Lalardrie, ajoutant que « de fait, toute projection, sur les bases actuelles ne peut que donner raison aux alarmistes ».

Selon le docteur François Forette (hôpital Broca, Paris), ce vieillissement de la population, ainsi que le nombre très important de personnes très âgées — on

comptait, rappelle-t-elle, quatre cent mille personnes de plus de quatre-vingt-cinq ans en 1980 et on en comptera 1 million en l'an 2000 — ne doivent pas trop inciter au pessimisme. « Au contraire ! dit-elle. Si le nombre de personnes âgées augmente, le vieillissement lui-même, tout au moins pour une grande partie de la population. » Selon elle, deux types de personnes âgées doivent être distingués :

— Les « normales », en bonne santé relative mais exemptes de maladies physiques ou psychiques. Elles sont de plus en plus nombreuses.

FRANCK NOUCHI.

(Lire la suite page 22.)



# La dent du futur

L'exigence des diététiciens et des cuisiniers, qui demandent aux chercheurs de leur inventer des mets à la carte.

FINALEMENT, rien ne devrait changer. Du moins dans l'apparence. La nourriture de demain ressemblera comme une mirage à celle d'aujourd'hui. Mais, grâce au mariage subtil de la technologie et du plaisir du goût, elle devrait être plus saine, plus variée, plus équilibrée, moins chère et, par là-même, plus goûteuse. Ceux qui nous menaçaient d'une alimentation à base de pilules et de concentrés en tubes en sont donc heureusement pour leurs frais. La démonstration en a été faite à Montpellier, avec la dégustation d'un de ces repas de demain que le chef renommé d'un « deux étoiles » de l'Aveyron, Michel Bras, a préparé à partir des aliments et des produits nouveaux sortis tout droit des laboratoires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

Cette révolution en douceur, Brillet-Savarin, le plus célèbre des critiques gastronomiques, et Escoffier, l'un des pères de la cuisine moderne, ne l'auraient pas reniée. Car elle n'est pas la fille de ces tomates et de ces pommes sans goût qui abondent sur les étals des marchés. Elle est en revanche le résultat de longues recherches et de mises au point de produits ou de technologies variées qui, comme la cuisine sous vide, paraissent pleines de promesses. Ne doit-elle pas en effet permettre demain aux bistrotiers, affirme Alain Senderens, le chef du restaurant parisien Lucas Carton, d'offrir à leurs clients des plats industriels réchauffés dignes d'un deux étoiles ?

Une opinion que ne refuse pas Bruno Goussault, directeur de l'Institut supérieur de l'alimentation, en soulignant que cette technique, du

fait de l'utilisation d'une cuisson à basse température (72 à 65° au lieu de 20 mn à 120°) — garde aux aliments leurs arômes et leurs qualités, sous réserve que les circuits de distribution puissent assurer une hygiène sans faille au consommateur ». La cuisine sous vide est un exemple de ces changements en profondeur qui vont remodeler le nouveau paysage de l'industrie agro-alimentaire. Mais elle est aussi un témoignage concret de cette révolution qui mêle habilement le passé et le présent, le présent et le futur, et ne recule devant aucun procédé, fût-il issu de l'industrie du plastique (extrusion) ou de celle du nucléaire (ultrafiltration et irradiation).

Premier exemple de cette modernité du plaisir gustatif, les annuelles qui accompagnent l'apéritif de ce repas peu banal : des quiches lorraines et des beignets de poisson. Apparemment, aucun rapport entre ces deux aliments. Et pourtant les produits qui les composent sont le fruit d'une bien drôle de cuisine. Les petits morceaux de lard avaient l'aspect du lard, la couleur du lard, le goût du lard, mais ce n'était pas du lard. Pareil pour le poisson, qui était le résultat, habilement aromatisé, d'un aliment reconstitué à partir des mêmes protéines végétales. Des protéines de féverole analogues à celles fournies par le soja, le pois ou même la luzerne, et qui se présentent sous forme de poudre — hydratée ou non — qu'il est impossible de proposer au consommateur sous la seule forme de purée ou de bouillie.

C'est là qu'intervient la technique. Par un procédé bien connu des industriels du plastique — la cuisson extru-

comme des nouilles, puis coagulées avant d'être liées avec du blanc d'œuf pour leur donner une texture convenable, analogue à celle des aliments carnés. Il ne reste plus alors qu'à les colorer, les brunir ou les aromatiser pour leur donner un goût de fumé ou de poisson. L'illusion est presque parfaite. Au point que certains chercheurs n'ont pas hésité à fabriquer, « par pure gourmandise », du curry et du bourguignon à partir de ces feves fourragères que sont les féveroles. Mais pas question pour le moment d'introduire ces deux plats mimés sur le marché, même si l'on peut déjà trouver quelques produits à base de soja — charcuterie allégée, desserts, graines séchées — dans les rayons des grandes surfaces.

## Porcs chinois et cochons européens

Le changement est donc en route, et personne ne doute que les protéines végétales soient appelées demain à jouer un rôle majeur dans l'industrie alimentaire. La montée en puissance de la production européenne, passée de zéro il y a dix ans à une centaine de milliers de tonnes l'an dernier, témoigne de cette tendance. Rien d'étonnant à cela lorsque l'on sait, rappelle Bruno Goussault, que « la machine végétale produit ces protéines à un coût quatre à six fois moindre que celui de la viande », et que « ces protéines, du fait de leur pauvreté en matières grasses et en cholestérol, offrent un capital santé sans égal ».

Viandes et poissons servis par Michel Bras n'étaient pas moins originaux. Pour l'entrée, le « filet de porc confit, pommes au bouillon » empruntait à l'exotisme, et plus précisément au travail de bédouins des généticiens de l'INRA, qui ont en dix ans croisé des porcs chinois avec des cochons européens. Résultat : un délice que les critiques gastronomiques et les chefs présents n'ont pas boudé. Pas plus que les pré-

parations à base d'écrougites, pour lesquels l'INRA a mis au point une nouvelle technique d'élevage avec peu de pertes (moins de 1 %), ou que celles destinées à accommoder un lapin très diététique dont la chair pauvre en acides gras saturés offre un moyen original de lutter contre le cholestérol.

Le tout agrémenté d'une nouvelle variété d'olives à la texture plus ferme et au goût incomparable, et de purées de légumes remettant au goût du jour une variété oubliée de persil à grosse racine, riche en vitamine C, que les familles bourgeoises de Strasbourg mangeaient ostentatoirement au repas du soir du dernier jour de la semaine. Quant au magret de canard de barbarie, fruit de recherches engagées dès 1972, il était si ten-

deux qu'il a donné l'envie à Alain Senderens de demander aux généticiens de l'INRA de créer pour ses collègues et lui une pintade dont la chair serait plus grasse. Après ce festival, la truite triploïde, qui est à ce poisson ce que le chapon est au poulet, finissait par paraître presque fade... Un peu comme ces pommes golden dont les supermarchés nous inondent.

Mais il encoffre la révolution est en marche et l'INRA veille. Il s'agit que de goûter la « pomme en gelée » du dessert, préparée à partir de la chancellerie, fruit d'un croisement entre la golden délicieuse et la reinette clochard, obtenu par la station d'amélioration des arbres fruitiers d'Angers, pour s'en convaincre. A ceux qui craignent le pire, les chercheurs peuvent répondre

aujourd'hui, comme le critique gastronomique Henri Gault, que « l'INRA n'a pas pour vocation de rendre la nature artificielle, mais plutôt de faire cohabiter harmonieusement les fruits du hasard et le travail de l'homme ».

Une profession de foi que Gilles Fromental, chargé de mission à l'INRA, applique à la lettre en rappelant que « la sécurité pour la santé du consommateur a fait de larges progrès grâce à la technologie » et qu'il est aujourd'hui possible, comme le souhaite le médecin-nutritionniste nancéien Gérard Debry, d'offrir « plus de plaisir à un moindre coût, en évitant désormais ces diététiques tristes qui sont un peu comme une Joconde défigurée ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

## Le SIDA du père

PLUS encore que la question du dépistage, systématique ou non, des femmes enceintes (à laquelle une réponse officielle sera très bientôt apportée), c'est celle des liens entre procréation masculine et séropositivité qui pose aujourd'hui un problème de santé publique considérable et trop méconnu. On estime actuellement qu'en France trois cent mille personnes environ sont contaminées par le virus du SIDA. Parmi elles, on compte 90 % d'hommes dont tous ne sont pas, loin s'en faut, homosexuels. La multiplication du nombre des examens de dépistage fera bientôt qu'un nombre croissant de personnes sauront si elles sont séropositives ou non. Or, la seule réponse préventive qui puisse aujourd'hui, et sans doute pour longtemps encore, être apportée se résume à l'utilisation systématique du préservatif masculin. Une prévention qui concerne autant le partenaire sexuel supposé séronégatif que la personne contaminée elle-même, qui doit impérativement se garder de tout contact infectieux.

Ainsi, à la différence de la femme séropositive qui peut toujours envisager une grossesse en espérant donner naissance à un enfant non contaminé, l'homme séropositif serait médicalement « condamné » à la stérilité. En réalité, cette question pose deux problèmes scientifiques de première importance. Quelle fraction du sperme (spermatozoïde, autres cellules, plasma séminale) contient le virus du SIDA ? Disposerait-on d'une technique permettant d'éliminer ces virus et « autorisant » ainsi l'homme contaminé à être père ?

### Sperme et virus

En dépit de l'importance tout à fait considérable de ce problème, on ne dispose encore que de réponses fragmentaires et contradictoires. On pensait depuis plusieurs années que la contamination à partir du sperme avait, comme le sang, pour origine certaines cellules (les lymphocytes) présents dans le plasma séminale. Or, certains spécialistes mettent en cause

l'existence même de ces lymphocytes dans le sperme humain. A l'échelon expérimental aussi, les conclusions divergent. Une équipe américaine dirigée par le docteur Bernard Poiesz (université de l'Etat de New-York), utilisant la nouvelle technique d'amplification de l'ADN (le Monde du 7 décembre), vient d'annoncer qu'elle ne retrouvait pas le génome du virus dans les spermatozoïdes humains. Pourtant, l'équipe du professeur Maurice Auroux (Hôpital de Bicêtre) vient de publier les résultats à priori inquiétants établissant in vitro que les spermatozoïdes humains peuvent fixer le virus du SIDA à leur surface.

« Dès lors, et pour répondre à la question que posent les couples concernés, il nous semble qu'il serait très prématuré d'accéder à leur demande par insémination de spermatozoïdes triés », explique le professeur Auroux. Sans méconnaître la complexité des problèmes, certains cliniciens — des gynécologues en particulier, comme le professeur Roger Henrion (maternité Port-Royal) — estiment, en s'appuyant notamment sur des données épidémiologiques rassurantes, qu'il est difficile, voire injustifié, de s'opposer à la volonté d'un couple — homme séropositif, femme séronégative — qui souhaite avoir un enfant et pour lequel ce projet constitue plus encore que pour d'autres une raison d'espérer.

Ces cliniciens n'ignorent pas non plus qu'il faut ici prendre le maximum de précautions, c'est-à-dire ne pas multiplier les rapports sexuels sans précautions mais les limiter aux seules périodes où la femme est féconde, de manière à ne pas prendre le risque de contaminer la future mère. C'est dire l'ampleur et la gravité des nouvelles questions soulevées par cette épidémie, et, alors qu'on annonce une augmentation de la réorganisation du financement de la recherche, à faire que celle-ci se penche au plus vite sur des sujets aussi essentiels que celui-ci.

JEAN-YVES NAU.

De tous les mystères de l'univers, il n'en est de plus grand que celui de la vie...

L'évolution de la vie.

Les biologistes ont aujourd'hui en mesure de retracer l'évolution de la vie, depuis son apparition, il y a environ 300 millions d'années, jusqu'à nos jours. Un ouvrage indispensable pour qui souhaite découvrir ces progrès spectaculaires et comprendre les étonnantes découvertes.

Coédité par L. GAMLIN et G. VINES - 256 pages, plus de 300 photos couleurs, cartonné : 290 F.

Dans la même collection : L'UNIVERS : 290 F - LA TERRE : 290 F

ARMAND COLIN

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## Plaidoyer pour un plan gérontologique

par Robert MOULIAS (\*), René LAFORESTRIE (\*\*) et Francis KUNTZMANN (\*\*\*)

LES médecins gérontologues, comme les autres professionnels de la santé, ont appris avec la plus vive satisfaction les différentes mesures prises par le ministre de la solidarité et de la protection sociale en vue de la lutte contre un fléau qui doit croître ces prochaines années, le SIDA. Du point de vue humain, tout effort pour tenter de diminuer le nombre de cas et la gravité d'une maladie mortelle ne peut être que bienvenu. Du point de vue financier, quel que soit le coût des mesures actuelles, elles doivent être envisagées aussi comme un moyen pour tenter de limiter l'expansion des dépenses qui, dans l'avenir, risque d'atteindre des niveaux intolérables.

Les gérontologues de toutes disciplines pensent que cette initiative pourrait être un modèle de référence pour les actions à développer en vue d'une politique gérontologique. En effet, si tous les médecins vont être amenés à traiter des malades atteints du SIDA, il y a des années qu'ils sont amenés à faire quotidiennement de la gérontologie. Déjà la majorité des sujets traités en ville sont des personnes âgées. Il en est de même des malades soignés dans nos hôpitaux. La nombre de lits gériatriques de moyen et long séjour hospitalier est amené, dans les années qui viennent, à dépasser le nombre de lits d'aigus (cela sans tenir compte des lits de « section de cure médicale » et maisons de retraite).

La gérontologie concernera de plus en plus de citoyens. Elle est déjà la principale dépense de santé et d'aide sociale. Elle reste cependant paradoxale : la parenté pauvre du système de soins, en particulier en ce qui concerne la formation, la prévention, la recherche, la prise en charge, les effectifs. Un plan gérontologique s'impose à la nation et devrait, comme le plan SIDA, comporter les points suivants :

● **Formation :** C'est la préalable de toute réalisation. Or les médecins praticiens ne reçoivent aucune formation à la gériatrie durant leurs études, alors que la totalité des médecins généralistes et spécialistes (pédiatres et accoucheurs exclus) auront à soigner surtout des personnes âgées. Assurer une formation théorique et pratique de base à tous les médecins nécessite que la gérontologie soit obligatoirement incluse dans le cycle des études médicales et qu'une expérience de responsabilité de soins gériatriques soit aussi

obligatoire pour tous durant le résidanat ou l'internat. Ce problème d'absence de formation propre se retrouve également pour les intervenants des autres disciplines : psychologie, sociologie, gestion, encadrement d'institution, etc.

La mise d'un enseignement spécifiquement gérontologique dans les différentes disciplines permettrait la formation d'un nombre suffisant d'intervenants compétents auprès des personnes âgées. Un plan gérontologique devrait avoir pour premier objectif la création de ces enseignements et celle d'une discipline universitaire pour les réaliser.

● **Prévention :** Cette formation est la base de la prévention. La vieillesse (accroissement d'espérance de vie) ne peut se prévenir. Vivre plus longtemps en bonne forme physique nous paraît souhaitable. Par contre, le vieillissement, les maladies liées au vieillissement, les handicaps qui en découlent sont susceptibles, en grande part, de prévention, et chez une personne sur deux adressée à temps au gériatre pour dépendance ou menace de dépendance le « placement » peut être évité.

Une prévention de la dépendance est donc possible, encore faut-il disposer de suffisamment de médecins et d'autres intervenants formés à la gérontologie, regrouper leur action pluridisciplinaire en centres de prévention et d'évaluation de la dépendance, développés à partir des hôpitaux ou services gérontologiques existants. Ces centres ont pour mission d'aider les médecins traitants à maintenir l'autonomie des personnes âgées en risque de dépendance. Les bénéfices sur la qualité de vie des personnes âgées sont incalculables. En revanche, les économies de dépenses de santé issues d'une prévention efficace seraient importantes. Le manque de structures organisées, performantes, orientées vers la prévention, est source de surcoûts inutiles.

● **Recherche :** La nécessité de la recherche gérontologique est évidente. Le caractère récent de l'apparition d'un grand nombre de personnes âgées et dépendantes dans la population, l'aspect particulier de la poly-pathologie de ces malades et des soins à leur apporter font de la gériatrie une discipline spé-

fique. On ne connaît pas la physiopathologie de nombre de maladies associées au vieillissement, on ne connaît pas la meilleure stratégie de diagnostic ou de traitement pour une affection donnée. Faute de meilleures connaissances, on risque toujours de faire trop, ou trop peu.

Or la recherche gérontologique a peu de moyens (trois contrats de recherche accordés l'an dernier par la commission ad hoc de gérontologie à l'INSERM, créée il y a deux ans, et deux postes de chargés de recherche (sur quatre-vingts) attribués, les soixante-dix autres étant répartis aux neuf autres commissions. Cela alors que la recherche gérontologique pluridisciplinaire est une priorité qui mobilise des instituts entiers aux États-Unis, mais aussi dans d'autres pays européens.

Posséder une recherche gérontologique réellement pluridisciplinaire : fondamentale, médicale, psychologique, sociologique, juridique (adapter les législations), économique, institutionnelle, gestionnaire, est une priorité pour la nation. Ne pas la développer aujourd'hui, c'est prendre le risque de voir la situation devenir demain intolérable : situation de rejet des « vieux », inadéquation des soins à la demande.

● **Prise en charge et soins :** La France manque de lits gériatriques de soins continus. A l'insuffisance quantitative s'ajoute bien souvent une dramatique insuffisance qualitative. Les établissements, qui devraient être des lieux de vie destinés à assurer les soins des personnes âgées malades tout en leur donnant la meilleure qualité de vie, ne sont encore trop souvent que des dortoirs incapables d'assurer les soins des personnes âgées qui y sont parquées. Seule la bonne volonté d'un personnel non formé à cette tâche assure un niveau d'humanité mais au-dessous du minimum, sans moyen propre, sans perspective d'avenir. Des initiatives ponctuelles multiplient des expériences innovantes. Mais le système D ne peut suffire.

La France est, de plus, pratiquement dépourvue de structures assurant la prévention en amont

du placement. Les services de soins à domicile (SAD) ne peuvent souvent qu'aider partiellement, mais pas toujours ceux qui en ont le plus besoin. Les intervenants se forment sur le tas, la politique menée est plus orientée vers une assistance que vers une prévention qui permette d'éviter ou de retarder la dépendance.

L'ouverture des institutions à la collaboration avec le SAD, le développement des structures permettant l'accès aux soins gériatriques spécifiques avant la catastrophe que peut être l'hospitalisation en urgence permettrait de diminuer la montée des besoins en lits de soins continus, type long séjour ou section de cure médicale. Cette économie serait sans commune mesure, supérieure aux coûts de mise en place de ces structures.

● **« Conseil national » des activités gérontologiques :**

La multiplication des structures consultatives administratives ne nous paraît pas indispensable. Multiplier les commissions sans responsabilité reporte les solutions. En revanche, il peut être souhaitable de regrouper en une structure nationale et des structures régionales et/ou départementales des personnalités réellement impliquées de fait dans l'activité gérontologique, ayant déjà acquis une réflexion propre, personnelle, dans ce domaine, bien au courant de la situation présente et des besoins futurs.

Le but de ce ou ces conseils serait d'accélérer la réalisation de ce qui est nécessaire du point de vue structures, recherches, moyens, de favoriser les expériences pilotes, d'évaluer les résultats, de proposer des objectifs avec une chronologie, bref de donner les moyens de définir une politique gérontologique et d'en évaluer les réalisations de façon indépendante.

Devant l'évolution d'un problème médical devenu problème de société, évolution qui risque de devenir incontrôlable dans les années à venir, il est nécessaire de se donner les moyens de prévenir une telle situation. Un plan gérontologique ne peut qu'intégrer toute la population dont la majorité sera un jour concernée par la situation faite aux personnes âgées et à leurs soins. Les vieux de demain que nous sommes tous devrions être encore plus concernés par un tel plan que les vieux d'aujourd'hui. Mais ces derniers n'ont plus le temps d'attendre.

## Gauloises en morceaux

Des fragments de statues d'époque gallo-romaine ont été mis à jour près de la rue d'Ulm à Paris.

CINQ morceaux de calcaire joliment sculptés posés très provisoirement dans de grandes boîtes en carton. La trouvaille faite au mois de novembre par une équipe dirigée par M. Philippe Marquis, chargé de mission pour l'archéologie à la Commission du Vieux-Paris, près de la rue d'Ulm (à Paris), sous la future extension de l'hôpital Curie, n'est pas spectaculaire. Pourtant ces deux petites statues incomplètes constituent une des découvertes archéologiques les plus intéressantes que l'on ait faites depuis plusieurs années dans le sous-sol parisien.



La déesse gauloise Rosmerta. Complète, cette statue était haute d'environ 1 mètre.

L'une est la déesse gauloise Rosmerta, reconnaissable à la corbeille de fruits qu'elle porte de la main gauche et au caducée tenu par la main droite. Rosmerta, « grande pourvoyeuse », avait en charge l'abondance et la richesse (d'où la corbeille de fruits), et devint, dans le panthéon gallo-romain, la compagne de Mercure (d'où le caducée). Les plis des draperies ont encore des traces de peinture ocre. Une seule autre statue de Rosmerta avait déjà été trouvée à Paris : en 1784, réemployée dans une pile de l'ancien Pont-au-Change.

La deuxième statue est, à coup sûr, une divinité masculine nue avec un manteau juste noué sur l'épaule. Qui représente-t-elle ? Sans tête et sans pieds, elle est difficilement identifiable. On pourrait songer à Mercure, mais aussi à un autre dieu ou à un génie intermédiaire entre un fidèle et son dieu.

### Trois thermes, des arènes et un théâtre

Les morceaux des deux statues ont été trouvés mélangés à des débris de colonnes dans une pièce d'environ 10 x 5 mètres, comportant deux niches creusées dans des murs. Si l'on se réfère à des découvertes faites depuis 1975 dans le cinquième arrondissement de Paris — c'est-à-dire dans l'ancienne ville gallo-romaine — il s'agirait d'une sorte d'oratoire privé situé dans une maison antique. Sans que l'on puisse dire, bien évidemment, si les statues dont on vient de trouver les morceaux étaient à l'origine dans le bâtiment dont faisait partie le sanctuaire.

La découverte des statues est la suite logique des fouilles faites depuis 1974 dans le même quartier par la Commission municipale du Vieux-Paris, au hasard des constructions et du creusement de parkings souterrains. La Commission du Vieux-Paris, créée en 1897, a pour tâche de conseiller « la Ville en matière de conservation de son patrimoine monumental, archéologique, historique et pittoresque ». Son président de droit est le maire de Paris, son vice-président étant, depuis 1963, M. Michel Fleury (ancien président de la quatrième section de l'Ecole pratique des hautes études). La commission « surveille » toutes les demandes de permis de construire en se fondant sur les vestiges déjà connus, sur la carte archéologique établie en 1971, sur le plan archéologique de Paris dressé de 1860 à 1905 et remis à jour au fur et à mesure des découvertes, et enfin sur des documents d'archives. Ainsi prévoit-elle en grande partie quel chantier peut être ouvert dans une zone « sensible ».

Le cinquième arrondissement est particulièrement intéressant. Là, en effet, sur la rive gauche de la Seine, avait été bâtie la ville romaine, qui ne s'était pas contentée de la modeste île de la Cité — plus modeste qu'elle ne l'est de

nos jours. La ville romaine a été construite, selon l'usage, en suivant un plan quadrangulaire. Le cardo, c'est-à-dire la voie principale nord-sud, est l'actuelle rue Saint-Jacques; le decumanus, la voie principale est-ouest, l'actuelle rue Cujas.

A l'emplacement de la rue Soufflot, entre la rue Saint-Jacques et le boulevard Saint-Michel, était le forum (182 x 100 mètres) orienté est-ouest. Localisé depuis 1874, le forum est mieux connu grâce au parking Soufflot (1971). La ville gallo-romaine couvrait — peut-être — 50 ou 60 hectares. Sa population a été estimée par M. Paul-Marie Duval, de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, à 5 000 ou 6 000 habitants (8 000 ou 9 000 avec la « banlieue »). Mais elle disposait de trois thermes (celui de Cluny, un autre à l'emplacement du Collège de France, le troisième au bas de la rue Gay-Lussac, donc tout contre le forum), d'arènes (pour 15 000 spectateurs), d'un théâtre (rue Racine-boulevard Saint-Michel) de 3 000 places.

Depuis 1975, les découvertes concernent surtout des maisons privées : fragments d'enduits peints rue Saint-Jacques-rue de l'Abbé-de-l'Épée en 1975; fosses, puits, le décor complet d'un mur peint long de 4,30 mètres, treize petites pièces avec un escalier rustique, un soupirail et des niches, rue Amyot en 1978-1979; une pièce assez grande rue Amyot-rue Tournetfort en 1979; des restes de constructions, notamment huit pièces avec des niches, rue Gay-Lussac en 1982-1983; cinq pièces avec niches, des restes d'hypocauste (le système romain de chauffage par le sol), des fragments d'enduit peints rue de l'Abbé-de-l'Épée en 1986; deux pièces avec niches rue d'Ulm, là où l'hôpital Curie s'agrandit depuis 1987; enfin les découvertes de cette année avec les statues sur le même emplacement.

Toutes ces pièces avec niches semblent être des oratoires, si l'on applique au Paris gallo-romain les conclusions auxquelles, il y a une vingtaine d'années, est arrivé le professeur Mangin dans ses fouilles d'Alsacia. La découverte des deux statues s'inscrit donc dans la logique du travail mené depuis 1974. Et elle est particulièrement intéressante : on a trouvé peu de statues gallo-romaines dans le sous-sol de Paris; et contrairement à la statuaire gallo-romaine habituelle qui est souvent un peu maladroite, ces deux divinités sont sculptées avec une certaine élégance.

YVONNE REBEYROL

## Le prix de la jouvence

(Suite de la page 21.)

— Les « malades » lourdement atteints de maladies chroniques. Leur nombre absolu est élevé dans la mesure où le grand âge constitue un facteur de risque et que le nombre de personnes très âgées ne cesse de croître.

Tout le problème est donc de faire en sorte d'éviter aux personnes âgées de faire partie de cette deuxième catégorie. Une seule solution : la prévention. A cet égard, l'exemple de l'hypertension artérielle est particulièrement éloquent. Il est établi qu'un traitement bien conduit chez les sujets de plus de soixante ans permet de réduire la morbidité cérébro-vasculaire et cardiovasculaire, dont par ailleurs on sait le rôle accélérateur qu'elle joue dans le processus de vieillissement. Il se pourrait même, indique le docteur Forette, qu'en utilisant des médicaments

hypotenseurs, tels que les inhibiteurs calciques ou les inhibiteurs de l'enzyme de conversion, on puisse agir sur la paroi artérielle, freinant à la fois la dégénérescence athéromateuse et le vieillissement.

L'ennui est que si certains des facteurs cardio-vasculaires du vieillissement pathologique sont bien identifiés, et donc accessibles à la prévention, il n'en va pas de même de beaucoup d'autres, qui restent encore à découvrir.

En ce qui concerne, par exemple, la prévention des démences de type Alzheimer, force est de constater l'ignorance des chercheurs. Ce problème est pourtant loin d'être négligeable, puisque actuellement, en France, trois cent mille personnes souffrent de cette maladie (le Monde du 12 février 1986). Et si nous ne savons toujours ni prévenir ni traiter la démence de type Alzhei-

mer, estime le docteur Annick Alperovitch (unité 169 de l'INSERM), il y aura au début du vingt et unième siècle plus de quatre millions de personnes atteintes par cette pathologie dans les pays développés.

Prévenir, donc, et, pour cela, intensifier la recherche épidémiologique. Ce n'est qu'en identifiant les facteurs de risque de ces pathologies du vieillissement que pourra être mise en place une véritable politique sanitaire préventive.

En France, la recherche, aussi bien fondamentale que clinique, sur le vieillissement est encore balbutiante. Une deuxième unité de l'INSERM doit être créée prochainement au centre Broca, à Paris. Elle sera dirigée par un Américain, le docteur François Boller, qui, après avoir été professeur à l'université de Pittsburgh, a dirigé l'un des dix Alzheimer Research Center des États-Unis. En outre, plusieurs études importantes sont actuellement en cours. L'une concerne l'étude de l'efficacité du THA (tétrahydroaminoacrine) dans le traite-

ment de la démence sénile; une autre, l'étude de l'incidence de la maladie d'Alzheimer dans la région Aquitaine. Enfin, mais ce n'est pour l'instant qu'un projet, une étude très importante portant sur trois mille malades devrait, espérons-le, débuter prochainement dans plusieurs pays d'Europe, afin d'étudier les effets préventifs du traitement chez les personnes ayant une hypertension artérielle systolique.

De telles études coûtent très cher (le coût de la coordination de l'étude multicentrique européenne est estimé à plus de 40 millions de francs). Pourtant, pour reprendre l'expression du docteur Lalardrie, le seul moyen sans doute d'éviter de tomber dans le « gouffre noir » passe par une intensification de la recherche. Ce qui suppose une volonté politique, mais aussi que la gérontologie devienne suffisamment attractive pour les chercheurs et les cliniciens. Faudra-t-il pour cela que cette discipline devienne une spécialité à part entière ?

FRANCK NOUCHI.

## CONCOURS INSERM

Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale

Ouverture de 44 postes de directeur de recherche de 2<sup>ème</sup> classe (\*),

pour les candidats extérieurs et les chargés de recherche de l'organisme.

Date limite de retrait des dossiers : 20 janvier 1989.  
Date limite de dépôt des dossiers : 23 janvier 1989.

Pour retirer les dossiers de candidature et connaître la répartition par disciplines des postes ouverts, s'adresser au Bureau des Concours Chercheurs 101, rue de Tolbiac 75654 Paris cedex 13

Tél. 45.84.14.41 postes 4361 à 4365.

(\*) Sous réserve des accords administratifs nécessaires.

École Nationale Supérieure de l'électronique et de ses applications

E.N.S.E.A  
CERGY-PONTOISE  
Colloque National  
Formation d'ingénieurs

Par la voie de la formation Continue

Philips POST ITS/DUT  
TABLE RONDE sur le PARTENARIAT ÉCOLES ENTREPRISES

3 COMMISSIONS :

1. LA FORMATION CONTINUE D'INGÉNIEURS DANS UNE PERSPECTIVE EUROPÉENNE ;

2. LA FORMATION ET SON OUVERTURE AU PLUS GRAND NOMBRE ;

3. LA FORMATION FACE À SES FINANCIERS.

JEUDI 19 JANVIER 1989

Secrétariat : Nicole KLEINDIENST, Christine DUPLIS - tél. : (16) 1-30-38-48-00.

## PERES ET PATERNITE

du « Pater Familias » aux nouveaux pères

Ce numéro hors-série aborde l'évolution de la paternité de façon plurielle et globale avec des analyses de praticiens et d'universitaires des diverses disciplines concernées : histoire, sociologie, démographie, psychologie, droit...

REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES

Prix du numéro : 75 F. Abonnements et vente par correspondance : SPPIF - B.P. 22 41353 VINEUIL - FRANCE. Tél. : 54.78.77.41

En vente ou en commande aux librairies : DALLOZ - DUNOD - GIBERT - LGDJ - PUF - Sciences Po, Paris • RICHER, Angers • Lib. des Entreprises, Bordeaux • MARIE, Caen • L'UNIVERSITE, Dijon • ARTHAUD - L'UNIVERSITE, Grenoble • SAURAMPS, Montpellier • AGENCE PRESSE, Nancy • QUARTIER LATIN, Toulouse • BOITE A LIVRES, Tours •

SECTEURS DE POINTE

# Au cœur de la photosynthèse

De nouvelles techniques permettent d'étudier, molécule par molécule, la conversion de l'énergie solaire en énergie chimique.

**S**AMEDI 10 décembre à Stockholm, le prix Nobel de chimie 1988 a été remis aux chercheurs allemands H. Michel, J. Deisenhofer et R. Huber pour l'élucidation de la structure moléculaire du centre réactionnel d'une bactérie photosynthétique. Ce résultat spectaculaire obtenu par cristallographie de rayons X est remarquable et unique à bien des égards. Il s'inscrit néanmoins dans un cadre plus vaste d'études fondamentales dans lesquelles une panoplie de techniques spectroscopiques est utilisée pour étudier molécule par molécule, voire atome par atome, la structure et la fonction de ces systèmes photosynthétiques. La parfaite complémentarité des informations fournies par ces deux approches a permis des progrès considérables dans la description des mécanismes de la photosynthèse.

La photosynthèse est un processus biologique de conversion de l'énergie solaire en énergie chimique. C'est une réaction essentielle, non seulement parce qu'elle permet aux plantes de pousser, mais aussi parce que cette énergie chimique stockée est utilisée pour entretenir toutes les autres formes de vie sur terre. L'apparition de la photosynthèse s'est produite il y a plus de trois milliards d'années dans l'atmosphère primitive réductrice. L'évolution conduisit aux formes de photosynthèse qui prédominent aujourd'hui, dans lesquelles l'eau est décomposée avec dégagement d'oxygène. Les changements qui s'ensuivirent dans la composition de l'atmosphère obligèrent les bactéries photosynthétiques primitives à se retrancher dans des « niches écologiques » au sein desquelles les conditions réductrices se sont maintenues, telles les sources sulfureuses.

Ces bactéries se sont avérées extrêmement utiles à notre connaissance actuelle de la photosynthèse, dont les mécanismes se résument en une succession d'étapes : la première consiste en la capture de l'énergie lumineuse par une molécule de « bactériochlorophylle », qui est aux bactéries ce que la chlorophylle est aux plantes. Cette énergie est ensuite transférée à une molécule de bactériochlorophylle voisine et va ainsi migrer, de proche en proche, jusqu'à un « piège » d'énergie qui est constitué par un dimère de bactériochlorophylle. Lorsque l'énergie du photon est capturée par le piège, une séparation de charges électriques se produit. Un électron est éjecté du piège et vient se localiser sur une autre molécule, la quinone. L'énergie électrique ainsi générée déclenche les réactions chimiques de synthèse des constituants cellulaires. Contrairement à la dernière

étape, qui met en jeu la diffusion des molécules dans un milieu liquide non organisé, les deux premières étapes ne mettent pas en jeu de déplacements importants de molécules. Elles nécessitent en revanche des structures rigides où chacun des constituants occupe une place parfaitement définie et où les mouvements d'électrons peuvent se faire suivant un circuit parfaitement organisé. C'est pour cette raison qu'il ne suffit pas de mélanger dans une éprouvette les différentes espèces chimiques des systèmes photosynthétiques et d'éclairer pour... synthétiser du sucre.

## Contre réactionnel

Mais alors, quelle est la structure de ces objets si uniques, et comment permet-elle ce « ballet des électrons » si efficace ? C'est à ce stade que vont intervenir deux approches méthodologiques aussi distinctes que complémentaires : la purification biochimique de la protéine membranaire qui contient le piège, appelée « centre réactionnel », et son analyse spectroscopique structurale et fonctionnelle.

Dans le courant des années 70, quelques laboratoires dans le monde se mirent à l'ouvrage pour tenter d'élucider la structure du centre réactionnel bactérien. En principe, la méthode de choix consistait à le faire cristalliser pour en étudier la structure tridimensionnelle par rayons X. Hélas, malgré de nombreuses tentatives, le centre réactionnel, comme toutes les autres protéines membranaires isolées à cette époque, refusait de cristalliser. Et il devint pratiquement admis parmi la communauté scientifique que cette voie d'accès était « impossible ».

Nous présentons bien, pourtant, que ce centre réactionnel était le « bricolage génial », au sens où l'entend François Jacob. De par sa fonction même, qui est d'utiliser l'énergie lumineuse pour séparer de façon stable des charges électriques, le système nous offrait des possibilités étonnantes pour déterminer certains éléments essentiels de sa structure et pour comprendre son fonctionnement. Puisqu'il y avait des pigments qui absorbaient la lumière, il fallait les utiliser comme des sondes spectroscopiques, afin de déterminer distances, géométrie, microenvironnement... Puisqu'il y avait ionisation de certains pigments, il fallait étudier la nature, les interactions et l'évolution dans le temps de ces ions. Vers 1975, plusieurs laboratoires dans le monde se lançaient dans cette quête. En particulier le laboratoire de photosynthèse du Centre d'études nucléaires (CEN) de

Saclay, qui joua un rôle déterminant en développant plusieurs techniques biophysiques spécialement adaptées à résoudre ces problèmes.

Il fallut d'abord, en effet, dresser des « portraits-robots » pour identifier les pigments impliqués dans les diverses étapes du mécanisme. Ensuite vint une cartographie, où furent estimées distances et orientations relatives entre les pigments. On a cherché également à établir des « empreintes digitales », en utilisant des techniques de spectroscopie vibrationnelle renseignant sur les interactions protéine-pigments. De 1977 à 1980, nous avons ainsi mesuré les orientations des pigments. Un peu plus tard, nous déterminâmes l'orientation transmembranaire des hélices- $\alpha$  des éléments structuraux importants des protéines qui forment l'ossature du centre réactionnel. Puis vint l'étude des sites d'ancrage des pigments la protéine.

Tous ces renseignements obtenus avec nos collègues du CEN-Saclay s'ajoutaient progressivement, d'autres venant du monde entier. Cependant beaucoup de ces techniques spectroscopiques tout en permettant un effeuillage moléculaire des plus suggestifs donnaient également d'informations sur les détails du système étudié que sur son organisation globale. Les arbres en quelque sorte cachaient encore la forêt.

## L'aventure cristallographique

Or, de par le monde, il y avait encore quelques scientifiques assez tenaces pour rêver à la cristallisation des protéines membranaires, en particulier à San-Diego, à Bâle et à Munich. C'est là, à l'Institut Max-Planck de Martinsried, que Hartmut Michel, un jeune chercheur, qui venait d'obtenir son doctorat, arriva en 1979. Il vient travailler chez Dieter Osterhoff, qui dirige le département de biochimie et s'est spécialisé dans l'étude d'une autre protéine membranaire, la bactériorhodopsine. H. Michel va s'acharner à cristalliser cette protéine. Après deux ans d'efforts, il obtient finalement des cristaux... hélas inexploitableaux aux rayons X. En 1981, juste au moment où le jeune chercheur s'apprête à abandonner, il décide de tenter une dernière fois l'expérience, mais avec une autre protéine. Il choisit cette fois un centre réactionnel de bactérie photosynthétique... lequel, en trois semaines, va lui donner des cristaux magnifiques. Dans une aile adjacente à celle où travaille H. Michel se trouve le département de cristallographie dirigé par Robert Huber, un des spécialistes de la détermination de structures des protéines solubles. Là, H. Michel réussit à convaincre Johan Deisenhofer, un jeune cristallographe de talent, de se lancer avec lui dans cette aventure qu'allait être la première détermination de la structure d'une protéine membranaire.

La chance, dès lors, fut avec eux. En juillet 1984 nous parvenait le premier modèle du centre réactionnel. Quelques instants d'émotion intense... avant de redécouvrir, un à un, les éléments de la structure que nous avions « intuités » grâce aux techniques spectroscopiques. Huit jours plus tard, nous rencontrâmes J. Deisenhofer. Enure le cristallographe et le spectroscopiste, le courant s'établit immédiatement, chacun se rendant très vite compte de la complémentarité des deux approches. Nous eûmes par la suite de nombreuses occasions de discussions, le centre réactionnel « ouvert » sur la console graphique couleur de son Evans & Sutherland. Fabuleuses « promenades » au sein de cette structure qui, pour l'initié, présente ce mélange de complexité et de pureté qu'on retrouve aussi bien dans une cathédrale que dans une galaxie.

Très vite des réunions spécialisées s'établirent, où se retrouvaient régulièrement cristallographes et spectroscopistes. La forêt, enfin dévoilée par les cristallographes, n'était plus cachée par ses arbres que la spectroscopie savait décrire si précisément. Toute notre compréhension récente des mécanismes de la photosynthèse procède de cette conjonction de la cristallographie, qui permet de visualiser la position moyenne des atomes, et de la spectroscopie, qui renseigne sur la structure électronique et les niveaux d'énergie des pigments.

Où va désormais la recherche dans ce domaine ? Dans la mesure où le transfert d'électron dans le centre réactionnel peut être déclenché par un éclair de lumière, la chorégraphie du ballet des électrons parmi les pigments peut être suivie précisément. D'autant que le développement récent de lasers à impulsions très brèves et la mise au point de techniques cinétiques ultrasensibles permettent d'étudier les toutes premières étapes de ces transferts d'électrons qui se mesurent actuellement en millièmes de millièmes de seconde !

Cette célérité des électrons participe, on le sait, à l'efficacité et au bon rendement de la photosynthèse. Mais la véritable clef de cette efficacité se trouve, davantage encore, dans la lenteur des réactions de recombinaison des charges. Entre le piège et la quinone, la séparation des charges électriques est environ un milliard de fois plus rapide que leur recombinaison. Quelle en est la cause ? La principale se trouve probablement dans les mécanismes de relaxation de la protéine qui, en favorisant une stabilisation des charges, empêchent la réaction de retour. Un beau sujet d'études dans lequel nous sommes plongés depuis quelques années. Et où spectroscopistes et cristallographes collaboreront encore pendant longtemps...

JACQUES BRETON,  
chercheur au Commissariat  
à l'énergie atomique,  
Centre d'études nucléaires  
de Saclay.

# Monstres calculateurs

Le couplage des ordinateurs pour augmenter leur puissance.

**I**THACA (Etat-Uni). — Dans quelques mois, un long bâtiment légèrement sinuux surplombant une gorge étroite à Ithaca, petite ville de l'Etat de New-York, abritera le « Theory Center » de l'université Cornell et le « Cornell national supercomputer facility », une des plus grandes unités de calcul scientifique des Etats-Unis. On y trouvera deux ordinateurs 3090-600, les plus grosses machines construites par IBM, actuellement entassés à titre provisoire dans un autre bâtiment de l'université. En fait, ces deux ordinateurs n'en forment qu'un. Les spécialistes informatiques de Cornell travaillent actuellement au couplage de ces deux monstres, constitués chacun de six « processeurs » de calcul fonctionnant en parallèle. Quand ce couplage sera réalisé, un programme pourra être réparti sur douze processeurs qui calculeront, calculeront, calculeront...

« Facility » n'a pas d'équivalent français. Le mot désigne une ressource mise à la disposition d'un grand nombre d'utilisateurs. S'agissant d'informatique, on s'imaginerait pas ceux-ci faisant la queue sur le modeste aéroport d'Ithaca en attendant des valises pleines de bandes magnétiques. Cornell est un des nœuds du réseau de transfert de données qu'a mis en place la National Science Foundation, bras exécutif du gouvernement fédéral. Le réseau relie cinq grands centres de calcul : outre celui de l'université Cornell, ceux de l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign, de l'université Carnegie-Mellon à Pittsburgh (Pennsylvanie), de l'université de Californie à San-Diego, enfin de John von Neuman Computing Center à Princeton (New-Jersey). Il connecte aussi huit autres installations plus modestes, mais qui sont des points d'entrée de réseaux régionaux ou locaux.

Pour prendre un seul exemple, le nord de Seattle dessert le réseau Northwestnet qui relie trois universités dans l'Orégon, deux universités et le centre de calcul de Boeing dans l'Etat de Washington, quatre autres universités dans l'Idaho, le Montana, le Dakota du nord et l'Alaska. Une évaluation au printemps 1988 a recensé 65 000 utilisateurs du réseau de la NSF, et tout laboratoire américain, public ou privé, peut y avoir accès. En pratique, la faiblesse de certaines liaisons rend quelques accès difficiles, mais cette situation est provisoire. La capacité des principaux artères, qui était de 56 kilobits par seconde jusqu'en juillet 1988, a été multipliée par huit et devrait encore croître pour atteindre 1 540 kilobits par seconde à la fin 1989. A plus long terme, il est envisagé des liaisons à 45 mégabits par seconde, indispensables si le trafic continue de doubler chaque année.

D'où vient cette véritable explosion du calcul scientifique ? Ce n'est pas une nouveauté, et l'informatique est née à la fin des années 40 pour répondre à des besoins de calcul. L'usage de l'ordinateur pour des tâches de gestion est bien postérieur, d'au moins dix ans. On avait besoin

de gros ordinateurs pour résoudre quelques problèmes de physique théorique, pour calculer des flux neutroniques dans des réacteurs nucléaires, pour extraire d'enregistrements sismiques des indications sur les gisements d'hydrocarbures, pour prévoir le temps, pour encore quelques autres gros problèmes à caractère stratégique.

Tout a changé quand la puissance des ordinateurs est devenue suffisante pour qu'il soit possible de calculer les déformations d'une voiture lors d'un choc — ce qui est quand même moins coûteux que de fracasser des centaines de véhicules au cours d'essais difficiles à interpréter au vu de ce qui reste : — quand on a pu calculer l'écoulement de l'air autour d'un avion, plus précisément que ne l'indiqueraient de nombreux essais en soufflerie ; ou encore quand on s'est aperçu que les ordinateurs pouvaient analyser presque instantanément l'état des marchés boursiers et permettre à leur utilisateur de mettre à profit de minimes écarts de cours.

Les industriels ont alors compris que les fortes puissances de calcul seraient de moins en moins réservées à quelques secteurs de pointe. D'autant que les scientifiques, de leur côté, ouvraient encore plus l'éventail du calcul. C'est probablement en chimie quantique que les progrès ont été les plus nets. Il y a dix ans, les chimistes ne pouvaient guère utiliser l'ordinateur, sinon pour orienter quelque peu leurs recherches par l'emploi de grossiers modèles. Aujourd'hui, on sait calculer, à partir des forces entre électrons et noyaux et des principes de la mécanique quantique, la structure de molécules renfermant de 50 à 500 électrons. En revenant à une description statistique classique, moins complète, on peut traiter des problèmes faisant intervenir jusqu'à 20 000 électrons. Au-delà, on doit considérer la matière comme un milieu continu. Plusieurs groupes de recherches, dont celui d'Emilio Clementi dans le laboratoire IBM de Kingston, travaillent à relier ces trois types de description, en utilisant la plus fine pour justifier des modèles utilisant les autres.

## Convections et turbulences

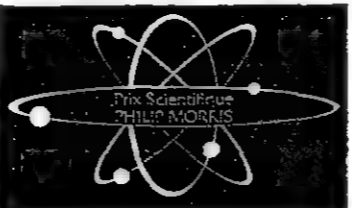
Autre volet que les chercheurs explorent activement : les phénomènes de convection et de turbulence. Leur caractère chaotique a longtemps défuté toute interprétation. Ce sont des évaluations numériques qui ont permis, depuis quinze ans, de trouver sous le chaos quelques régularités, quelques lois universelles qui régissent des phénomènes apparemment sans rapport.

Bien d'autres domaines scientifiques profitent aussi des grandes puissances de calcul actuellement disponibles. Les astronomes peuvent simuler la rencontre cataclysmique de deux galaxies. Les biologistes peuvent « voir » un ion traverser une membrane ou simuler les interactions entre cent mille neurones cérébraux. Les physiciens du solide travaillent en sens inverse : le fonctionnement d'un transistor est bien compris si les courants électriques transportent suffisamment d'électrons pour qu'on puisse les assimiler à un fluide continu. Mais la miniaturisation toujours plus poussée des composants conduit au seul où cette approximation n'est plus possible et où il faut prendre en compte la granularité et le caractère quantique des électrons.

Signe des temps : IBM, qui a longtemps négligé le calcul scientifique, s'y intéresse à nouveau très fortement. Le leader incontesté du marché est la firme Cray Research, qui a détrôné Control Data. Le leader prochain sera IBM — c'est du moins ce qu'on dit dans « la Compagnie ». Des cinq centres de calcul de la NSF, trois sont équipés d'ordinateurs Cray, celui de Princeton dispose d'un ordinateur ETA (filiale de Control Data) et seul celui de Cornell est équipé de machines IBM. Mais pour des installations moins grandioses, la percée d'IBM est impressionnante, appuyée par un marketing au rouleau compresseur, qui insiste sur le fait que calculer n'est pas tout, mais qu'il faut aussi stocker les données dans des mémoires rapides et disposer de tous les instruments pour écrire des programmes efficaces ou visualiser les résultats sous forme d'images.

IBM participe aussi à la réalisation du réseau de la NSF et finance une liaison entre Cornell et le Centre de calcul français de Montpellier, nœud d'un réseau européen (le Monde du 2 décembre 1987). Si on ajoute à cela l'existence dans les laboratoires américains d'IBM de quelques machines expérimentales (RP3, GF11, TF1...) qui lui permettent de tester divers concepts d'avenir et de mettre au point de nouvelles méthodes de programmation, on est bien obligé de prendre au sérieux les intentions affichées par le géant de l'informatique.

MAURICE ARVONNY.



L'Association Pour le Prix Scientifique Philip Morris décernera au printemps 1989 trois prix à des chercheurs français ou établis en France qui auront fait aboutir un projet en recherche appliquée. Les prix, d'une dotation globale de 450.000 F, seront remis dans les disciplines suivantes :

Informations et retrait des dossiers : Association Pour le Prix Scientifique Philip Morris 12 rue de Ponthieu 75008 Paris Tél. (1) 42 25 39 90

- Anthropologie Physique
- Astrophysique
- Sciences de l'Information.

Un Jury, composé de scientifiques français spécialistes dans ces matières, attribuera les prix après examen des dossiers qui lui seront soumis.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Responsable informatique**

220.000 F

Avec un site industriel de plus de 300 personnes, cette société du secteur papeter, filiale d'un des premiers groupes français, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 400 millions de francs. Dans le cadre d'un important projet de refonte du système d'information existant (passage d'une informatique centralisée à base de mini ordinateurs, à une solution-type micros connectés en réseaux), elle recherche dès aujourd'hui son responsable informatique. Immédiatement rattaché à la direction de l'usine et à la tête d'une équipe de trois personnes, il aura à concevoir et mettre en œuvre la nouvelle politique d'information, tant d'un point de vue système que sur l'ensemble du domaine applicatif (décentralisation des applications, création de dialogue inter micros...). Ce poste s'adresse à un ingénieur informaticien ou magistère, possédant une expérience de 3 à 5 ans de la gestion de projets informatiques en milieu industriel. La maîtrise des techniques micro-réseaux est souhaitée. La rémunération, fonction des compétences acquises, sera de l'ordre de 220.000 francs. Ce poste est basé à Soissons (100 kms au nord de Paris). Ecrire à Philippe LESAGE en précisant la référence A/D2011M. (PA Minitel 56.14 code PA)

**PA**

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE

3, rue des Cuviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Ingénieur Chimiste  
Responsable de Fabrications**

SOLVAY, groupe chimique mondialement implanté (45 000 personnes, CA 35 Milliards de FF) est fortement représenté en France, dans des secteurs variés : chimie lourde, transformation de matières plastiques, pharmacie.

L'une de ses unités de production, située dans le midi de la France (à 30 km d'Arles) recherche un ingénieur chimiste pour prendre la responsabilité de la fabrication des intermédiaires et principes actifs pour la pharmacie.

Le nombre, la variété et la complexité des fabrications amènent à recruter à ce poste un ingénieur de formation grande école de chimie, possédant une première expérience (2 à 3 ans), de préférence dans le domaine de la synthèse.

Une personnalité adaptable, un investissement professionnel important seront des atouts de réussite, dans cette petite structure (150 personnes) en fort développement.

Merci d'adresser votre candidature sous référence ICF 1288 à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 cours Albert 1<sup>er</sup>, 75008 Paris.



**En affinant votre chimie,  
vous affinerez vos compétences**

**INGENIEUR CHIMISTE DE FABRICATION**

Directement rattaché au Responsable de Production, vous prendrez la responsabilité d'un atelier de fabrication de 30 personnes travaillant en 3 x 8 "semi-continu", selon des normes internationales de qualité (Bonne Pratique de Fabrication). Vous aurez à développer l'automatisation de vos installations industrielles. L'animation de vos équipes, l'élaboration et le

suivi des plannings (fabrications, approvisionnement) constitueront un excellent tremplin pour une évolution au sein de notre Groupe. Vous êtes ingénieur chimiste ou universitaire et possédez une expérience en production ou développement de 3 à 5 ans. Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., photo) sous la réf. 5745 LM à MEDIA P.A. 63, av. Victor Hugo - 75116 Paris, qui transmettra.



VOTRE VIE AUJOURD'HUI ET DEMAIN



SGAO, Société de Services en techniques nouvelles, intervient dans des projets mettant en œuvre de multiples systèmes CAO haut de gamme. Pour faire face à son développement, elle recherche

**Ingénieurs commerciaux**

Ingénieur diplômé, vous proposerez des compétences de haut niveau à des responsables de grandes sociétés. Une première expérience dans le domaine des techniques nouvelles et une bonne connaissance du monde industriel sont indispensables.

**Ingénieurs développement logiciels**

Ingénieur diplômé, débutant ou possédant deux années d'expérience du développement.

Compétences appréciées : — UNIX — FORTRAN — C — SGBD Relationnel.

Le fait d'avoir travaillé dans le domaine de la CAO serait un atout supplémentaire.

Ces postes sont basés à la Défense.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions à SGAO "Les Miroirs" Cedex 27 92096 PARIS LA DEFENSE.



**INFORMATIQUE  
VOTRE ENTREPRISE...  
VOUS Y AVEZ PENSE,  
MAIS AVEZ-VOUS ESSAYE ?**

Les moyens vous manquent peut-être... Nous vous proposons de prendre les rênes d'une filiale de l'un des plus puissants groupes informatiques (plus de 1000 personnes). Bien sûr, vous réunirez les qualités d'un vrai chef d'entreprise. Vous avez une bonne maîtrise de l'environnement IBM : en effet le métier de la filiale est l'assistance technique dans le domaine de l'AS 400. Vous démarrerez avec une équipe d'une quinzaine de personnes. Nous vous demandons de la développer grâce à votre crédibilité technique et votre talent commercial.

Toutes les candidatures seront étudiées confidentiellement. Elles seront transmises par Madame Sylvie RIVIERE, 33 rue Chapal 75009 PARIS.

**CYANAMID**

Dans le cadre du développement de son activité Europe-Afrique, la Division Chimie Internationale du Groupe AMERICAN CYANAMID recherche pour **VENTE TECHNIQUE EN AFRIQUE**

**INGENIEUR**

Rattache au Directeur Afrique, vous contribuerez au maintien de notre croissance en Afrique dans le domaine des spécialités chimiques : applications minières et traitement des eaux.

Diplômé de l'enseignement supérieur (chimie ou minéralurgie), vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans la vente technique en Afrique, de préférence mines ou traitement d'eau.

Agé de 28 à 35 ans environ, votre goût de la négociation et de la vente, allié à votre compétence technique, sera essentiel pour atteindre vos objectifs. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Basé à RUNGIS (94) ce poste nécessite de très fréquents déplacements.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. I/M à la Direction du Personnel - 74, rue d'Arcueil - 94578 RUNGIS Cedex.



**NOBEL INDUSTRIES  
SUEDE**  
C.A. 18 milliards de francs,  
20 000 employés, est le  
1<sup>er</sup> groupe chimique  
suédois.

**CASCO NOBEL SUEDE**  
C.A. 5,5 milliards,  
6000 employés, est la  
branche Adhésifs et  
Peintures du Groupe.

FILIALE SADOLIN

**Conseiller technique en Côte d'Ivoire**

**VOS RESPONSABILITES :**

- assurer la communication entre notre filiale et les laboratoires en Scandinavie,
- identifier les besoins en formation et mettre en place les programmes adaptés à notre personnel technique,
- apporter les améliorations nécessaires pour un fonctionnement optimum en s'appuyant sur les innovations les plus récentes du groupe,
- apporter le support technique à notre clientèle.

**VOTRE PROFIL :**

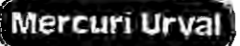
- une formation d'ingénieur chimiste et une expérience d'au moins 5 ans de la formulation dans l'industrie des Peintures et/ou des Colles,
- des qualités relationnelles et de pédagogie,
- la pratique courante de la langue anglaise.

Ce poste basé à ABIDJAN offre de nombreux avantages matériels.

Si vous voulez rejoindre un groupe profitable et en pleine expansion et si vous êtes attiré par le modèle de direction à la scandinave (Soft Management, consensus), adressez CV, photo et rémunération actuelle sous référence 43.2076/LM portée sur la lettre et l'enveloppe à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris.

**Casco Nobel Sadolin**

Nobel Industries



La Société INTERTECHNIQUE recherche pour sa division AÉROSPATIAL et SYSTÈMES (1300 personnes, 800 MF de chiffre d'affaire)

**CHEF DE PROJET  
CIRCULATION DE CARBURANT**

AM + ESTA  
ENSHG, ENSEEIHT

Dans ce domaine qui correspond à un de nos points forts, votre mission consistera à :

- Analyser les besoins du client et l'assister dans ses spécifications,
- Finaliser avec le bureau d'Etudes la solution,
- Définir les propositions techniques, estimer les coûts,
- Suivre le développement des prototypes (programmes d'essais, qualification),
- Affiner le produit en fonction des remarques des utilisateurs. L'anglais est indispensable.

Quelques courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Vous êtes ingénieur débutant ou avez une première expérience (1 à 2 ans) dans le domaine de la mécanique des fluides.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DA/25 à INTERTECHNIQUE - Direction du Personnel B.P. N°1 - 78374 PLAISIR CEDEX.



**Ingénieur  
productif**

La société SPENA recherche un ingénieur productif pour la fabrication de machines à vapeur. Vous serez rattaché au service production et aurez à superviser une équipe de 10 personnes. Vous devrez assurer le suivi technique des machines et la maintenance des installations. Une expérience de 3 à 5 ans est requise. Adressez votre dossier (CV, photo) à SPENA, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

**STIMA SELECTION**

STIMA SELECTION recherche des candidats pour des postes de chefs de projet et de chefs de service. Les candidats doivent avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion de projets et de l'encadrement d'équipes. Adressez votre dossier à STIMA SELECTION, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

**CHEFS DE PROJET  
SENIOR ET SENIOR**

La société SPENA recherche des chefs de projet et de service pour la fabrication de machines à vapeur. Les candidats doivent avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion de projets et de l'encadrement d'équipes. Adressez votre dossier à SPENA, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

**Renault Automobile**



Sanofi recherche des candidats pour des postes de chefs de projet et de chefs de service. Les candidats doivent avoir une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la gestion de projets et de l'encadrement d'équipes. Adressez votre dossier à SANOFI, 10 rue de la République, 92100 Nanterre.

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## Ingénieur électromécanicien valorisez votre 1<sup>re</sup> expérience Pilotage et Système

La SFENA, GROUPE AEROSPATIAL, a acquis une compétence mondiale reconnue dans les systèmes de pilotage automatique. Ingénieur électromécanicien, vous avez des connaissances en optique et en électronique ainsi qu'une expérience de 2 à 3 ans en développement de système électromécanique. Au sein de nos activités Aviation Civile, vous participerez à la réalisation d'équipements assurant des interfaces de pilotage (postes de commandes) alliant technologie de pointe et ergonomie. De la conception à l'industrialisation, de la recherche de nouveaux produits et de nouveaux fournisseurs au soutien des équipes Marketing et commerciales, votre mission sera très ouverte et évolutive. Technologue, vous êtes également un homme de dialogue, capable de convaincre. Vous maîtrisez l'anglais. Des déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 807/M à SFENA, Gestion des Cadres, Aéroports de Villacoublay, BP 59, 78141 Villacoublay Cedex.



NOUS SOMMES LE CERVEAU DES TÊTES BIEN FAITES

## Ingénieur productique

Au sein du Ministère de la Défense, le Bureau Informatique de la Direction des Constructions Navales (DCN) a un rôle pilote en informatique pour ses différents établissements industriels. Il recherche un jeune ingénieur productique.

Il prendra en charge des études en CFAO et GFAO dans le cadre du schéma directeur et selon la stratégie productique. Il assurera des missions de conseil auprès des utilisateurs (établissements industriels) et les assistera afin de valider les choix techniques. Le candidat (école d'ingénieur ou doctorat), a une première expérience en méthodes d'analyse et de conception appliquées à la production. Si nécessaire, un complément de formation sera assuré. Ce poste requiert de la disponibilité, le goût de l'autonomie et des qualités d'analyse et de synthèse.

Merci d'adresser votre CV, avec lettre manuscrite et photo, sous la référence L.118/M, à Henri BOUET, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92128 MONTROUGE CEDEX.

SMI SEMA-SELECTION

Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

N°1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTION, RENAULT AUTOMATION

(1 800 personnes dont 800 Ingénieurs et Cadres) dispose du savoir-faire et de l'expérience que nécessite la maîtrise de la productivité et de la compétitivité.

Dans le cadre de son développement, la Direction Robotique et Assemblage Automatisé renforce ses équipes de concepteurs-réalisateurs et recherche plusieurs ingénieurs de formation mécanique avec des connaissances en automatismes.

## CHEFS DE PROJETS JUNIOR ET SENIOR

Ingénieur débutant, vous participerez aux études et à la mise au point de nouveaux projets de lignes d'assemblage automatisé. Ingénieur confirmé en relation avec les clients et les commerciaux, vous conduirez et gèrerez ces projets dans leur intégralité.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 88.13 à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION - Centre Parly II - BP. 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX. (Les postes sont basés au Sud de Paris.)

Renault Automation



PROVENCE

IMPORTANT SITE INDUSTRIEL DE CHIMIE FINE

recherche

Docteur Ingénieur ou Docteur d'Etat - (Réf. ORC) Intégré au sein d'un laboratoire de recherche en synthèse organique, il/elle contribuera à la découverte et l'élaboration de nouveaux procédés de fabrication de principes actifs pharmaceutiques. Très rapidement, il/elle sera chargé(e) de diriger une petite équipe de recherche.

Ce poste s'adresse à un (e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Ingénieur + Doctorat) ou Docteur d'Etat en chimie.

Ingénieur chimiste - (Réf. SCR)

Intégré au sein d'une équipe de développement chimique, il/elle sera chargé(e) de prendre en charge la préparation d'étalons analytiques par synthèse organique.

Il/elle animera une équipe de deux techniciens chimistes. Une première expérience en chimie organique est souhaitable.

Ce poste s'adresse à un ingénieur chimiste.

Dynamisme, rigueur, créativité sont les qualités recherchées pour tenir ces postes avec succès.

Adressez lettres de candid. + C.V. + photos s/réf. 8.029 à: LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. de Montesson, PARIS-7<sup>e</sup>.

## Patrimoines VAX, investissez-vous dans nos projets ! création de DOI

Filière de services d'un puissant groupe financier français, nous diffusons auprès d'une clientèle privilégiée de particuliers des produits répondant à la gestion de leur patrimoine. Nous créons notre propre système d'informations et recherches, directement rattachés au responsable du département informatique, les chefs de projets des deux domaines applicatifs.

### Chef de projets - Domaine gestion des titres

Réf. 8812.227

Dans le cadre d'une politique produits, il couvre les différentes applications de gestion de la société, de leur création à leur intégration - carnet d'ordres, entrées du système, comptes titres et espèces, comptabilité, relevés de comptes mensuels, revenus, IFU...

Confirmé dans une expérience préalable de la gestion d'établissements du secteur bancaire et/ou financier, il souhaite s'investir dans un projet novateur d'entreprise appuyé par des moyens importants et sophistiqués - matériel VAX, base de données relationnelles...

### Chef de projets - Domaine commercial/marketing/télématique

Réf. 8812.228

Il prend en charge les applications traitant des domaines commercial : gestion des prospects, de la communication clients, du réseau d'agences... marketing : analyse d'activité par produits, études statistiques, marketing direct... télématique : centre serveur d'informations de la clientèle et de prise d'ordres...

Vif et créatif, une expérience confirmée dans des domaines similaires lui permet d'accompagner l'évolution de la société en matière de développement de nouveaux produits et services...

Christine TEINQUAND étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence correspondante au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Pam Champs

## Signez votre réussite...

Aujourd'hui vous souhaitez exprimer à plein vos talents et vos capacités d'innovation. La Division SEMICONDUCTEURS de TEXAS INSTRUMENTS, à travers des activités de conception, de fabrication et de commercialisation, vous offre une structure particulièrement développée sur le marché européen.

## INGENIEUR DE VENTES EXPORT

Intégré à notre équipe de ventes Moyen Orient, Afrique et Bassin Méditerranéen, vous êtes responsable des ventes, de la stratégie marketing et de l'organisation du support logiciel et technique pour notre plus important marché export : ISRAËL.

Vous motivez une force de vente employée par notre agent distributeur à Tel Aviv, tout en assurant un contact direct avec les principaux OEM'S. Votre challenge : augmenter notre pénétration en renforçant un partenariat de haute technologie avec nos clients au travers de projets "systèmes".

Ingénieur Electronicien + MBA (ou équivalent), vous avez au minimum 3 années d'expérience en vente ou marketing de produits électroniques, de préférence semi-conducteurs.

Ce poste basé à Vélizy nécessite de nombreux déplacements de courte durée (Israël, États-Unis, Europe) et une excellente pratique de l'anglais. (Réf. SCMEA/1288/1M).

## INGENIEURS DE PLANNING

A Villeneuve Laubié (près de Nice), vous intégrez notre centre européen de produits programmables. Chargé de la gestion du carnet de commandes sur une gamme de produits, vous organisez, lancez et coordonnez les approvisionnements auprès des centres mondiaux de fabrication (diffusion, assemblage et test).

Soucieux de fournir un service d'excellence auprès de nos clients européens et partager notre objectif de qualité totale, vous prenez en compte quotidiennement tous les indices de base : service, inventaires, CA, rentabilité. Ils vous permettront d'atteindre vos objectifs en termes de prévisions et de réalisations.

Votre formation d'ingénieur électronique est nécessaire à la compréhension des produits que vous gèrerez ; elle vous permettra en outre d'optimiser votre communication avec vos différents interlocuteurs (services techniques, qualité, ingénierie). Votre niveau d'anglais est excellent ; ce sera votre langue de travail. (Réf. SCPLNG/1288/1M).

Bernard TISON vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) en précisant la réf. du poste choisi à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 av. Morane Saulnier, 78141 Vélizy Villacoublay Cedex.

TEXAS INSTRUMENTS

S'unir, c'est gagner

## INGENIEURS DE TALENTS, FAITES CARRIERE DE PASSIONS !

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES, filiale du Groupe THOMSON, nous concevons et développons des systèmes de détection sous-marine répondant aux exigences technologiques les plus avancées. Leader européen dans notre domaine, l'ère société exportatrice au monde en matière de lutte sous-marine, nous fondons notre succès sur : la passion, l'ambition de notre métier, passion de réussites techniques, commerciales, humaines. Cette passion s'exprime à tous les niveaux : nous privilégions la prise de responsabilité, l'autonomie, la créativité et le développement des potentiels de chacun. Participez à la réalisation de nos grands programmes et vivez vos ambitions... avec passion.

## JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

ESE - ENST - ECP - MINES - AM ...

Dans le cadre de projets intégrant les domaines suivants

- Acoustique sous-marine
- Traitement du signal
- Machine de traitement du signal
- Informatique Temps Réel,

vous participez à la conception et au développement :

- d'applications temps réel en imagerie Sonar dans un environnement 68020 VME, ADAC, VAX SUN (Réf : 1288/LME)
- de logiciels de simulation acoustique sur machines de traitement du signal (Réf : 1288/SAC)
- de protocoles de communication (Réf : 1288/PRO)
- de logiciels de traitement du signal sur une architecture multiprocesseurs VME/68020. (Réf : 1288/AMU)

Ingénieur de formation (ESE, ENST, ECP, MINES Paris, AM ...), vous possédez une première expérience acquise en traitement du signal et/ou en informatique Temps Réel.

Votre goût pour le management, votre capacité à innover, à faire évoluer votre environnement, à vous impliquer dans des projets d'envergure, votre connaissance de l'Anglais seront vos meilleurs atouts pour évoluer au sein de notre groupe, attentif à la gestion de ses cadres.

Adressez sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA THOMSON SINTRA ACTIVITES Chemin des Travaux - BP 56 - 06801 CAGNES SUR MER, en précisant la référence de votre choix.

THOMSON

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



## INGENIEURS D'AFFAIRES GENIE CIVIL INDUSTRIEL

TECHNIP est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement, largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés (Pétrochimie, ciment, papier, verre, agro-alimentaire...). Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi. Au sein du département **GENIE CIVIL/BATIMENT** de notre siège social situé à la Défense, vous assurerez :

- la responsabilité de l'ingénierie génie civil des bâtiments industriels,
- le rôle complet d'animateur d'équipe et de gestionnaire d'affaires.

Diplômé d'une grande école d'ingénieur (ESTP, ENSAM + CHEBAP), vous pouvez vous prévaloir :

- d'une **EXPERIENCE REUSSIE DE 3 A 5 ANS** dans la fonction,
- d'une connaissance élargie des techniques de la spécialité (Béton, Charpente, VRD),
- de qualité de polyvalence et de communication.

Bien entendu, vous maîtrisez la langue anglaise. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence GCI à TECHNIP Division du Personnel - Cedex 93 - 99090 PARIS-LA DEFENSE.



## BUREAU D'ÉTUDES ORGANISME IMPORTANT PROCHE PROVINCE

recherche

## INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

« SUPELEC » ou autre grande école

Connaissances étendues : automates programmables, calculateurs industriels, réseaux d'informatique industriels locaux, régulation de vitesse.

POUR LUI CONFIER :

- à court terme, responsabilité de CHEF DE PROJET portant sur un vaste ensemble d'installations automatisables sur réseaux voies de communication ;
- à moyen terme, si réussite, des responsabilités globales de gestion technique, financière et de personnel.

RÉMUNÉRATION TRÈS MOTIVANTE DÈS LE DÉPART.

RÉELLES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION  
ET EXCELLENTE GARANTIE D'EMPLOI.

Écrire sous n° 8049,  
LE MONDE PUBLICITÉ - 6, rue de Montesson, 75007 PARIS.

## JEUNES INGÉNIEURS (ENST, SUPELEC...) SORTEZ DU MOULE !

**V**ous êtes un jeune spécialiste réseaux (Publics et privés) ayant soif de contacts et de haute technologie, débutant ou déjà expérimenté, vous désirez aujourd'hui faire la preuve de votre potentiel commercial : qu'attendez-vous pour nous rejoindre ?

Nous sommes un important groupe, leader sur les marchés Télécommunications et Informatique, et nous vous proposons aujourd'hui d'assurer, de manière autonome, le lancement et le développement d'un nouveau produit de très haute performance sur un marché vierge.

Après une période de formation à l'étranger, vous aurez pour mission de mettre en place les outils marketing et commerciaux qui vous seront nécessaires.

Notre goût du conseil allié à vos compétences techniques devraient vous permettre de développer rapidement votre chiffre d'affaires auprès d'une clientèle de très haut niveau.

La réussite de votre mission vous permettra d'évoluer rapidement au sein d'un groupe très fortement international.

Merci de confier vos ambitions, en précisant la référence M. JIG/01 à Redwood, 37 bis, avenue Gambetta - 75020 qui transmettra.



P.M.E. (20 personnes, 50 MF, export 95 %) filiale IFP/COMEX, jeune leader national dans la reconnaissance des sols en mer par forage, crée à MARSILLE le poste de :

## INGENIEUR ETUDE FABRICATION ET DEVELOPPEMENT

De formation Arts et Métiers ou équivalent, le futur titulaire possède une première expérience de la fabrication de matériel mécanique, hydraulique et de mise au point sur chantier, acquise si possible en mer.

Homme de terrain, inventif et concret, il a le goût du travail en équipe et désire s'investir dans une P.M.E. à taille humaine. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions) s/réf. 1110/88/MD à :



INNOVATION CONSULTANTS  
34, Cours Gouffé  
13286 MARSILLE cedex 6

## Directeur de projets Ingénieur ou universitaire

Société de Service et d'Ingénierie Informatique, nous sommes filiale d'un Cabinet de Conseil spécialisé en organisation et en monétique. Nous développons pour de grandes banques françaises ou internationales des applications touchant tous leurs domaines d'activité. Notre forte expansion nous pousse à intégrer aujourd'hui un informaticien expérimenté capable de prendre en charge à terme des projets novateurs. De formation supérieure (École d'ingénieurs, Université), vous avez une expérience de la conduite de projets de 5 ans environ acquise au sein d'un établissement financier ou d'une SSII. Un fort talent de manager, le sens des contacts, de la créativité sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. La maîtrise de l'environnement IBM grands systèmes sera un atout apprécié. Réf. D.P.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à BBC - 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra votre candidature en toute confidentialité.

## Chef de projets activités nouvelles Ingénieur Grande Ecole

Établissement bancaire, filiale d'un groupe financier international (Paris 8<sup>e</sup>) équipé de matériel IBM haut de gamme (3090/ MVS-XA, Télématique, réseaux, L43), nous développons de nouvelles activités spécialisées.

Votre expérience de 5-8 ans acquise au sein d'un service informatique équipé de gros systèmes, votre maîtrise de la conduite de projets significatifs et votre connaissance des domaines d'applications de la banque font de vous le candidat que nous souhaitons.

Créatif, dynamique et autonome, vous aurez la responsabilité de l'implémentation de nouveaux secteurs spécialisés et encadrerez les équipes de réalisations.

Votre salaire, votre évolution seront fonction de votre compétence et de vos ambitions. Réf. C.P.A.

## INGENIEUR METHODES/ ORGANISATION

pour un contrat de 2 ans  
à NEUILLY-SUR-MARNE (93).

**Votre mission :**  
vous participerez à la conception et à l'évolution de nos formations, à l'informatique de Gestion au sein du département recherches, études, développement national.

**Votre profil :**  
Ingénieur informaticien ou diplômé de l'Université (maîtrise d'informatique minimum) avec une expérience professionnelle de 5 ans, vous avez acquis au sein d'une structure importante :  
- des connaissances approfondies et une expérience confirmée dans les méthodes de conception de systèmes d'information les plus couramment utilisées (MERISE, AXIAL, RACINE...), la conduite de projets et les ateliers de génie logiciel.  
- une expérience de conseil en organisation.  
Rémunération brute annuelle : 210 KP+.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à Nicole TASSO, AFPA-CPTA 63, rue Ampère - 21 des Chanoux - BP 155 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.



principal organe  
d'intervention du  
Ministère du  
Travail, de l'Emploi  
et de la Formation  
- Professionnelle  
(10 000 personnes,  
150 établissements)



## HABITAT, CHOISISSEZ LE LEADER EN ILE DE FRANCE

- des unités à taille humaine où chacun peut s'épanouir, réaliser son projet, accroître ses responsabilités, se passionner... - des activités en pleine expansion : logement, ouvrages fonctionnels, industriel, rénovation, réhabilitation.

## Ingénieurs et conducteurs de travaux

Confirmé ou débutant, vous avez le goût des responsabilités, le sens de la gestion, des contacts et de l'organisation ; ces qualités d'entrepreneur vous permettront d'évoluer avec nous.

Adressez votre candidature à Dominique Fonally  
Bouygues Bâtiment Ile de France - Challenger - 1, avenue Eugène Freyssinet  
78061 S' Quentin en Yvelines Tél. 30 60 48 45



NOUS DÉVELOPPONS ENSEMBLE VOTRE PROJET

Filiale Groupe International

distribuant ses produits à l'échelon mondial  
Recherche pour son laboratoire d'études à Paris

## CHEF DE PROJET HARDWARE EN TÉLÉCOMMUNICATION

350 000 +

- Diplômé école ingénieur ou équivalent.
- 3 années expérience professionnelle minimum.

## INGÉNIEUR DÉBUTANT HARDWARE

200 000 +

- Pour participer en équipe à des travaux dans le domaine de la télécommunication.

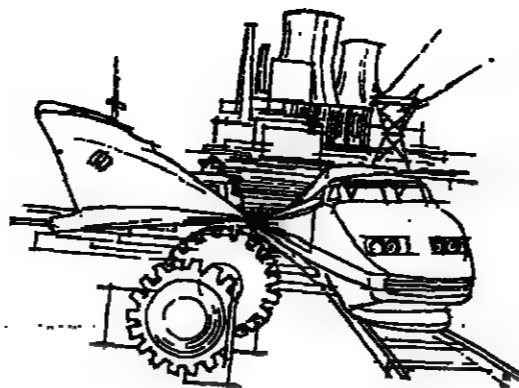
Envoyer C.V. manuscrit et photo à :  
CONVERGENCE 33, rue Bayen 75017 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# ALSTHOM



Dans le cadre de son Schéma Directeur Informatique, notre Division MATERIEL FERROVIAIRE (11 Etablissements), leader mondial dans son domaine, recrute :

## Responsable des études

LA ROCHELLE

Vous assurez la conduite de projets nouveaux et la maintenance des applications en exploitation à la tête d'une équipe d'informaticiens. Vous possédez des qualités techniques et de management en particulier l'aptitude à encadrer des projets informatiques importants, dans un environnement transactionnel CICS, DLI, VM/VSE, méthode MERISE. Vous êtes un jeune ingénieur diplômé de l'enseignement supérieur, justifiant d'une expérience significative.

Réf. LR/C/03

## Responsable informatique CFAO-Mécanique-CATIA

PARIS LA DEFENSE

A 35 ans environ, Ingénieur Grandes Ecoles (Mines, Supélec...), véritable organisateur et manager de tempérament, nous vous offrons de prendre en charge la mise en place complète de la CFAO 3D pour l'ensemble de notre Division. Vous devez posséder impérativement une expérience similaire dans ce domaine. Coordination, planification et suivi des développements, définition des standards et assistance technique aux établissements seront les points clés de notre mission. Vous maîtrisez l'anglais technique.

Réf. DF/R/01

## LA ROCHELLE

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine. Vous assurez la mise en place de notre CFAO, participez à la conception des applications et prenez en charge leur réalisation. Vous avez de réelles capacités d'autonomie et de communication, ainsi que de véritables compétences techniques en environnement 370 et 6150. Votre potentiel vous permet d'envisager une évolution au sein de notre groupe.

Réf. LR/R/01

## Chefs de projets confirmés et débutants

Vous devez garantir la conformité des outils informatiques aux spécifications des utilisateurs en cohérence avec l'ensemble du système d'information.

## PARIS LA DEFENSE

**CONFIRMÉ**  
Pour mener à bien la réalisation d'un important projet Système de gestion des Affaires à long terme, vous avez 35 ans environ, de formation Ingénieur ou MIAGE, vous connaissez MERISE et possédez une expérience similaire. A la tête d'une équipe d'informaticiens, en collaboration avec les utilisateurs, vous pilotez et coordonnez le projet informatique, de la conception à la mise en place.

Réf. DF/S/01

## RHONE-ALPES

**CONFIRMÉ**  
Vous avez une formation supérieure et possédez une première expérience en informatique de gestion, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans ce domaine. Vous avez évolué dans un environnement IBM VM/VSE. La connaissance de MERISE serait appréciée. Intégré à une équipe de projet, nous souhaitons vous confier la conception et la conduite d'un important projet industriel.

Réf. RH/G/01

## RHONE-ALPES

**DÉBUTANT**  
Jeune diplômé de l'enseignement Supérieur (MIAGE ou équivalent), aujourd'hui débutant, vous concrétiserez vos connaissances par une formation spécifique vous permettant de participer activement à l'étude, au développement et à la mise en place d'applications variées, dans un environnement technique IBM VM/VSE. Nous offrons de réelles perspectives d'évolution.

Réf. RH/G/02

## Ingénieur réseau SAONE ET LOIRE

Titulaire d'un Bac + 4 option Informatique vous avez déjà acquis, par votre expérience professionnelle (3 à 5 ans) une bonne connaissance des réseaux et le sens de l'animation. Spécialiste de la communication, vous participerez au projet Système d'Information de l'Etablissement. En étroite collaboration avec l'équipe informatique de gestion, vous prendrez en charge l'implantation d'un serveur d'informations graphiques et d'un logiciel de gestion de bases de données techniques et du réseau d'établissement.

Réf. SL/S/01

## Responsable SGBD L4G AGL

PARIS LA DEFENSE

De formation Ingénieur Grandes Ecoles (Mines, Supélec...), bilingue anglais, vous avez 30/35 ans et une réelle expérience en SGBD. Dans le cadre du Schéma Directeur Informatique et en relation avec les responsables informatiques, nous vous proposons de prendre en charge le choix et l'implantation du SGBD de la Division et des outils de développement (L4G, AGL).

## Responsables informatiques EST - NORD

A environ 35 ans, de formation supérieure Ingénieur ou Universitaire, vous avez une solide expérience dans le milieu industriel et une bonne connaissance du matériel IBM 43 XX sous DOS et VM (CICS, DLI, PL1), de la méthode MERISE et de la gestion de production. En relation étroite avec le Directeur de l'Etablissement et à la tête d'une équipe informatique, vous animez l'ensemble des activités du service et coordonnez les études en cours.

Réf. EST : E/E/01  
Réf. NORD : N/G/01

## Spécialiste méthodes et outils de génie logiciel RHONE-ALPES

Vous êtes spécialiste MÉTHODES et AGL chargé d'améliorer la qualité et la productivité de la réalisation de nos projets informatiques de gestion. Vous participez au choix des outils, assurez leur implantation, la formation de vos collaborateurs. Vous possédez une réelle expérience des outils MÉTHODES, AGL et SGBDR, vous conseillez nos équipes de projets. Votre mission s'exercera dans un environnement IBM/VSE.

Réf. RH/G/03

**Pour tous ces postes, vos qualités de rigueur, de synthèse, d'organisation et d'esprit d'initiative alliées à votre sens du management et des contacts vous permettront de participer aux évolutions technologiques de demain et de relever les défis à venir.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi et la région à notre Conseil VECTEUR CONSEIL- 83, rue Michel Ange - 75016 PARIS.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# Assurez avec SEMA GROUP

SEMA-METRA (France) et CAP GROUP PLC (Grande Bretagne), viennent de fusionner pour former SEMA GROUP, le premier groupe véritablement européen de services informatiques. SEMA GROUP veut dire synergie entre ses différentes équipes européennes, particulièrement dans le secteur des assurances où s'organise la grande mutation des années 90. La Division Assurance accompagne les compagnies dans leur parcours stratégique vers l'ouverture du marché en s'appuyant sur les technologies nouvelles. Elle cherche pour renforcer son encadrement : 2 ingénieurs d'affaires ayant une très bonne expérience de l'assurance. Forts de leur double compétence, Assurance

et informatique, ils savent : encadrer des grands projets, mener des schémas directeurs et conseiller leurs clients, participer avec la force commerciale au développement de notre marché. Consultants, managers et organisateurs, ils ont des idées et les mettent en pratique : ce sont des "penseurs actifs". Réf. LM5  
3 ingénieurs chefs de projets, 5 à 6 ans d'expérience et quelque temps dans l'assurance. Relais des ingénieurs d'affaires, ils encadrent chez nos clients des équipes de 5 à 15 personnes. Leurs responsabilités incluent au quotidien l'encadrement technique des équipes, la gestion des budgets et les relations avec les clients. Réf. LM6

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, en précisant la référence, à Virginie MAYOLLE, Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, SEMA GROUP, 16-18 rue Barbès 92126 MONTROUGE CEDEX.

SEMA GROUP

## ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

- à l'avant-garde de l'étude, du développement et de la production de matériels de pointe dans les domaines de l'électronique et du traitement de l'information,
- impliquée dans les GRANDS PROGRAMMES DU FUTUR

recherche pour

sa DIVISION ESPACE - CONTREMESURES en forte croissance

dont la mission est de concevoir, d'étudier et de réaliser les Systèmes défensifs de la nouvelle génération, notamment en association avec les grands partenaires européens, et qui, autour de projets de grande envergure se constituent des équipes pluridisciplinaires disposant des technologies d'avant garde (As Ga, Micro-hybrides,...) s'appuyant sur des moyens XAO particulièrement performants.

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

Curieux et créatifs, souhaitant participer à une phase passionnante de démarrage de nouveaux développements d'équipements complexes, ainsi que d'en suivre les évolutions (études théoriques, réalisation de prototypes, essais en vol,...). Ils se verront confier, selon leurs aptitudes et leurs compétences des responsabilités dans les domaines suivants :

- NUMERIQUE : Traitement du Signal, Circuits Numériques Rapides, Microprocesseurs, Bus, ASIC...
- ANALOGIQUE : Circuits Analogiques large bande, Chaînes Hyperfréquences
- RESEAUX HYPERFREQUENCE : Synthèses de Réseaux large bande
- SIMULATION : Simulations interactives, numériques et hybrides.

Ces postes s'adressent en priorité à des ingénieurs SUPELEC, SUP TELECOM, ENSEA, ISEP, ISEN..., débutants ou ayant acquis une première expérience de deux à trois ans dans des domaines similaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous réf. 3571 M à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

DEVELOPPEMENT  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

## Participez à notre réussite dans les Télécommunications de demain

Notre dimension internationale, notre avance dans le nouvel espace technologique des Télécommunications, nous incitent à renforcer notre structure en recherchant, pour l'une de nos divisions (1,5 milliard de CA), deux Cadres de haut niveau.

X, ENST, SUPELEC...

### Responsable études et développement

Avant fait vos preuves dans les techniques les plus avancées en Télécommunication, venez nous rejoindre. Nous vous offrons la direction d'un département Etudes et Développement (environ 150 ingénieurs et techniciens) pour faire évoluer, de la conception à l'industrialisation, nos produits destinés aux grandes administrations en France et à l'étranger. Vos compétences techniques, alliées à vos qualités d'animateur reconnu et accepté, vous permettront de relever le challenge que nous vous proposons. Référence : 8851.

### HEC, ESSEC, ou GRANDE ECOLE D'INGENIEURS Commercial et négociateur de haut niveau futur directeur commercial

Dans le monde des Telecom ou des biens d'équipement de pointe, vous souhaitez évoluer et devenir dans un premier temps l'adjoint à notre Directeur Commercial. Votre démarche marketing, votre expérience du montage et de la mise en place d'accords de partenariat et de consortiums, votre capacité à assimiler des technologies évoluées, font de vous un interlocuteur privilégié auprès des administrations et des grands comptes. Référence : 8852.

Pour ces deux postes, la pratique courante de l'anglais est impérative. Veuillez nous adresser votre candidature que nous traitons en toute confidentialité, en mentionnant la référence qui vous concerne.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES 7, rue de Monceau 75008 Paris (1) 42.89.10.25

Filiale d'un important Groupe Industriel Français spécialisée dans les transmissions par fibres optiques (170 personnes), proche banlieue Nord-Ouest recherche

## INGENIEUR

### ELECTROTECHNICIEN

Il sera chargé d'étudier et de développer des matériels pour transmissions optiques.

Dépendant du responsable études, il animera une équipe de techniciens de bon niveau et assurera le support technique auprès de la clientèle.

De formation grandes écoles : ESE, ESME... Il aura acquis au minimum une expérience de 3 années dans des domaines similaires.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 07.164 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

La Division "Techniques de surface et d'ingénierie" de notre société, spécialisée dans le stockage souterrain d'hydrocarbures, recherche un

## INGENIEUR

ENSI Chimie, SUPELEC ou équivalent

ayant 10 ans d'expérience en :

### INSTRUMENTATION

### ELECTRICITE

### ANALYSE FONCTIONNELLE

### SYSTEMES NUMERIQUES DE

### CONTROLE COMMANDE

dans le domaine pétrolier.

### DES CONNAISSANCES EN PROCESS

### SERAIENT APPRECIEES.

### L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE.

Ce poste, basé à RUEIL MALMAISON (3 ans RER), est à pourvoir rapidement.

Merci d'envoyer lettre et prétentions sous Réf. 4214 M à : RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand - 75017 PARIS.

## INGENIEUR PROCESS DANS L'AUTOMOBILE

Société Automobile de renommée mondiale, le développement de nos activités nous amène à recruter un ingénieur process.

Sa mission sera d'assurer le développement optimum des méthodes de fabrication, d'apporter un support technique à la fabrication et de participer à l'implantation de nouveaux équipements.

Diplômé(e) d'une école d'ingénieur, vous avez une première expérience du milieu industriel. Les dossiers d'ingénieurs débutants seront cependant examinés.

Le sens très développé des contacts humains et de la communication, une personnalité très affirmée et la maîtrise de la langue anglaise seront vos meilleurs atouts de réussite.

Vous êtes intéressés ? Alors adressez vos dossiers de candidatures à SOURCES, sous référence 2888 M 108 rue St Honoré - 75001 PARIS, qui transmettra.

## INGENIEUR CONTRAT CIFRE

Nous mettons en place dans notre Direction Technique (230 ingénieurs et techniciens) un ingénieur sous contrat de recherche "CIFRE" de 3 ans. Le candidat est obligatoirement détenteur d'un DEA dans les spécialités magnétisme et/ou électrotechnique.

Il participera à des études sur nos produits de pointe (roulements instrumentés à capteurs) ; dans ce cadre, il mettra en oeuvre différents logiciels de calcul en liaison avec le Laboratoire de l'Université de Savoie.

Poste à pourvoir à Annecy.

Sa gestion, en particulier sous l'angle rémunération s'effectuera à l'intérieur du système gérant tous les autres cadres et ingénieurs de la Société.

Adresser par la voie postale habituelle : lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle sous réf. 5860 à ORC-Pierre Uchou 12, rue Président Camot - 69002 LYON qui transmettra.

Mais contactez aussi, à cause des perturbations postales notre Société par télex au n° 50.65.32.91

SOCIÉTÉ NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'industrie des moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (25 000 personnes, dont 3 400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

## INGENIEURS MECANICIENS INGENIEURS METALLURGISTES

Notre centre de production de GENNEVILLIERS (2600 p.) vous attend.

Débutant ou avec une première expérience, vous définirez les nouveaux procédés de fabrication et vous les mettrez au point, vous automatiserez et rationaliserez les moyens de production, vous serez rapidement amenés à diriger un atelier.

Les moyens mécaniques et informatiques les plus modernes seront à votre disposition.

Merci d'adresser votre candidature avec vos prétentions sous référence MG/O1 à SNECMA - Département Encadrement 2 boulevard Victor - 75724 PARIS Cedex 15.

Groupe

SNECMA

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Si vous pensez que le ciel peut attendre...

voici un ciel qui vous fera changer d'avis.

Voici un ciel qui, à bien le regarder, n'est plus du tout ordinaire. Porteur d'avenir, vecteur de notre avance technologique, il est notre espace de recherche, le champ passionné de notre intelligence, de notre créativité technique.

Rechercher et agir pour le secteur aérospatial, civil et militaire, traduire notre engagement dans la compétition technologique mondiale est l'opportunité que la DIRECTION GENERALE TECHNIQUE souhaite vous confier.

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants - Expérimentés Réf. IG/12

## TECHNICIENS SUPERIEURS

Débutants Réf. TS/12

Vous interviendrez sur les compétences de pointe suivantes :

AVANT PROJETS	AERODYNAMIQUE
BUREAU D'ETUDES	AUTOMATISMES
SYSTEMES	INFORMATIQUE
MATERIAUX	GESTION TECHNIQUE
CALCUL DE STRUCTURES	INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Nos projets impliquent un travail d'équipe, l'adaptabilité, la créativité et le potentiel pour évoluer, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Postes basés en région parisienne et à Toulouse, mais aussi déplacements et séjours éventuels à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature ainsi que la référence choisie :  
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREQUET AVIATION  
Service du Personnel - 78, Quai Marcel Dassault - 92214 ST CLOUD.



AVIONS MARCEL DASSAULT - BREQUET AVIATION

LE CIEL N'ATTEND PAS.

## GROUPE AERONAUTIQUE DE 1<sup>er</sup> PLAN

**Ingénieur**  
**qualité logiciel**  
**Confirmé ou Débutant**

Notre Division Systèmes et Missiles étend son équipe Qualité et recherche un jeune Ingénieur. Interlocuteur des chefs de programmes, en contact permanent avec les équipes de réalisation des logiciels embarqués, vous assurez le suivi Qualité de logiciels opérationnels d'armement (temps réel). Vous négociez avec nos clients le plan d'assurance-qualité, participez à l'amélioration de la méthodologie de développement, à la prospection et à la mise en place d'outils. Ingénieur informaticien ou électronicien, vous êtes débutant ou avez une première expérience de développement de logiciels techniques dans un environnement qualité. Cette fonction à forte dimension relationnelle, dans un environnement de haute technologie, comporte de réelles perspectives d'évolution. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 8121 M à notre Conseil : SENANQUE - 103 rue La Fayette - 75010 Paris.

Sénanque

PRENEZ UN AVENIR D'AVANCE

FRANCE TELECOM

enot

Venez travailler et participer à des études avancées dans le domaine des télécommunications. Le Centre LANNION A recherche des

**INGENIEURS GRANDES ECOLES CONFIRMES**

dans le domaine du raccordement (cuivre et fibres) des réseaux.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS**

pour travailler sur - les réseaux - les systèmes multi-services.

Votre lieu de travail : LANNION, ville en bord de mer au cadre de vie agréable.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. TURPIN, DIV PCG GNET A - Route de Trégastel - B.P. 40 - 22301 LANNION

هكذا من الأصل

فكذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Schlumberger

#### CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS

Schlumberger Industries est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, de systèmes de défense...

Nous recherchons, pour notre établissement de fabrication de câbles pour l'exploitation pétrolière, un jeune

#### INGENIEUR MECANICIEN

De formation ENSAM ou équivalent, vous avez de préférence, une spécialisation en électrotechnique ou transmissions. Vous avez le goût des responsabilités et vous souhaitez vous orienter vers un poste qui vous permette d'aborder tant le commercial que la conception et la fabrication.

Sous la responsabilité du Directeur de l'Etablissement, vous animeriez une équipe de 4 techniciens. Vous assurerez le suivi des clients hors Schlumberger et vous serez en charge de la conception, la production et la qualification des produits nouveaux.

Vous avez une bonne pratique de l'anglais et vous êtes prêt à une grande mobilité géographique pour réaliser une carrière très ouverte au sein de Schlumberger.

Le poste est basé à Abbeville dans la Somme, à 170 km de Paris. Merci d'adresser lettre, c.v. et photo, sous la référence PM612, au Service du Personnel.

Schlumberger Industries  
Division Techniques et Productions  
125, Rue de Paris 91300 Massy

40704



La Direction d'Appui Scientifique et Technologique située à VELIZY renforce son département avant-projets et crée plusieurs postes

### Ingénieurs Généralistes (ENSAE - ECP - ENSTA - ENSL...)

Pour des études et avant-projets de systèmes aéroportés.

Au sein d'une équipe, ils réalisent les études systèmes préliminaires (recherche opérationnelle - études de faisabilité et prospectives modélisation...) au lancement des programmes aéronautiques futurs (systèmes aéroportés - Contre mesures...).

Ces fonctions peuvent être confiées à des ingénieurs grandes écoles débutants à 3 ans d'expérience, intéressés par une fonction pluridisciplinaire valorisant l'esprit de synthèse et la créativité, les capacités d'adaptation et d'initiatives personnelles et les facilités de relation et du travail participatif en équipe projet. Anglais courant.

Adresser CV sous référence EC 144 à Emmanuelle CHEDAL MATRA DEFENSE  
Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

**MATRA**  
DEFENSE ESPACE

### LOGICAM

#### INGENIEURS GRANDES ECOLES

Nous sommes une entreprise électronique jeune et de structure légère (30 pers.). Nous sommes très orientés sur les marchés du futur : les cartes à mémoire. Nous recherchons plusieurs postes d'ingénieurs.

##### INFORMATIENS

Nous vous confierons des projets dans leur intégralité. Vous développerez les applications, en particulier dans les domaines monétaire et sécurité. Vous êtes de formation Grande Ecole d'ingénieur ou universitaire, débutants ou peut-être dotés d'une première expérience. Vos compétences en développement, en assembleur et en langage évolué sur micro ordinateur (DOS ou UNIX) vous permettront d'être à l'aise dans la fonction. Réf. HUB 102

Intégrer notre société, c'est avant tout collaborer avec une équipe de travail efficace dans une ambiance maison. Nous saurons faire évoluer à terme les candidats performants. Adressez nous votre dossier de candidature s/réf. choisie. LOGICAM, 39 Bd Magenta 75010 Paris.

##### INGENIEUR COMMERCIAL

Votre mission : la vente de systèmes de sécurité informatique, de contrôles d'accès, destinés aux Grandes Entreprises et Administrations.

Pour réussir à ce poste nous vous demandons une formation Grande Ecole d'ingénieur ou de Commerce/Gestion, ainsi que le goût de la technique et des relations humaines... Réf. HUB 103.

40704

### JEUNE INGENIEUR GENERALISTE

Encadrer une équipe et développer notre service technique.

MACON

Figurant parmi les leaders européens sur notre marché, nous vous proposons de rejoindre l'une de nos usines, pour la réalisation d'importants projets de développements industriels. Rendant compte au Directeur, vous prendrez en charge, avec une petite équipe, l'amélioration de nos procédés et de nos équipements (B.E. méthodes, projets d'investissement...) ainsi que la maintenance de nos installations. Vous vous préparerez ainsi à évoluer dans notre structure vers des fonctions d'encadrement ou de projets techniques.

Diplômé d'une GE d'ingénieur, vous avez acquis si possible une première expérience industrielle, vous souhaitez maintenant élargir vos responsabilités en rejoignant un grand groupe porteur d'avenir et de réels moyens d'action. Qualité de communication, créativité technique, goût du travail en équipe assureront votre réussite.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, cv, photo) sous la réf. 43542 à Média System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra.



### ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT ESD AUTOMATISMES

A l'avant-garde du développement des Technologies de pointe dans les domaines :  
• Télécommunications  
• Informatique distribuée  
• Informatique bancaire  
• Gestion des Transports (Billetterie et systèmes de contrôle) recherche

#### INGENIEURS LOGICIELS

expérimentés sur UNIX SYSTEM V

Réf. 3569 M

#### INGENIEURS EXPERIMENTES EN TELECOMMUNICATIONS :

logiciel ISO, réseaux locaux, réseaux constructeurs SNA, DSA.

Réf. 3570 M

Ces postes d'études et de développements sont à pourvoir au sein d'un secteur en expansion.

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous référence à préciser sur l'enveloppe à Développement (qui transmettra)

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTHE

Filiale française d'un grand groupe multinational, nous sommes un des leaders dans le domaine des MATERIELS AGRICOLES et de T.P. Pour renforcer l'équipe des Etudes-Recherches et Développement, nous recherchons un :

### INGENIEUR R & D (Systèmes Electriques et Electroniques)

Rattaché au Responsable du Service des Nouvelles Technologies, il aura en charge, avec son équipe, les études et la mise au point de nouveaux systèmes électriques et électroniques destinés à être intégrés dans les produits en cours de développement et qui contribueront, plus généralement, à l'évolution de l'automatisation des machines du futur.

Environ 30 ans, vous avez une formation supérieure d'INGENIEUR (Electricité, Electronique) et une expérience d'au moins 4 années en B.E. portant sur des applications proches (biens d'équipement automobile, véhicules industriels, engins portuaires ou de T.P., etc.).

Imaginatif et créatif, vous êtes aussi pragmatique. Ouvert et communicatif, vous savez travailler en équipe et en réseau.

Ce poste est basé en région parisienne et implique une parfaite connaissance de la langue anglaise (liaisons permanentes avec les USA).

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 5130 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

**Actiman**

700412

### Haute Technologie

#### VOTRE METIER... LA VENTE VOTRE VOCATION... L'INTERNATIONAL

Filiale de Services dans le domaine de l'ingénierie de formation d'un Groupe international de premier plan, fabricant de produits de haute technologie principalement destinés au secteur militaire, nous garantissons à nos clients des prestations de qualité adaptées à leurs besoins de formation.

Pour augmenter notre part de marché et élargir notre clientèle, nous accueillons aujourd'hui un INGENIEUR COMMERCIAL, professionnel de la vente de services, passionné par l'international.

A 35 ans environ, de formation supérieure commerciale et/ou technique, vous avez déjà une expérience similaire réussie. Pleinement responsable de la prospection, de la négociation et du suivi de contrats de vente de formation, vous serez depuis Paris affecté à une zone géographique ; dans un premier temps le Moyen-Orient, l'Extrême-Orient et l'Europe avec plus tard peut-être une ouverture vers d'autres zones. Vous êtes bilingue anglais et avez de bonnes connaissances en espagnol.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 671 à Annick LUCCHINI.

**jacques tixier s.a.**

7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTHE

### RESEAUX - SYSTEMES D'INFORMATION - MONETIQUE Vos nouveaux espaces d'expertise.

Société du groupe DATAID (1200 personnes, 450 MF de CA) Dataid moyens de paiement intervient de façon significative dans le domaine de l'ingénierie monétique. De plus en plus intégratrice de nouvelles technologies, la monétique nous amène à développer notre activité CONSEIL et à recruter des

### INGENIEURS RESEAUX Diplômés Grandes Ecoles

Vous serez responsable en partie ou en totalité de la conception d'ARCHITECTURES RESEAUX complexes. Vous avez acquis une première expérience d'environ 3 ans dans le secteur de la monétique de préférence et souhaitez valoriser vos compétences dans une structure motivante. Nous recherchons également des débutants souhaitant s'investir dans le même type de projets.

Si ces nouveaux espaces d'expertise suscitent en vous un réel intérêt, adressez-nous votre dossier de candidature :  
DATAID MOYENS DE PAIEMENT  
Madame HOUQUET  
103, rue Lauriston  
75116 PARIS



**DATAID**  
Moyens de Paiement

L'INFORMATIQUE DES REUSSITES

### Jeune ingénieur d'affaires



### Jeunes Ingénieurs

Carrière Première expérience

### Ingénieurs

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

Carrière Première expérience

RÉPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 14 décembre 1988 31

SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PMI en bonne santé économique, bien implantée  
sur le marché des installations électriques des  
automatismes industriels, recherche un

## Jeune ingénieur d'affaires

dont la mission sera de prospecter la clientèle, assurer la négociation  
des contrats et la réalisation complète des affaires, participer à la mise  
en route des installations et former les utilisateurs.

Ce poste réellement évolutif sera confié à un ingénieur grande école  
(INSA, ENSEIHT, ENSIEG, EUDIL...) possédant de bonnes connais-  
sances en automatismes et régulation, si possible une première expé-  
rience d'environ 2 ans acquise dans une fonction technique ou com-  
merciale, et alliant autonomie, rigueur et qualités relationnelles.

Poste : ville nord de Paris.

Ecrire sous réf. 49 C 1137-8 M.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Valeo

Valeo, vous connaissez ?  
Valeo Thermique est l'une de ses bran-  
ches. Son développement se conduit à  
renforcer son équipe commerciale.

Thermique

## Jeunes Ingénieurs Débutants - Première expérience

Rejoignez une équipe qui gagne

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez entre 24/28  
ans. Vous souhaitez évoluer vers une fonction technico-  
commerciale et négocier à haut niveau. C'est ce que nous  
vous proposons... si vous maîtrisez l'allemand.

**DIVISION HABITACLE** : interface privilégiée entre les  
constructeurs automobiles allemands et notre cellule Etudes,  
vous consolidez et développerez le flux des affaires chez  
ces clients.

**DIVISION THERMIQUE MOTEURS** : en relation étroite avec  
les constructeurs européens (du Nord) et principalement  
allemands de véhicules industriels, vous démontrerez  
auprès de vos interlocuteurs quels sont nos avantages  
concurrentiels afin d'optimiser votre pénétration commer-  
ciale.

C'est de votre performance et de votre disponibilité que  
dépendra votre évolution dans le groupe. Formation assurée.  
Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candida-  
ture (lettre manuscrite, CV, photo, préten-  
tions) sous référence LM/1089 au CNFP  
Ressources Humaines - 61 rue des Belles  
Feuilles, 78116 Paris.

ANPC-CONSEIL

Valeo L'Équipement Automobile

# Ingénieurs grandes écoles avez-vous pensé au CAM ?

JEAN BISSELICHES  
Directeur Général

Les responsables informatiques  
et les professionnels du groupe CAM  
vous souhaitent d'être les premiers  
à les rejoindre en 1989

Vous avez une  
bonne connaissance  
de l'informatique

Contactez BRIGITTE MAUROIS  
Directeur des Ressources Humaines  
4, rue Berthollet - 94110 Arcueil  
Tél : (1) 46 83 50 55

**CAM**  
L'INFORMATIQUE DE LA  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
ET DE SON GROUPE FINANCIER

UN ENVIRONNEMENT DE POINTE... POUR ÉPROUVER VOTRE EXPERTISE

JEUNES  
INGÉNIEURS  
SYSTEMES  
RESEAUX

Vous évoluez dans un environnement « gros système » de préférence IBM et souhaitez à présent  
prendre en mains des projets importants et renouvelés.

Notre schéma directeur prévoit une très forte scolarisation de nos systèmes d'information et vous  
offrez donc de multiples opportunités à court, moyen et long terme.

Ingénieurs, de préférence Grandes Écoles, orientés configuration système, vous pourrez tout  
d'abord nous aider sur MVS - IMS DB/DC DB2-SNA etc.

Ce ne sont bien sûr que quelques indications sur ce que nous pouvons vous offrir.

Nous sommes prêts à en discuter avec vous. Didier LESJOUR se tient à votre disposition pour  
établir les premiers contacts. Communiquez lui vos coordonnées, sous référence O/ISR/LM,  
RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS ou téléphonez lui  
au 47.34.16.16.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

URGENT

Nous sommes une entreprise en rapide expansion  
dans un secteur tertiaire très porteur (200 personnes)  
située à PARIS et nous recherchons un (e)

## ADJOINT (E) DU CHEF DE SERVICE ORGANISATION

FORMATION D'INGENIEUR DEBUTANT (E) OU  
AYANT QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

S'intégrant dans une petite équipe, il (elle) agira en tant qu'interface  
entre les informaticiens, le service de gestion et le service commercial  
pour assurer la meilleure utilisation des moyens. Ce poste conviendrait  
à une personne ayant une vue globale de l'entreprise et capable de dia-  
loguer avec des directeurs de service à un niveau élevé.

Le (la) candidat (e) idéal (e) aura 27 ans environ et sera capable d'analyser les sous-ensembles d'un problème  
d'organisation afin d'en faire la synthèse.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 7295-M  
à Mamrèges, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.



General Electric CCR

6 000 personnes, plus de 5 milliards de Chiffre d'Affaires, est  
le pôle européen de GENERAL ELECTRIC MEDICAL, leader  
mondial de l'imagerie médicale.

Dans le cadre du développement des nouveaux produits  
d'échographie et des systèmes numériques d'acquisition et  
de traitement d'images High Tech, GE/CCR recherche pour  
son Département de Production, à BUC :

### UN RESPONSABLE PRODUCTION

A la tête d'une équipe de 10 à 15 personnes, il est responsa-  
ble du test, de l'intégration, de systèmes et équipements  
électroniques complexes. Il travaillera sur les technologies  
les plus récentes. (Réf. 390).

### UN INGENIEUR GPAO

Doué d'un bon esprit d'analyse, créatif, il améliorera l'utilisation  
du système existant (TOLAS), uniformise les procédures de  
GPAO et participe à l'introduction des méthodes KANBAN en  
production. (Réf. 391).

### INGENIEURS METHODES DE TEST

Ils prennent en charge la définition et l'automatisation des  
outils de test pour les techniques analogiques et digitales.  
Interlocuteurs privilégiés des Etudes, ils valident ainsi la fai-  
sabilité technique des projets dès leur démarrage, dans un  
esprit de qualité totale. (Réf. 392).

Ces postes concernent des ingénieurs diplômés en Electroni-  
que ou Arts et Métiers, débutants ou ayant une première  
expérience de deux ans (simulation et outils de tests auto-  
matiques pour les postes Ingénieurs Méthodes de Tests).

Puissants, doués d'une forte personnalité, les candidats sont  
capables de s'impliquer totalement dans des postes stratégi-  
ques pour l'entreprise et d'y apporter un  
« plus » qui leur permettra d'évoluer ultérieu-  
rement.

Adressez lettre, CV, photo et prétentions  
sous référence choisie à notre Conseil  
EUROSELECTION, 3 rue Troyon,  
75017 Paris.

E  
U  
R  
O

SELECTION

هكذا من الأصل



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

recherche

### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

POUR :

- Coordination au niveau national d'études techniques en matériel, logiciel, et réseaux en environnement DPS 7 et machines hétérogènes.
- Suivi de l'évolution d'un important parc de DPS 7.

Ce poste de haut niveau nécessite une expérience professionnelle minimum de 5 ans et une parfaite connaissance de l'environnement BULL DPS 7 et des réseaux. La connaissance d'Unix serait un atout supplémentaire. Une bonne aptitude aux contacts à tous les niveaux est indispensable. Lieu de travail Paris 7<sup>e</sup>.

Transmettre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8056

LE MONDE PUBLICITÉ

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

## La branche biscuit : la recherche appliquée au service de l'innovation permanente

### Ingénieur de recherche appliquée



37 Md de francs de CA, 1,7 Md de bénéfice plus de 100 sociétés, 40000 personnes dont 4000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Dans l'activité biscuit, l'innovation est le moteur de la recherche. A l'effort permanent d'amélioration de nouvelles recettes, d'adresses différentes, de nouveaux débouchés entre les matières, notre groupe de recherche appliquée (22 personnes) réunit en permanence créativité et rigueur scientifique. Aujourd'hui nous souhaitons accueillir au sein de l'équipe un ingénieur agroalimentaire ou universitaire de haut niveau spécialisé en biochimie (docteur) ayant environ 5 années d'expérience réussie en laboratoire de recherche ou dans l'industrie agroalimentaire (et qui aura dans l'idéal développé ses connaissances en matières premières). Les orientations biochimie, cette mission vous donnera l'occasion de travailler en étroite collaboration avec les hommes de développement, les sites industriels, mais aussi d'exploiter toute source d'information externe pour gagner la bataille permanente de l'innovation. Votre évolution se fera naturellement au sein du groupe, soit dans le développement soit dans la fabrication.

Le poste est basé à Athies-Mons.

Merci d'adresser votre candidature sous n° SD 13 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BOUN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## LA RADIOTELEPHONIE EN EUROPE

### IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE



**PERSPECTIVE EUROPE :** le projet d'une entreprise décidée à faire l'Europe plutôt que d'en parler. ALCATEL RADIOTELEPHONE réalise le futur réseau de radiotéléphonie numérique cellulaire européen : un dessin ambitieux pour des hommes passionnés, engagés sur des marchés concurrentiels et de haute technologie. Construire avec nous l'Europe des radiotéléphones : tel est le défi que nous proposons de relever à des

### INGENIEURS D'ETUDES RADIO COMMUNICATION

Au sein de l'équipe responsable des terminaux, vous participerez au développement des futurs radiotéléphones numériques et serez plus particulièrement chargé de l'étude des parties radio, basée sur la mise en œuvre de concepts nouveaux. Votre responsabilité s'étendra jusqu'à la phase d'intégration des matériels et leurs industrialisations. Ces postes s'adressent à des ingénieurs grandes écoles

(SUPELEC - ENST - ENSI - ENSA option télécom) ou de formation universitaire, débutant ou ayant une première expérience et parlant anglais couramment.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) à : Monsieur Benoît de FOURNOUX - ALCATEL RADIOTELEPHONE - 56, avenue Jean Jaurès - 92707 COLOMBES CEDEX



RADIOTELEPHONE

L'EUROPE EN PERSPECTIVE

## ASTRA-CALVÉ

La société ASTRA CALVÉ (Astra, Fruï d'Or, Si Florigny, Arisat...), filiale du Groupe UNILEVER recherche pour son usine d'Asnières (92) un

### CHEF DE PROJETS GPAO DEC (VAX, ETHERNET, VMS)

Directement rattaché ou responsable de l'informatique usine et dans le cadre de projets internationaux, vous assurerez, avec de larges responsabilités, la mise en place et le démarrage des applications de GPAO. Vous devrez également déterminer leurs implications sur l'organisation informatique actuelle, que vous contribuerez ainsi à faire évoluer.

Diplômé d'une école d'ingénieurs spécialisée (INSA, ENSEIHT, ENSIMAG, ISEN...) vous posséderez 5 ans d'expérience dans la conduite des projets sur matériel DEC. Vous avez en outre une bonne connaissance de l'anglais.

Votre développement ultérieur sera à la mesure de vos compétences et de la dimension internationale d'UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence 25/88 LM à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement et Sélection des Cadres - 157 boulevard Haussmann - 75382 PARIS Cedex 08.

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE



## INGENIEURS ELECTRICIENS CONFIRMES

TECHNIP est aujourd'hui le premier groupe français d'ingénierie. Notre développement largement ouvert sur l'international, est lié à notre capacité à maîtriser des projets complexes et de plus en plus diversifiés. Dans chaque spécialité, nos équipes relèvent ce défi.

Au sein du département ELECTRICITE/AUTOMATISME de notre siège à la Défense, vous assurerez :

- la responsabilité de la partie électricité des contrats,
- la conception et la définition des installations électriques,
- l'évaluation des coûts techniques.

Diplômé d'une école d'ingénieurs (INPG, SUDRIA, ESIEA, ESIEE...), vous avez une EXPERIENCE REUSSIE D'AU MOINS 5 ANNEES en bureau d'études ou ingénierie.

Vos qualités de polyvalence et de communication s'ajoutent à une bonne connaissance de la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence IEC à TECHNIP - Division du Personnel - Cedex 93 92090 PARIS-LA-DEFENSE.



Leader mondial sur le marché des Amidons spéciaux recherche le futur

## Technical

### Development Manager

de son Département Agro-Alimentaire (France - Italie - Espagne)

Avec son équipe, il apportera le support technique nécessaire à la force de vente afin de favoriser la promotion et le développement de nos produits. Grâce à une excellente connaissance de la technologie alimentaire et des ressources du groupe, il pilotera le programme technique, en liaison étroite avec le marketing, la recherche et la production.

Les candidats devront posséder une formation Agro-Alimentaire, Agronomie ou Biologie (niveau ingénieur). Formation commerciale supérieure vivement souhaitée. Ils auront également 2 à 3 ans d'expérience du suivi technique ou de la vente d'un produit industriel agro-alimentaire.

Maîtrisant les techniques de communication, l'ingénieur retenu devra pouvoir animer en ANGLAIS des réunions professionnelles de haut niveau. Une bonne pratique de l'allemand serait appréciée.

Ce poste, basé à Villefranche-sur-Saône, implique de nombreux déplacements dans les pays de la CEE.

Ecrire avec CV + photo + prétentions à National Starch & Chemical - Service Ressources Humaines - 21 Nord - BP 438 - 69655 - VILLEFRANCHE-SUR-SAONE cedex.

National Starch & Chemical

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

La Côte d'Azur, une région pleine de promesses, au carrefour de l'Europe des hautes technologies.

Dans le cadre de grands projets, mettant en œuvre des techniques de pointe, notre agence de NICE propose des opportunités de carrière à des :

#### Diplômés Grandes Ecoles

##### Ingénieurs chefs de projet

Expérimentés pour développer et diriger des projets.

##### Ingénieurs logiciels

Débutants ou première expérience pour participer à la réalisation des projets.

Dans les domaines : • Logiciels de base • Logiciels embarqués • Simulation • Traitement de signal • Télécommunications • Temps réel • Micro-processeurs • Intelligence artificielle.

Vous êtes ambitieux, vous souhaitez valoriser votre expérience au sein de grands projets techniques, venez nous rejoindre. Adressez votre candidature à Philippe BRACONNIER, CAP SOGETI SYSTEMES, 179 Bd René Cassin, 06200 NICE. Tél : (16) 93.21.01.41.

CAP SOGETI SYSTEMES

## Ingénieur support logiciel

**Philips Science et Industrie** Entreprise à taille humaine, nous commercialisons une gamme complète de matériels électroniques professionnels : systèmes industriels d'analyse, de test et mesure, d'audio-communication et de sécurité. Jeune ingénieur diplômé grande école, vous avez 2 ans d'expérience en informatique et une connaissance soignée en environnement DEC, VMS, PDP et RSL. En relation avec notre force commerciale, vous adapterez et vous metrez en place nos logiciels en clientèle. Vous évoluerez vers la responsabilité technique de projets pluridisciplinaires dans un contexte international. Une bonne connaissance anglaise est bien sûr indispensable ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. IS/14 à Philippe Schenck et Industriels, Jacky Bideau, 105 rue de Paris, 93002 Bobigny.

"Philips en France, c'est plus de 21 milliards de C.F., 27 000 personnes qui croient de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'investissement de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

## Alcatel Answare regardez votre avenir sous un autre angle

▼ Spécialistes en informatique aujourd'hui, vous voyez votre avenir sous l'angle de la polyvalence et de l'évolution. En répondant à vos attentes, ALCATEL-ANSWARE satisfait en même temps l'exigence de ses clients (entreprises des secteurs publics et privés de toutes tailles) en leur proposant des systèmes d'information dont la complexité va sans cesse croissant. Nos moyens aujourd'hui (les vôtres demain) : ceux d'ALCATEL dont nous sommes filiale, 800 collaborateurs de haut niveau, une implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations, axé sur l'informatique technique et industrielle.

PARIS - ORLÈANS - METZ - LYON

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

INGÉNIEURS LOGICIELS TEMPS REEL

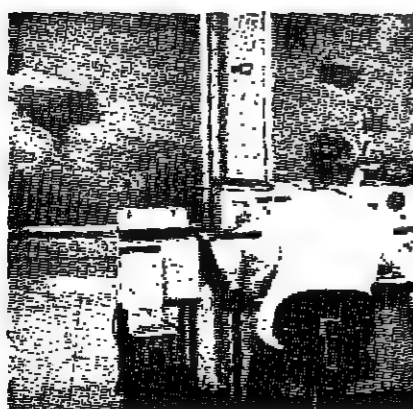
• Nous vous donnons accès à tous les grands projets des années à venir : Airbus, Ariane, Nucléaire, Ingénierie, Systèmes Embarqués...  
INFORMATIQUE TECHNIQUE : télécommunication, traitement du signal et d'images, génie logiciel, scientifique...  
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : productique (automatismes, GPO, robotique, contrôle de process), mesure, instrumentation...  
• Vous êtes de formation Grande Ecole ou Université, débutant ou expérimenté.  
• Vous avez de réelles capacités d'adaptation, d'autonomie et de communication, de bonnes compétences techniques dans les environnements suivants : PDP/RSL, VAX/VMS, 48000/UNIX, 8086/8088. Langages : ASSEMBLEUR, FORTRAN, PASCAL, C, ADA.

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène DOUVIER, Responsable des Ressources Humaines, sous référence ITI/M/12/1, ALCATEL ANSWARE ITI - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense.

ALCATEL  
ANSWARE



A l'écoute de l'Europe



Nous sommes un grand de la technologie des télécommunications.

Actuellement impliqués dans l'adaptation et le développement de systèmes téléphoniques, premier constituant des réseaux numériques français et européens, nous intégrons dans notre groupe des :

### INGÉNIEURS LOGICIELS confirmés

Pour relever ces défis, vous êtes diplômé et vous possédez une expérience dans le domaine de la commutation temporelle.

Vous devrez maîtriser l'anglais pour être rapidement opérationnel et prévoir quelques déplacements à l'étranger.

Nos équipes vous attendent dans la région parisienne.

Adressez nous votre dossier complet (C.V. + photo + prétentions) en indiquant la référence 75993 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion. Réponse assurée.

IMPORTANT ORGANISME RECHERCHE POUR SON CENTRE INFORMATIQUE BASÉ DANS LA RÉGION NICOISE

## ANALYSTES PROGRAMMEURS

débutants

Miage, maîtrise d'informatique...

Nous utilisons les techniques de gestion informatique les plus performantes et disposons d'un matériel informatique très important (Ordinateurs IBM 3090 - 3081-128 et 64 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards caractères en lignes).

Formation complémentaire assurée, réelle possibilité d'évolution dans un environnement enrichissant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 7664 à : Organisation et Publicité 2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

Notre unité de production, située dans les Hautes Pyrénées, met en place la GPO. Elle cherche pour réussir cette implantation

### un jeune ingénieur

ECP, A & M, débutant, vous êtes intéressé par cette fonction à responsabilités allant organisation et informatique qui vous permet de connaître nos fabrications et notre entreprise.

Votre formation et votre potentiel sont pour nous et pour vous le gage d'un avenir dans notre groupe.

Notre consultant J. PICARD, vous remercie de lui écrire (réf. 3124 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.  
11, rue LUDOVIC - 31000 TOULOUSE  
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

### SOGREAH Ingénieurs Conseils

recherche pour le Département des Alpes en France à GRENOBLE

#### INGENIEUR DIPLOME

De formation génie civil ayant quelques années d'expérience dans le domaine des travaux publics

##### FONCTION :

• réaliser les missions de maîtrise d'œuvre  
• assurer, après une année de mise au courant, la coordination et l'animation des activités d'ingénierie du Département.

##### DOMAINE D'ACTIVITE :

réseaux d'assainissement pluvial, aménagements de cours d'eau, stations de pompage, barrages, micro-centrales.

#### INGENIEUR DEBUTANT

De formation génie civil ou travaux publics.

##### FONCTION :

Chef de projet : missions de maîtrise d'œuvre.

##### DOMAINE D'ACTIVITE :

Génie civil des Aménagements hydrauliques et D.A.O.

Adressez lettre + CV + disponibilité à SOGREAH BP 172X 38042 GRENOBLE CEDEX.

## INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES

(Option INFORMATIQUE)



KODAK SYSTEM  
Dessins  
des Bureaux  
de l'Étude  
de l'Étude  
de l'Étude

### INGÉNIEUR

CONFIRMES

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

de 1 à 3 ans d'expérience

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**BCEOM** Société Française d'Ingénierie  
Pour renforcer notre service hydraulique, nous recherchons pour Montpellier :

**HYDRAULICIEN FLUVIAL**

Nous attendons les candidatures d'ingénieurs (Ecoles Hydrauliques GRENOBLE ou TOULOUSE) confirmés (5 ans d'activité en B.E. minimum), et disponibles rapidement.

Prière d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo s/réf. 88/81 à J.M. GLASMAN (D.R.H.) BCEOM - 15, square Mac-Thymans 75741 PARIS Cedex 15

**Telemecanique** les solutions de progrès

14 000 personnes, CA 7 milliards de francs (consolidés) - Leader Européen des composants pour Automatismes Industriels recherche dans le cadre d'une activité de développement de produits électroniques à technologie multiple, un :

## INGÉNIEUR AUTOMATISMES

- Il analysera avec les ingénieurs de conception, les "fonctionnalités des produits électromécaniques"
  - Il définira avec les agents de méthode et la production, le cahier des charges
  - Il concevra les automatismes des moyens de production et de contrôle des produits électromécaniques. Ces automatismes incorporeront des automates programmables.
  - Il assurera le suivi des réalisations sous traitées.
- Ce poste, à pourvoir au sein de la Direction Méthodes Industrielles correspond à une formation d'ingénieur automatismes type ENI, ENSI.
- Un technicien de forte valeur et avec une solide expérience, verra sa candidature examinée.

Pour ce poste, le lieu de travail est situé à RUEIL MALMAISON. Adresser le dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence DT 87.31 610/LM à Lucien RIBAUTE - Direction du Personnel de la Division Industrielle - n°2 33, avenue de Chatou, 92506 RUEIL-MALMAISON

Grand Prix de l'Innovation **Telemecanique** FILIALE DU GROUPE SCHNEIDER

## INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES (Option INFORMATIQUE)

Pour animer et coordonner le développement d'importants projets informatiques.

Une expérience de 2/3 ans est souhaitable.

La maîtrise de l'anglais constituera un atout important dans l'analyse des candidatures.

Ces postes, basés à Paris offrent de réelles possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo sous référence 8813 à :



**KODAK-PATHÉ**  
Gestion des Ressources Humaines  
24, rue Villiot  
75694 PARIS CEDEX 12

## INGÉNIEURS CONFIRMES ou 1 à 3 ans d'expérience

Pour participer à notre nouvelle expansion dans l'un des domaines :

- TRAITEMENT D'IMAGES,
- TRAITEMENT DU SIGNAL,
- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- RESEAU.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGÉNIEURS SPECIALISES.



Merci d'adresser C.V. et prêt à 9, Bd. Jean Jaurès 92100 BOULOGNE

## Votre challenge? Notre 6ème oscar de l'emballage

Ingénieur développement packaging



Les Brasseries KRONENBOURG, situées à Strasbourg n°1 français sur le marché de la bière poursuivent leur expansion européenne. Elles réalisent un CA de 3,2 Milliards de Francs à travers leurs marques : KRONENBOURG, 1664, FORT 4, KRONY, OBERNAI VILLAGE.

Passionné par le packaging, vous êtes à l'affût de toutes les nouveautés. Ingénieur de formation, vous avez impérativement 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire et vous souhaitez intégrer une équipe particulièrement créative. Au sein d'une structure recherche et développement d'une trentaine de personnes, notre cellule spécialisée dans la recherche des packagings a prouvé sa performance en obtenant 4 oscars de l'emballage en 1987 et en 1988.

Vous êtes chargé d'entreprendre et de coordonner toutes les actions nécessaires afin de développer de nouveaux packagings et d'améliorer ceux existants que ce soit en emballage primaire (verre, métal...) ou secondaire (plastique, carton...). Vous travaillez bien entendu en étroite collaboration avec les directions marketing, achats et industrielles.

Cette fonction, particulièrement variée, vous permettra de donner libre cours à votre créativité et d'assurer votre développement au sein du premier groupe alimentaire français.

Le poste est basé à Strasbourg.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. PC 75 M en précisant votre rémunération actuelle à BSM Service Recrutement Cadres, 7 rue de Réhobon, 75081 Paris Cedex 03.

## NOUS METTONS DE GROS MOYENS A VOTRE DISPOSITION

Division Equipements, nous concevons et réalisons les commandes de vol des avions de demain. Dans le cadre d'une large relation informatique, notre Division (1 500 pers.) développe ses propres applications sur DEC et IBM (4381 MVS).

### CHIEF DE PROJETS IMS

Vous serez celui (ou celle) à qui nous confierons (à la tête d'une équipe de 6 pers.) le développement de l'ensemble de nos applications sous IBM. Confirmé(e) dans la responsabilité de projets importants sous IMS, vos connaissances DBDC complétant une formation supérieure de préférence ingénieur généraliste.

### ANALYSTE CONFIRME

Vous serez celui (ou celle) à qui nous confierons, au sein de notre équipe IBM, la conception et l'étude fonctionnelle d'une partie de nos projets. Votre connaissance d'IMS sera bien sûr un atout. Diplômé(e) d'Études Supérieures, BAC + 4, votre première expérience s'est déroulée dans un environnement gros système.

Basés à Saint-Cloud, vous serez amenés à des déplacements sur notre site de production d'Annecy. Christiane CHARBONNE attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie à RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

## AVIONS MARCEL DASSAULT - BREQUET AVIATION

### Schlumberger

Etudes, suivi de fabrication et assistance aux utilisateurs d'équipements électromécaniques avancés.

DES RESPONSABILITES POLYVALENTES POUR UN JEUNE INGÉNIEUR MECANICIEN

### Services Pétroliers

Notre Unité conçoit et fabrique des équipements utilisés sur les sites pétroliers et intégrant des développements technologiques avancés en mécanique, électronique, informatique.

Pour renforcer une de nos équipes d'étude et de mise en œuvre de nouveaux équipements fonctionnant à terre ou sur plate-formes off-shore, nous recrutons un jeune

## INGÉNIEUR Grande Ecole

Diplômé d'A & M ou d'une grande école équivalente, vous êtes débutant ou vous avez une courte première expérience en installation d'équipements électro-mécaniques.

Dès votre intégration, nous vous confierons la responsabilité globale de projets, de la définition des cahiers des charges en relation avec nos clients au suivi de fabrication et à l'assistance aux utilisateurs sur le terrain.

Ce premier poste vous permettra d'exercer et de renforcer votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts et votre capacité de conduire des projets d'envergure sur les plans techniques et industriels aussi bien que financiers et administratifs.

Il vous ouvrira de nombreuses possibilités d'évolution au sein de SCHLUMBERGER.

L'anglais est indispensable pour ce poste impliquant des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence MR/1312 au Service du Personnel

ÉTUDES et PRODUCTION SCHLUMBERGER  
26, rue de la Cavée - BP 202  
92142 Clamart Cedex

## NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS

### INGÉNIEURS INFORMATIENS GRANDES ÉCOLES

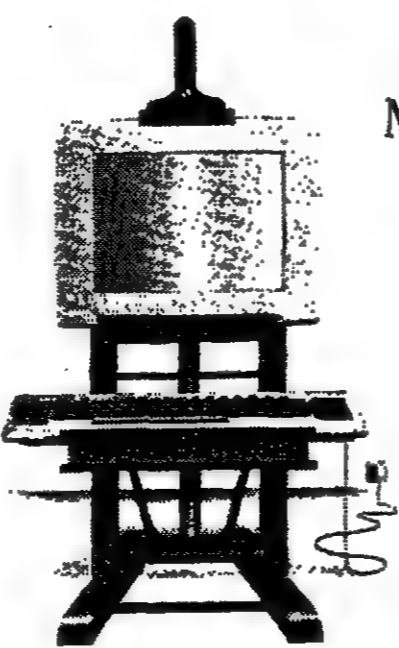
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Temps Réel, Télécommunications, Processus Industriels...), INFORMATIQUE APPLIQUÉE À LA GESTION D'ENTREPRISES (Transactionnel, Télématique, Bases de Données...), autant de domaines dans lesquels vous pourrez exprimer vos talents d'ingénieur informaticien.

Débutant, après une formation spécifique à notre méthodologie et aux techniques informatiques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés. Si vous avez déjà une première expérience, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à Paris, Lille, Lyon, Orléans... vous attire, envoyez rapidement à Hervé Captier une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

Pour le reste, accordez nous quelques jours.

LOGISTA, 33 quai de Dion Bouton, 92814 PUTEAUX CEDEX.



**LOGISTA**  
DES HOMMES D'ENTREPRISES

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CORNING FRANCE

## Ingénieur de Production

Composants fibres optiques

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement.

La production-pilote de l'une de nos nouvelles lignes de produits : composants en optique intégrée pour les réseaux de télécommunications, connaît un succès croissant. Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et motivée par son challenge. Vous serez le responsable des opérations d'usinage, montage et finition, le garant de la qualité des produits, l'organisateur et le gestionnaire de votre secteur de fabrication. Diplômé d'une G.E. d'Ingénieur, vous avez acquis une première expérience industrielle. Rigoureux et concret, vous êtes attiré par les réalisations techniques dans un environnement international. Localisation Fontainebleau.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. IP/M/2, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 av. de Valvins, 77211 AVON Cedex.

## ADA département techniques avancées

■ Ingénieurs grandes écoles, vous possédez :  
- une réelle maîtrise de ADA et des méthodologies associées,  
- une expérience informatique en environnement technique de 5 ans minimum,  
- une ouverture relationnelle et le goût des responsabilités.

Nous vous proposons de venir renforcer notre équipe de spécialistes. Nous vous confierons des missions de :  
- conseil,  
- formation,  
- conception / réalisation en ADA. Rejoignez le leader européen en ingénierie d'informatique technique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Elisabeth PICARD, sous référence LM/11 Direction de la Gestion Opérationnelle des Ingénieurs, SEMA GROUP 16/18 rue Barbès MONTROUGE CEDEX

SEMA GROUP

## SPECIALISTE DE LA VENTE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES devenez

**LE MANAGER COMMERCIAL** de notre équipe d'INGÉNIEURS  
Intervenant en INFORMATIQUE DE POINTE

De formation Supérieure, vous avez une solide expérience de la commercialisation de prestations intellectuelles, si possible dans le milieu de l'informatique technique et scientifique. Vous souhaitez donner un élan à votre carrière ; nous vous proposons le poste de

### RESPONSABLE DE NOTRE DIVISION LOGICIEL

Votre mission comportera notamment les aspects suivants :

- Auprès des grands comptes, vous développerez de nouveaux marchés et entretenez la clientèle existante.
- Vous recruterez, suivrez et dirigerez nos ingénieurs de haut niveau.
- Vous animerez votre équipe dans un environnement à taille humaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo prétentions) sous la réf. AS/FB à notre Conseil Anna STAROSWIECKI  
INFORAMA Carrières - 7, rue Pasquier - 75008 PARIS

NORMANVILLE - 1311 - MONTROUGE  
PARIS - PAU - TOULOUSE

INFORAMA  
carrières  
la technologie par les hommes

## Ingénieur bureautique et micro-informatique

Paris. Au sein du Ministère de la Défense, le Bureau Informatique de la Direction des Constructions Navales (DCN) a un rôle pilote en informatique pour ses différents établissements industriels et recherche un jeune ingénieur informaticien.

Il sera responsable de deux projets : l'un concernant la messagerie de l'écrit, l'autre la micro-informatique. Il participera à l'élaboration de la politique dans ces domaines, aura un rôle de coordinateur pour les actions à mettre en place et animera les deux groupes de travail affectés à ces projets. Il assurera la veille technologique et les liaisons avec les établissements industriels, a une compétence en bureautique, micro-informatique et réseau et, si possible, une première expérience dans l'un de ces domaines. Le poste requiert un potentiel de bon niveau, de l'autonomie et des qualités d'expression écrite et orale.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et photo, sous la référence L.118/M, à Henri BOUET, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX.

ISM SEMA-SELECTION  
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

## Offre forte IBM : démarrez tête de série.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

**JEUNES DIPLOME(E)S  
D'UNE GRANDE ECOLE  
D'INGENIEURS OU DE  
COMMERCE**

(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

**INGENIEUR  
COMMERCIAL ou  
INGENIEUR TECHNICO-  
COMMERCIAL.**

Ces postes sont à pourvoir à PARIS  
et en PROVINCE, avant la fin de  
1988.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence U 41 à :  
IBM FRANCE - Département  
Recrutement - 5, Place Vendôme  
75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

Premier groupe mondial en électroménager, nous recherchons pour notre Direction Informatique, un

JEUNE  
INGENIEUR  
A FORT  
POTENTIEL

pour pourvoir au poste d'INGENIEUR COMMUNICATIONS ET RESEAU ; aussi aurez-vous pour mission, après une formation approfondie, de satisfaire les exigences de nos clients, tant internes qu'externes au Groupe, dans des domaines aussi variés et évolutifs que peuvent l'être les communi-

cations au sein d'un grand Groupe Industriel.

Le poste est basé à SENLIS (30 mn des portes de la Chapelle et de Bagnelet).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à ELECTROLUX S.A. - Direction Informatique - B.P. 139 - 60307 SENLIS Cedex.

Electrolux

## JEUNE INGENIEUR d'ETUDES Contre Mesures Terrestres

Étienne LACROIX  
LES MURIS S.A.

La Division CONTRE-MESURES, recherche et développe DES LEURRES PASSIFS à usage en armement pyrotechnique. Cet ingénieur est chargé de mener à terme l'élaboration de Contre-Mesures de LEURRES destinés à l'auto-protection de cibles terrestres. Rattaché au Responsable Développement, il analyse les besoins exprimés, met en forme les spécifications, suit l'avancement des dossiers en faisant participer les services impliqués : R.E., Protos, Qualité, Industrialisation, Production. Il collabore avec l'ingénieur Commercial qui pilote les Affaires CONTRE-MESURES "TERRESTRE". A ce titre, il tient les objectifs de coût de revient, et les délais. Vis-à-vis des Clients, il respecte strictement les clauses techniques définies et les plannings.

Profil : titulaire d'un diplôme d'INGENIEUR, vous vous intéressez à la PYROTECHNIE. Vous avez une première expérience, même courte, d'ingénieur d'études qui vous a rendu autonome, créatif, et gestionnaire. Vous maîtrisez parfaitement l'ANGLAIS et utilisez l'INFORMATIQUE. Le poste est basé à MURET, mais il nécessite des déplacements.

Merci d'adresser votre dossier : lettre manuscrite, CV (photo), et salaire souhaité sous référence JM 8101, à Cabinet LAUTREC LEPY  
Division Recrutement - 35 rue des Couteliers, 31000 TOULOUSE.  
Révision et réponse garanties.

marie-francoise lautrec lepy  
Conseiller d'Entreprise, Toulouse

E T O I  
&  
TECHNOLOGIE  
DE POINTE



JEUNES INGENIEURS  
JEUX ARTS ET LETTRES

PROFESSIONNEL  
JEUNES INGENIEURS  
JEUX ARTS ET LETTRES

ANAFORSA

ESTES-VOUS R.A.V. COMPTES

NOTRE DIRECTION DES SYSTÈMES

NOTRE DIRECTION DES SYSTÈMES

NOTRE DIRECTION DES SYSTÈMES

CHEF DE PROJET

ARJOMARI

ARJOMARI

responsable Production

responsable Production

responsable Production

# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## BETON & TECHNOLOGIES DE POINTE



Les conduites de refroidissement des centrales nucléaires, la pose de conduites d'assainissement en son de mer, la réalisation de galeries souterraines dans le gisement souterrain de Paris-Nord, les travaux du métro de Lille, la participation au projet européen Eurochem, la Société des Broyeurs Bonnes a été créée par 2500 personnes qui participent à la réalisation de grands projets industriels.

### JEUNES INGENIEURS CENTRALE, ARTS ET METIERS, T.P.

vous souhaitez valoriser votre formation : expériences acquises de préférence dans l'industrie ou le B.T.P.  
Le développement de nos activités nous amène à recruter des équipes :  
— DE PRODUCTION  
dans nos usines de Conflans-Sainte-Hippolyte (78) et Bordeaux,  
— D'ETUDES  
dans notre département Equipement et Matériel à Paris.  
Ici en France qu'à l'étranger, de véritables possibilités d'évolution sont offertes.  
Adresser C.V. et photo sous référence 8983 à :  
SOCIÉTÉ DES BROYEURS BONNES, S.P. 355-04, 75005 Paris Cedex 05.

### ANATOR S.A.

recrute

### AGENTS TECHNIQUES S.A.V. CONFIRMÉS

#### FONCTION :

— Maintenance de systèmes informatiques de contrôle d'accès, gestion d'horaires, enregistrement électronique (hard et soft) et d'application télématiques.

#### PROFIL :

- Bac + 2 ;
- 3 à 5 ans d'expérience ;
- 28 ans minimum ;
- Connaissance micro appréciée.

Envoyer C.V. accompagné d'une photo + présentations à :  
ANATOR S.A. - 44, rue Marcel Paul, 78500 SARTROUVILLE.

Société française leader sur le marché des transmissions pour véhicules (1.900 personnes - 1,5 milliard de Francs de CA), filiale d'un important groupe international.

NOTRE DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION installée à Saint-Germain-en-Laye, équipée d'un IBM 4381 (POS/VSE, VM/CMS, CICS, DL1) reliée à nos 5 unités de production, recherche un jeune

### CHEF DE PROJET

Agé de 25 à 27 ans, de formation supérieure (Ingénieur ou MIAGE), vous possédez une première expérience acquise de préférence dans un environnement IBM. Vous avez en outre des qualités de séducteur et de rigueur et le sens des relations humaines. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de conception et de développement. Vous serez chargé de conduire des projets depuis l'élaboration du cahier des charges jusqu'à la mise en service. Vous animerez l'équipe de réalisation.

GLAENZER SPICER

Adresser C.V. détaillé + photo à :  
GLAENZER SPICER  
Direction du Personnel et des Relations Sociales  
10 rue J.P. Timbaud - 78301 POISSY

### ARJOMARI

L'un des premiers GROUPES PAPETERIERS FRANÇAIS recherche pour son usine des VOSGES (EPINAL)

### Ingénieur

Responsable "Produits surfinés"  
Développement et Production  
Ingénieur Chimiste ou Papeter

Rattaché au chef de production, il aura en charge l'ensemble de l'animation, de la gestion et de l'organisation de ce secteur.  
Ce poste implique de nombreux contacts avec les autres usines du groupe, le service développement et le suivi qualité et technique chez les clients à travers le monde.  
ANGLAIS INDISPENSABLE.  
Pour contact, tél. au 03.27.36.50 ou adresser lettre et CV détaillé sous réf. 720 à



Denis HEFTRE Conseil  
Gestion des ressources humaines  
BP 3679 - 54016 NANCY Cedex.  
Confidentialité assurée.

## ICI, ON ENTENDRA PARLER DE VOUS !

L'automate programmable : l'un des produits d'aujourd'hui et de demain. Un marché difficile et fortement concurrentiel. Si April s'est hissé en 3 ans au rang des premiers constructeurs mondiaux, ce n'est pas le fruit du hasard. Notre stratégie est claire : la qualité, les hommes.  
Entrer chez April, c'est s'attacher très vite à un réel esprit de communication, de responsabilisation et d'initiative à tous les niveaux de l'entreprise.  
Ici, nous comptons sur vous pour participer pleinement à notre objectif : la satisfaction totale de nos clients. Venez partager notre réussite, on entendra parler de vous !



INGENIEUR INFORMATICIEN

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE CONCEPTION

INGENIEUR INTEGRATION LOGICIEL

GRENOBLE

CASTRES

GRENOBLE

Au sein d'une équipe de 8 personnes, vous prendrez en charge le développement et la gestion d'un projet informatique destiné à générer du code exécutable pour les fonctions régulation d'un Automate Programmable Industriel. Vous travaillerez en relation permanente avec le Service Assurance-Qualité, les sous-traitants et bien sûr, les autres équipes de Développement. Les compétences requises ? Une large culture informatique et particulièrement les langages C, Pascal ainsi que les méthodes de conception. Nous apprécierons également vos connaissances en MS/WINDOWS, AUTOMATISME et REGULATION, et une première expérience professionnelle, même courte.



JEUNES INGENIEURS (SUPELEC, INSIMAG, ENSEIHT, INSA option Informatique), parlez-nous de vous ! et faites-nous partager vos motivations en adressant votre dossier de candidature à Madame Le Guet, APRIL, BP 73, 31103 Castres.

Une équipe de 14 personnes, d'importants moyens d'action, une politique Qualité reconnue et stratégique : voilà votre prochain environnement. De la phase marketing jusqu'à la mise en place chez nos clients, vous participerez à l'application des dispositions Qualité Conception (plan de qualification, fiabilité, suivi de projets, tableaux de bord...). Cette mission, très complète vous conduira également à définir, créer, optimiser les méthodes et procédures Qualité du développement (méthode de conception hardware, organisation...). Votre formation d'ingénieur électronique (ou généraliste) est aujourd'hui complétée d'une première expérience dans le développement des produits électroniques. Initiative, esprit de synthèse et goût du travail en équipe sont les atouts pour réussir pleinement à ce poste.

Au sein de la Direction Technique, l'ingénieur intégration coordonne l'assemblage des pièces logicielles en provenance des équipes de Développement. Il accompagne en permanence la fabrication de ces assemblages dans un souci constant de qualité. Pour cela, il organise et met en œuvre toutes les campagnes de tests nécessaires. Ce poste alliant animation et coordination sera confié à un jeune Ingénieur Informaticien et/ou Automaticien. Il devra maîtriser la programmation sur PC et l'utilisation MS/DOS et, si possible, MS/WINDOWS. Au-delà de vos connaissances, vous saurez mettre en avant vos qualités relationnelles, de diplomatie et de rigueur.

april

ET LES TALENTS FLEURISSENT

## RANK XEROX

Nous confions nos réseaux à ceux qui veulent découvrir de nouveaux itinéraires

Ingénieurs vente systèmes

Un grand nom de l'informatique se doit aujourd'hui d'être connu par la qualité de ses produits autant que par la compétence de ses commerciaux. Aussi Rank Xerox leur donne-t-il les moyens d'être les interlocuteurs crédibles dont les entreprises ont besoin.

Confrontés très vite à la réalité des affaires, disposant des meilleurs atouts pour convaincre les décideurs, les Ingénieurs Vente Systèmes trouvent chez Rank Xerox un environnement ouvert à tous les talents, propice à toutes les ambitions.

Aussi à l'aise dans la négociation que dans le diagnostic des besoins, votre connaissance des technologies informatiques et des réseaux vous permettra de proposer aux professionnels des grandes entreprises des solutions performantes et d'étudier avec eux le mode de financement adapté.

De formation supérieure, vous avez une expérience des logiciels et des réseaux en environnement gros systèmes.

De tempérament commercial, ouvert au dialogue et désireux de partager votre expérience, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

Ses postes sont à pourvoir à Paris, Strasbourg, Nancy, Lille, Rouen, Rennes, Tours, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Béziers, Montpellier et Lyon.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. I.M. 21, à Laurent Amelinéau, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubry sous Bois Cedex.

## CENCEP



Le Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance élargit la cellule informatique de son service de contrôle et recherche un collaborateur à fort potentiel :

### AUDITEUR INFORMATICIEN

Le réseau des Caisses d'Epargne avec ses 802 milliards de bilan en 1987, plus de 30 000 personnes, 16 centres informatiques, 6 000 implantations vit à L'HEURE EUROPEENNE 1992.

Après une formation complémentaire à la banque et aux techniques de l'audit, vous assurerez à terme au plus haut niveau de responsabilité et avec une large autonomie, la conduite de vérifications dans les unités informatiques du réseau des Caisses d'Epargne.

Dans un premier temps, vous participerez à l'analyse et au diagnostic de l'ensemble des aspects suivants :

- technique informatique (exploitation, métrologie, étude, réseau, sécurité) ;
- gestion administrative et financière ;
- qualité des prestations.

De formation supérieure, vous avez une expérience informatique de plusieurs années orientée de préférence vers le système ou la production et acquise chez un constructeur, une SSIH ou encore un utilisateur de gros ordinateurs centraux.

Vous souhaitez maintenant élargir votre champ de compétences et d'action.

Vous êtes basé de préférence à Paris et disponible pour des déplacements prolongés en province.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M/AI à Jacky GAUVIN - CENCEP

8, rue Masseran - 75007 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cet important groupe industriel régional (680 personnes - 350 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de pièces et d'ensembles mécaniques. Bénéficiant d'une place prépondérante sur ses marchés, elle s'adresse à une clientèle diversifiée tant en France qu'à l'export : industrie automobile, aéronautique, agro-alimentaire, armement, robotique... Renforçant ses structures, elle recherche :

### RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

d'un département de 120 personnes. Rattaché au Directeur Technique, dans un premier temps vous animerez et dirigerez les ateliers de fabrication (planning, usinage montage) et rapidement vous aurez la responsabilité complémentaire des méthodes. Dans le respect de la qualité, des coûts et des délais, vous veillerez à l'optimisation productive de l'important parc matériel du département.

Ce poste stratégique et évolutif peut vous concerner. Agé d'environ 35 ans, de formation ingénieur généraliste à dominante mécanique (AAM, INSA...). Vous aurez nécessairement une expérience confirmée de la fabrication, de préférence dans une industrie de biens d'équipements. Animateur d'une volonté déterminée, vous saurez accroître vos responsabilités, communiquer votre dynamisme et votre envie de réussir à vos équipes. Vous pratiquez la langue anglaise et la connaissance de la langue allemande serait très appréciée. Réf. M 17750 G

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence choisie à :

**EGOR OUEST ATLANTIQUE**  
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

PARIS ECRICHAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRAS.

### INGENIEUR B.E. PROCESS

Après une période d'adaptation et de formation, vous devrez à partir de cahiers de charges, conduire le développement des études matériel, l'amélioration, la mise au point de l'ensemble de l'outillage et des automatismes, de leur conception jusqu'aux essais et industrialisation.

Agé d'environ 25 ans, vous êtes ingénieur mécanicien, diplômé d'une grande école (ENSM...). Après une première expérience de 2 à 3 années, vous souhaitez intégrer une équipe leader sur son marché et participer activement à l'amélioration du processus de fabrication. Pour ce poste évolutif, vous devez aimer relever les challenges afin de montrer vos capacités et justifier vos ambitions personnelles. La pratique de l'anglais est impérative, la connaissance de l'allemand serait un plus.

Réf. M 17750 C

**EGOR**



**SOCIÉTÉ ANONYME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS**  
(5 500 personnes) groupe SAGEM  
**UN DES LEADERS de L'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE**

### INGENIEUR GENERALISTE GRANDE ECOLE

#### SPECIALISTE de l'ANALYSE de la VALEUR

Ses Missions : PROMOUVOIR l'application de l'Analyse de la Valeur, FORMER à ses méthodes des groupes de travail et les GUIDER et les ASSISTER dans leur application concrète sur les développements les plus importants. A ce titre, il assistera les 3 DIVISIONS : OPTRONIQUE DEFENSE, TELECOMMUNICATIONS, COMMUNICATIONS D'ENTREPRISES.

Nous recherchons un ingénieur de formation A ou M ou similaire, maîtrisant bien l'ANALYSE de la VALEUR et ayant plus de 7 ans d'expérience - BE, METHODES, ORGANISATION de PRODUCTION, RESPONSABILITE D'ATELIER... - acquise en entreprises de haute technicité (Electronique, Mécanique de Précision...). Goût et aptitudes pour la communication et l'animation de groupes sont bien sûr indispensables. Nous vous proposons une rémunération conforme à votre qualification et, à terme, de réelles perspectives d'évolution de carrière liées aux besoins permanents de notre groupe en ingénieurs de haut niveau. Merci d'adresser votre candidature (lettre - CV avec rémunération actuelle ou prétentions - env. à l'adresse) sous réf. SAT/LM 1 à :

**micHEL jouhannaud conseils**  
182, rue de Vaugirard, 75015 PARIS  
PARIS-LILLE

## ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

*A la base de notre réussite internationale :  
des moyens considérables au service de grandes ambitions.*

Nous sommes aujourd'hui parmi les leaders internationaux en matière de conception et de réalisation de systèmes électroniques complexes. Déjà nous préparons demain. Notre stratégie du succès ? Des équipes d'ingénieurs de haut niveau motivés par les challenges ambitieux. Un environnement de technologies avancées basé sur les moyens les plus performants en études, développement et fabrication. Relevons ensemble les défis technologiques de la prochaine décennie !

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

#### CONFIRMES OU DEBUTANTS

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles de type SUPELEC, SUP TELECOM, SUP AERO...

Nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées. Après une formation à nos métiers, vous participerez, de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antennes à balayage électronique, optronique... Vous bénéficierez bien sûr de tous les moyens d'information de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs...

Outre une expérience technique de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), s/réf. 93127/LM à : HCA, 1 pl. du Palais Royal, 75001 Paris.

**La ville de Maisons-Alfort (Val-de-Marne)**  
(51.000 habitants)

recrute

### 1 INGENIEUR EN BATIMENT

Domaine d'activité : travaux neufs et régie.  
Fonctions : gestion et coordination de la subdivision bâtiment.  
Salaire de base : 8.950 F brut.  
Prime de technicité : 13<sup>e</sup> mois - Prime de vacances.

Adresser C.V. à M. le Maire.  
118, rue du Général-de-Gaulle, 94701 MAISONS-ALFORT.

## LABORATOIRE DU C.N.R.S. GRENOBLE

recherche

### INGENIEUR D'ETUDE

Grandes écoles ou équivalent.  
Débutant ou première expérience.

POUR : Conception accélératrice ou grands instruments de mesures analytiques, techniques de calcul, anglais.

Candidature à adresser AVANT LE 18 DÉCEMBRE 1988.

Service du personnel - ISN  
53, av. des Martyrs, 38026 GRENOBLE CEDEX.

## SIEMENS

### Division Médicale

Nous faisons partie des plus grands constructeurs mondiaux d'appareils médicaux. En France, plus de 400 personnes se consacrent à l'expansion de cette activité.

Toujours attentifs à intensifier nos services auprès de notre clientèle, nous recherchons des

## cadres techniques

NL CT/DT-MED

De formation supérieure en électrotechnique ou électronique, ils ont une expérience d'après-vente confirmée de 5 ans minimum dans un domaine identique ou similaire.

Les candidatures d'ingénieurs biomédicaux seront également considérées.

Ces postes, basés à notre siège de Saint-Denis (avec possibilité ultérieure d'ouvertures régionales) nécessitent des déplacements en Province et en Europe du Nord.

## ingénieur génie civil

NL IGC/DT-MED

Pour notre Bureau d'Études de projets d'implantation de matériel médical.

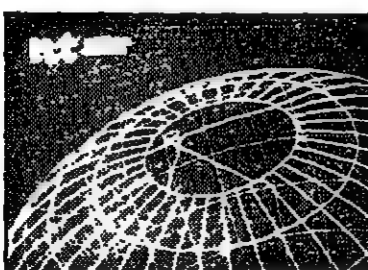
Expérience confirmée nécessaire.

Poste basé à Saint-Denis.

POUR L'ENSEMBLE DE CES POSTES : une bonne connaissance de l'allemand et/ou de l'anglais est indispensable. Une formation spécifique sera assurée à Saint-Denis (93) et en R.F.A.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier complet avec C.V. détaillé, en précisant bien la référence choisie à : Département du Personnel BP122 - 93204 SAINT-DENIS CEDEX 01

Siemens S.A.



Ce symbole représente l'Univers numérique intelligent, la structure imaginée par Northern Telecom pour une société de l'information où les télécommunications deviendront le cadre universel de toutes les interactions humaines.

## PROFESSIONNELS DES TELECOMS : TROUVEZ DANS NOTRE CROISSANCE UN NOUVEL ELAN POUR VOTRE CARRIERE.

Choisir NT MERIDIAN, filiale du groupe NORTHERN TELECOM, c'est relever le défi d'une expansion européenne.

Avec 50 000 employés dans le monde, une position de leader mondial dans le domaine des systèmes de télécommunications entièrement numériques... NORTHERN TELECOM table aujourd'hui sur une croissance majeure de ses activités, en France et en Europe, dans la Recherche et le Développement (Même la Vallée) et la production (Verdun). Savoir-faire technique, qualité des produits, puissance des moyens, gestion active des carrières : le projet de NORTHERN TELECOM, alors que la société s'implante, offre aujourd'hui des opportunités uniques d'évolution à des professionnels des télécoms en France et à travers le monde.

### INGENIEURS COMMERCIAUX

#### Grands Comptes

Élément moteur de notre croissance, vous agirez en maître d'œuvre auprès des Grands Comptes (Industrie, grandes administrations...) : appels d'offres, réponse aux cahiers des charges, présentation, négociation, rédaction des contrats.

Vous mènerez votre action en bénéficiant d'une grande autonomie et travaillerez en collaboration avec nos services internes (spécialistes produits, cotations, ingénierie de systèmes, formation des usagers).

A 35 ans environ, avec une formation d'ingénieur, vous présenterez une solide expérience des télécommunications (7/8 ans) qui vous a permis d'évoluer dans un rôle technique et un rôle commercial.

Vous maîtriserez plus particulièrement le domaine informatique (connectique, transport d'informations, les protocoles X25, 3270, SNA). Ce type d'expérience nous intéresse également.

Habitué aux contacts de haut niveau, vous posséderez l'allant commercial et la capacité à mener des présentations de groupe. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Le poste est basé à PARIS.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à K. FUCHS NT MERIDIAN - 16 Place de l'Iris - Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE.

**ntm**

*« Être à la pointe des techniques industrielles, c'est préparer l'avenir »*



filiale du groupe ALIA (46 MF DE CA/150 p), nous

sommes une société de conseil et d'ingénierie en informatique industrielle et scientifique.

Notre vocation est de réaliser des projets importants pour des entreprises de notoriété. Nous constituons aujourd'hui des équipes et recherchons

### DES INGENIEURS EXPERIMENTES

ayant des compétences dans les domaines suivants :

- implantation de D.E.S. sur PIN-PAD connaissance du 8748 impérative
- utilisation des méthodes numériques appliquées aux calculs de structures : calcul statique, dynamique thermique et thermodynamique
- télécom : connaissance des normes X 400 X 83 ou X 25
- électronique et Pascal ou C et assembleur sur IBM PC
- conduite de projets dans un environnement OS9 - 68 000 - Pascal
- langage C sur IBM PC pour conception d'un interpréteur LCAM dans le domaine de la carte à mémoire
- traitement d'image : assembleur 68 000 et C sous OS9
- conception de carte électronique autour du TMS 320C25
- développement de logiciels temps réel en assembleur 68 000 et C sans UNIX, utilisation de la méthode SÄDT
- conception-réalisation de terminaux graphiques ainsi que des logiciels d'application en 68 000 en C/UNIX et OS9 dans des environnements GKS et PHIGS

Les postes sont à pourvoir en région parisienne et en province. Caroline Parsy étudiera confidentiellement votre candidature et vous remercie de lui faire parvenir votre CV ou de lui téléphoner au 42-09-34-00 - Société Sivan, 10, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



# IMAGINEZ

Imaginez un monde où les usines produisent à plein rendement... Où les informations circulent de bas en haut, de haut en bas. Où l'information est efficacement partagée par tous les services de l'entreprise. Où les mondes des automatismes et de l'informatique industrielle agissent en symbiose. Où les automatismes collaborent efficacement avec les informaticiens pour donner une plus grande compétitivité à leur entreprise. C'est cette vision qu'Allen-Bradley veut transformer en réalité. Déjà leader mondial en automatismes industriels, et en forte progression sur le marché français (+ 47 % en 1988), sa récente alliance stratégique avec Digital Equipment, le leader de l'informatique industrielle et départementale, lui assure la maîtrise des outils pour répondre aux nouvelles exigences de l'industrie. Son appartenance au puissant groupe Rockwell International, lui assure les moyens de son développement.



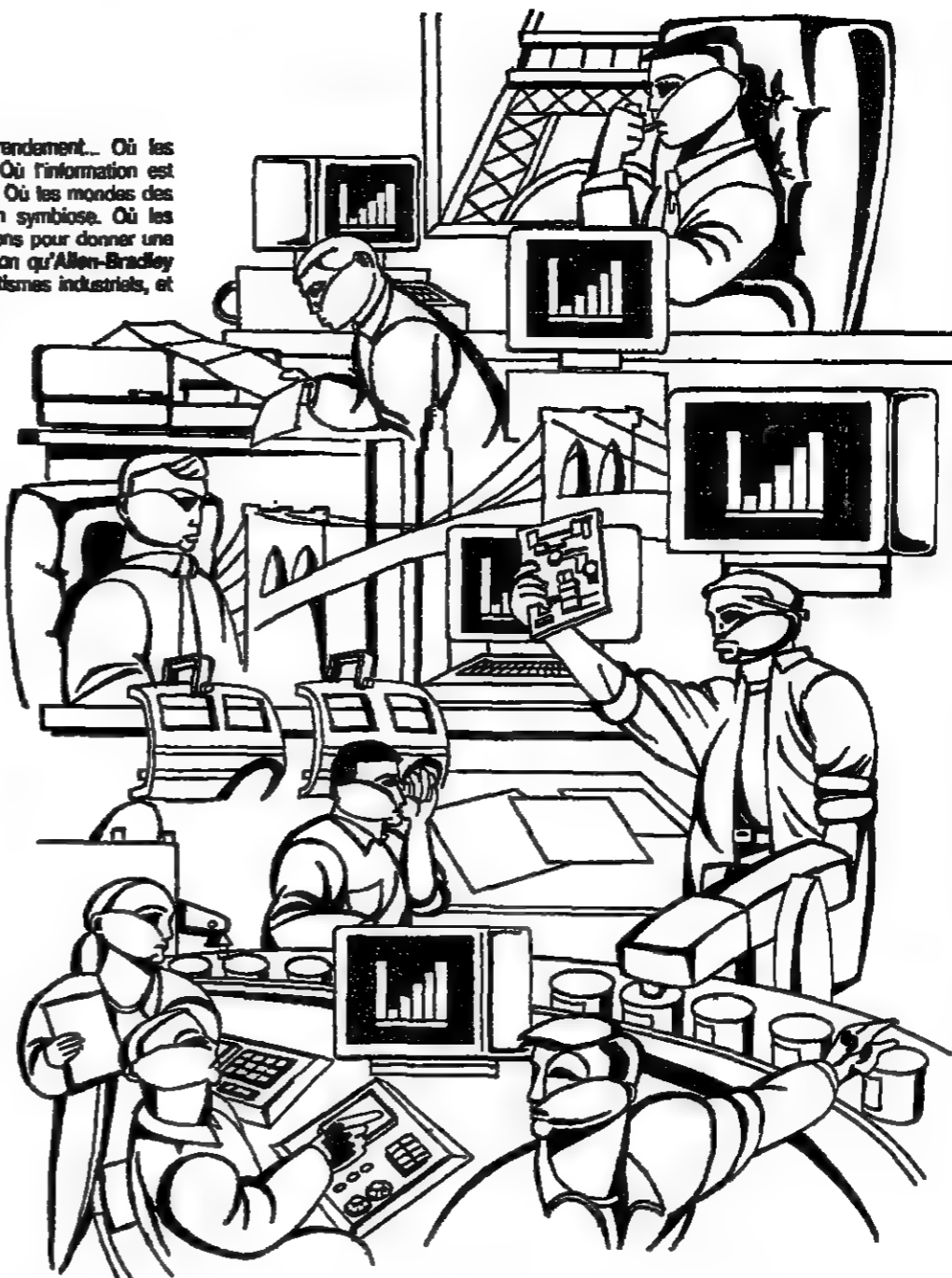
Imaginez que vous deveniez le porte-parole de ces nouveaux concepts auprès de nos clients... Basés à notre siège ou dans une agence régionale, responsables d'un secteur de clientèle ou d'une famille technologique de produits, ou encore chargés d'assister et de former notre clientèle, vous participerez activement à la poursuite de notre développement en France. Nous voulons nous adjoindre :

- 3 **INGÉNIEURS COMMERCIAUX**. Basés à Paris, pour secteurs : Agro-Alimentaire / Pharmacie ; Mécanique / Automobile ; Chimie / Pétroles. (Réf. ICB).
- 1 **INGÉNIEUR COMMERCIAL CHIEF D'AGENCE**. Pour création de notre agence dans l'Est. (Réf. ROB).
- 4 **INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**. Responsables de lignes de produits : Automatismes Programmables ; Informatique Industrielle ; Variation de vitesse ; Vision Industrielle. (Réf. AMB).
- 1 **GLOBAL ACCOUNT MANAGER**. He will be in charge of a large global account headquartered in France, with operations in USA, Canada, Brazil, Japan, UK, Germany, Italy, Spain... (Réf. GAMB).
- 1 **RESPONSABLE MARKETING/COMMUNICATIONS**. Plans stratégiques, publicité, relations presse, documentation, expositions, actions promotionnelles... (Réf. CMB).
- 3 **TECHNICIENS DE SERVICE A LA CLIENTÈLE**. Assistance technique et formation sur automatismes programmables, variateurs de vitesse et informatique industrielle (MS DOS, UNIX, VMS). (Réf. CSSB).

Envoyer CV, photo, salaire réel actuel à : ALLEN-BRADLEY France  
Siège et Direction Commerciale de Paris-La Défense - 3, rue Paul Lafargue - 92800 PUTEAUX



**ALLEN-BRADLEY**  
A ROCKWELL INTERNATIONAL COMPANY



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# MANAGER

## NOTRE CENTRALE D'ACHAT

Nous sommes la plus importante centrale de référencement sur notre marché. Nous sélectionnons et référençons des produits, destinés aux jardiniers amateurs, que nous distribuons sur des jardinerie en franchise ou en affiliation.

Notre marché est en expansion, nos magasins sont reconnus par les professionnels et les consommateurs comme particulièrement performants.

Nous souhaitons intégrer à notre organisation un Directeur de cette centrale, chargé de :

- l'harmonisation des politiques et procédures,
- la négociation avec nos fournisseurs stratégiques,
- l'application des politiques marketing et de communication sur le réseau français.

Si votre formation, votre expérience professionnelle et vos aspirations vous semblent correspondre à ce poste, nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) sous réf. MCPM à Gilles Parfitt, OGIVES COMPOTEMENT, 22, rue Legendre 75017 PARIS.

O G I V E S  
composément

## Jeune cadre Fonction Personnel

Fille de l'un des tout premiers groupes industriels français, réputée pour son dynamisme et son développement, nous recherchons pour l'un de nos Etablissements de Production, situé à proximité de GUILFIER un(e) jeune Cadre de la Fonction Personnel.

Rattaché au Directeur d'Etablissement, vous aurez la responsabilité de la fonction Personnel :

- gestion du personnel : recrutement - formation - mobilité interne...
- administration et paie
- relations avec les partenaires sociaux.

De formation supérieure, vous souhaitez mettre à profit dans un poste opérationnel, votre première expérience (2/3 ans) acquise dans le secteur industriel.

Des qualités de pragmatisme et de rigueur, le sens des relations et de la négociation seraient des atouts favorisant votre réussite dans cette fonction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 1298/LM à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

## NOUS CROYONS EN NOTRE CROISSANCE VOUS EN SEREZ L'UN DES ELEMENTS MOTEURS

Choisir NT MERIDIAN, filiale du groupe NORTHERN TELECOM, c'est relever le défi d'une expansion européenne.

Avec 50 000 employés dans le monde, une position de leader mondial dans le domaine des systèmes de télécommunications entièrement numériques... NORTHERN TELECOM table aujourd'hui sur une croissance majeure de ses activités, en France et en Europe, dans la Recherche et le Développement (Même la Vallée) et la production (Vendôme). Service-technique, qualité des produits, puissance des moyens, gestion active des carrières : le projet de NORTHERN TELECOM, alors que la société s'implante, offre aujourd'hui des opportunités uniques d'évolution à des professionnels des télécoms, en France et à travers le monde.

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX Réseaux de distribution

Vous assurerez un rôle de supervision et d'animation du réseau de distribution en répondant aux besoins des

distributeurs : en formation, assistance technique, renouvellement des stocks ; en contrôlant les objectifs fixés et la tenue des prix ; en vous impliquant dans la promotion locale des produits NORTHERN TELECOM.

Vous avez compris, autonomie et diversité des responsabilités seront deux dimensions majeures de votre mission. A 40 ans environ, vous êtes diplômé d'une Ecole d'ingénieurs ou de Commerce et possédez une solide expérience de la vente de produits de haute technologie.

Très autonome, rigoureux, vous savez imposer votre personnalité et vous aimez motiver et dynamiser nos revendeurs. La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

Ce poste, basé à Paris, implique de nombreux déplacements en province.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à K. FUCHS NT MERIDIAN - 16 Place de l'Iris - Cedex 13 - 92092 PARIS LA DEFENSE.

**ntm**

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Mercredi 14 décembre 1988 •••

Débat

40 Le Monde • Mercredi 14 décembre 1988 •••

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

**Vous êtes passionnés par les FRA, IRS, FLOOR...  
... Vous aimerez le CAP !**

Nous sommes leader sur le marché des BANQUES et des FINANCES depuis plusieurs années. Le métier de conseil évolue vers des missions de partenariat avec les dirigeants d'entreprises.

Pour accompagner ce mouvement, nous mettons en place l'agence VALEURS MOBILIÈRES et l'agence SALLE DE MARCHÉS. Leur vocation est d'assurer des missions de conseil de haut niveau sur ces deux secteurs.

Vous souhaitez, vous aussi, évoluer et suivre le mouvement ? Prenez contact avec Catherine BOURSIER, CAP SOGETI TERTIAIRE, 96 rue de la Pépinière, 75008 Paris, sous réf. C512. Tél. 42.93.22.00.

CAP SOGETI TERTIAIRE

### Consultants Seniors

Valeurs Mobilières/Salle de Marchés

Vous avez une expérience de plusieurs années de l'informatique appliquée aux Valeurs mobilières et/ou Salle de Marchés. Venez rejoindre nos équipes qui interviennent auprès de nos clients, les consultant sur leurs choix stratégiques et leur proposant des solutions adaptées à leurs besoins.

N° 2 mondial dans le domaine du développement et de la vente de procédés de raffinage et pétrochimie, l'IFP est également un spécialiste du transfert de technologies développées seul ou en association avec l'industrie. Aujourd'hui, nous recherchons

## JEUNE INGENIEUR GRANDE ECOLE

MOTIVÉ PAR LA NEGOCIATION DE CONTRATS

Possédant, si possible, une première expérience dans la rédaction et la négociation de contrats techniques, licences, contrats de transfert de technologie et une formation complémentaire en droit des contrats et/ou propriété industrielle, nous mettons sur votre rigueur juridique, vos qualités de négociateur et votre sens du dialogue avec nos chercheurs et nos clients pour nous aider à préserver au mieux les droits de l'IFP.

Intégré à une équipe pluridisciplinaire, vous pourrez y acquérir les connaissances techniques spécifiques à l'industrie pétrolière, avant de participer à des missions de négociation de contrats durés en France et à l'étranger qui supposent une parfaite maîtrise de l'anglais. Formation complémentaire ENSPM et connaissance de l'allemand ou de l'espagnol appréciées.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 08239 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institut Français du Pétrole



PERIGUEUX

## DIRECTEUR D'USINE

REJOINDRE UNE EQUIPE PERFORMANTE

Bien connue par ses marques TARTARE, ST MORET, CHAUX, FROMARSAC (filiale de BONGRAIN SA) recherche le Directeur de son usine de MARSAC. Rattaché au Directeur Industriel, il dirige une unité de production de 300 personnes et est plus particulièrement responsable

- de la fabrication et du conditionnement des produits
- du laboratoire d'analyses de contrôle et d'assurance qualité
- de la maintenance et des travaux associés au développement de l'outil.

Membre du Comité de Direction Générale, il participe à la détermination des principales orientations de la société. Ce poste conviendrait à une personne de 35/40 ans environ, de formation supérieure (agro-alimentaire

de préférence), possédant de réelles qualités d'entrepreneur, ayant déjà réussi dans l'élaboration quotidienne de produits de marque et dans la conduite d'une équipe motivée et exigeante.

Merci d'adresser votre candidature au Service Ressources Humaines du groupe BONGRAIN SA, 15 Avenue de Ségur 75007 Paris, qui l'étudiera confidentiellement.

chaux  
tartare  
s Moret



BONGRAIN SA

Ressources Humaines

## CONSULTANT JUNIOR

EGOR, leader européen en recherche de dirigeants et cadres poursuit son expansion et développe un nouveau service dans le conseil en investissement humain.

Intégré dans une unité récemment créée, vous apporterez à nos différents clients basés en région parisienne, une prestation nouvelle et originale dans le conseil et l'assistance en recrutement et en gestion de cadres.

Diplômé d'études supérieures, vous avez acquis de préférence une première expérience du recrutement ou de la gestion des ressources humaines, en cabinet ou en entreprise.

Vous avez une excellente présentation, des qualités de contact indéniables et vous êtes soucieux de la qualité du travail fourni.

La réussite à ce poste vous permettra, si vous le souhaitez, d'évoluer rapidement au sein de notre groupe en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2700 T à :

EGOR S.A.  
8, rue de Bani - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM SWEDEN

## Responsable recrutement et communication

Nous sommes un « très grand » de la micro-informatique. Société à la fois jeune, originale et en forte croissance, nous offrons le contexte d'une société internationale et celui d'une entreprise à taille humaine. Notre Directeur des Ressources Humaines souhaite confier le recrutement des cadres et l'organisation de la communication à un professionnel. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous possédez une expérience confirmée du recrutement (5 à 10 ans) acquise impérativement en entreprise et vous êtes familiarisé avec les méthodes modernes de gestion des ressources humaines ; votre performance et le rythme de notre croissance vous permettront d'évoluer à terme vers une fonction de Directeur des Ressources Humaines.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.192.88/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse - 75116 Paris.

Critère

## Responsable du personnel

Société de haute technologie (1 800 salariés), N° 1 en France dans son secteur d'activité recherche un RESPONSABLE DU PERSONNEL.

Appelé à remplacer le tenant du poste promu au sein de la société.

Il participe à la définition de la politique sociale de l'entreprise et l'anime dans un établissement de 250 personnes où il sera chargé de l'ensemble de la fonction et jouera un rôle actif de conseil auprès de la hiérarchie.

Pour ce poste très opérationnel, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur avec une expérience d'environ 5 ans dans le secteur industriel.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération sous référence 4216 à RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS. (Le poste est basé en banlieue Sud).

Le département d'Eure-et-Loir

recrute par voie de détachement ou de mutation

## 2 FONCTIONNAIRES DE CATEGORIE « A »

qui seront affectés à la

DIRECTION DE LA PREVENTION ET DE L'ACTION SOCIALES

19, place des Epars à CHARTRES

Conditions requises :

- Peuvent faire acte de candidature :
  - Les fonctionnaires de catégorie « A » de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale.

Dossiers de candidatures :

- Un curriculum vitae détaillé faisant nettement ressortir l'expérience antérieure du candidat ;
- Une photo d'identité ;
- Une copie du dernier arrêté portant promotion d'échelon.

Ils devront être adressés avant le 5 janvier 1989 à :

Monsieur le Président du conseil général d'Eure-et-Loir  
Direction générale des services départementaux  
Moyens généraux - Bureau du personnel  
31, rue Sainte-Même  
28026 CHARTRES CEDEX.

Valeo

Recherche pour sa fonction Achat à La Verrière (78) au sein de sa Division appareils de chauffage et de climatisation

Thermique

## Ingénieur Technico-Commercial International

(EUROPE, U.S.A., EXTREME - ORIENT)

Vous avez quelques années d'expérience, vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez peut-être quelques connaissances en électricité ou en électronique. Votre anglais est courant, et vous aimez les déplacements internationaux. Devenez Responsable de la prospection et des achats de produits électroniques. Vous participerez également à l'élaboration des cahiers des charges et au suivi des dossiers opérationnels. De larges possibilités d'évolution de carrière sont proposées dans le Groupe en fonction des résultats obtenus.

Adresses lettre, CV, présentations et photographies sous réf. 401/M à Valeo Thermique Recrutement des Ingénieurs et Cadres 8 rue Louis Lomand - La Verrière 78380 LE MESNUL - ST DENIS ou téléphoner au 34.61.86.87.

Valeo L'Equipe automobile

GTME

GTM Entreprises Electricité  
(2400 personnes - C.A. 1,5 Milliard de Francs)

## RESPONSABLE FORMATION

Le Directeur des Ressources Humaines souhaite vous confier la responsabilité de la formation des ouvriers, ingénieurs et cadres de l'entreprise, ainsi que la coordination des actions entre le siège, les agences et les filiales.

Cette responsabilité comprend : la gestion des actions de formation, la définition de la politique et son suivi, le contact avec les organismes extérieurs, la liaison avec les écoles. Vous serez en outre chargé d'assister le Directeur des Ressources Humaines dans la gestion des carrières.

La trentaine, doté d'excellentes qualités relationnelles, vous avez décidé de vous orienter vers la formation et de vous y développer. De formation ingénieur ou équivalent, une expérience des métiers de l'électricité et/ou une bonne connaissance du Secteur RTP, sont des atouts quasi indispensables.

Pour un premier contact, merci de téléphoner au (1) 42.67.12.87 jusqu'à 15h dans la matinée ou vendredi 16 Décembre sous réf. A 8164/2 à notre Conseil NERVEN PONT, 15 rue Cardine, 75017 PARIS.

GROUPE GTM ENTREPOSE  
Imaginer pour Entreprendre



## COMMERCIAUX EXPORT DEBUTANTS, VOICI LES POSTES DONT VOUS REVIEZ !

Soyons clairs, quel que soit votre potentiel, très peu d'entreprises sont prêtes aujourd'hui à vous proposer de débiter votre carrière à l'export.  
Parce que nous sommes un important groupe français implanté dans plus de 100 pays et leader dans le domaine des télécommunications et de l'informatique, nous sommes en mesure de vous confier immédiatement une mission commerciale export.

## NOUS RECHERCHONS A LA FOIS

### 1 JEUNE HEC, ESSEC, ESCP

Parfaitement capable de négocier en anglais et en espagnol, vous aurez rapidement la responsabilité d'une zone géographique importante (7-8 pays). Vous y développerez votre action commerciale auprès d'interlocuteurs de haut niveau et de notre réseau.  
(Référence M.EXT.1)

### 1 JEUNE INGENIEUR DOUBLE FORMATION (SUPELEC, ENST + HEC, ESSEC, ISA, INSEAD)

Possédant les mêmes atouts, votre formation de base et vos connaissances « réseaux » vous permettront de développer votre activité commerciale sur des produits d'une technologie encore plus avancée.  
(Référence M.EXT.2)

Votre tempérament opérationnel et autonome allié à votre sens des responsabilités fera la différence. Basé à Paris, vous serez bien sûr, disponible pour de fréquents déplacements.

Merci de nous faire part de vos ambitions en précisant la référence du poste choisi. Adresser votre courrier à Redwood, 37 bis, avenue Gambetta 75020 Paris qui transmettra.

## Responsable service clients A & M...

Au sein de PECHINEY, leader mondial de l'emballage, la société CEBAL recherche, pour son activité, boîtage aluminium, un responsable service clients.

Ingenieur généraliste à dominante mécanique, vous possédez une première expérience industrielle. Nous vous proposons, en étroite collaboration avec les responsables des ventes, de vous intégrer dans une équipe d'ingénierie et de conseil auprès des grands groupes agro-alimentaires français et étrangers. Vous intervenirez en avant vente (préparation, mise au point, adaptation des chaînes de conditionnement aux

boîtes Cebal) et en après vente (pannes, qualité). Parfaitement bilingue anglais, vous êtes prêt, dans le cadre de cette mission, à vous déplacer fréquemment en France et en Europe. Le poste est basé à La Flèche dans la Sarthe. Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) sous réf. CB20 à notre Service Recrutement - PECHINEY 23, rue Balzac - 75008 PARIS



UNE SOCIÉTÉ DU  
GROUPE PECHINEY

## DEMANDES D'EMPLOIS

### DIRECTEUR GÉNÉRAL EN FONCTION

15 ans expérience agro-alimentaire dominante commerciale-marketing, français/espagnol/anglais

recherche

DG ESPAGNE

Ecrire sous n° 8052  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

### CHARGÉ DE MISSION EXCEPTIONNELLE

les hommes, les chiffres, le marché  
recherche P.M.E. - P.M.I. Pour missions  
un jour - une semaine - un mois - un an

PUISANCE RELATIONNELLE  
- véritable interface direction/logistique ;  
- stratégie de développement ;  
- accroître les parts de marché, cibler les actions ;  
- évaluation de la force de vente ;  
- dynamiser psychologiquement celle-ci ;  
- appui opérationnel, pluridisciplinaire.

Ecrire sous n° 8051

LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Vous êtes :  
Une entreprise industrielle ou un organisme de la région parisienne  
voulant faire évoluer votre image et promouvoir vos activités.  
Vous recherchez un

### Responsable de communication

Je suis :  
Un professionnel de l'information, 44 ans, ingénieur et diplômé de l'IAE, 12 ans à la tête de journaux spécialisés, 5 ans en entreprise industrielle chargée de la communication, compétences en marketing et ressources humaines.

Ecrire sous n° 8868, le Monde publicité  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

### SECRÉTAIRE

Dactylo-facturière, expérimentée, rech. emploi stable. Mende, 42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00-01-02-03-04-05-06-07-08-09-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-

هكذا من الأصل

# Débat Économie

## SOMMAIRE

■ L'échec des négociations de Montréil aura évité aux États-Unis d'avoir à poser le problème des subventions agricoles (lire page 44). ■ Un an après sa prise de contrôle

de la Société générale de Belgique, le groupe français Suez remet en ordre ses participations (lire page 46). ■ La prise de contrôle du CIC par le GAN est contestée dans les

milieux financiers (lire ci-contre). ■ Le souci d'un Etat-patron devrait être d'assurer un service maximum (et non minimum), écrit le président de la RATP (lire ci-dessous).

## Les négociations salariales se poursuivent à la SNCF

Les négociations salariales à la SNCF, engagées le lundi 12 décembre, se sont déroulées mieux que prévu. Une nouvelle réunion devait avoir lieu le mardi 13 décembre. La direction de la SNCF a proposé une augmentation générale des salaires en 1989 de 2,2 % pour 1989 (1 % au 1<sup>er</sup> mars et 1,2 % au 1<sup>er</sup> novembre). Elle a également proposé une majoration des coefficients hiérarchiques de la grille au 1<sup>er</sup> janvier 1989 : un point uniforme (30 F par mois) pour tous les agents et un point hiérarchisé variant de 30 F à 120 F environ suivant l'échelon occupé dans la grille. Des mesures d'amélioration des déroulements de carrière seront réalisées au 1<sup>er</sup> octobre 1989 dans la limite d'un crédit de 0,03 % de la masse salariale.

Les éventuels signataires se retrouveront début 1990, en application d'une clause de rendez-vous, et engageront auparavant des discussions pour « améliorer les déroulements de carrière et les bas salaires ». Ces mesures aboutiraient, par exemple, à des augmentations de 340 F pour un agent d'exécution niveau 2, de 391 F pour un conducteur T4 et de 409 F pour un cadre débutant. La masse salariale sera augmentée de 3,04 % en 1989 (contre 2,4 % en moyenne pour les prix), sans compter le glissement vieillesse technicité (GVT, mesurant les promotions et l'ancienneté), évalué à 1,7 %.

Pour la CGT (45,3 % aux élections professionnelles), il s'agit d'un « premier recul » mais les

propositions de la direction restent « très loin de ce qu'il faut » aux cheminots. Tout en reconnaissant les « avancées », la CFDT (26,6 %) les a jugées « insuffisantes ».

Les autres syndicats ont formulé des appréciations plus favorables : FO (7,5 %) a jugé « plutôt positives » les mesures proposées. Quant aux deux organisations autonomes, les conducteurs de la FGAAC (3,3 %) — mais 37,8 % des conducteurs — et la FMC (9 %), elles estiment que les nouvelles propositions sont « à prendre en considération ».

Le préavis de grève de la CGT s'achève le mercredi 14 décembre à 8 h mais il n'avait entraîné le 12 décembre aucune perturbation. Le 13 décembre au matin, la situation était normale, des perturbations très locales étant observées sur les dessertes régionales à partir de Marseille et de Montpellier.

● M. Bergeron hostile au service minimum. — Dans un éditorial de FO-Habdo, M. André Bergeron estime que « la mise en place d'un service minimum poserait d'innombrables problèmes techniques ». « Sur quels critères sélectionner dans les sacs postaux le courrier indispensable ? », s'interroge le secrétaire général de FO. Un service minimum sur le trafic banlieue de la SNCF, pour le RER ou le métro, poserait la question des risques encourus par les usagers. M. Bergeron ajoute : « Dans un pays comme la France, on ne peut réglementer la grève. »

## Accord sur les rémunérations à la Sécurité sociale

Deux syndicats, la CGC et surtout la CFDT (qui a recueilli près d'un quart des voix aux dernières élections), ont finalement signé les protocoles d'accord sur les salaires et sur les retraites complémentaires du personnel du régime général de sécurité sociale (188 000 salariés). Ils prévoient pour 1988 une augmentation générale de 0,7 % à compter du 1<sup>er</sup> septembre (après celle de 1,75 % au 1<sup>er</sup> mars), et, pour 1989, deux augmentations, l'une de 1 % au 1<sup>er</sup> mars, l'autre de 1,25 % au 1<sup>er</sup> septembre. Une avance de 7,5 % du salaire brut de décembre (avec minimum de 400 F) à valoir sur 1988 sera versée fin décembre.

Enfin, une revalorisation de 2 points pour tous est accordée à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1988, à valoir sur la réforme des classifications qui doit être discutée au premier semestre 1989, et « rendez-vous » est pris pour le deuxième semestre 1989.

Les propositions initiales étaient 1 % au 1<sup>er</sup> novembre 1988, 0,75 % au 1<sup>er</sup> avril 1989, 0,5 % au 1<sup>er</sup> juillet, et une avance sur la réforme des classifications de 2 points au 1<sup>er</sup> décembre.

Pour la retraite, la cotisation de 12,6 % (dont 5,04 % pour le salarié, 7,54 % pour l'employeur) se substitue à un double système : 12,46 % au-dessous du plafond de la Sécurité sociale (8,06 % pour l'employeur, 4,4 % pour le salarié, ce qui lui fait gagner 0,6 point) et 17,64 % au-dessus du plafond (12,6 % pour l'employeur, 5,04 % pour le salarié).

● PRÉCISION. — A la suite de notre article intitulé « Le GAN prend le contrôle du Crédit industriel et commercial » (le Monde du 13 décembre), il convient de noter, à propos de la Banque Worms, que la filiale de l'UAP possède vingt-trois guichets en France, le total de son bilan atteignant 55 milliards de francs.

## BILLET

### GAN-CIC, panacée ou mode ?

La prise de contrôle du Crédit industriel et commercial (CIC) par le GAN, d'un groupe de banques par une compagnie d'assurances, n'a pas fini de susciter les commentaires. Les plus cyniques y voient le moyen pour l'Etat de se décharger sur ladite compagnie, nationalisée, du soin de renforcer les fonds propres de la banque, également nationalisée, dont les besoins sont évalués à 2 ou 3 milliards de francs d'ici à 1993.

Les partisans de la modernité ne manquent pas de saluer l'illustration éclatante d'une nécessaire collaboration entre deux industries de services qui ne peuvent s'ignorer puisqu'elles sont en concurrence pour diffuser des produits d'épargne souvent très voisins.

Les concurrents ne pourront s'empêcher d'estimer que, dans le cas présent, on mène l'hôpital et l'infirmerie. « Qu'un tel qu'un groupe bancaire qui souffre d'une crise d'identité et d'une crise tout court peut attendre d'une compagnie d'assurances dont les relations avec ses mille cinq cents agents généraux étaient au plus mal l'été dernier ? » Les mauvaises langues prétendront que les cadres du groupe du CIC ont peu confiance dans le charisme et les méthodes du GAN pour guérir leurs maux et redorer leur blason.

Sur un ton moins féroce et dans un souci de plus grande

efficacité, un certain nombre de professionnels objectent : « Le GAN veut profiter des mille quatre cents guichets du CIC pour mieux diffuser ses produits financiers (assurances, plans d'épargne retraite) mais, en faisant, il va mécontenter ses agents généraux qui redouteront d'être concurrencés par un réseau parallèle. La compagnie d'assurances risque donc de perdre d'un côté ce qu'elle gagnera de l'autre ». Et d'ajouter que, dans les guichets aussi, on pourrait avoir quelques réticences à distribuer des produits émanant d'une autre maison mère. Enfin, les gardiens de l'orthodoxie financière ont le sourcil en considérant l'importance et la concentration des services bancaires dans les actifs d'une compagnie d'assurances à qui les conseillers recommandent la saine division des risques.

C'est dire que le mariage GAN-CIC n'emporte pas l'adhésion de tous, même s'il peut procurer quelques avantages à la banque et s'il résout quelques problèmes de distribution. La vraie question est maintenant posée : l'alliance entre la banque et l'assurance, la « bancassurance », est-elle la panacée ou une mode passagère ? Dans quelques années, on pourrait avoir des surprises.

FRANÇOIS RENARD.

## L'Etat, patron introuvable

nomie, des finances et du budget de faire en sorte que ce dialogue puisse naître et se développer.

La troisième question est de savoir si les usagers ont contribué — ou fera payer le « juste prix ».

Actuellement, ce choix est fait au coup par coup, au gré des variations de l'indice des prix. Le résultat est généralement désastreux, et contraire à toute rationalité économique. Or, il s'agit d'une option essentielle qui ne peut se faire que dans le cadre de choix politiques fondamentaux incombant au Parlement, aux partis politiques et, en fin de compte, à l'opinion.

### Les appareils dans les bureaux

Ceux que l'on s'obstine — jusqu'à quand ? — à appeler « les usagers » doivent savoir qu'ils ont droit à être traités autrement et mieux qu'ils ne le sont à l'heure actuelle. On y parviendrait dans d'autres pays que la France. Le problème est pour eux de savoir s'ils acceptent indéfiniment de voir leur vie quotidienne assujettie, à une époque où les trains roulent à 300 à l'heure, et où les hommes vont dans la lune, à des mesures de police. Ils ne pourraient progressivement acquiescer leurs droits de « clients » que le jour où ils accepteraient de payer une part suffisante du prix du service qu'ils achètent. C'est à eux de dire, par leurs votes, s'ils sont prêts ou non à le faire.

La quatrième question est de savoir si l'on veut faire des services publics des administrations dociles ou des entreprises dynamiques. Appeler « entreprises », comme on le fait en France, des organismes qui ne déterminent eux-mêmes, ni leur politique tarifaire, ni leur politique salariale, ni leur politique d'effectifs, ni leur politique d'investissement, et dont les dirigeants sont devenus des fusibles disciplinés au gré des humeurs des ministres, est un mensonge et un mensonge dange-reux. Tout ce que préserve ce mensonge, c'est — Dieu merci ! — la liberté des techniciens, et donc le niveau des performances (ce qui, à bien des égards, peut apparaître comme l'essentiel). Mais, en contrepartie, on sur tout le reste, il y a un renoncement.

Et le reste, c'est précisément ce qui fait — ou devrait faire — « l'âme » des entreprises : l'ambition, la motivation, le sens commercial, le goût de la productivité, et — pour que tout ceci puisse vivre — le fameux « dialogue social » : comment et de quoi le « patron » parlerait-il quand il n'a rien dans sa poche ?

En Russie les réseaux ferroviaires des services de l'Etat. On se gargarise en France d'avoir, derrière des sigles comme « SNCF » ou « RATP », des « Sociétés » ou des « Régies autonomes ». Ce ne sont que rideaux pour la galerie. Les appareils qui tirent les ficelles sont dans les bureaux, à Paris comme à Moscou. Aussi puissants, aussi anonymes, aussi irresponsables.

Touché par la grâce, un homme politique en vogue — pourtant

ancien ministre des finances — a récemment lancé sur les ondes de fortes paroles sur l'autonomie qui serait, paraît-il — et s'il le voulait bien — à la portée des dirigeants des entreprises publiques. Plaisante-t-il ?

Sur ces entreprises s'exercent — il faut que les usagers le sachent — quatre pressions dominantes qui, toutes, à leur façon, utilisent la langue de bois : les directions souveraines de la Rue de Rivoli (budget et Trésor) qui pensent avant tout à affirmer et à consolider leur pouvoir ; les organisations syndicales trop dispersées, trop divisées, et trop corporatistes, qui pensent avant tout à maintenir, et si possible à accroître, leurs positions respectives au sein des instances représentatives ; les techniciens, qui pensent avant tout à sauvegarder la primauté du technique par rapport à tous les autres aspects (sociaux, commerciaux, financiers) de la vie de l'entreprise ; les partis politiques, qui pensent avant tout à placer leurs amis.

Qui pense, dans tout ceci, aux « usagers » ou aux « clients » ? Et qui pense aux millions d'hommes et de femmes employés dans ces entreprises, qui attendent de leur travail qu'il soit une dignité et un espoir, et qui ont droit à autre chose qu'à l'anonymat d'un travail parcellaire, sans perspective et sans dialogue, au sein de hiérarchies stratifiées et impuissantes ?

Pour diriger ce sympathique orchestre, il faudrait un patron, porteur de la voix de l'entreprise, sachant parler aux hommes et rompre les barrières, en mesurant l'acquiescement de la confiance du personnel et des usagers, travaillant sur le long terme comme sur le court terme, et ayant, pour réussir, le temps devant lui. Or, pour combler la mesure, au lieu d'un homme, l'on en met souvent deux, dressés — par le statut même qui les régit — à se neutraliser, l'un l'autre, soit même (ce qui cause le tout) à se battre l'un contre l'autre. Et, bien entendu, chaque fois qu'il y

a crise, à la merci d'un frocement sur le sourcil des princes.

A cette invraisemblance-là, il n'est pas très difficile de remédier. Mais il faut le vouloir.

Enfin, la dernière question, qui résume toutes les autres, est de savoir si l'Etat, qui se trouve dans la situation, finalement très simple, le plan conceptuel d'avoir à diriger une holding, est ou non en mesure de le faire.

### Fixer des objectifs

Mener une holding, c'est fixer des objectifs aux filiales, les rendre responsables de ces objectifs, et contrôler les résultats. C'est se réserver les grands choix et confier les autres aux hommes de terrain. C'est favoriser l'ambition, la volonté et le commandement. C'est savoir faire confiance et savoir sanctionner. C'est, en un mot, préférer la clarté à l'obscurité. Ou, pour dire les choses autrement, l'intelligence et le caractère aux gestes d'adjudants et aux comportements asservis.

A l'heure actuelle, l'Etat s'interroge sur le service minimum alors que la vocation d'un patron d'entreprise est de fournir à ses clients le service maximum. Cela veut dire qu'il s'interroge en fait sur sa propre capacité à assumer sa tâche. Le fait qu'il se pose la question est à la fois révélateur et grave.

Si le gouvernement ne prend pas conscience de l'extravagante inadéquation des outils et des méthodes qu'il utilise, face à l'énorme machine qu'il a acceptée de prendre en charge, et qu'il a dans l'avenir de devoir d'analyser et de faire bouger, il ne lui restera, tôt ou tard — à lui ou à un autre — qu'à s'engager dans le dur labeur de l'impotisation. Ce serait, alors là, véritablement, un changement de société.

PAUL REVERDY.

## Les syndicats du transport aérien refusent la déréglementation

Du 12 au 17 décembre, la Fédération des travailleurs des transports (FTT) organise une semaine mondiale de l'aviation civile pour s'opposer à la déréglementation qui se développe dans le transport aérien mondial.

Les syndicats redoutent que la liberté totale accordée à n'importe quel transporteur des passagers, à n'importe quel prix et n'importe où, n'aboutisse à diminuer les salaires et à aggraver les conditions de travail des travailleurs du monde aérien. C'est pourquoi les syndicats FO, CFDT, SNPL (pilotes-autonomes), SNOMAC (mécaniciens et stewards-autonomes) ont lancé, le 12 décembre, une campagne sur le thème « Déréglementation ? non merci ».

M. Jean Chambon, secrétaire général du SNPL, a rappelé que l'expérience américaine, qui date de quarante ans, a provoqué une nette détérioration du service pour les clients. Ceux-ci voient réduire le réseau (cent vingt villes américaines

ne disposent plus d'une desserte régulière) et la concurrence (huit transporteurs assurent plus de 90 % du trafic). Quant aux salaires, ils ont essuyé cent quatre-vingt-sept baisses de salaires de compagnies aériennes dont les plus sévères, celles de Braniff et de Continental, ont amené le licenciement de plusieurs milliers de salariés. M. Deslandes (CFDT) a souligné que l'intérêt de tous est une déréglementation effective du transport aérien en Europe par une baisse des tarifs, mais sans dégradation de la qualité de service et sans déréglementation sociale.

De ce dernier point de vue, M. Chambon a dénoncé la compagnie Charter Africaine, filiale d'UTA, qui a créé cette « machine de guerre contre ses salariés », mais aussi la filiale Eurobelle-France d'Air Inter. Cette déréglementation à la française lui semble grosse de menaces pour les passagers comme pour les salariés.

## REPÈRES

### Automobile

#### Rebond de Renault en novembre

Les ventes d'automobiles sont reparties à nouveau en novembre avec 210 000 immatriculations, soit + 8,3 % par rapport à novembre 1987. Renault grâce au très bon départ de la R 19 gagne 14,9 % contre seulement 0,7 % pour Peugeot, 3,5 % pour Citroën et 4,4 % pour les constructeurs étrangers.

Le rebond de la Régie lui permet de limiter sur onze mois le recul de ses ventes à 2,1 % avec une part de marché de 28,9 %. Peugeot reste le gagnant avec 22,5 % du marché, Citroën obtenant 12,1 % et les groupes étrangers 38,5 %.

L'année 1988 se terminera sans doute avec un record de production pour l'industrie française de 3,2 millions de véhicules et un record d'exportation de 1,8 million de véhicules.

### Croissance

#### Mesures de relance au Mexique

Les premières mesures économiques du nouveau président mexicain, M. Carlos Salinas, visent à faire « de 1989 l'année de la fin de la crise et du début d'une nouvelle ère que le Mexique mérite », a déclaré celui-ci. Ces mesures, qui comportent une dévaluation quotidienne du peso pour parvenir, à la fin de 1989, à une stabilité des changes, s'appuient sur le nouveau pacte de croissance et de stabilité signé lundi 12 décembre par le gouvernement et les partenaires sociaux.

Ce pacte remplacera le précédent, qui se termine le 31 décembre prochain. Il prévoit une hausse de 8 % du salaire minimum et la stabilisation des prix des produits industriels sauf dans des « cas exceptionnels » déterminés par les autorités. Rappelons que, sur le marché libre, le dollar vaut 2 300 pesos.

**IEMI** INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

2<sup>e</sup> SESSION RENTREE FEVRIER 89

Cycle accéléré aux étudiants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> cycle voulant changer d'orientation sans perdre une année

#### 1<sup>er</sup> CYCLE

2 ans de formation européenne de Management international en alternance études et stages européens Londres Barcelone, Stuttgart New-York

#### 2<sup>e</sup> CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES avec le centre de management aux affaires de Genève 10 mois de management et de missions professionnelles européennes

#### ADMISSION

1<sup>er</sup> CYCLE : BAC (toute série) ou 1<sup>re</sup> année classes prépa ou universitaire.

2<sup>e</sup> CYCLE : Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

FINANCEMENT A 100 % - PRET ETUDIANT

INSCRIPTION APPELEZ LE :

(1) 42 66 66 82

IEMI - 71 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE - 75008 PARIS - ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

# Économie

Un sondage IPSOS pour le Monde et RTL

## Les agents du service public sont à la fois satisfaits de leur métier et ouverts à des réformes

Satisfaits de leur métier et de l'utilisation de leurs compétences, les salariés du service public offrent, à travers le sondage IPSOS-le Monde-RTL, une image qui, à première vue, reflète mal le malaise révélé par les conflits actuels du secteur public. Ils sont à la fois ouverts à l'idée d'une plus grande concurrence avec le secteur privé et favorables à la généralisation du service minimum en cas de grève. Plutôt attachés à la grille unique, ils se prononcent en même temps pour l'avancement au mérite. S'ils sont assez modestement solidaires des grévistes du secteur public — ce qui explique qu'on n'assiste pas à un mouvement d'ensemble — ils sont plutôt critiques quant à l'égard de la gestion des conflits par l'Etat.

Quand on demande aux personnes interrogées quel est celui qu'elles considèrent comme leur patron, elles sont 40 % à nommer le directeur de l'établissement ou de l'administration, 28 % le chef de service mais, seulement 13 % le ministre de tutelle et 3 % le premier ministre. La monnaie en première ligne de M. Rocard, de M. Quilès ou de M. Delebarre semble ainsi désavouée, les agents du service public aspirant à ce que la réalité du pouvoir soit détenue par ceux qui sont les plus proches de leur administration ou de leur entreprise. Ils affirment ainsi leur volonté d'autonomie — plus forte encore chez les employés et les ouvriers — et se montrent favorables pour une plus grande décentralisation des responsabilités. Il y a visiblement là un

des éléments du malaise actuel mais en même temps une des chances du pouvoir pour entreprendre cette rénovation du service public qu'il promet.

La révolution culturelle espiérée a peut-être déjà commencé chez des agents des services publics qui attachent de l'importance à leur mission au service des usagers. Le terrain est fertile pour l'expression de mécontentements catégoriels sur fond de grogne salariale — seuls 2 % citent en premier le niveau de rémunération comme principal avantage — mais paradoxalement il l'est tout autant à la mise en œuvre de changements en profondeur. Ce qui frappe en premier lieu — et même surprend — c'est l'ampleur du taux de satisfaction (83 %) quant à l'exercice de leur métier. Il est encore plus massif chez les moins de trente-cinq ans (87 %) et chez les fonctionnaires des catégories C et D (85 %), ceux-là mêmes qui ont constitué les gros bataillons des grévistes de ces dernières semaines.

### Ouverts aux réformes

Parmi les avantages liés au statut professionnel, la garantie de l'emploi l'emporte très nettement, sans faire un score trop triomphal. Ils sont 39 % à citer les responsabilités avec des pourcentages de 51 % chez les cadres A et B et seulement 25 %

chez les C et D. Seulement 14 % mettent en avant les avantages sociaux que l'opinion transforme parfois un peu vite en privilèges.

Globalement les agents du service public sont ouverts aux réformes. Seule la suppression de la grille unique ne passe pas, même si un bon tiers y est favorable. Le rejet de la remise en cause de la grille est assez largement partagé, sans être massif : 45 % de contre chez les trente-cinq ans et plus, 46 % chez les A et B et 41 % chez les C et D. Pour autant, et on peut y relever une contradiction ou une méconnaissance des effets que cela provoquerait, ils sont très favorables à l'avancement au mérite — qui était une des causes de la grève des cheminots de 1986 — et à la mise en place de conventions collectives. Les employés et ouvriers (27 % de contre) et les moins de trente-cinq ans (29 %) sont les plus réticents à l'avancement au mérite. Quant aux conventions collectives, qui supposent logiquement de nouvelles classifications par secteur incompatibles avec la grille unique, elles suscitent un peu moins d'adhésion chez les plus âgés et chez les plus qualifiés qui ont peut-être plus à redouter de tels changements.

L'intégration des primes dans le salaire fait un triomphe toutes catégories. C'est là il est vrai une vieille revendication d'agents du service public qui se plaignent d'être actuellement pénalisés pour le calcul de leur retraite. Plus étonnant est le quasi-plébiscite de l'intéressement, particulièrement chez ceux qui sont souvent les moins bien lotis sur le plan salarial : les moins de trente-cinq ans (79 %) et les C et D (75 %).

### En phase avec l'opinion

Dans l'immédiat, M. Rocard se trouve encouragé — mais aussi les syndicalistes qui se sont déclarés prêts à réfléchir au problème comme M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT — par la réponse sur la généralisation du service minimum : 66 % pour et 25 % contre. Ainsi les agents les plus directement concernés par cette réforme qui touche un point très sensible quant à l'usage du droit de grève se retrouvent-ils « en phase » avec l'opinion majoritaire des Français. Plus intéressant même, ils le disent alors que la situation est encore complexe et que d'éventuelles nouvelles grèves pesant sur les usagers pourraient pousser les pouvoirs publics à agir plus vite qu'ils ne le souhaiteraient. On peut toutefois remarquer que les plus hostiles à cette généralisation sont aussi les plus jeunes (35 % de contre chez les moins de trente-cinq ans). Le gouvernement devra agir avec prudence et en jouer la concertation au maximum.

L'utilisation des compétences est aussi largement reconnue comme satisfaisante mais laisse apparaître un foyer de mécontentement (32 %) qui, sur une telle question, est relativement important et explique plu-

sieurs conflits catégoriels actuels : 33 % chez les moins de trente-cinq ans et 34 % chez les employés et ouvriers se déclarent plutôt mécontents. Les opinions sont aussi globalement négatives sur l'ancien système de mobilité géographique sauf chez les hommes (48 % de satisfaits), chez les trente-cinq ans et plus (43 %) et chez les C et D (46 %).

### Le rôle des coordinations

L'opinion des agents du service public est également majoritairement favorable à la mise en concurrence de certains services publics avec des entreprises du secteur privé, ce qui est un encouragement pour ceux qui pensent que le « mieux d'Etat » passe nécessairement par le moins d'Etat. Mais là aussi la prudence s'impose : 35 % y sont hostiles, et les poches de résistance les plus fortes se trouvent chez les moins de trente-cinq ans (41 %) et les C et D (41 %). Le récent conflit des camionneurs des PTT d'Ile-de-France, souvent jeunes et peu qualifiés, montre que les obstacles restent importants quant à la mise en place d'une telle concurrence. Ce sont par ailleurs les trente-cinq ans et plus (36 %), les cadres A et B (49 %) et les C et D (55 %) qui n'ont jamais envisagé d'entrer dans une entreprise privée.

La solidarité avec les salariés du secteur public en grève est moyenne (34 %), ce qui explique l'absence de mouvement d'ensemble contrairement aux vœux de la CGT mais elle est plus forte chez les moins de trente-cinq ans (63 %) et chez les C et D (59 %). Les « coordinations », absentes à la RATP et peu efficaces aux PTT, sont plutôt bien vues et, surtout, sont partout mieux considérées que les syndicats : 59 % des C et D et des trente-cinq ans et plus, 55 % des A et B et 52 % des moins de trente-cinq ans sont peu solidaires des syndicats, ce qui, représente pour ces derniers un nouveau signal d'alarme.

Le pouvoir peut trouver dans ce sondage des raisons d'agir sans tarder, mais prudemment, en tirant bénéfice de ses enseignements les plus positifs pour accompagner cette révolution culturelle qui semble s'amorcer. Presque en douceur... au milieu de la tempête.

MICHEL NOBLECOURT.

Êtes-vous par principe plutôt favorable ou plutôt opposé à la mise en concurrence de certains services publics avec des entreprises du secteur privé ?

	ENSEMBLE %
Plutôt favorable ....	58
Plutôt opposé ....	35
Ne se prononce pas ..	7
	100

Qui considérez-vous comme étant votre patron ?

	ENSEMBLE %
Le directeur de votre administration ou établissement ....	40
Votre chef de service ..	28
Le ministre de tutelle ..	13
Vous-même .....	9
Le président de la République ..	4
Le premier ministre ..	3
Personne .....	1
Ne se prononce pas ..	2
	100

Quatre cents personnes constituant un échantillon national représentatif de la population des salariés du service public — hors entreprises du secteur public industriel et financier concurrentiel — ont été interrogées par IPSOS le 8 et le 9 décembre 1988.

Êtes-vous pour ou contre chacune des réformes suivantes dans le secteur public ?

	ENSEMBLE %
L'intégration des primes dans le salaire et le calcul de la retraite :	
- Pour .....	89
- Contre .....	8
- Ne se prononce pas .....	3
	100
L'intéressement financier aux résultats du service :	
- Pour .....	72
- Contre .....	16
- Ne se prononce pas .....	12
	100
L'avancement au mérite :	
- Pour .....	72
- Contre .....	25
- Ne se prononce pas .....	3
	100
La généralisation du service minimum en cas de grève :	
- Pour .....	68
- Contre .....	25
- Ne se prononce pas .....	7
	100
La mise en place de conventions collectives dans votre secteur :	
- Pour .....	66
- Contre .....	18
- Ne se prononce pas .....	16
	100
La suppression de la grille indiciaire des rémunérations :	
- Pour .....	34
- Contre .....	44
- Ne se prononce pas .....	22
	100

Êtes-vous en ce moment très, assez, peu ou pas du tout solidaire ?

	ENSEMBLE %
Des salariés du secteur public en grève :	
- Très solidaire .....	21
- Assez solidaire .....	33
- Peu solidaire .....	30
- Pas du tout solidaire .....	13
- Ne se prononce pas .....	3
	100
De l'action des coordinations de salariés créées à l'occasion des conflits dans le secteur public :	
- Très solidaire .....	14
- Assez solidaire .....	40
- Peu solidaire .....	20
- Pas du tout solidaire .....	18
- Ne se prononce pas .....	8
	100
De l'action des syndicats dans le secteur public :	
- Très solidaire .....	12
- Assez solidaire .....	28
- Peu solidaire .....	31
- Pas du tout solidaire .....	26
- Ne se prononce pas .....	3
	100

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



#### AUGMENTATION DE CAPITAL

Les conditions de l'augmentation de capital décidée lors du Conseil d'administration du 2 décembre 1988 ont reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse.

Les modalités sont les suivantes :

- Emission de 1.753.959 actions à bons de souscription
- Prix d'émission : F 785
- Jouissance au 1er janvier 1989
- A chaque action nouvelle est attachée un bon de souscription
- Deux bons de souscription permettent de souscrire une action Sanofi au prix de F 890, à tout moment jusqu'au 31 décembre 1991.

L'opération fera l'objet d'un délai de priorité réservé aux actionnaires anciens qui pourront souscrire du 12 décembre au 23 décembre 1988 à raison d'une action nouvelle pour 8 actions anciennes.

755.000 actions à bons de souscription seront réservées au marché international et feront l'objet d'un placement simultané.

# 125<sup>F\*</sup>



2 JOURS DE SHOPPING À LONDRES

\* Prix par personne, traversée maritime A/R sur la base d'un prix forfaitaire d'1 voiture + 4 personnes.

AVEZ DONC LE RÉFLEXE



SEALINK

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

## Débat

# Économie

## ÉTRANGER

### Après l'échec de la conférence de Montréal

#### Le ministre français de l'agriculture veut relancer la politique commune

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La deuxième réforme de la politique agricole commune (PAC), l'échec de Montréal, le refus des États-Unis de s'engager dans une réduction progressive du soutien à l'agriculture, ne doivent pas servir de prétexte à la Communauté pour ne plus rien faire, pour laisser là où elle est la réforme de la PAC. La réaction doit être exactement inverse. Il faut profiter du répit que laisse l'éclat de Montréal pour relancer la réforme et améliorer nos chances dans la phase suivante de la négociation. Tel est le message que M. Henri Nallet, le ministre français de l'agriculture, vient d'adresser à ses collègues des Douze, réunis depuis lundi 12 décembre à Bruxelles. M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission européenne, a tenu un langage très proche.

#### Une politique mal comprise

L'un et l'autre sont revenus préoccupés du Canada, car convaincus que les États-Unis, ayant établi, croient-ils, la démonstration de la mauvaise volonté des Douze, vont maintenant se déchaîner. Ils s'apprêtent

à activer la mise au point du Farm Bill, la nouvelle législation agricole conçue comme une arme de combat contre leurs concurrents dangereux, et prendront les mesures nécessaires pour reconquérir des parts de marchés. La situation est d'autant plus dangereuse pour la CEE que sa politique est mal comprise, et que beaucoup de ses partenaires du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) la rendent responsable du désordre agricole mondial.

M. Nallet propose au Conseil d'engager un « travail de réflexion et de bilan sur les réformes que nous nous sommes imposées. Il nous faut mieux situer l'agriculture européenne par rapport à ses concurrents, évaluer les effets de ce que nous avons accompli sur leur propre agriculture, indiquer quels sont nos perspectives au-delà de 1990 ».

Il estime cette « réflexion stratégique » nécessaire pour que la Communauté prête moins le flanc à la critique. La situation issue de la réforme de la PAC varie d'un secteur à l'autre. La CEE a sensiblement réduit sa collecte de lait grâce aux quotas et maîtrisé sa production céréalière. La réflexion stratégique devra s'engager sur de nouveaux engagements.

PHILIPPE LEMAITRE.

#### Les non-dits du débat agricole

La violence de l'affrontement entre Américains et Européens sur les questions agricoles, le semaine dernière à Montréal, laisse curieusement un goût d'inachevé. La surenchère verbale des États-Unis enjoignant à l'Europe de renoncer sur le champ à ses subventions à l'exportation a mis un terme au débat avant qu'il n'ait commencé. Si on a parlé fort sur l'agriculture dans l'enceinte du GATT, on n'a pas tout dit.

En brisant les projecteurs sur les seules aides aux exportations agricoles, les États-Unis ont mis l'accent sur la partie visible de l'iceberg, celle qui irrite l'œil libéral. Mais, curieusement, pas une fois un chiffre n'a circulé à Montréal sur ce que chaque pays verse vraiment, et au total, à son agriculture. C'est pourtant dans l'abondante littérature du GATT qu'on apprend qu'en 1987 les États-Unis ont versé 27 milliards de dollars au lobby agricole contre 23 milliards du côté de la CEE. Précision utile : on ne compte plus, outre-Atlantique, que deux millions et demi d'agriculteurs, quand l'Europe verte en recense encore six millions.

En laissant naître et grossir le débat, les États-Unis n'auraient pu nier l'escalade de leurs dépenses agricoles. Un rapport de l'OCDE de mai 1988 montre ainsi qu'entre la période 1979-1981 et la période 1984-1986, celles-ci ont progressé de 173 % aux États-Unis et de 40 % dans la CEE. Si, en 1979, l'Amérique de Carter dépensait deux fois moins pour ses fermiers que l'Europe des Dix, celle de Reagan faisait en 1986 presque jeu égal avec le Vieux Continent. Aujourd'hui, l'exploitant agricole de l'Iowa n'a rien à envier au céréalier

beauceron. En 1986, devant les producteurs américains de maïs, le secrétaire à l'agriculture, M. John Block, se félicitait de l'importante panoplie des aides : « Nous avons des programmes de soutien des prix qui encouragent les agriculteurs à labourer et à semer toujours plus de terres vierges. Nous avons des programmes de conservation et d'aménagement des sols qui nous permettent de mettre en production des terres dont nous n'avons pas besoin. Nous avons des programmes qui offrent de l'argent pour l'irrigation alors que nous n'avons plus besoin d'irriguer d'autres terres ? Dans l'Ouest, nous payons une partie de l'eau. Nous avons une assurance de récolte subventionnée par le gouvernement. »

#### Dos à dos

De tels propos donnaient d'étranges accents au libéralisme réaganien. En 1986, l'OCDE calculait ainsi que la part du montant des aides diverses dans la valeur de la production agricole des États-Unis atteignait 35 %, contre 18 % en 1979-1981. Elle était passée dans le même intervalle de 37 % à 50 % en Europe. Avec une nuance importante : le revenu de l'agriculteur américain est soutenu par des aides imputées au contribuable. Dans la Communauté, le consommateur est le plus sollicité en faveur du monde agricole, surtout depuis la politique de Bruxelles, amorcée en 1984, visant à réduire les dépenses de l'Europe verte.

Sur le terrain des aides globales à l'agriculture, il est plus facile de renvoyer dos à dos États-Unis et CEE. Entre 1976 et 1986, 296 mil-

liards de dollars de subventions (126 milliards outre-Atlantique, 170 milliards en Europe) ont été jetés dans cette bataille stérile qui a conduit à brader les produits agricoles, sans améliorer de façon durable le sort des paysans. Loin d'être un débat d'hier ou un combat d'ombres, la question des subventions agricoles touche aux fondements même des règles commerciales entre les États. Pendant que les grandes puissances agricoles se ruinent en subsides pour écouler leur blé ou leur viande, les pays en voie de développement ne voient que des cadavres empoisonnés qui accentuent leur dépendance alimentaire.

Incroyable paradoxe, c'est dans les États gagnés par les excédents que les paysans sont les plus incités à produire. Dans le tiers-monde au contraire, les subventions à la production agricole sont aussi rares que l'eau. En acceptant une circulation sans entraves des produits tropicaux sans revoir leur propre système de subventions, les grandes puissances économiques réunies au GATT n'ont pas rendu service aux pays du sud. Elles les incitent à renforcer leur spécialisation dans le cacao, le café, le jute ou le caoutchouc, et à attendre la main des productions céréalières occidentales qui coûtent si cher aux États-Unis et à l'Europe.

#### Egoïsmes sacrés

Une fois encore, les réunions du GATT auront rassemblé surtout d'egoïsmes que de ces membres inscrits, selon la formule de de Gaulle, l'Amérique, qui vient juste

de retrouver sa part (de l'ordre de 40 %) dans les échanges agricoles mondiaux, n'a pas voulu céder face à l'Europe verte qu'elle continue de regarder comme un remord. L'administration Reagan finissant à vouloir effacer la dernière trace de l'embargo céréalier que le président Carter avait décrété en 1980 contre l'URSS, après l'entrée de l'armée rouge à Kaboul. Le président Reagan aura mis plus de six ans avant de reprendre pied sur le marché soviétique, grâce à une politique systématique de subventions. Ce n'était pas pour y renoncer seul. L'Amérique veut l'option zéro à condition que l'exemple vienne de l'Europe. On se souvient à Washington que la CEE, comme l'Australie et le Canada, brisèrent le front de l'embargo des 1981, pour livrer du grain aux Soviétiques au nez et à la barbe des Américains. S'ils ont dû subventionner leurs exportations céréalières, c'était pour compenser, disent-ils, ce manque de loyauté en faveur de l'Empire du mal, comme ils l'appellent alors.

Quant à la Communauté, elle hésite à renoncer à une politique agricole aidée qui reste la contrepartie de la marche forcée qu'elle impose à ses agriculteurs depuis quatre ans, de quotas laitiers en plaques folles à la production céréalière. Que l'Europe ait perdu d'une même voix à Montréal est une bien faible consolation.

Les egoïsmes ne manquent pas de resurgir à Bruxelles entre la Grande-Bretagne, la RFA et la France, dont les agriculteurs n'ont en commun que des contentieux.

ERIC FOTTORINO.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SICAV NATIO-VALEURS POUR GAGNER AVEC DES ACTIONS FRANÇAISES DE PREMIER PLAN

Avec la sicav NATIO-VALEURS, vous devenez actionnaire d'un portefeuille investi à 60% minimum en actions françaises de tout premier plan.

Sa performance du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1988 : + 28,7% vous permet d'apprécier la qualité et le dynamisme de sa gestion, prompte à saisir les opportunités se présentant sur le marché.

La souscription à NATIO-VALEURS vous permet de constituer un portefeuille d'actions françaises, orienté vers la plus-value à long-terme.

Les actions de NATIO-VALEURS peuvent être souscrites dans le cadre du Plan d'Épargne Retraite (PER).



#### Patron du groupe Nokia

### Kari Kairamo, l'industriel le plus puissant de Finlande est mort

STOCKHOLM  
de notre correspondante

Il allait avoir cinquante-six ans à la fin de décembre. Kari Kairamo, le président du conseil d'administration de Nokia, le premier groupe privé de Finlande, est décédé subitement dimanche 11 décembre à son domicile d'Esbo, près d'Helsinki. La disparition du chef d'entreprise a été immédiatement ressentie par ses collaborateurs comme un « choc total ». Nokia avait déjà perdu, il y a quelques mois, Timo Koski, le responsable du secteur électronique du groupe.

Avec quarante-quatre mille employés (dont mille quatre cents en France et cinq mille en Suède), cent filiales dans vingt-neuf pays, et un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, Nokia s'est imposé en Europe du Nord, et a effectué ces dernières années une percée remarquable dans l'espace communautaire. Depuis son arrivée à la tête du groupe en 1977 (il était entré à Nokia en 1970 comme vice-directeur pour le secteur étranger) Kari Kairamo avait réussi à transformer cette société papetière créée en 1864 en l'un des premiers groupes européens d'électronique

grand public (Le Monde affaires du 9 janvier 1988). L'expansion rapide entraînant cependant quelques troubles de croissance, le PDG avait décidé de faire une pause. Entre temps il aura fait prendre à la Finlande une revanche historique sur la Suède : avec l'absorption au début de l'année du secteur informatique du géant Ericsson, Nokia devenait le premier employeur étranger en Suède, supplantant IBM.

#### Un homme multiple

Dynamique, informel, direct - les politiciens de la Finlande ne se savent quelque chose - et à l'humour propre aux imperturbables nés dans un climat froid, Kari Kairamo partageait son temps entre ses obligations de membre de multiples conseils d'administration (dont celui de Volvo en Suède), la présidence notamment de la Fédération du commerce extérieur de Finlande, ses activités très demandées de conférencier et de débatteur, et son intérêt général pour tout ce qui touchait à l'amélioration de la société en passant par la protection des enfants.

FRANÇOISE NIÉTO.



### SICAV NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR SÛRE ET PERFORMANTE POUR GAGNER AVEC LES VALEURS DU TRÉSOR

Pour vous permettre d'accéder simplement aux valeurs du Trésor Français, la Banque Nationale de Paris a conçu pour vous la Sicav NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR.

Avec elle, vous devenez actionnaire d'un portefeuille investi exclusivement en Emprunts d'État et en Bons du Trésor, et vous bénéficiez

des qualités de solidité et de liquidité qui leurs sont attachées.

Le tableau ci-dessous, établi au 30 Juin 1988, vous permet de juger le dynamisme de NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR.

depuis le	1.1.1988	1.1.1987	1.1.1986	1.1.1985	1.1.1984	1.1.1983
Performance annualisée (coupon net réinvesti)	+13,7 %	+8,7 %	+9,6 %	+10,5 %	+11,16 %	+12 %
						*date de création

La souscription à NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR vous permet de réaliser à court-terme et jusqu'à 2 ans un placement qui allie la performance à la sécurité.



### 2<sup>e</sup> Cycle de Management Informatique appliqués au Tourisme et à l'Hôtellerie

L'IETH et NIXDORF COMPUTER s'associent pour former des Cadres de haut niveau en gestion et implantation informatique dans le secteur du tourisme et de l'hôtellerie.

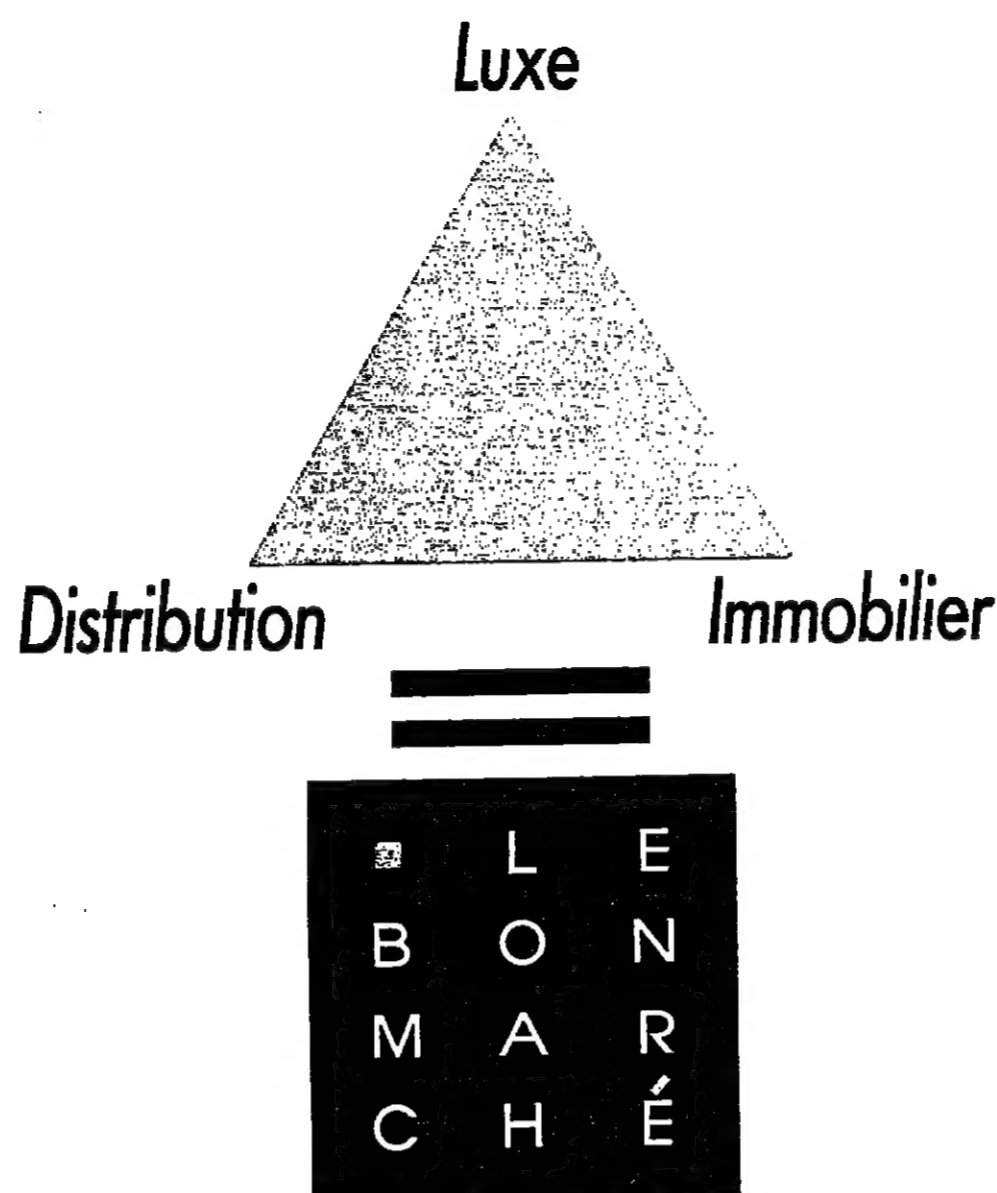
FORMATION EN 10 MOIS  
DIPLOME DOUBLE COMPETENCE  
MANAGEMENT ET INFORMATIQUE  
OPTION : Tourisme et Hôtellerie  
Admission : BTS, D.L.T., DELG ou LICENCE  
Frais d'inscription à l'heure

INSTITUT EUROPEEN DE TOURISME ET D'HOTELLERIE

INSCRIPTION - APPELÉ LE :  
(1) 42 66 66 82

IETH 17, rue du Faubourg Saint-Honoré 75004 PARIS - Tél. 42 66 66 82  
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur Européen

# L'EQUATION GAGNANTE



## Augmentation de capital de 2,5 milliards de francs

Distribution, luxe, immobilier : l'association de ces trois secteurs fait de ce nouveau groupe une valeur unique sur la place financière :

- La distribution avec Conforama, premier spécialiste français de l'équipement de la maison et avec le Bon Marché, le grand magasin de la Rive Gauche.

- Le luxe avec un portefeuille de marques prestigieuses grâce à une participation importante dans Christian Dior et à travers elle dans LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton.

- L'immobilier avec un patrimoine exceptionnel de 140 000 m<sup>2</sup> situé au cœur de la capitale.

Le groupe Bon Marché, au fort potentiel de développement, représente 7 milliards de chiffre d'affaires et 360 millions de résultat net.

Le Bon Marché, un groupe qui, par ses trois secteurs d'activité, allie solidité, rentabilité, croissance. Une équation unique. L'équation gagnante.

Emission de 3 301 680 actions nouvelles, assorties chacune d'un bon d'acquisition d'action "CONFORAMA"

Prix d'émission : F 775 par action

Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1989

Droit préférentiel de souscription : TROIS actions nouvelles pour QUATRE actions actuelles

Délai de souscription : 19.12.1988/9.01.1989 inclus.

**LE 20 DÉCEMBRE 1988**  
**OFFRE PUBLIQUE DE VENTE**  
**DE 966 560 LOTS DE 4 DROITS DE SOUSCRIPTION**  
**CHACUN LOT AU PRIX DE F 81**  
**AVEC ENGAGEMENT DE SOUSCRIPTION**  
**DES 3 ACTIONS CORRESPONDANTES**

Caractéristiques des bons d'acquisition  
 CINQ BONS pour UNE action CONFORAMA  
 au prix de F 860

Durée d'exercice : 1<sup>er</sup> mars 1989/31 mars 1994

Cotation des bons d'acquisition à Paris

Visa COB n° 88/479 en date du 9/12/88 • Balo du 12 décembre 1988

LE BON MARCHÉ + CONFORAMA + CHRISTIAN DIOR

هكذا من الأصل

## Marchés financiers

هكذا من الأصل

Un an après sa victoire sur M. De Benedetti

## Suez affirme que la Société générale de Belgique sera bénéficiaire dès 1989

Pour sa première année de société privée, la Compagnie financière de Suez aura mis les bouchées doubles. La prise de contrôle en 1988 de la Société générale de Belgique (SGB), première holding du pays, nous a fait changer de taille et de nature», constate M. Renaud de La Genière, le président de la compagnie, le 12 décembre, en présentant le bilan 1988. De taille : fin 1987, Suez représentait 23 milliards de francs d'actifs ; elle en « pèsera » 38,2 milliards à la fin de cette année. De nature : la dominante financière n'y a un an (58 % de ses actifs dans la banque et l'assurance, contre 31 % dans l'industrie et les services), Suez rééquilibre ses activités avec l'apport de la SGB. Fin 1988, la finance représentait 47 % de ses actifs, l'industrie et les services 42 %.

S'il ne lève pas toutes les questions sur l'avenir du nouvel ensemble, le bilan présenté le 12 décembre a, en tout cas, permis de voir plus clair dans l'actionnariat de la SGB et les ressources mises en œuvre par Suez pour financer une acquisition qui lui a coûté 12,9 milliards de francs français (soit 4 200 F belges par action).

Au chapitre de l'actionnariat, Suez entend conserver plus de 50 % du capital et renforcer la participation belge (10 % environ actuellement), jugée trop faible. Pour y parvenir, Suez réclamera l'« excédent » des actions SGB qu'elle détient auprès d'investisseurs institutionnels et sur le marché boursier belge. Par ailleurs, un nouveau pacte d'actionnaires a été conclu entre Suez et les Assurances générales (AG), l'un des deux premiers assureurs de Belgique, auxquelles viendront se joindre des investisseurs belgo-luxembourgeois, permettant ainsi de contrôler 60 à 70 % du capital de la SGB (voir « organisation »).

En outre, 15 % resteront aux mains de CERUS, holding du groupe De Benedetti, rival malheureux de Suez. Cette réorganisation de l'actionnariat passe par la scission en trois holdings de la SODECOM, jusque-là détenue à 75 % par Suez, et qui portait 18 millions de titres SGB : Frabepar, filiale à 100 % de Suez (10,2 millions de titres) ; Erasmus Capital I, filiale à 100 % des AG (2,5 millions de titres), et Sodinvest, détenue à 51 % par les AG et

49 % par Suez (5,3 millions de titres). Cette dernière holding est destinée à remettre ses titres sur le marché belge, probablement au printemps prochain.

Au chapitre du financement, l'endettement de Suez atteignait, par l'intermédiaire de la Sodecom, 9,2 milliards de francs français. La scission permet de le ramener à 4,9 milliards pour Frabepar. Ce chiffre devrait descendre sous la barre des 2 milliards, après une prochaine augmentation de capital de Frabepar pour 2 milliards de francs environ.

Au total, Suez aura financé son acquisition de la SGB à 8,8 milliards de francs par des opérations en fonds propres, à 2,2 milliards par des émissions d'actifs et à environ 2 milliards par endettement.

## Actionnariat stabilisé

Affirmant que l'investissement dans la SGB est rentable pour Suez, Patrick Ponsolle, directeur général de la compagnie, en a présenté les perspectives financières. Les importants frais de restructuration pour la SGB (de l'ordre de 10 à 12 milliards de francs belges) devraient porter entre 500 millions et 2 milliards de francs belges la perte de la holding belge pour 1988. Ce qui ne devrait pas empêcher Suez, au dire de son état-major, d'enregistrer un résultat consolidé de 2 à 2,5 milliards de francs, et un maintien du dividende au niveau de 1987. Dès 1989, la SGB devrait voir son résultat se redresser à 12 milliards de francs belges. « Un objectif normalement fixé pour 1991 », a rappelé Patrick Ponsolle.

Les opérations en capital menées par Suez lui ont par ailleurs permis de consolider son actionnariat stable à plus de 50 % du capital, neuf « grands actionnaires » en détenant plus d'un tiers. Un dixième grand actionnaire va d'ailleurs faire son apparition : la Compagnie générale d'électricité. Suez lui paie avec ses propres titres le rachat des 3,3 % de capital de la SGB que la CGE avait acquis pour prêter main-forte à la Compagnie financière lors de la bataille boursière.

C. B.

## CERUS donne la priorité à l'international

« Finie la croissance accélérée, nous avons atteint le stade de la maturité. C'est désormais le message que M. Alain Minc, président de CERUS, holding international du groupe De Benedetti, veut faire passer, notamment à destination des milieux financiers, qui ont quelque peu boudé son titre après l'échec de la tentative de prise de contrôle de la Société Générale de Belgique.

La priorité est désormais donnée au développement international. La première illustration a été la création en Espagne en 1988 de la Cofir, holding détenue à 41,5 % par CERUS, aux côtés de partenaires locaux, en l'occurrence les « Albertos », étoiles montantes du capitalisme espagnol. Deuxième holding du pays, Cofir a déjà réalisé trois augmentations de capital et pris trois participations significatives (dans le groupe agro-alimentaire Pascual Hermanos, le groupe d'assurances Sanitas et la chaîne hôtelière NH).

Ce modèle « mélange » alchimique entre le savoir-faire international de CERUS, de bons partenaires nationaux et un patron local — va être reproduit au Portugal avec la création de la Cofip, avant la fin de l'année. Elle sera détenue à l'origine à 55 % par Cofir et à 30 % par le groupe portugais Amarin, allié aux groupes Banco Zaragozano et Banco Vizcaya. Prochaines étapes : la Grèce et la Turquie dans les prochains mois de 1989, lorsque CERUS aura trouvé des partenaires. Le bénéfice net consolidé de CERUS devrait atteindre 400 millions de francs en 1988, contre 306 millions de francs en 1987.

## PHILIPS

La société a décidé de distribuer un titre de l'exercice 1988 un acompte sur dividende de 0,60 florin par action ordinaire d'une valeur nominale de 10 florins (acompte inchangé par rapport à l'année précédente).

Suppression de certains timbres fiscaux. — L'administration a décidé de supprimer certains timbres fiscaux peu utilisés. Sont visés les timbres d'une valeur de 6 F, 7 F, 8 F, 9 F, 12 F, 13 F, 14 F, 18 F, 26 F, 28 F, 106 F, 315 F et 335 F, qui n'auront plus de valeur après le 31 décembre 1988. Les personnes en possession de ces timbres — notamment les buralistes — peuvent les échanger auprès des recettes des impôts.

## Rentacac

La Sicav des 4 saisons

Comptes de l'exercice 1987-1988 clos le 30.09.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 30 novembre 1988, présidé par M. François Arsac.

Actif net au 30.09.1988 : F 1.545.108.976.

Performance entre le 31.12.1987 et le 28.11.1988 : + 11,12 %.

Valeur liquidative au 28.11.1988 : F 162,90.

Dividende proposé (solde) : F 3,55 + F 0,09 d'avoir fiscal qui sera mis en paiement le 31 janvier 1989, soit un total des 4 versements de l'exercice : F 12,27 + 0,57 d'avoir fiscal.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



## NEW-YORK, 12 décembre

## Tassement en fin de séance

La séance de lundi à New-York s'est terminée par un tassement. En hausse à l'ouverture, le marché a progressivement perdu tout le terrain gagné initialement. Parvenu à un instant à 2 165,18, l'industrielle s'inscrivait, en clôture, à 2 139,58, soit à 3,91 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 970 valeurs traitées, 771 ont baissé, 631 ont monté et 568 n'ont pas varié.

Pour les professionnels, la Bourse s'est bornée à consolider ses positions. « Avec 65 points de hausse à l'ouverture, le marché a été normal », disait-on autour du Big Board. Un gérant de portefeuille affirmait, lui, qu'il n'y avait pas de tendance bien définie. La Bourse a en effet connu un coup par coup aux facteurs extérieurs, comme le dollar et les taux d'intérêt.

En fait, à quarante-huit heures de la publication des résultats du commerce extérieur américain pour octobre, les opérateurs ont préféré mettre la pédale douce, comme en témoigne la faiblesse de l'activité, avec 124,16 millions de titres échangés, contre 133,77 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 12 déc.	Cours du 13 déc.
Alcoa	52 7/8	52 3/4
A.T.T.	28 5/8	28 1/4
Boeing	52 3/4	52
Chemical	52 3/4	52
Eastman Kodak	45 3/4	45 1/2
Exxon	44 5/8	44 1/2
General Electric	43 3/4	43 1/2
IBM	120 1/2	120
Johnson & Johnson	47 5/8	47 1/2
McDonald	46 5/8	46 1/2
Merck	57 7/8	57 1/2
Pfizer	50 1/8	50 3/4
Rockwell	107 3/4	107
Union Carbide	28 5/8	28 1/2
Westinghouse	52 1/2	52 1/4
Yale Corp.	57 1/2	57 1/4

## LONDRES, 12 décembre

## Stabilité

Le mouvement de baisse observé la semaine dernière s'est poursuivi, lundi, au Stock Exchange. L'indice FTSE a enregistré un recul de 2,4 points (-0,13 %), terminant à 1 747,9, après avoir perdu 11,8 points en début d'après-midi. Le volume d'activité était peu élevé, avec 460 millions de titres échangés. Comme sur l'ensemble des places internationales, l'attention se portait sur la publication, mercredi, des chiffres de la balance commerciale américaine.

Les taux d'intérêt directs ont continué à peser sur les secteurs de la construction (Redland), de l'immobilier (British Land) et de la distribution (Great Universal Stores).

Le titre Glaxo enregistrera une forte hausse avec d'importantes transactions après la tenue de l'assemblée générale des actionnaires. Il y fut annoncé que le résultat de la firme pharmaceutique ne serait pas aussi bon que prévu. Sur le front des OPA, Plessey doit en hausse à la suite de rumeurs évoquant le soutien du groupe électronique STC dans sa lutte contre l'offre de rachat conjuguée menée par GEC et Siemens.

Les fonds d'Etat étaient en très légère baisse, ainsi que les mines d'or.

## FAITS ET RÉSULTATS

Deux nouvelles OPA de la Générale des eaux en Grande-Bretagne. — Le groupe de la Générale des eaux a lancé, le 12 décembre, par l'intermédiaire de la filiale britannique General Utilities, deux OPA simultanées d'un montant global proche de 20 millions de livres (environ 28 millions de francs), visant deux compagnies britanniques de distribution d'eau cotées à Londres. La première OPA porte sur la Teespring Hundred Waterworks Co, dont la Générale des eaux détient déjà 16,2 %. La compagnie dessert cent trente mille personnes dans le Kent, près d'Ipswich. La deuxième OPA concerne la Folkestone and District Water Co, dont la Générale des eaux ne détient encore aucune part de capital. Elle dessert cent quarante-deux mille personnes dans le Kent, au débouché du tunnel sous la Manche.

Grundig-France : 15,8 % de bénéfice en moins. — La filiale française du célèbre groupe électronique allemand a réalisé, pour l'exercice 1987-1988 (clos le 31 mars 1988), un bénéfice net de 41,5 millions de francs, en diminution de 15,8 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de la firme s'est élevé à 1,188 milliard de francs, en progression de 3,2 %. L'augmentation relativement modérée du chiffre d'affaires s'explique par la situation qualifiée d'« extrême » de l'industrie de la radio et de l'électronique grand public, indiquée-t-on chez Grundig.

« Ce secteur subit, explique la direction, une pression croissante de la part des fabricants du Sud-Est asiatique, avec l'arrivée sur les marchés de téléviseurs, portables notamment, à des prix anormalement bas. »

DAF prochainement coté en Bourse. — Le fabricant néerlandais de

## PARIS, 12 décembre

## Calme

Pour la deuxième fois, une panne du système informatique a perturbé le début de la journée, rendant impossible toute transaction sur le système de cotation assistée en continu (CAC) pendant près de trois quarts d'heure. Vers 11 heures, la situation étant redevenue normale, l'indicateur instantané s'appréciait de 0,3 %. Mais au fil des heures, son avance s'effritait. En début d'après-midi, il redevenait très légèrement positif (+0,03 %) et oscillait sur un gain de 0,17 %. A l'image des séances précédentes, le marché était peu schématisé. Manquant d'informations susceptibles de modifier les initiatives des investisseurs, les valeurs évoluaient dans d'étroites limites. Cette tendance devait durer jusqu'à mercredi, jour où sera publiée la balance commerciale américaine d'octobre. Les dernières prévisions tablent sur une sensible amélioration du déficit, qui pourrait être de l'ordre de 8 milliards de dollars, contre 10,5 milliards précédemment. De son résultat dépendra l'évolution à la hausse ou à la baisse des taux d'intérêt outre-Atlantique. Certains intervenants s'interrogeaient sur les conséquences qu'aurait un relèvement des taux en RFA sur ceux des autres pays, et, notamment, sur la France. Des rumeurs d'un relèvement des taux en Allemagne reviennent, en effet, avec persistance depuis la fin de la semaine dernière.

Les valeurs des sociétés privées, qui s'étaient animées après la déclaration de M. Pierre Bérégovoy sur son intention de redonner la liberté aux nouveaux chefs de ces groupes, ont retrouvé le calme. La Société générale perdait plus de 3 %, le CCF 2,5 % et HAVAS 1 %. Les hausses étaient enregistrées par la Sagem, Lorraine, Cerus, L'Air Liquide et TRT. Parmi les baisses figuraient Lescage, les Immobiliers de la Plaine Monceau et Rafinagro.

La Sicav Espagne Industrie indiquait avoir ramené à 1,01 % sa participation dans SUEZ-REP, tandis que la Banque Eurofin annonçait détenir directement en indirectement 11,41 % du capital des Lignes de Hainaut, société cotée à Bordeaux.

Sur le MATIF, la tendance était à l'effacement, l'ensemble des contrats perdant près de 0,2 %.

## TOKYO, 12 décembre

## Nouvel effacement

Nouvelle séance de baisse, mardi, à Tokyo. Le mouvement, toutefois, déjà modeste à l'ouverture, a tendu par la suite à se ralentir. En fin de matinée, l'indice Nikkei avait perdu 104,33 points. A la clôture, il redonnait 74,45 points (-0,25 %), en s'inscrivant à 29 597,81.

Manifestement, le Kabuto Cho calcule son comportement sur celui de Wall Street. « Personne ne sait où va le marché japonais en l'absence d'offre de 30 000 points », commentait un gestionnaire de portefeuille.

En fait, à Tokyo comme à New-York, les investisseurs conservent l'arme au pied en attendant la publication, mercredi, des résultats du commerce extérieur américain. Les pharmaciens, les banques, les maisons de titres et la construction ont été quelque peu affectés. Fermés de la construction navale et de la sidérurgie, l'activité manufacturière pour dépasser le milliard de titres.

VALEURS	Cours du 12 déc.	Cours du 13 déc.
Alcatel	882	886
Bridgestone	1 350	1 350
Cemex	1 350	1 350
Fujitsu	3 450	3 470
Honda Motor	1 850	1 850
Mitsubishi	2 350	2 350
Mitsubishi Heavy	1 010	1 030
Sony Corp.	8 730	8 840
Toshiba	2 470	2 480

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Amal & Associés	480	480	La Compagnie Electro.	300	298
Asystel	280	280	Le gélisme du mou	278	276
B.A.C.	355	355	Lois Investissement	278	276
B. Demachy & Assoc.	380	380	Locatit	148	148
B.L.C.M.	525	525	Mallory	148	148
B.L.P.	705	705	Mallory International	500	500
Bolton	450	450	Micromedex	100 20	102
Bolton Technologies	838	840	M.L.M.S.	646	656
Bulfinch	1050	1050	Molins	203	200 10
Châles de Lyon	1470	1475	Nord-Delta	203	710
Colson	720	722	Obitex-Legation	223	223
Cofid	850	850	Om. Gest.Fin.	325	325
C.A.L.-de-Fr.(C.C.I.)	328 10	328 10	Planat	380	385
C.A.T.C.	135 20	135 50	P.F.A.S.A.	306	400
C.D.M.E.	1202	1202	Pratiborg (C. de la Pl.)	98	98
C. Esprit Elect.	368	370	Pratiborg Assurance	405	405
C.E.S.I.D.	747	750	Publicis	405	405
C.E.S.E.P.	225	225	Publicis Pipacchi	982	982
C.E.P.-Communication	1570	1530	Rand	851	851
C.G.I. Information	1045	1048	St-Gobain	1480	1480
Comet d'Orsay	520	522	Schneider-Montguyon	230	230
C.N.I.M.	411 50	411 50	S.C.G.P.M.	400	398
Concept	248	250	Sepit	400	398
Continental	474	474	S.E.P.	1156	1156
Crest	157 80	157 50	S.A.T. Group	287	287
Dagblin	1080	1080	Sodisag	715	715
Develley	910	912	Suga	232 80	232 80
Deville	586	591	T.P.I.	320	320
Dunlop-Labé	1020	1020	Union Financ. de Fr.	309	405
Edison-Rohlf	198	198			
Esprit	210	211			
G. Foncier Fr. (G.F.F.)	236 50	236 50			
Gaillard	800	800			
L.C.C.	222	222			
IDA	220	220			
L.C.F.	86 80	86			
NE	218	218			
St. Michel Service	554	554			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 12 décembre 1988

VALEURS	Cours	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Décembre	Mars	Décembre	Mars
Accor	548	8	28	18	28
CEG	368	49	64	6,50	6
EF-Aquitaine	320	33	—	0,25	—
Lafarge-Cyprus	1 550	1,50	28	170	160
Michelin	182	1,50	10	9,40	12,50
Midi	1 580	118	—	4	54
Peñon	480	9	31	18	28
Peñon	1 380	3,50	50	90	100
Saint-Gobain	520	36	60	1,70	10
Société Générale	560	42	50	15	35
Thomson-CSF	180	38	43	—	1,70

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 12 déc. 1988

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 88	Mars 89	Jun 89
Dernier	106,55	105,95	105,35
Précédent	106,75	106,15	105,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 89	Jun 89	Mars 89	Jun 89
106	0,97	1,21	1,01	1,83

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,96 F ↑	PARIS (INSEE base 100 : 31-12-87)
Le dollar s'est légèrement raffermi, mardi 13 décembre, sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,975 F (contre 5,9420 F). Les combinateurs attendent la publication, le 14 décembre, des résultats du commerce extérieur américain. Les estimations de déficit vont de 8,7 milliards à 10,5 milliards de dollars.	Valeurs françaises : 138,1 12 déc. 138,2
FRANCFORT 12 déc. 13 déc.	Valeurs étrangères : 116,3 115,4
Dollar (en DM) : 1,745 1,745	(S&P, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 12 déc. 13 déc.	Indice général CAC : 3942 3940
Dollar (en yen) : 122,92 123,86	(S&P, base 100 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	Indice CAC 40 : 1 489,91 1 503,31
Paris (13 déc.) : 15/64/164	(OMF, base 100 : 31-12-81)
New-York (12 déc.) : 81/24/164	Indice OMF 50 : 417,71 415,70
	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
	Industrielles : 2 143,40 2 139,58
	LONDRES (Indices Financial Times)
	Industrielles : 1 429,4 1 422,4
	Mines d'or : 176,8 174,6
	Fonds d'Etat : 86,77 86,79
	TOKYO
	12 déc. 13 déc.
	Nikkei Dow Jones : 29 672,29 29 597,81
	Indice général : 2 263,15 2 252,34

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dév.	Rep. + ou dév.	Rep. + ou dév.	Rep. + ou dév.	Rep. + ou dév.	Rep. + ou dév.
S.E.U. ....	5,9480	5,9580	- 93	- 78	- 135	- 185
S. can. ....	4,9577	4,9645	- 139	- 186	- 244	- 283
Yen (100) ....	4,9377	4,9433	+ 137	+ 146	+ 286	+ 341
DM ..... 3,4362	3,4393	+ 68	+ 78	+ 137	+ 145	+ 458
Fluor ..... 3,4270	3,4295	+ 58	+ 72	+ 122	+ 145	+ 367
FR (100) .... 16,3115	16,3215	+ 38	+ 109	+ 167	+ 285	+ 438
RS ..... 4,6559	4,6690	+ 83	+ 105	+ 189	+ 224	+ 629
L.I. (100) .... 4,6376	4,6322	- 298	- 219	- 396	- 347	- 845
C. .... 34,9581	34,9778	- 496	- 447	- 950	- 841	- 2519

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE.U.	3 3/8	2 5/8	9 9/16	9 11/16	9 3/8	9 1/2	9 5/16	9 7/16</
-------	-------	-------	--------	---------	-------	-------	--------	----------

# Marchés financiers

## BOURSE DU 12 DECEMBRE

Cours relevés à 17 h 39

Règlement mensuel									
Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Cotation	VALEURS	Cours	Précéd.
3462	C.A.E. 3%	3780	3780	3780	- 0,70	1740	Deutsche Bank	1811	1811
1048	S.A.P. T.P.	1080	1080	1080	+ 0,00	1021	Deutsche Bank	1021	1021
1748	C.F.E. T.P.	1770	1770	1770	+ 0,77	51	Deutsche Bank	51	51
1076	C.F.E. T.P.	1080	1080	1080	+ 0,00	480	Deutsche Bank	480	480
1385	Rhône-Poul.	1405	1413	1413	+ 0,64	270	Deutsche Bank	270	270
1271	St-Gobain T.P.	1285	1285	1285	+ 0,00	27	Deutsche Bank	27	27
1274	Thomson T.P.	1283	1282	1282	- 0,08	216	Deutsche Bank	216	216
625	Accor	550	550	550	+ 0,00	255	Deutsche Bank	255	255
625	Accor	550	550	550	+ 0,00	295	Deutsche Bank	295	295
2400	Alcatel	2418	2418	2418	+ 0,00	47	Deutsche Bank	47	47
1480	Alcatel	1478	1478	1478	- 0,01	90	Deutsche Bank	90	90
310	A.L.S.P.	325	325	325	+ 0,00	690	Deutsche Bank	690	690
370	Alcatel	380	380	380	+ 0,00	235	Deutsche Bank	235	235
2250	Alcatel	2240	2240	2240	- 0,22	128	Deutsche Bank	128	128
570	Alcatel	555	555	555	- 0,27	38	Deutsche Bank	38	38
1040	Alcatel	1035	1035	1035	- 0,48	36	Deutsche Bank	36	36
525	Alcatel	510	510	510	- 0,29	1020	Deutsche Bank	1020	1020
290	Alcatel	287	287	287	- 0,35	107	Deutsche Bank	107	107
880	Alcatel	865	865	865	- 0,17	122	Deutsche Bank	122	122
230	Alcatel	224	224	224	- 0,22	128	Deutsche Bank	128	128
475	Alcatel	468	468	468	- 0,15	128	Deutsche Bank	128	128
540	Alcatel	525	525	525	- 0,28	128	Deutsche Bank	128	128
510	Alcatel	503	503	503	- 0,14	128	Deutsche Bank	128	128
805	Alcatel	797	797	797	- 0,10	128	Deutsche Bank	128	128
820	Alcatel	815	815	815	- 0,06	128	Deutsche Bank	128	128
2180	Alcatel	2175	2175	2175	- 0,23	128	Deutsche Bank	128	128
2720	Alcatel	2715	2715	2715	- 0,19	128	Deutsche Bank	128	128
64	Alcatel	63	63	63	- 0,16	128	Deutsche Bank	128	128
5600	Alcatel	5590	5590	5590	- 0,18	128	Deutsche Bank	128	128
560	Alcatel	550	550	550	- 0,18	128	Deutsche Bank	128	128
515	Alcatel	505	505	505	- 0,19	128	Deutsche Bank	128	128
2750	Alcatel	2740	2740	2740	- 0,37	128	Deutsche Bank	128	128
177	Alcatel	176	176	176	- 0,57	128	Deutsche Bank	128	128
120	Alcatel	119	119	119	- 0,84	128	Deutsche Bank	128	128
1030	Alcatel	1020	1020	1020	- 0,97	128	Deutsche Bank	128	128
615	Alcatel	605	605	605	- 1,64	128	Deutsche Bank	128	128
1310	Alcatel	1300	1300	1300	- 0,76	128	Deutsche Bank	128	128
380	Alcatel	370	370	370	- 2,63	128	Deutsche Bank	128	128
1810	Alcatel	1800	1800	1800	- 0,55	128	Deutsche Bank	128	128
320	Alcatel	310	310	310	- 3,13	128	Deutsche Bank	128	128
1220	Alcatel	1210	1210	1210	- 0,83	128	Deutsche Bank	128	128
1090	Alcatel	1080	1080	1080	- 0,92	128	Deutsche Bank	128	128
480	Alcatel	470	470	470	- 2,08	128	Deutsche Bank	128	128
175	Alcatel	165	165	165	- 5,71	128	Deutsche Bank	128	128
245	Alcatel	235	235	235	- 4,08	128	Deutsche Bank	128	128
650	Alcatel	640	640	640	- 1,54	128	Deutsche Bank	128	128
225	Alcatel	215	215	215	- 4,67	128	Deutsche Bank	128	128
785	Alcatel	775	775	775	- 1,29	128	Deutsche Bank	128	128
680	Alcatel	670	670	670	- 1,47	128	Deutsche Bank	128	128
485	Alcatel	475	475	475	- 2,06	128	Deutsche Bank	128	128
188	Alcatel	178	178	178	- 5,32	128	Deutsche Bank	128	128
480	Alcatel	470	470	470	- 2,08	128	Deutsche Bank	128	128

# Comptant (sélection)

# SICAV (sélection)

12/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais ind.	Reduit net	VALEURS	Emission	Frais ind.	Reduit net	VALEURS	Emission	Frais ind.	Reduit net
<b>Obligations</b>																				
Emp. 6,50 % 77	126	4 894	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 78/89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 79/89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 80/89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 81/89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 82/89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 83	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 84	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 85	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 86	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 87	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 88	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 89	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 90	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 91	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 92	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 93	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 94	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 95	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 96	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 97	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 98	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 99	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 00	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 01	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 02	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 03	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 04	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 05	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 06	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 07	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 08	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 09	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 10	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 11	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 12	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 13	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 14	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 15	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 16	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 17	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 18	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 19	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 20	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 21	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 22	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 23	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 24	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 25	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 26	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 27	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 28	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 29	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 30	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 31	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 32	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 33	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise	176 04	172 58	
10,00 % 34	102	4 109	C.I.C. (France, del)	172	172	Loire (del)	2112	2130	Tour Eiffel	401	A.A.A.	914 36	882 06	France-Parm	104 05	101 02	Parosme Rémise			

